



# *Gazette officielle du Québec*

## QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

---

Québec, samedi 15 février 1969

### Règlements

1<sup>o</sup> Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2<sup>o</sup> Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3<sup>o</sup> Indiquer le nombre d'insertions.

4<sup>o</sup> Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5<sup>o</sup> L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6<sup>o</sup> Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7<sup>o</sup> La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi*, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le *mardi*. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8<sup>o</sup> Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9<sup>o</sup> Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Québec, Saturday, February 15, 1969

### Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than *Wednesday*, noon; if *Wednesday* is a holiday, the deadline is *Tuesday* noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

**Tarif des annonces, abonnements, etc.\***

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$3 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 50 cents chacun.

Feuilles volantes: \$2 la douzaine.

Abonnement: \$10 par année à compter de janvier.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

*L'Éditeur officiel du Québec,*  
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,  
Québec, 5 mai 1962

**Advertising, Rates, Subscriptions, etc.**

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$3 per 100 words.

Single copies: 50 cents each.

Slips: \$2 per dozen.

Subscriptions: \$10 per year from January.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,  
*Québec Official Publisher.*

Parliament Buildings,  
Quebec, May 5, 1962

27440 — 1-52-0

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.

**Lettres patentes****L'Académie de Ballet Classique de Chicoutimi inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Agathe Comtois, épouse de Gaston Comtois, 190, St-Sacrement, Brigitte Carrier, épouse de Henri Carrier, rue Notre-Dame, Dame Charles Jalbert, épouse de Charles Jalbert, 220, St-Sacrement, Lucille Boivin, épouse de Adrien Boivin, 1111, Pierre-Bédard, Dame René Lambert, épouse de René Lambert, 577, Louis-Hémon, toutes les cinq ménagères, Léa Savard, secrétaire, fille majeure, 461, Ste-Anne, toutes les six de Chicoutimi, Joseph Bruneau, médecin, Dame Joseph Bruneau, ménagère, épouse dudit Joseph Bruneau, tous deux de 121, des Glâteuls, Chicoutimi-Nord, et Dame Lorenzo Beaulieu, ménagère, épouse de Lorenzo Beaulieu, rue Du Perché, Rivière-du-Moulin, pour les objets suivants:

Favoriser par tous les moyens possibles la diffusion et l'enseignement de la danse classique, sous le nom de « L'Académie de Ballet Classique de Chicoutimi inc. ».

Le siège social de la corporation est 309, rue Morin, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

*Le sous-ministre des institutions financières,*  
*compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

27950-0

4568-68

**Letters Patent****L'Académie de Ballet Classique de Chicoutimi inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Agathe Comtois, wife of Gaston Comtois, 190 Saint-Sacrement, Brigitte Carrier, wife of Henri Carrier, Notre-Dame Street, Dame Charles Jalbert, wife of Charles Jalbert, 220 Saint-Sacrement, Lucille Boivin, wife of Adrien Boivin, 1111 Pierre-Bédard, Dame René Lambert, wife of René Lambert, 577 Louis Hémon, all five housewives, Léo Savard, secretary, spinster of the full age of majority, 461 Sainte-Anne, all six of Chicoutimi, Joseph Bruneau, physician, Dame Joseph Bruneau, housewife, wife of the said Joseph Bruneau, both of 121 des Glâteuls, Chicoutimi-Nord, and Dame Lorenzo Beaulieu, housewife, wife of Lorenzo Beaulieu, Du Perché Street, Rivière-du-Moulin, for the following purposes:

To promote in every possible way the teaching and extension of classical dance, under the name of "L'Académie de Ballet Classique de Chicoutimi inc."

The head office of the corporation is at 309 Morin Street, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,*  
*Companies and Cooperatives.*

27950

4568-68

**Ameublement Montcalm inc.  
Montcalm Furniture Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Léo Sanscartier, 439, Principale, Yves Sanscartier, 85, Sanscartier, tous deux de Gatineau, et Aurèle Dalpé, rue Mutchmore, Hull, tous trois hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Ameublement Montcalm inc.—Montcalm Furniture Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Gatineau, district judiciaire de Hull.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o 4977-68

**Amro inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Séverin Lachapelle, 1320, Leblanc, Sillery, Gatién Roy, 6895, 4e avenue, Charlesbourg, et Clément Richard, 3255, de la Paix, Sainte-Foy, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Amro inc. », avec un capital total de \$220,000, divisé en 4,000 actions de classe « A » de \$10 chacune et en 18,000 actions de classe « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o 6056-68

**Les Appartements Bouchard inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Fernand Bouchard, cultivateur, Ghislain Bouchard, Noël Bouchard, et René Bouchard, ces trois derniers travailleurs-forestiers, tous quatre de route rurale numéro 2, Bégin, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Appartements Bouchard inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Bégin, district judiciaire de Chicoutimi.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o 5688-68

**Architechnique inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1968,

**Ameublement Montcalm inc.  
Montcalm Furniture Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léo Sanscartier, 439 Principale, Yves Sanscartier, 85 Sanscartier, both of Gatineau, and Aurèle Dalpé, Mutchmore Street, Hull, all three businessmen, for the following purposes:

To deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Ameublement Montcalm inc.—Montcalm Furniture Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each and into 3,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Gatineau, judicial district of Hull.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950 4977-68

**Amro inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Séverin Lachapelle, 1320 Leblanc, Sillery, Gatién Roy, 6895, 4th Avenue, Charlesbourg, and Clément Richard, 3255 de la Paix, Sainte-Foy, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Amro inc.", with a total capital stock of \$220,000, divided into 4,000 class "A" shares of \$10 each and into 18,000 class "B" shares of \$10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950 6056-68

**Les Appartements Bouchard inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Bouchard farmer, Ghislain Bouchard, Noël Bouchard, and René Bouchard, the latter three forest-workers, all four of Rural Route number 2, Bégin, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Appartements Bouchard inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Bégin, judicial district of Chicoutimi.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950 5688-68

**Architechnique inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incor-

constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, 426, Champagneur, Outremont, Maurice Paquin, 224, Robin, Beloeil, tous deux avocats, et Pierre Messier, stagiaire, 2992, Sherbrooke est, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'un service de dessinateurs et de salle à dessin en général, sous le nom de « Architechnique inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Bruno-de-Montarville, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o 5917-68

**Arkitex inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: Jean-M. Tardif, 360, Hall, Pierre Sébastien, 185, Desaulniers, tous deux de Saint-Lambert, Georges Audet, 7915, Côte St-Luc, app. 107, et Jean-Charles Hamelin, 5369, De Lorimier, ces deux derniers de Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Rendre tous services d'information technique se rapportant à l'industrie du bâtiment et à toute industrie connexe, sous le nom de « Arkitex inc. », avec un capital divisé en 5,000 actions classe « A » sans valeur nominale, 10,000 actions classe « B » sans valeur nominale et en 25,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o 5961-68

**Ascenseurs Leclerc Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: Roger Leclerc, 4157, Forbes, Montréal, Jean-Marc Giguère, 11122, avenue Royale, Beauré, tous deux hommes d'affaires, et Liliane Poiré, secrétaire, fille majeure, 84, St-Augustin, Lévis, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'ascenseurs, plates-formes hydrauliques et électriques, escaliers mécaniques, trottoirs mobiles, tapis roulants, monte charge ou tout autre genre de transport vertical ou horizontal, sous le nom de « Ascenseurs Leclerc Itée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune et en 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 243, boulevard des Capucins, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o 5971-68

porating: Henri-Paul Lemay, 426 Champagneur, Outremont, Maurice Paquin, 224 Rodin, Beloeil, both advocates, and Pierre Messier, probationer, 2992 Sherbrooke St. East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business offering the services of draughtsmen and to operate a draughting hall in general, under the name of "Architechnique inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 3,900 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Bruno-de-Montarville, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950 5917-68

**Arkitex inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-M. Tardif, 360 Hall, Pierre Sébastien, 185 Desaulniers, both of Saint-Lambert, Georges Audet, 7915 Côte St-Luc, Apt. 107, and Jean-Charles Hamelin, 5369 De Lorimier, the latter two of Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To render all services in the field of technical information pertaining to the construction industry and to any related industry, under the name of "Arkitex inc.", with a capital stock divided into 5,000 class "A" shares of no nominal value, 10,000 class "B" shares of no nominal value and 25,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950 5961-68

**Ascenseurs Leclerc Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Leclerc, 4157 Forbes, Montreal, Jean-Marc Giguère, 11122 Royale Ave., Beauré, both businessmen, and Liliane Poiré, secretary, spinster of the full age of majority, 84 St-Augustin, Lévis, for the following purposes:

To manufacture and deal in elevators, hydraulic and electric platforms, escalators, mobile sidewalks, endless belts, hoists or any other type of vertical or horizontal transportation, under the name of "Ascenseurs Leclerc Itée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 400 common shares of \$100 each and 600 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 243 des Capucins Blvd., Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950 5971-68

**L'Association des Mines de Métaux  
du Québec inc.  
Québec Metal Mining Association  
Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1968, autorisant la fusion des compagnies « L'Association des Mines de Métaux du Québec — Québec Metal Mining Association » et « L'Association des Mines de Métaux du Québec pour la prévention des Accidents — Québec Metal Mines Accident Prevention Association », toutes deux constituées en corporation en vertu de ladite troisième partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date, respectivement, des 30 juillet 1936 et 10 septembre 1940, pour les objets suivants:

Promouvoir, favoriser et encourager l'exploitation des mines.

Le montant auquel se limite la valeur des biens immobiliers que peut posséder la corporation est de \$100,000.

La nouvelle compagnie s'appellera « L'Association des Mines de Métaux du Québec inc. — Québec Metal Mining Association Inc. ».

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950 5736-68 — 1460/56

**Association hippique d'Amos inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de novembre 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Yvon Huard, agent d'assurance, Alain Caron, fonctionnaire, et Evelyne Roy, institutrice, fille majeure, tous trois d'Amos, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport hippique et l'équitation, sous le nom de « Association hippique d'Amos inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$150,000.

Le siège social de la corporation est à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 5591-68

**Autoka inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Marcel Jodoin, vérificateur, Louise B. Jodoin, ménagère, épouse séparée de biens dudit Marcel Jodoin, tous deux de 1055, Boulay, Douville, et André Lessard, commerçant, 680, Desmarais, Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles, camions, tracteurs et véhicules de toutes sortes, sous le nom de « Autoka inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

**L'Association des Mines de Métaux  
du Québec inc.  
Québec Metal Mining Association  
Inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, authorizing the amalgamation of "L'Association des Mines de Métaux du Québec — Québec Metal Mining Association" and "L'Association des Mines de Métaux du Québec pour la prévention des Accidents — Québec Metal Mines Accident Prevention Association", both incorporated under the said Part III of the Companies Act, by letters patent dated, respectively, July 30, 1936, and September 10, 1940, for the following purposes:

To promote, foster and encourage the business of mining.

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$100,000.

The name of the new corporation is "L'Association des Mines de Métaux du Québec inc. — Québec Metal Mining Association Inc.".

The head office of the corporation is at Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950-o 5736-68 — 1460/56

**Association hippique d'Amos inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of November, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Yvon Huard, insurance agent, Alain Caron, civil servant, and Evelyne Roy, teacher, spinster of the full age of majority, all three of Amos, for the following purposes:

To organize and operate a sports club and to promote horseback riding, under the name of "Association hippique d'Amos inc.".

The amount to which are limited the immovables which the corporation may own and acquire is of \$150,000.

The head office of the corporation is at Amos, judicial district of Abitibi.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 5591-68

**Autoka inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Jodoin, verifier, Louise B. Jodoin, housewife, wife separate as to property of the said Marcel Jodoin, both of 1055 Boulay, Douville, and André Lessard, trader, 680 Desmarais, Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, trucks, tractors and vehicles of all kinds, under the name of "Autoka inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe. *Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
**LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

27950-o 5864-68

#### Au Vieux Cyprès inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: Roger St-Laurent, tavernier, 11622, rue P. M. Favier, Marcel Laforest, entrepreneur, 11223, Ubald Paquin, et Lucien St-Laurent, vendeur, 11350, Edger, tous trois de Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges, restaurants, cabarets, discothèques et clubs de nuit, sous le nom de « Au Vieux Cyprès inc. », avec un capital divisé en 800 actions ordinaires sans valeur nominale et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6713, boulevard Henri-Bourassa est, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
**LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

27950-o 5886-68

#### Bereco inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: Jacques Verdy, notaire, 390, Côte Vertu, #108, Louis-O. Cadotte, gérant, 5015, Rivard, tous deux de Montréal, et Guy Messier, courtier en immeubles, 695, Gouin, La Prairie, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Bereco inc. », avec un capital divisé en 100 actions ordinaires sans valeur nominale et en 4,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 715, Carré Victoria, suite 930, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
**LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

27950-o 3042-68

#### Billa Sports Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: Roch Bilodeau, industriel, 410, 74<sup>e</sup> rue est, Charlesbourg, André Labelle, employé au Montreal Trust, case postale 174, Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, et Séverin Lachapelle, avocat, 1320, Leblanc, Sillery, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'autos-neige, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Billa Sports Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
**LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

27950-o 5875-68

The head office of the company is at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe. **LS-PHILIPPE BOUCHARD,**  
*Deputy Minister of Financial Institutions,*  
*Companies and Cooperatives.*

27950 5864-68

#### Au Vieux Cyprès inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger St-Laurent, tavern-keeper, 11622 P. M. Favier St., Marcel Laforest, contractor, 11223 Ubald Paquin, and Lucien St-Laurent, salesman, 11350 Edger, all three of Montreal-North, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, inns, restaurants, cabarets, discothèques and night clubs, under the name of "Au Vieux Cyprès inc.", with a capital stock divided into 800 common shares of no nominal value and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 6713 Henri-Bourassa Blvd. East, Montreal-North, judicial district of Montreal.

**LS-PHILIPPE BOUCHARD,**  
*Deputy Minister of Financial Institutions,*  
*Companies and Cooperatives.*

27950 5886-68

#### Bereco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1968, have been issued of the Province, incorporating: Jacques Verdy, Notary, 390 Côte Vertu, #108, Louis-O. Cadotte, manager, 5015 Rivard, both of Montreal, and Guy Messier, real estate broker, 695 Gouin, La Prairie, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Bereco inc.", with a capital-stock divided into 100 common shares without nominal value and 4,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 715 Victoria Square, suite 930, Montreal, judicial district of Montreal.

**LS-PHILIPPE BOUCHARD,**  
*Deputy Minister of Financial Institutions,*  
*Companies and Cooperatives.*

27950 3042-68

#### Billa Sports Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roch Bilodeau, industrialist, 410, 74th Street East, Charlesbourg, André Labelle, Montreal Trust employee, Post Office Box 174, Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, and Séverin Lachapelle, advocate, 1320 Leblanc, Sillery, for the following purposes:

To deal in snowmobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Billa Sports Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

**LS-PHILIPPE BOUCHARD,**  
*Deputy Minister of Financial Institutions,*  
*Companies and Cooperatives.*

27950 5875-68

**Pierre Bisson inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Pierre Bisson, restaurateur, Lytton, Jacqueline St-Pierre, vendeuse, fille majeure, 101, Perreault, et André Bisson, gérant, 1086, 2e avenue, ces deux derniers de Val d'Or, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges, restaurants et motels, sous le nom de « Pierre Bisson inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lytton, district judiciaire de Labelle.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 5573-68

**J. P. Bolduc inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Jean-Paul Bolduc, courtier d'assurances agréé, Georgette St-Pierre, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Paul Bolduc, et Simon Savoie, courtier d'assurances associé, tous trois de Saint-François-de-Sales-de-la-Rivière-du-Sud, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « J. P. Bolduc inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-François-de-Sales-de-la-Rivière-du-Sud, district judiciaire de Montmagny.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 5551-68

**Caillouette et Lemieux inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1968, constituant en corporation: J.-Antonin Lemieux, Laurent Caillouette et Roland Bérubé, tous trois constructeurs, de Saint-Arsène, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Caillouette et Lemieux inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Arsène, district judiciaire de Kamouraska.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 6051-68

**Castillan International Trading Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Salvador Celis Y.

**Pierre Bisson inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Bisson, restaurateur, Lytton, Jacqueline St-Pierre, saleslady, spinster of the full age of majority, 101 Perreault, and André Bisson, manager, 1086, 2nd Ave., the latter two of Val d'Or, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns, restaurants, and motels, under the name of "Pierre Bisson inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Lytton, judicial district of Labelle.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 5573-68

**J. P. Bolduc inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Bolduc, accredited insurance broker, Georgette St-Pierre, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jean-Paul Bolduc, and Simon Savoie, associate insurance broker, all three of Saint-François-de-Sales-de-la-Rivière-du-Sud, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents, under the name of "J. P. Bolduc inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-François-de-Sales-de-la-Rivière-du-Sud, judicial district of Montmagny.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 5551-68

**Caillouette et Lemieux inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Antonin Lemieux, Laurent Caillouette and Roland Bérubé, all three builders, of Saint-Arsène, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Caillouette et Lemieux inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Arsène, judicial district of Kamouraska.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 6051-68

**Castillan International Trading Corporation**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Salvador Celis Y. Vega, business-

Vega, homme d'affaires, 4145, Blueridge Crescent, Ian Gilbert, comptable, 4665, Roslyn, tous deux de Montréal, et Jacqueline Daoust, secrétaire, épouse séparée de biens de Charles Thiffault, 2805, Tracy, Laval, pour les objets suivants:

Importer, exporter et faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Castillan International Trading Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4145, Blueridge Crescent, suite 3, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.

27950-o

6054-68

**Centre d'Informatique Alpha inc.  
Alpha Data Processing Center Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: Pierre Cimon, 848, Chanoine-Scott, Pierre LaRue, 3034, de la Retraite, tous deux avocats, de Sainte-Foy, et Jean DeBlois, étudiant en droit, 890, Moncton, Québec, pour les objets suivants:

L'utilisation d'ensembles électroniques destinés au traitement de l'information, sous le nom de « Centre d'Informatique Alpha inc. — Alpha Data Processing Center Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 450, rue Dorchester, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.

27950-o

5889-

**Charco Finance Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: J. Gerald Coote, avocat, 1161, Hollande, Sillery, Suzanne Maranda, secrétaire, fille majeure, 856, Murray, et Camille Voiselle, secrétaire, épouse séparée de biens de Réal Voiselle, 1870, Jalobert, ces deux dernières de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de prêteur d'argent dans toutes et chacune de ses spécialités, sous le nom de « Charco Finance Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1657, Delaunay, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.

27950-o

5537-68

**Charlevoix T. V. Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: Guy Pelletier, com-

man, 4145 Blueridge Crescent, Ian Gilbert, accountant, 4665 Roslyn, both of Montreal, and Jacqueline Daoust, secretary, wife separate as to property of Charles Thiffault, 2805 Tracy, Laval, for the following purposes:

To import, export and deal in all products, articles and merchandise, under the name of "Castillan International Trading Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 4145 Blueridge Crescent, Suite 3, Montreal, judicial district of Montreal.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950

6054-68

**Centre d'Informatique Alpha inc.  
Alpha Data Processing Center Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Cimon, 848 Chanoine-Scott, Pierre LaRue, 3034 de la Retraite, both advocates, of St. Foy, and Jean DeBlois, law student, 890 Moncton, Québec, for the following purposes:

The use of electronic sets for data processing, under the name of "Centre d'Informatique Alpha inc. — Alpha Data Processing Center Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 450 Dorchester St., Québec, judicial district of Québec.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950

5889-68

**Charco Finance Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J. Gerald Coote, advocate, 1161 Hollande, Sillery, Suzanne Maranda, secretary, spinster of the full age of majority, 856 Murray, and Camille Voiselle, secretary, wife separate as to property of Réal Voiselle, 1870 Jalobert, the latter two of Québec, for the following purposes:

To carry on business as general money-lenders in all and each of its specialties, under the name of "Charco Finance Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1657 Delaunay, Sainte-Foy, judicial district of Québec.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950

5537-68

**Charlevoix T. V. Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Pelletier, trader, Clermont,

mercant, Clermont, Roger Néron, notaire, et Monique Lévesque, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers de La Malbaie, pour les objets suivants:

Faire le commerce, l'entretien et la réparation des appareils de radio, de télévision, accessoires électriques, instruments de musique, leurs parties et accessoires et autres marchandises semblables, sous le nom de « Charlevoix T. V. Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 48, rue St-Philippe, Clermont, district judiciaire de Saguenay.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 5556-68

**Chassé, Sirois & Associés inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Pierre Sirois, agent de réclamation, Micheline Chabot, ménagère, épouse commune en biens dudit Pierre Sirois, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 700, Alexandre, Beloeil, Raymond Chassé, agent de réclamation, et Rolande Lemire, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Raymond Chassé, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux derniers de 1025, Savoie, Saint-Joseph, pour les objets suivants:

Exercer la profession d'agents de réclamation, sous le nom de « Chassé, Sirois & Associés inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$400 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 5774-68

**Club de Raquetteurs Le Rigolo inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Gaston St-Pierre, marchand, 436, Yamaska est, Rolland Coderre, vendeur, 550, Jacques-Cartier nord, Guy Fontaine, mécanicien, Pierrette Blanchard, ménagère, épouse dudit Guy Fontaine et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 1218, Principale est, Albert Robillard, chauffeur, Germaine Arpin, ménagère, épouse dudit Albert Robillard et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 510, St-Édouard est, Albert Nolin, journaliste, Gabrielle Guimond, ménagère, épouse dudit Albert Nolin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 194, Principale ouest, Marcel Fontaine, chauffeur, 20, St-Grégoire ouest, Marcel Côté, ingénieur, 1361, Principale est, et Lionel Laliberté, aide-ingénieur, 717, Ménard est, tous de Farnham, pour les objets suivants:

Grouper des membres en association athlétique et sociale pour le sport de la raquette, sous le nom de « Club de Raquetteurs Le Rigolo inc. ».

Roger Néron, Notary, and Monique Lévesque, secretary, spinster of the age of majority, the latter two of La Malbaie, for the following purposes:

To carry on the business, maintenance and repairs of radio and television sets, electrical supplies, musical instruments, parts and accessories thereof and all other similar merchandise, under the name of "Charlevoix T. V. Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 48 St-Philippe Street, Clermont, judicial district of Saguenay.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 5556-68

**Chassé, Sirois & Associés inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Sirois, claims agent, Micheline Chabot, housewife, wife common as to property of said Pierre Sirois, and duly authorized by him for the presents, both of 700 Alexandre, Beloeil, Raymond Chassé, claims agent, and Rolande Lemire, housewife, wife contractually separate as to property of said Raymond Chassé, and duly authorized by him for the presents, the latter two of 1025 Savoie, Saint-Joseph, for the following purposes:

To act as claims agents, under the name of "Chassé, Sirois & Associés inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$400 each.

The head office of the company is at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 5774-68

**Club de Raquetteurs Le Rigolo inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to incorporate a corporation without share capital: Gaston St-Pierre, merchant, 436 Yamaska East, Rolland Coderre, salesman, 550 Jacques-Cartier North, Guy Fontaine, mechanic, Pierrette Blanchard, housewife, wife of said Guy Fontaine and duly authorized by him for the present, both of 1218 Main East, Albert Robillard, driver, Germaine Arpin, housewife, wife of said Albert Robillard and duly authorized by him for the present, both of 510 Saint-Édouard East, Albert Nolin, labourer, Gabrielle Guimond, housewife, wife of said Albert Nolin and duly authorized by him for the present, both of 194 Main West, Marcel Fontane, driver, 20 Saint-Grégoire West, Marcel Côté engineer, 1361 Main East, and Lionel Laliberté, engineer helper, 717 Ménard East, all of Farnham, for the following purposes:

To group together members in an athletic and social association to practice snow-shoeing, under the name of "Club de Raquetteurs Le Rigolo inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Farnham, district judiciaire de Bedford.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o

5834-68

#### Club Optimiste Louiseville inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Vincent Trottier, 790, Petit-Bois, Paul Beaulieu, 126, St-Martin, tous deux professeurs, Jean-Jacques Plante, comptable, 171, avenue Du Parc, Gilles Sicard, assistant-gérant, 509, St-Jacques, Robert Viau, marchand, rue St-Laurent, Florent St-Yves, commerçant, 481, St-Augustin, tous six de Louiseville, et Lucien Sergerie, fabricant, 110, St-Louis, Sainte-Ursule, pour les objets suivants:

Développer l'optimisme comme philosophie de la vie, sous le nom de « Club Optimiste Louiseville inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$3,000,000.

Le siège social de la corporation est à Louiseville, district judiciaire de Trois-Rivières.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o

4846-68

#### Comité Plage St-Jude inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Alcide Drolet, opérateur, 127, Boivin ouest, Marcel Lebel, machiniste, 195, Savard ouest, Edmond-Louis Saulnier, prêtre, 55, Bourassa ouest, et Jean-Yves Harvey, comptable, 280, St-Luc est, tous quatre d'Alma, pour les objets suivants:

Établir et exploiter une plage et camping, sous le nom de « Comité Plage St-Jude inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$30,000.

Le siège social de la corporation est à Alma, district judiciaire de Roberval.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o

5590-68

#### Compagnie Camar Itée Camar Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: Clément Daignault, pharmacien, 231, Notre-Dame, Lavaltrie, Napoléon Acres, administrateur, 52, Wicksteed, Mont-Royal, Abraham H. Crestohl, gérant, 4444 ouest, rue Sherbrooke, Westmount, Avrun Cohen,

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and own is of \$50,000.

The head office of the corporation is at Farnham, judicial district of Bedford.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950

5834-68

#### Club Optimiste Louiseville inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Vincent Trottier, 790 Petit-Bois, Paul Beaulieu, 126 St-Martin, both professors, Jean-Jacques Plante, accountant, 171 Du Parc Avenue, Gilles Sicard, assistant manager, 509 St-Jacques, Robert Viau, trader, St-Laurent Street, Florent St-Yves, trader, 481 St-Augustin, all six of Louiseville, and Lucien Sergerie, manufacturer, 110 St-Louis, Sainte-Ursule, for the following purposes:

To develop optimism as a philosophy of life, under the name of "Club Optimiste Louiseville inc."

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$3,000,000.

The head office of the corporation is at Louiseville, judicial district of Trois-Rivières.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950

4846-68

#### Comité Plage St-Jude inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Alcide Drolet, operator, 127 Boivin West, Marcel Lebel, machinist, 195 Savard West, Edmond-Louis Saulnier, priest, 55 Bourassa West, and Jean-Yves Harvey, accountant, 280 St-Luc East, all four of Alma, for the following purposes:

To establish and operate a beach and a camping ground, under the name of "Comité Plage St-Jude inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$30,000.

The head office of the corporation is at Alma, judicial district of Roberval.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950

5590-68

#### Compagnie Camar Itée Camar Company Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Clément Daignault, pharmacist, 231 Notre-Dame, Lavaltrie, Napoléon Acres, administrator, 52 Wicksteed, Mount Royal, Abraham H. Crestohl, manager, 4444 Sherbrooke Street West, Westmount, Avrun Cohen,

4460, 3e Rue, Laval, et Harvey Crestohl, 158, avenue Lockhart, Mont-Royal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Diriger une compagnie de prêts et de finance, sous le nom de « Compagnie Camar Itée — Camar Company Ltd. », avec un capital total de \$500,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 40,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
**LS-PHILIPPE BOUCHARD.**  
 27950 5974-68

**Concordia Fashions Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, 5872, Ferncroft, Asher Kahn, 489, Dufferin, tous deux avocats, de Hampstead, Sheila Raymond, 89, Roxton Crescent, Montréal-ouest, et Grace Blackett, 5622, Sherbrooke, Montréal, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Confectionner des vêtements de sport et articles vestimentaires de tous genres et de toutes descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « Concordia Fashions Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
**LS-PHILIPPE BOUCHARD.**  
 27950 5940-68

**Conseil du Ski du Québec  
 Québec Ski Council**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de septembre 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Veilleux, représentant de commerce, 101, Albert-Émile-Côté, Beauport, René Paquet, avocat, 71, St-Pierre, Québec, et Irène Chevalier, institutrice, fille majeure, Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts économiques, sociaux et professionnels des membres, sous le nom de « Conseil du Ski du Québec — Québec Ski Council ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
**LS-PHILIPPE BOUCHARD.**  
 27950-0 5956-68

**La Corporation Hystar  
 Hystar Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1968,

4460, 3rd Street, Laval, and Harvey Crestohl, 158 Lockhart Avenue, Mount Royal, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a loan and finance company, under the name of "Compagnie Camar Itée — Camar Company Ltd.", with a total capital stock of \$500,000, divided into 10,000 common shares of \$10 each and 40,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

**LS-PHILIPPE BOUCHARD,**  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
 Companies and Cooperatives.*  
 27950-o 5974-68

**Concordia Fashions Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur Yanofsky, 5872 Ferncroft, Asher Kahn, 489 Dufferin, both advocates, of Hampstead, Sheila Raymond, 89 Roxton Crescent, Montreal West, and Grace Blackett, 5622 Sherbrooke, Montreal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To manufacture and deal in sportswear, clothing and wearing apparel of every type and description, under the name of "Concordia Fashions Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

**LS-PHILIPPE BOUCHARD,**  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
 Companies and Cooperatives.*  
 27950-o 5940-68

**Conseil du Ski du Québec  
 Québec Ski Council**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of September, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to incorporate a corporation without share capital: Gérard Veilleux, business representative, 101 Albert-Émile-Côté, Beauport, René Paquet, advocate, 71 St-Pierre, Québec, and Irène Chevalier, professor, spinster of the full age of majority, Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, for the following purposes:

To study, promote and develop in any way the economical, social and professional interests of its members, under the name of "Conseil du Ski du Québec — Québec Ski Council".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

**LS-PHILIPPE BOUCHARD,**  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
 Companies and Cooperatives.*  
 27950 5956-68

**La Corporation Hystar  
 Hystar Corporation**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province,

constituant en corporation: Yoine Goldstein, 4530, Côte des Neiges, Robert Lefcort, 5025, avenue Macdonald, tous deux de Montréal, Leonard W. Flanz, 3750, Trinity, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, et Morris Shuter, comptable, 201, Harland, Hampstead, pour les objets suivants:

S'établir entrepreneurs, sous le nom de « La Corporation Hystar — Hystar Corporation », avec un capital total de \$50,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 40,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

27950

5937-68

### Le Courrier du Nord Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: Jean-Guy Roberge, imprimeur, 791, Frontenac, Jacques Plante, 510, 1<sup>ère</sup> avenue, et Roland Arcand, 300, Hochelaga, ces deux derniers hommes d'affaires, tous trois de Malartic, pour les objets suivants:

Éditer des journaux et autres publications et exploiter une agence de publicité, sous le nom de « Le Courrier du Nord Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Malartic, district judiciaire d'Abitibi.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

27950-o

5605-68

### Cudex inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: Gilles Renaud, avocat, 3405, Linton, app. 208, Céline Trudeau, et Marie-Edith Lebrun, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de 5, Place Ville Marie, suite 445, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Cudex inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 35,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5, Place Ville Marie, suite 445, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

27950-o

5936-68

### Les Défricheurs du Nouveau-Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13<sup>e</sup> jour de décembre 1968,

incorporating: Yoine Goldstein, 4530 Côte des Neiges, Robert Lefcort, 5025 Macdonald Avenue, both of Montreal, Leonard W. Flanz, 3750 Trinity, Côte Saint-Luc, all three advocates, and Morris Shuter, accountant, 201 Harland, Hampstead, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "La Corporation Hystar — Hystar Corporation", with a total capital stock of \$50,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 40,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950-o

5937-68

### Le Courrier du Nord Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Guy Roberge, printer, 791 Frontenac, Jacques Plante, 510, 1st Avenue, and Roland Arcand, 300 Hochelaga, the latter two businessmen, all three of Malartic, for the following purposes:

To publish newspapers and other publications and to operate a publicity agency, under the name of "Le Courrier du Nord Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Malartic, judicial district of Abitibi.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950

5605-68

### Cudex inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Renaud, advocate, 3405 Linton, Apt. 208, Céline Trudeau, and Marie-Edith Lebrun, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, 5 Place Ville Marie, Suite 445, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building constructors and contractors and to deal in all kinds of material, under the name of "Cudex inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided 5,000 common shares of a nominal value of \$1 each and into 35,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 5 Place Ville Marie, Suite 445, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950

5936-68

### Les Défricheurs du Nouveau-Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province,

constituant en corporation: Donald J. Johnston, avocat, Valerie J. Higgins, Lise Quesnel, et Céline Trudeau, ces trois dernières secrétaires, célibataires, toutes quatre de 5, place Ville Marie, suite 445, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de « Les Défricheurs du Nouveau-Québec inc. », avec un capital-actions divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est 469, Arnaud, Sept-Iles, district judiciaire de Haute-ri-ve.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950 5939-68

**Dion & Kirouac inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Yves Dion, comptable agréé, 67, Colombière ouest, Québec, Jean-Luc Kirouac, homme d'affaires, 983, Myrand, et Paul Kirouac, comptable agréé, 2658, Brome, ces deux derniers de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, sous le nom de « Dion & Kirouac inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 10 actions ordinaires de \$10 chacune et en 9,990 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2658, Brome, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-0 4632-68

**Les Disques Révolution inc.  
Revolution Records Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, 426, rue Champagneur, Outremont, Maurice Paquin, 224, rue Robin, Beloeil, et Mario-R. Girard, 3455, Côte des Neiges, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de disques, rubans magnétiques et autres procédés reproduisant les sons, la voix et la musique, sous le nom de « Les Disques Révolution inc.— Revolution Records Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-0 6021-68

**Distributeurs Suntex inc.  
Suntex Distributors Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Michèle Bernatchez,

incorporating: Donald J. Johnston, advocate, Valerie J. Higgins, Lise Quesnel, and Céline Trudeau, the latter three secretaries, spinsters, all four of 5 Place Ville Marie, suite 445, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "Les Défricheurs du Nouveau-Québec inc.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 469 Arnaud, Sept-Iles, judicial district of Haute-ri-ve.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950-0 5939-68

**Dion & Kirouac inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yves Dion, chartered accountant, 67 Colombière West, Québec, Jean-Luc Kirouac, businessman, 983 Myrand, and Paul Kirouac, chartered accountant, 2658 Brome, the latter two of St. Foy, for the following purposes:

To carry on business as a real estate company, under the name of "Dion & Kirouac inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10 common shares of \$10 each and 9,990 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 2658 Brome, St. Foy, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950 4632-68

**Les Disques Révolution inc.  
Revolution Records Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henri-Paul Lemay, 426 Champagneur St., Outremont, Maurice Paquin, 224 Rodin St., Beloeil, and Mario-R. Girard, 3455 Côte des Neiges, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of records, recording tapes and other processes for reproducing sound, voice and music, under the name of "Les Disques Révolution inc.— Revolution Records Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 3,900 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950 6021-68

**Distributeurs Suntex inc.  
Suntex Distributors Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michèle Bernatchez, secretary, spinster

secrétaire, fille majeure, 2280, avenue Auvergne, Laval, Marcel Brouillé, comptable, 6371, rue Des Écores, Montréal, et Jean Provost, comptable agréé, 725, avenue Davaar, Outremont, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Distributeurs Suntex inc.—Suntex Distributors Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est boulevard Normandie, Repentigny, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o 5987-68

**Les Domaines Vanier limitée  
Vanier Estates Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: Lawrence Mollot, avocat, Lucerne, Jarvis Freedman, homme d'affaires, et Andrée Pelletier, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Léopold Peris, ces deux derniers d'Ottawa, province d'Ontario, pour les objets suivants:

Diriger une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Les Domaines Vanier limitée — Vanier Estates Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 102, rue Principale, Hull, district judiciaire de Hull.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950 6045-68

**Claude Douville transport inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: Jacques Guertin, avocat, Jules Trempe, notaire, et Marie Arpin, secrétaire, fille majeure, tous trois de 70, rue du Roi, Sorel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Claude Douville transport inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1, rue Bonin, Contrecoeur, district judiciaire de Richelieu.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o 5816-68

**Ducair inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: Jean-Marie Duchaine, bijoutier, 538, Walberg, Maurice Dion, gérant, 135, 1<sup>re</sup> avenue, tous deux de Dolbeau, et Jean-Claude Boudreault, pilote, 730, Plante, Roberval, pour les objets suivants:

of the full age of majority, 2280 Auvergne Ave., Laval, Marcel Brouillé, accountant, 6371 Des Écores St., Montreal, and Jean Provost, chartered accountant, 725 Davaar Ave., Outremont, for the following purposes:

To carry on business dealing in all products, articles and merchandise, under the name of "Distributeurs Suntex inc.—Suntex Distributors Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Normandie Blvd., Repentigny, judicial district of Joliette.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950 5987-68

**Les Domaines Vanier limitée  
Vanier Estates Limited**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lawrence Mollot, barrister, Lucerne, Jarvis Freedman, businessman, and Andrée Pelletier, secretary, wife contractually separate as to property of Léopold Peris, the latter two of Ottawa, Province of Ontario, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Les Domaines Vanier limitée — Vanier Estates Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 102 Main Street, Hull, judicial district of Hull.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950-o 6045-68

**Claude Douville transport inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Guertin, advocate, Jules Trempe, notary, and Marie Arpin, secretary, spinster of the full age of majority, all three of 70 du Roi St., Sorel, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Claude Douville transport inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1 Bonin St., Contrecoeur, judicial district of Richelieu.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950 5816-68

**Ducair inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Marie Duchaine, jeweller, 538 Walberg, Maurice Dion, manager, 135, 1st Avenue, both of Dolbeau, and Jean-Claude Boudreault, pilot, 730 Plante, Roberval, for the following purposes:

Établir et exploiter des aéroports et bases aériennes de toutes sortes, sous le nom de « Ducair inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Dolbeau, district judiciaire de Roberval.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 5884-68

**Duval Softwood Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Armand Duval, industriel, Simone Duval, ménagère, épouse dudit Armand Duval, et Pauline Duval, étudiante, fille majeure, tous trois de 48, Capitaine Bernier, Lévis, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de bois, sous le nom de « Duval Softwood Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lévis, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 5905-68

**Édition et Distribution Produits Nouveaux inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1968, constituant en corporation: André Crommen, Jacques Ed. About, tous deux hommes d'affaires, de 805, Lafayette, Longueuil, Yves Carrières, avocat, 2152, Étienne Brûlé, Montréal, et Danielle Carrières, secrétaire, fille majeure, 71, Dunrae, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs et relieurs, sous le nom de « Édition et Distribution Produits Nouveaux inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de \$5 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 5869-68

**Les Entreprises B. B. L. M. inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Lucille Desmarais, secrétaire, épouse séparée de biens de Lucien Allie, 1375, rue Mayrand, Michèle Legendre, secrétaire, fille majeure, 1, rue Manseau, et Huguette Lagacé, secrétaire, épouse séparée de biens de Pierre Lachance, 891, St-Georges, toutes trois de Drummondville, pour les objets suivants:

To establish and operate airports and air-bases of all kinds, under the name of "Ducair inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and into 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Dolbeau, judicial district of Roberval.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 5884-68

**Duval Softwood Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Armand Duval, industrialist, Simone Duval, housewife, wife of the said Armand Duval, and Pauline Duval, student, spinster of the full age of majority, all three of 48 Capitaine Bernier, Lévis, for the following purposes:

The lumber trade, under the name of "Duval Softwood Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Lévis, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 5905-68

**Édition et Distribution Produits Nouveaux inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Crommen, Jacques Ed. About, both businessmen, 805 Lafayette, Longueuil, Yves Carrières, advocates, 2152 Étienne Brûlé, Montreal, et Danielle Carrières, secretary, spinster of the full age of majority, 71 Dunrae, Mont-Royal, for the following purposes:

To carry on business as editors, printers, engravers, and bookbinders, under the name of "Édition et Distribution Produits Nouveaux inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 6,000 common shares of \$5 each and 2,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 5869-68

**Les Entreprises B. B. L. M. inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lucille Desmarais, secretary, wife separate as to property of Lucien Allie, 1375 Mayrand Street, Michèle Legendre, secretary, spinster of the age of majority, 1 Manseau Street, and Huguette Lagacé, secretary, wife separate as to property of Pierre Lachance, 891 St-Georges, all three of Drummondville, for the following purposes:

Agir comme teneurs de livres et experts-évaluateurs, sous le nom de « Les Entreprises B. B. L. M. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o

5959-68

#### Entreprises Ben-Clé inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Clément Chamberland, voyageur de commerce, Saint-Philippe-de-Néri, Benoit Landry, garagiste, Saint-Pascal, et Réjean Landry, cultivateur et entrepreneur, Woodbridge (Saint-Bruno-de-Kamouraska), pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Entreprises Ben-Clé inc. », avec un capital total de \$75,000, divisé en 7,500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Pascal, district judiciaire de Kamouraska.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o

5751-68

#### Les Entreprises Bouchette inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Maurice Fournier, commis de bureau, Maurice Pilon, Clermont Laurendeau, tous deux professeurs, et Georges Lazure, plombier, tous quatre de Huntingdon, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, sous le nom de « Les Entreprises Bouchette inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Huntingdon, district judiciaire de Beauharnois.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o

5348-68

#### Les Entreprises D. L. Thibodeau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Pierre Hogue, avocat, 4237, rue St-Hubert, Henri Lavoie, 4238, St-André, Gilles Laplante, 4245, St-Hubert, tous deux contremaîtres, Gérald Thibodeau, tailleur, 2110, Tillemont, app. 4, et André Gosselin, boucher, 835, Henri-Bourassa est, app. 1, tous cinq de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille, sous le nom de « Les Entreprises D. L. Thibodeau inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur

To act as book-keepers and expert appraisers, under the name of "Les Entreprises B. B. L. M. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950

5959-68

#### Entreprises Ben-Clé inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Clément Chamberland, travelling salesman, Saint-Philippe-de-Néri, Benoit Landry, garage-keeper, Saint-Pascal, and Réjean Landry, farmer and contractor, Woodbridge (Saint-Bruno-de-Kamouraska), for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Entreprises Ben-Clé inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 7,500 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Pascal, judicial district of Kamouraska.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950

5751-68

#### Les Entreprises Bouchette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Fournier, office clerk, Maurice Pilon, Clermont Laurendeau, both professors, and Georges Lazure, plumber, all four of Huntingdon, for the following purposes:

To carry on business as a real estate company, under the name of "Les Entreprises Bouchette inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Huntingdon, judicial district of Beauharnois.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950

5348-68

#### Les Entreprises D. L. Thibodeau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Hogue, advocate, 4237 St. Hubert St., Henri Lavoie, 4238 St. André, Gilles Laplante, 4245 St. Hubert, both foremen, Gérald Thibodeau, tailor, 2110 Tillemont, Apt. 4, and André Gosselin, butcher, 835 Henri-Bourassa East, Apt. 1, all five of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Les Entreprises D. L. Thibodeau inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a nominal

nominale de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o 6023-68

**Les Entreprises R. D. inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Roger Decarie, vendeur, Jeannine Robin, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Roger Decarie, tous deux de 8337, 10e avenue, Saint-Michel, et Jeanne d'Arc Gendreau, serveuse, fille majeure, 1824, Jeanne d'Arc, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les Entreprises R. D. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,  
RAYMOND DOUVILLE.*

27950-o 103-68

**Fialkov Investment Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Louis Schiff, 5747, Blossom, Alex Raider, 5558, Pinedale, tous deux avocats, de Côte Saint-Luc, et Madeleine Clément secrétaire, épouse légalement séparée de corps et de biens de John Home, 206-A, Marie-Victorin, Longueuil, pour les objets suivants:

Diriger une compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Fialkov Investment Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950 5932-68

**Le Fonds d'Investissement International  
Itée  
International Investment Fund  
Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Gérard Goyette, comptable, 241, St-Charles ouest, app. 5, Longueuil, Paul Désy, conseiller en administration, 10375, Meunier, Montréal, et Claude Roy, comptable agréé, 4870, Lucerne, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, sous le nom de « Le Fonds d'Investissement International Itée — International Investment Fund Ltd. », avec un capital total de \$100,000,

value of \$100 each and 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950 6023-68

**Les Entreprises R. D. inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Decarie, salesman, Jeannine Robin, secretary, wife separate as to property of said Roger Decarie, both 8337, 10th Saint-Michel Avenue, and Jeanne d'Arc Gendreau, waitress, spinster of the full age of majority, 1824 Jeanne d'Arc, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Les Entreprises R. D. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*RAYMOND DOUVILLE,  
Assistant Secretary of the Province.*

27950 103-68

**Fialkov Investment Corp.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Schiff, 5747 Blossom, Alex Raider, 5558 Pinedale, both advocates, of Côte Saint-Luc, and Madeleine Clément, secretary, wife legally separate as to bed and board of John Home, 206-A Marie Victorin, Longueuil, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Fialkov Investment Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950-o 5932-68

**Le Fonds d'Investissement International  
Itée  
International Investment Fund  
Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Goyette, accountant, 241 St-Charles West, Apt. 5, Longueuil, Paul Désy, administration counsellor, 10375 Meunier, Montreal, and Claude Roy, chartered accountant, 4870 Lucerne, Pierrefonds, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Le Fonds d'Investissement International Itée — International Investment Fund Ltd.", with a total capital stock of \$100,000,

divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 5,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4870, Lucerne, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 5872-68

#### Foyer d'hébergement Drummondville

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Laplante, gérant, 45, Boisvert, Alphonse Guertin, garagiste, 5, Wood, tous deux de Drummondville, et Albert Raymond, avocat, 1875, Jean-de-Bréboeuf, Drummondville-Sud, pour les objets suivants:

Fournir à des couples âgés et à des personnes âgées des deux sexes un foyer leur permettant de vivre dans l'atmosphère d'un véritable esprit de famille, sous le nom de « Foyer d'hébergement Drummondville ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$600,000.

Le siège social de la corporation est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 382-68

#### Foyer du Textile de Rimouski inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: André-P. Casgrain, 1521, de la Sapinière, Marcel Crevier, 255, St-Jean-Baptiste, tous deux avocats, et Annette Blais, secrétaire, fille majeure, 280, St-Laurent ouest, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce et toutes les opérations se rapportant aux tissus de toutes sortes, naturels ou synthétiques, de même que tous autres produits, articles et marchandises, sous le nom de « Foyer du Textile de Rimouski inc. », avec un capital total de \$75,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 25, rue St-Germain est, Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 5303-68

#### Gestion Weedon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: Réginald Dumas, garagiste, Cécile Roy, ménagère, épouse séparée de biens dudit Réginald Dumas, tous deux de Weedon, et Marc Dumas, notaire, 1108, Gravel, Sherbrooke, pour les objets suivants:

divided into 5,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 5,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 4870 Lucerne, Pierrefonds, judicial district of Montréal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 5872-68

#### Foyer d'hébergement Drummondville

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to incorporate a corporation without share capital: Roger Laplante, manager, 45 Boisvert, Alphonse Guertin, garage-keeper, 5 Wood, both of Drummondville, and Albert Raymond, advocate, 1875 Jean-de-Bréboeuf, Drummondville-South, for the following purposes:

To furnish aged couples and the aged of both sexes with a home allowing them to live within the atmosphere of a true family spirit, under the name of "Foyer d'hébergement Drummondville".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$600,000.

The head office of the corporation is at Drummondville, judicial district of Drummond.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 382-68

#### Foyer du Textile de Rimouski inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André-P. Casgrain, 1521 de la Sapinière, Marcel Crevier, 255 St-Jen-Baptiste, both advocates, and Annette Blais, secretary, spinster of the full age of majority, 280 St-Laurent West, all three of Rimouski, for the following purposes:

To manufacture and deal in and carry on all the operations relative to woven material of all kinds, natural or synthetic, as well as all other products, articles and merchandise, under the name of "Foyer du Textile de Rimouski inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 250 common shares of \$100 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 25 St-Germain Street, East, Rimouski, judicial district of Rimouski.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 5303-68

#### Gestion Weedon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Réginald Dumas, garage-keeper, Cécile Roy, housewife, wife separate as to property of said Réginald Dumas, both of Weedon, and Marc Dumas, notary, 1108 Gravel, Sherbrooke, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille et de placement, sous le nom de « Gestion Weedon inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale, 5,000 actions privilégiées de classe « A » de \$1 chacune et en 7,500 actions privilégiées de classe « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Weedon, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 5381-68

**Gibert métal inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Pierre Gibert, ouvrier, Anne Branche, ménagère, épouse commune en biens dudit Pierre Gibert, tous deux de 3846, rue Carlton, Montréal, et Yves Miroux, mécanicien, 2165, de la Vérendrye, Laval, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de métaux de toutes sortes, leurs produits et leurs sous-produits, sous le nom de « Gibert métal inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 5465-68

**Roland Grenier construction limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Roland Grenier, entrepreneur, Anita Grenier, ménagère, épouse séparée de biens dudit Roland Grenier, tous deux de 6045, Gérin-Lajoie, Montréal, et Jacques Dupuis, avocat, 55, boulevard Laurier, app. 4, Repentigny, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Roland Grenier construction limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 5472-68

**Iberia Investments Inc.  
Les Investissements Iberia inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Miguel Fernandez, ingénieur-industriel, 445, Ardwell, Mont-Royal, Jean Massé, 7481, Cellier, Anjou, et André Massé, 3 Place Bellerive, Laval, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

To carry on business as a holding and investment company, under the name of "Gestion Weedon inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal value, 5,000 preferred class "A" shares of \$1 each and into 7,500 preferred class "B" shares of \$10 each.

The head office of the company at Weedon, judicial district of Saint-François.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 5381-68

**Gibert métal inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Gibert, tool-maker, Anne Branche, housewife, wife common as to property of said Pierre Gibert, both of 3846 Carlton Street, Montreal, and Yves Miroux, mechanic, 2165 de la Vérendrye, Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in metals of all kinds, their products and their by-products, under the name of "Gibert métal inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and into 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 5465-68

**Roland Grenier construction limitée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roland Grenier, contractor, Anita Grenier, housewife, wife separate as to property of the said Roland Grenier, both of 6045 Gérin-Lajoie, Montreal, and Jacques Dupuis, advocate, 55 Laurier Blvd., Apt. 4, Repentigny, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, and to deal in all kinds of materials, under the name of "Roland Grenier construction limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 5472-68

**Iberia Investments Inc.  
Les Investissements Iberia inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Miguel Fernandez, engineer-industrialist, 445 Ardwell, Mount Royal, Jean Massé, 7481 Cellier, Anjou, and André Massé, 3 Place Bellerive, Laval, the latter two advocates, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Iberia Investments Inc.— Les Investissements Iberia inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o 4392-68

#### Les Immeubles Pomerleau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29<sup>e</sup> jour de novembre 1968, constituant en corporation: Arthur Pomerleau, marchand, Philomène Drouin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Arthur Pomerleau, tous deux de 300, Montée de la Baie, et Louise Robert, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Roger Pomerleau, 310, Montée de la Baie, tous trois de Pointe-Calumet, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de placement, sous le nom de « Les Immeubles Pomerleau inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 800 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 310, Montée de la Baie, Pointe-Calumet, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o 5578-68

#### Immeubles Rougemont inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: Maurice Taschereau, 2170, Marillac, Georges Taschereau, 1055, Mont St-Denis, tous deux notaires, de Sillery, et Gilles Giroux, étudiant, 1057, Royale, Villeneuve, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Immeubles Rougemont inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o 5892-68

#### Les Industries Maurica inc. Maurica Industries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: Léo-Roger Leblanc, avocat, 1556, Bourgogne, Chambly, Annik Cognée, secrétaire, épouse de Willy Cognée, 1047, Terrasse Douville, Jacques-Cartier, et

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Iberia Investments Inc.— Les Investissements Iberia inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Mount Royal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950 4392-68

#### Les Immeubles Pomerleau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur Pomerleau, merchant, Philomène Drouin, housewife, wife contractually separate as to property of the said Arthur Pomerleau, both of 300 Montée de la Baie, and Louise Robert, housewife, wife contractually separate as to property of Roger Pomerleau, 310 Montée de la Baie, all three of Pointe-Calumet, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Immeubles Pomerleau inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 800 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 310 Montée de la Baie, Pointe-Calumet, judicial district of Terrebonne.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950 5578-68

#### Immeubles Rougemont inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Taschereau, 2170 Marillac, Georges Taschereau, 1055 Mont St-Denis, both notaries of Sillery, and Gilles Giroux, student, 1057 Royale, Villeneuve, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Immeubles Rougemont inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950 5892-68

#### Les Industries Maurica inc. Maurica Industries Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léo-Roger Leblanc, advocate, 1556 Bourgogne, Chambly, Annik Cognée, secretary, wife of Willy Cognée, 1047 Terrasse Douville, Jacques-Cartier, and Jeannine Brunet,

Jeannine Brunet, secrétaire, épouse de Raymond Brunet, 777, 5e avenue, Verdun, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tous objets de différents matériaux, sous le nom de « Les Industries Maurica inc. — Maurica Industries Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Charlemagne, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o 5900-68

**Intecnic inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Raymond Lette, 27, McNider, Outremont, Jean Biron, 3500, Ridgewood, et Jean-Pierre Sutton, 5160, Gatineau, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Études et assistance techniques, financières et administratives, sous le nom de « Intecnic inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o 5713-68

**J. M. S. S. Paving Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Joseph Surprenant, entrepreneur, 299, Barker, Maurice Berteau, comptable, 102, Sherwood, et Lauréat Tardif, comptable agréé, 633, Bell, tous trois de Cowansville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « J. M. S. S. Paving Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cowansville, district judiciaire de Bedford.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o 5492-68

**Saluste Jacques & fils inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Saluste Jacques, épiciier-boucher, Marie-Rose Perreault, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Saluste Jacques, tous deux de 206, avenue de la Gare, et Gilles Jacques, boucher, 66, Frontenac, tous trois de Montmagny, pour les objets suivants:

secretary, wife of Raymond Brunet, 777, 5th Avenue, Verdun, for the following purposes:

To manufacture and deal in all objects of different material, under the name of "Les Industries Maurica inc. — Maurica Industries Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and into 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Charlemagne, judicial district of Joliette.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950 5900-68

**Intecnic inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Lette, 27 McNider, Outremont, Jean Biron, 3500 Ridgewood, and Jean-Pierre Sutton, 5160 Gatineau, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

Technical, financial and administrative studies and assistance, under the name of "Intecnic inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950 5713-68

**J. M. S. S. Paving Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Surprenant, contractor, 299 Barker, Maurice Berteau, accountant, 102 Sherwood, and Lauréat Tardif, chartered accountant, 633 Bell, all three of Cowansville, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "J. M. S. S. Paving Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Cowansville, judicial district of Bedford.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950 5492-68

**Saluste Jacques & fils inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Saluste Jacques, grocer-butcher, Marie-Rose Perreault, housewife, wife contractually separate as to property of said Saluste Jacques, both of 206 de la Gare Avenue, and Gilles Jacques, butcher, 66, Frontenac, all three of Montmagny, for the following purposes:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Saluste Jacques & fils inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montmagny, district judiciaire de Montmagny.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o

5933-68

**R. G. Kyle Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: Robert A. Hope, 562, Grosvenor, Westmount, Richard J. F. Bowie, 952, Grou, Saint-Laurent, et Jack R. Miller, 475, Galland, Dorval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de manufacturiers, producteurs et marchands, sous le nom de « R. G. Kyle Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950

5879-68

**Lafayette Radio & Electronics,  
Sale & Service Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: Roger Trudeau, commerçant, 1055, Desnoyers, Laval, Pierre Lalonde, avocat, 351, Dubord, Saint-Eustache, et Denise Dagenais, secrétaire, veuve non remariée de Georges Dagenais, 1681, Sauvé est, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer, faire le commerce, l'entretien et la réparation d'appareils de radio, de télévision, accessoires électriques, instruments de musique, leurs parties et accessoires et autres marchandises semblables, sous le nom de « Lafayette Radio & Electronics, Sale & Service Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1055, avenue Desnoyers, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o

5291-68

**Landry, Rivard & associés inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: René-E. Rivard, 1131, 15<sup>e</sup> avenue, Grand'Mère, Claude Rivard, 1065, d'Aubigny, Charlesbourg, et Jean-Serge Landry, 1186, Colbert, app. 506, Sainte-Foy, tous trois administrateurs agréés, pour les objets suivants:

Agir comme conseillers en administration et faire affaires comme compagnie de gestion, sous le

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Saluste Jacques & fils inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montmagny, judicial district of Montmagny.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950

5933-68

**R. G. Kyle Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert A. Hope, 562 Grosvenor, Westmount, Richard J. F. Bowie, 952 Grou, Saint-Laurent, and Jack R. Miller, 475 Galland, Dorval, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, producers and merchants, under the name of "R. G. Kyle Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of the par value of \$1 each and 20,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at Saint-Lambert, judicial district of Montreal.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950-o

5879-68

**Lafayette Radio & Electronics,  
Sale & Service Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Trudeau, trader, 1055 Desnoyers, Laval, Pierre Lalonde, advocate, 351 Dubord, Saint-Eustache, and Denise Dagenais, secretary, unmarried widow of Georges Dagenais, 1681 Sauvé East, Montreal, for the following purposes:

To manufacture, deal in, maintain and repair radio and television appliances, electrical accessories, musical instruments, their parts and accessories and other similar merchandise, under the name of "Lafayette Radio & Electronics, Sale & Service Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1055 Desnoyers Avenue, Laval, judicial district of Montreal.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950

5291-68

**Landry, Rivard & associés inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René-E. Rivard, 1131, 15th Ave., Grand'Mère, Claude Rivard, 1065 d'Aubigny, Charlesbourg, and Jean-Serge Landry, 1186 Colbert, Apt. 506, St. Foy, all three accredited administrators, for the following purposes:

To carry on business as administrative consultants, and to act as a management company,

nom de « Landry, Rivard & associés inc. », avec un capital divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o 6103-68

**Lavergne T.V. inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Roger Lavergne, commerçant, Jacqueline Lefebvre, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Roger Lavergne, tous deux de 11501, Bellevois, et Georgiana Couillard, ménagère, veuve non mariée de Charles Lavergne, 1295, Beaubien, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchand d'appareils électriques et d'accessoires pour fins domestiques ou commerciales, sous le nom de « Lavergne T.V. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 360 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o 5293-68

**Guy Légaré auto inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Guy Légaré, garagiste, Jeanne Daigneault, ménagère, épouse commune en biens dudit Guy Légaré, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Jocelyne Légaré, libraire, fille majeure, tous trois de 531, Principale, Granby, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Guy Légaré auto inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 531, rue Principale, Granby, district judiciaire de Bedford.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o 5964-68

**Ligue de Baseball du Québec inc.  
Québec Baseball League Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1968, constituant en corporation sans capital-actions: James Walter Heap, 8423, Chénier, Anjou, William James McCarthy, 42, St-Louis, Pointe-Claire, tous deux représentants, et Léo Rivet, artiste, 2078, Cuvillier, Montréal, pour les objets suivants:

under the name of "Landry, Rivard & associés inc.", with a capital stock divided into 40,000 common shares of no nominal value.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950 6103-68

**Lavergne T.V. inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Lavergne, trader, Jacqueline Lefebvre, housewife, wife contractually separate as to property of the said Roger Lavergne, both of 11501 Bellevois, and Georgiana Couillard, housewife, unmarried widow of Charles Lavergne, 1295 Beaubien, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in electrical appliances and accessories for domestic or commercial use, under the name of "Lavergne T.V. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$1 each and 360 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal-North, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950 5293-68

**Guy Légaré auto inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Légaré, garage keeper, Jeanne Daigneault, housewife, wife common as to property of said Guy Légaré, and duly authorized by him for the presents, and Jocelyne Légaré, bookseller, spinster of the full age of majority, all three of 531 Principale, Granby, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Guy Légaré auto inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of \$100 each and into 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 531 Principale Street, Granby, judicial district of Bedford.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950 5964-68

**Ligue de Baseball du Québec inc.  
Québec Baseball League Inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to incorporate a corporation without share capital: James Walter Heap, 8423 Chénier, Anjou, William James McCarthy, 42 Saint-Louis, Pointe-Claire, both representatives, and Léo Rivet, artist, 2078 Cuvillier, Montreal, for the following purposes:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport du baseball, sous le nom de « Ligue de Baseball du Québec inc.— Québec Baseball League Inc. ».

Le siège social de la corporation est 2078, Cuvillier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o

5271-68

#### Louis et André tailleurs inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: Andrea Cutrone, tailleur, Louise Hervieux, ménagère, épouse séparée de biens dudit Andrea Cutrone, tous deux de 5770, Fadette, Saint-Léonard, Luigi Petrella, tailleur, et Francis Smyth, ménagère, épouse commune en biens dudit Luigi Petrella, ces deux derniers de 5605, Jules Auclair, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de tailleurs, sous le nom de « Louis et André tailleurs inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2296, est Mont Royal, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950

6018-68

#### Geo. W. MacDonald & Associates Inc. Geo. W. MacDonald & associés inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: George W. MacDonald, agent de réclamation, 5655, Du Bocage, Pierrefonds, Yves Perreault, agent de réclamation, 219, rue De Brullon, Boucherville, et Thomas W. Brown, avocat, 301, Hémond, Saint-Eustache, pour les objets suivants:

Diriger une société d'expertise, d'évaluation, d'inspection et d'enquête d'assurance, sous le nom de « Geo. W. MacDonald & Associates Inc. — Geo. W. MacDonald & associés inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950

6004-68

#### Machinerie Gagnon inc. Gagnon Machinery Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: Pierre Lemieux, étudiant, 409, Vauquelin, Jean-Yves Gagnon, vendeur, et Lucette Gagnon, ménagère, épouse

To organize and operate a sports club, especially baseball, under the name of "Ligue de Baseball du Québec inc.— Québec Baseball League Inc."

The head office of the corporation is at 2078 Cuvillier, Montreal, judicial district of Montreal.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950

5271-68

#### Louis et André tailleurs inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Andrea Cutrone, tailor, Louise Hervieux, housewife, wife separate as to property of the said Andrea Cutrone, both of 5770 Fadette, Saint-Léonard, Luigi Petrella, tailor, and Francis Smyth, housewife, wife common as to property of the said Luigi Petrella, the latter two of 5605 Jules Auclair, Montreal North, for the following purposes:

To carry on business as tailors, under the name of "Louis et André tailleurs inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 2296 Mount Royal East, Montreal, judicial district of Montreal.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950-o

6018-68

#### Geo. W. MacDonald & Associates Inc. Geo. W. MacDonald & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: George W. MacDonald, chartered claims adjuster, 5655 Du Bocage, Pierrefonds, Yves Perreault, chartered claims adjuster, 219 De Brullon Street, Boucherville, and Thomas W. Brown, advocate, 301 Hémond, Saint-Eustache, for the following purposes:

To carry on the business of insurance adjusters, average adjusters, appraisers, inspectors and investigators, under the name of "Geo. W. MacDonald & Associates Inc. — Geo. W. MacDonald & associés inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of the par value of \$1 each and 3,500 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950-o

6004-68

#### Machinerie Gagnon inc. Gagnon Machinery Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Lemieux, student, 409 Vauquelin, Jean-Yves Gagnon, salesman, and Lucette Gagnon, housewife, wife separate as to

séparée de biens dudit Jean-Yves Gagnon, ces deux derniers de 45, boulevard Gagnon, tous trois de Beloeil, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de machinerie de tous genres et espèces ainsi que de leurs parties et accessoires, sous le nom de « Machinerie Gagnon inc.—Gagnon Machinery Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,970 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 45, boulevard Gagnon, Beloeil, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o

6057-68

**Mackay Center Home and School  
Association  
Association Familiale et Scolaire  
du Centre Mackay**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1968, constituant en corporation sans capital-actions: William G. Campbell, gérant de circulation, 4998, de Maisonneuve Boulevard, Peter Murphy, évaluateur, 5234, Ponsard, tous deux de Montréal, et Henry Minto, directeur administrateur, 59, Vittel, Lorraine, pour les objets suivants:

Favoriser à la fois au foyer et à l'école, toutes les activités ayant comme but le bien-être et l'éducation en général, sous le nom de « Mackay Center Home and School Association — Association Familiale et Scolaire du Centre Mackay ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation pourra posséder ou détenir est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est 3500, boulevard Décarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950

2898-68

**Magasin Richard & Anne inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1968, constituant en corporation: René Aubé, marchand, Marguerite Meunier, marchande, épouse séparée de biens dudit René Aubé, tous deux de 162, Lafontaine, et Jacques Sirois, comptable, chemin des Raymond, tous trois de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, jouets, cadeaux, souvenirs et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Magasin Richard & Anne inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o

6052-68

property of the said Jean-Yves Gagnon, the latter two of 45 Gagnon Blvd., all three of Beloeil, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds and types of machinery as well as in their parts and accessories, under the name of "Machinerie Gagnon inc.—Gagnon Machinery Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of a nominal value of \$1 each and 3,970 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 45 Gagnon Blvd., Beloeil, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950

6057-68

**Mackay Center Home and School  
Association  
Association Familiale et Scolaire  
du Centre Mackay**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: William G. Campbell, traffic manager, 4998 de Maisonneuve Boulevard, Peter Murphy, estimator, 5234 Ponsard, both of Montreal, and Henry Minto, executive director, 59 Vittel, Lorraine, for the following purposes:

To foster both in the home and in the school all activities having as their object the general welfare and education, under the name of "Mackay Center Home and School Association — Association Familiale et Scolaire du Centre Mackay".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold or possess, is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at 3500 Décarie Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950-o

2898-68

**Magasin Richard & Anne inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René Aubé, merchant, Marguerite Meunier, merchant, wife separate as to property of the said René Aubé, both of 162 Lafontaine, and Jacques Sirois, accountant, des Raymond Road, all three of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, toys, gifts, souvenirs and novelties of all kinds, under the name of "Magasin Richard & Anne inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950

6052-68

**Marché Y. Desrochers inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: Yvon Desrochers, marchand, Roland Desrochers, agent d'assurances, et Thérèse Desrochers, ménagère, épouse dudit Roland Desrochers, tous trois de 13, Perreault, Arthabaska, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Marché Y. Desrochers inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Arthabaska, district judiciaire d'Arthabaska.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o

5599-68

**Mecatechnic Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6<sup>e</sup> jour de novembre 1968, constituant en corporation: Gontran Chamard, 5491, boulevard Roi-René, Paul Normandeau, 8406, Peterborough Circle, tous deux d'Anjou, et Bernard Gratton, 1740, de Boucherville, Saint-Bruno-de-Montarville, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles, camions, tracteurs, machines agricoles, instruments aratoires, bateaux, appareils de vol, machineries, moteurs, ainsi que de leurs accessoires, sous le nom de « Mecatechnic Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o

5969-68

**Metro-Flame Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: Pierre-L. Lapointe, 155, Marcotte, Alexander S. Konigsberg, 2378, Frenette, tous deux de Saint-Laurent, et Jacques-Lemaître Auger, 8462, Drolet, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter des stations d'essence et d'huile, sous le nom de « Metro-Flame Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1700, Norman, Lachine, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o

6050-68

**Métro Heel Company Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

**Marché Y. Desrochers inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Desrochers, merchant, Roland Desrochers, insurance agent, and Thérèse Desrochers, housewife, wife of the said Roland Desrochers, all three of 13 Perreault, Arthabaska, for the following purposes:

To carry on business as grocers and butchers, under the name of "Marché Y. Desrochers inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Arthabaska, judicial district of Arthabaska.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950

5599-68

**Mecatechnic Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of November, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gontran Chamard, 5491 Roi-René Boulevard, Paul Normandeau, 8406 Peterborough Circle, both of Anjou, and Bernard Gratton, 1740, de Boucherville, Saint-Bruno-de-Montarville, all three advocates, for the following purposes:

To deal in automobiles, trucks, tractors, farming implements, ships, aircraft, machines, motors, as well as their accessories, under the name of "Mecatechnic Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950

5969-68

**Metro-Flame Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre-L. Lapointe, 155 Marcotte, Alexander S. Konigsberg, 2378 Frenette, both of Saint-Laurent and Jacques-Lemaître Auger, 8462 Drolet, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To operate oil and gas stations, under the name of "Metro-Flame Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and into 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 1700 Norman, Lachine, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950

6050-68

**Métro Heel Company Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1968, have been issued

patentes, en date du 29e jour de novembre 1968, constituant en corporation: Yvon Genest, avocat, 825, Buck, Antonio Beaudoin, 245, McManamy, et J.-Eugène Lamoureux, 1081, Évangéline, ces deux derniers comptables, tous les trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de bottes, chaussures et articles de cuir, sous le nom de « Métro Heel Company Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950 5647-68

**Mines d'Uranium de Mont-Laurier inc.  
(Libre de responsabilité personnelle)  
Mont-Laurier Uranium Mines Inc.  
(No personal liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1968, constituant en corporation: André Couture, avocat, 125, Trémoy, Noranda, Jacques Coutu, stagiaire, 203, Latulipe ouest, et Jean-Charles Coutu, avocat, 576, Perreault est, ces deux derniers de Rouyn, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie minière, sous le nom de « Mines d'Uranium de Mont-Laurier inc. » (Libre de responsabilité personnelle) — « Mont-Laurier Uranium Mines Inc. » (No personal liability), avec un capital total de \$5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-0 5958-68

**MoJaNo inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Maurice Nolin, pharmacien, Jacqueline L. Nolin, ménagère, épouse légalement séparée de biens dudit Maurice Nolin, tous deux de 4, 4e avenue, Rimouski-Est, et Paul-Arthur Gendreau, avocat, Rimouski, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « MoJaNo inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est rue de la Cathédrale, Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-0 6028-68

**Munchen Holdings Company Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Genest, lawyer, 825 Buck, Antonio Beaudoin, 245 McManamy, and J.-Eugène Lamoureux, 1081 Évangéline, the latter two accountants, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To manufacture and deal in boots, shoes and leather goods, under the name of "Métro Heel Company Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950-0 5647-68

**Mines d'Uranium de Mont-Laurier inc.  
(Libre de responsabilité personnelle)  
Mont-Laurier Uranium Mines Inc.  
(No personal liability)**

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Couture, advocate, 125 Trémoy, Noranda, Jacques Coutu, probationer, 203 Latulipe west, and Jean-Charles Coutu, advocate, 576 Perreault east, the latter two of Rouyn, for the following purposes:

To carry on business as a mining company, under the name of "Mines d'Uranium de Mont-Laurier inc." (Libre de responsabilité personnelle) — "Mont-Laurier Uranium Mines Inc." (No personal liability), with a total capital stock of \$5,000,000, divided into 5,000,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Mont-Laurier, judicial district of Labelle.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 5958-68

**MoJaNo inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Nolin, pharmacist, Jacqueline L. Nolin, housewife, wife legally separate as to property of the said Maurice Nolin, both of 4, 4th Ave., Rimouski-East, and Paul-Arthur Gendreau, advocate, Rimouski, for the following purposes:

To carry on business dealing in all products, articles and merchandise, under the name of "MoJaNo inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is on de la Cathédrale St., Rimouski, judicial district of Rimouski.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 6028-68

**Munchen Holdings Company Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of December, 1968, have been issued

patentes, en date du 5e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Raymond Lette, 27, McNider, Outremont, Jean Biron, 3500, Ridgewood, et Jean-Pierre Sutto, 5160, Gatineau, app. 39, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Diriger une compagnie d'immeuble, de construction et de portefeuille, sous le nom de « Munchen Holdings Company Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950

5709-68

**Naz-Dar Québec Limited  
Naz-Dar Québec limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Jason Ruby, avocat, 47, Place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, Louis Orenstein, avocat et conseil en Loi de la reine, 5654, Macdonald, Hampstead, et Evelyn Raphael, secrétaire, épouse séparée de biens de Charles Raphael, 4895, avenue Carlton, Montréal, pour les objets suivants:

Organiser, maintenir et diriger une entreprise de vente à forfait, d'importation et d'agences générales, sous le nom de « Naz-Dar Québec Limited — Naz-Dar Québec limitée », avec un capital total divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950

6035-68

**Oscar Development Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Peter R. D. MacKell, 3470, rue Stanley, Montréal, Robert A. Hope, 562, avenue Grosvenor, Westmount, et Jack R. Miller, 475, Galland, Dorval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter des immeubles d'habitation, les administrer et les mettre en valeur, sous le nom de « Oscar Development Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950

5985-68

**Pacific Petroleum (Québec) Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1968, constituant en corporation: David Terence Dingle, 561, avenue Lansdowne, James Hugessen, 17,

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Lette, 27 McNider, Outremont, Jean Biron, 3500 Ridgewood, and Jean-Pierre Sutto, 5160 Gatineau, Apt. 39, the latter two of Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and holding company, under the name of "Munchen Holdings Company Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950-o

5709-68

**Naz-Dar Québec Limited  
Naz-Dar Québec limitée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jason Ruby, advocate, 47 Place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, Louis Orenstein, advocate and Queen's Counsel, 5654 Macdonald, Hampstead, and Evelyn Raphael, secretary, wife separate as to property of Charles Raphael, 4895 Carlton Avenue, Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a jobbing commission, importing and general agency business, under the name of "Naz-Dar Québec Limited — Naz-Dar Québec limitée", with a capital stock divided into 1,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950-o

6035-68

**Oscar Development Corporation**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Peter R. D. MacKell, 3470 Stanley Street, Montreal, Robert A. Hope, 562 Grosvenor Avenue, Westmount, and Jack R. Miller, 475 Galland, Dorval, all three advocates, for the following purposes:

To operate, manage and develop apartment buildings, under the name of "Oscar Development Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950-o

5985-68

**Pacific Petroleum (Québec) Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: David Terence Dingle, 561 Lansdowne Avenue, James Hugessen, 17 Forden

avenue Forden, Michael Dennis, 681, avenue Grosvenor, Charles John Michael Flavell, 4643 ouest, rue Sherbrooke, app. 19, tous les quatre de Westmount, et Graham Nesbitt, 1524 ouest, avenue des Pins, app. 3, Montréal, tous les cinq avocats, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de pétrole, gaz, plastique et produits chimiques relatifs au pétrole, de même que tous les produits, sous-produits et dérivés de toutes sortes et de toute description, sous le nom de « Pacific Petroleum (Québec) Ltd. », avec un capital divisé en 1,000 actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
**LS-PHILIPPE BOUCHARD.**  
 27950 5895-68

**Odilon Paquet & fils Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Odilon Paquet, Reynold Paquet, tous deux commerçants, de Saint-Côme, Jean Langevin, comptable agréé, 165, 4e avenue, Saint-Georges-Est, et Normand Rancourt, comptable, 1020, 24e rue, Saint-Georges, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de bois, sous le nom de « Odilon Paquet & fils Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Côme, district judiciaire de Beauce.

*Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
**LS-PHILIPPE BOUCHARD.**  
 27950-0 5588-68

**Don Passerby Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Barry Biberman, 2296, chemin Fulton, Mont-Royal, Lawrence Diner, 4085, rue Harvard, tous deux avocats, et Annagret Rinaldi, secrétaire, célibataire, 3445, chemin de la côte des Neiges, app. 337, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

S'établir restaurateurs, sous le nom de « Don Passerby Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6543, Somerled, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
**LS-PHILIPPE BOUCHARD.**  
 27950 6049-68

**Peel Discount Centre Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Michael Blatt, marchand, Sylvia Rabinovitch, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Michael

Avenue, Michael Dennis, 681 Grosvenor Avenue, Charles John Michael Flavell, 4643 Sherbrooke Street West, Apt. 19, all four of Westmount, and Graham Nesbitt, 1524 Pine Avenue West, Apt. 3, Montreal, all five advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in petroleum, gases, petrochemicals, plastics and all by-products, allied products and derivatives of every kind and description, under the name of "Pacific Petroleum (Québec) Ltd.", with a capital stock divided into 1,000 shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

**LS-PHILIPPE BOUCHARD,**  
*Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*  
 27950-0 5895-68

**Odilon Paquet & fils Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Odilon Paquet, Reynold Paquet, both traders, of Saint-Côme, Jean Langevin, chartered accountant, 165, 4th Ave., Saint-Georges-East, and Normand Rancourt, accountant, 1020, 24th St., Saint-Georges, for the following purposes:

The lumber trade, under the name of "Odilon Paquet & fils Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Côme, judicial district of Beauce.

**LS-PHILIPPE BOUCHARD,**  
*Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*  
 27950 5588-68

**Don Passerby Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Barry Biberman, 2296 Fulton Road, Mount Royal, Lawrence Diner, 4085 Harvard Street, both advocates, and Annagret Rinaldi, secretary, spinster, 3445 Côte des Neiges Road, Apt. 337, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Don Passerby Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 6543 Somerled, Montreal, judicial district of Montreal.

**LS-PHILIPPE BOUCHARD,**  
*Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*  
 27950-0 6049-68

**Peel Discount Centre Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michael Blatt, merchant, Sylvia Rabinovitch, housewife, wife contractually separate as to property of the said Michael Blatt,

Blatt, tous deux du 1936, Barclay, Montréal, et Loretta Rabinovitch, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de George Anisef, 5803, Smart, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises de toutes sortes et de toutes descriptions, sous le nom de « Peel Discount Centre Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1128 ouest, rue Sainte-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950

5955-68

#### Performance Sailcraft Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: Ian Boyack Bruce, dessinateur de modèles industriels, 212, Darwin, Verdun, André Julien, 2130, Lakeshore Drive, Dorval, et Graeme Hayward, 23, avenue Palmerston, Mont-Royal, ces deux derniers administrateurs, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'embarcations de toutes sortes, ainsi que les aménagements, l'équipement et les accessoires qui s'y rattachent, sous le nom de « Performance Sailcraft Inc. » avec un capital total de \$40,000, divisé en 6000, actions ordinaires de \$1 chacune et 3,400 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6833, avenue Park, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950

6034-68

#### Permanent Enterprises Incorporated Les Entreprises permanentes incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: John J. Martineau, vendeur, 32, rue Churchill, Paul-A. Martineau, avocat, Chemin de la Montagne, tous deux de Lucerne, et Jacqueline Pranko, secrétaire, épouse de Gordon Pranko, Eastview, province d'Ontario, pour les objets suivants:

Promouvoir, vendre, faire la réclame, la distribution et la mise sur le marché de tous et chacun des produits manufacturiers, marchandises, biens personnels et objets de commerce qui se rattachent aux articles et appareils ménagers, sous le nom de « Permanent Enterprises Incorporated — Les Entreprises permanentes incorporée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au numéro 32, rue Churchill, Lucerne, district judiciaire de Hull.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950

5527-68

both of 1936 Barclay, Montreal, and Loretta Rabinovitch, housewife, wife contractually separate as to property of George Anisef, 5803 Smart, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To deal in merchandise of every type and description, under the name of "Peel Discount Centre Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1128 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950-o

5955-68

#### Performance Sailcraft Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ian Boyack Bruce, industrial designer, 212 Darwin, Verdun, André Julien, 2130 Lakeshore Drive, Dorval, and Graeme Hayward, 23 Palmerston Avenue, Mount Royal, the latter two executives, for the following purposes:

To deal in marine craft of all kinds, fittings, equipment and accessories thereof, under the name of "Performance Sailcraft Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 6,000 common shares of \$1 each and 3,400 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 6833 Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950-o

6034-68

#### Permanent Enterprises Incorporated Les Entreprises permanentes incorporée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John J. Martineau, salesman, 32 Churchill Street, Paul-A. Martineau, advocate, Mountain Road, both of Lucerne, and Jacqueline Pranko, secretary, wife of Gordon Pranko, Eastview, Province of Ontario, for the following purposes:

To promote, sell, advertise, distribute or introduce any and all manufactured products, merchandise, personal property and subjects of trade and commerce of every kind and nature related to household goods and appliances, under the name of "Permanent Enterprises Incorporated — Les Entreprises permanentes incorporée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each and 600 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company is at No. 32 Churchill Street, Lucerne, judicial district of Hull.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950-o

5527-68

**Perrin Brakes & Wheels Alignments Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Pierre Perrin, industriel, Claudette Boucher, ménagère, épouse dudit Pierre Perrin, tous deux de 705, Buchanan, et Lucien Perrin, menuisier, 1460, Côte Vertu, tous trois de Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, camions, tracteurs, machines aratoires, instruments agricoles, ainsi que de tous leurs accessoires et autres parties, sous le nom de « Perrin Brakes & Wheels Alignment Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1460, Côte Vertu, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o 6037-68

**Placements d'Aragon limitée  
D'Aragon Investments Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1968, constituant en corporation: François Rainville, notaire, 1348, Frontenac, Huguette Fournel, 554, Latourelle, tous deux de Québec, et Pauline Cantin, Loretteville, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Placements d'Aragon limitée — D'Aragon Investments Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 80 actions ordinaires de \$10 chacune, 390 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sillery, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o 5993-68

**Placements Gablus Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Raymond-G. Décary 5614, Canterbury, Jean Guy, 5400, de Louisbourg, Gilles Bertrand, 5640, Decelles, tous trois de Montréal, Jean Lefrançois, 41, Morrison, Mont-Royal, et Michel Jetté, 500, Victoria, Greenfield Park, tous cinq avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Placements Gablus Itée », avec un capital total de \$350,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune, 5,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 320,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o 5945-68

**Perrin Brakes & Wheels Alignments Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Perrin, industrialist, Claudette Boucher, housewife, wife of said Pierre Perrin, both of 705 Buchanan, and Lucien Perrin, carpenter, 1460 Côte Vertu, all three of Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, trucks, tractors, farm implements, agricultural instruments, as well as all their accessories and other parts, under the name of "Perrin Brakes & Wheels Alignment Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1460 Côte Vertu, Saint-Laurent, judicial district of Montréal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950 6037-68

**Placements d'Aragon limitée  
D'Aragon Investments Limited**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: François Rainville, notary, 1348 Frontenac, Huguette Fournel, 554 Latourelle, both of Québec, and Pauline Cantin, Loretteville, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Placements D'Aragon limitée — D'Aragon Investments Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 80 common shares of \$10 each, 390 preferred class "A" shares of \$100 each and 200 preferred class "B" shares of \$1 each.

The head office of the company is at Sillery, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950 5993-68

**Placements Gablus Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond-G. Décary, 5614 Canterbury, Jean Guy, 5400 de Louisbourg, Gilles Bertrand, 5640 Decelles, all three of Montreal, Jean Lefrançois, 41 Morrison, Mount Royal, and Michel Jetté, 500 Victoria, Greenfield Park, all five advocates, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Placements Gablus Itée", with a total capital stock of \$350,000, divided into 2,500 common shares of a nominal value of \$10 each, 5,000 preferred class "A" shares of a nominal value of \$1 each and into 320,000 preferred class "B" shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950 5945-68

**Placements J. P. Latour, ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: Jean-Paul Latour, médecin, Michelle Pouliot, ménagère, épouse dudit Jean-Paul Latour, tous deux de 11915, de Tracy, Montréal, et Maurice Martel, avocat et conseil en Loi de la reine, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Placements J. P. Latour, ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 30 actions ordinaires de \$1 chacune, 3,980 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 170 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 12407, rue Olivier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o

6044-68

**Les Placements Lacolle ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: Roma Jenneau, 28, Beaulieu, Charles Guay, avenue de L'Église, tous deux de Lacolle, Henri Lamoureux, rang St-André, Saint-Bernard-de-Lacolle, tous trois douaniers, Jean Gagné, 10285, Jeanne-Mance, Montréal, et Yves-J. Demers, 55, rue de la Station, Delson, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Placements Lacolle ltée », avec un capital divisé en 1,000 actions sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Lacolle, district judiciaire d'Iberville.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o

4155-68

**Les Placements Lano inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: Bernard Tremblay, agent d'assurance, Gérard Létourneau, André Boileau, tous deux commerçants, Benoit Godard, aubergiste, Gérard Lalonde, comptable, Marcel Boileau, garagiste, et J.-H.-Gérard Chalifoux, comptable agréé, tous de L'Annonciation, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Placements Lano inc. », avec un capital total de \$80,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à L'Annonciation, district judiciaire de Labelle.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o

5676-68

**Placements J. P. Latour, ltée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Latour, physician, Michelle Pouliot, housewife, wife of said Jean-Paul Latour, both of 11915 de Tracy, Montreal, and Maurice Martel, advocate and Queen's Counsel, 1301 St-Viateur West, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Placements J. P. Latour, ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 30 common shares of \$1 each, 3,980 class "A" preferred shares of \$10 each and 170 class "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 12407 Olivier Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950

6044-68

**Les Placements Lacolle ltée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roma Jenneau, 28 Beaulieu, Charles Guay, de L'Église Avenue, both of Lacolle, Henri Lamoureux, Rang Saint-André, Saint-Bernard-de-Lacolle, all three custom-house officers, Jean Gagné, 10285 Jeanne-Mance, Montreal, and Yves-J. Demers, 55 de la Station Street, Delson, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Les Placements Lacolle ltée", with a capital stock divided into 1,000 shares without nominal value.

The head office of the company is at Lacolle, judicial district of Iberville.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950

4155-68

**Les Placements Lano inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Tremblay, insurance agent, Gérard Létourneau, André Boileau, both traders, Benoit Godard, innkeeper, Gérard Lalonde, accountant, Marcel Boileau, garage-keeper, and J.-H.-Gérard Chalifoux, chartered accountant, all of L'Annonciation, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Les Placements Lano inc.", with a total capital stock of \$80,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at L'Annonciation, judicial district of Labelle.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950

5676-68

**Les Plantations De Wolfe Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Albert De Wolfe, cultivateur, 181, rang Saint-Jean, Lavaltrie, Wilfrid De Wolfe, cultivateur, et Mary Arens, ménagère, épouse séparée de biens dudit Wilfrid De Wolfe, ces deux derniers de 1174, avenue du Parc, Joliette, pour les objets suivants:

Cultiver fruits, légumes, céréales, tabac et produits alimentaires, sous le nom de « Les Plantations De Wolfe Itée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Joliette, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

27950 5837-68

**Le Prêt d'Honneur de la Société  
Saint-Jean-Baptiste du Diocèse d'Amos**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Dominique Godbout, notaire, La Sarre, Gilles Marquis, administrateur, et Henri Tellier, secrétaire, ces deux derniers de Val d'Or, pour les objets suivants:

Établir, maintenir et administrer un système de prêts et de bourses, sous le nom de « Le Prêt d'Honneur de la Société Saint-Jean-Baptiste du Diocèse d'Amos ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation est à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

27950-o 5865-68

**Progressive Books & Periodicals Ltd.  
Livres et Périodiques Progressistes Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Richard S. Gottlieb, 7519, chemin Bailey, Arthur J. Marcovitch, 5525, avenue Trent, et Lawrence Glazer, 7920, chemin Kingsley, tous trois avocats, de Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'imprimerie générale, de publication, de relieure, de gravure et lithographie, sous le nom de « Progressive Books & Periodicals Ltd. — Livres et Périodiques Progressistes Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

27950 5847-68

**Les Plantations De Wolfe Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Albert De Wolfe, farmer, 181 rang St-Jean, Lavaltrie, Wilfrid De Wolfe, farmer, and Mary Arens, housewife, wife separate as to property of the said Wilfrid De Wolfe, the latter two of 1174 Park Avenue, Joliette, for the following purposes:

To make cultures of fruits, vegetables, cereals, tobacco and alimentary products, under the name of "Les Plantations De Wolfe Itée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Joliette, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950-o 5837-68

**Le Prêt d'Honneur de la Société  
Saint-Jean-Baptiste du Diocèse d'Amos**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Dominique Godbout, notary, La Sarre, Gilles Marquis, administrator, and Henri Tellier, secretary, the latter two of Val d'Or, for the following purposes:

To establish, maintain and direct a loan and scholarship system, under the name of "Le Prêt d'Honneur de la Société Saint-Jean-Baptiste du Diocèse d'Amos".

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$200,000.

The head office of the corporation is at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950 5865-68

**Progressive Books & Periodicals Ltd.  
Livres et Périodiques Progressistes Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Richard S. Gottlieb, 7519 Bailey Road, Arthur J. Marcovitch, 5525 Trent Avenue, and Lawrence Glazer, 7920 Kingsley Road, all three advocates, of Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To transact a general printing, publishing, book-binding, engraving and lithographing business, under the name of "Progressive Books & Periodicals Ltd. — Livres et Périodiques Progressistes Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$1 each and 3,900 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950-o 5847-68

**Les Publications Charleroi inc.  
Charleroi Publications Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12<sup>e</sup> jour de novembre 1968, constituant en corporation: Jean-Paul Carle, comptable public, 698, Ste-Marie, André Comeau, et Roger Isabelle, ces deux derniers publicitaires, de 22, St-Flavien, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs et agents de publicité, sous le nom de « Les Publications Charleroi inc. — Charleroi Publications Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,600 actions ordinaires de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie est 764, St-Joseph est, suite 316-317, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o

5330-68

**Publicité-Police Sports et Loisirs inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: Roger Dugas, opérateur, Georgette Barbeau, ménagère, épouse légalement commune en biens dudit Roger Dugas, tous deux de 5100, Beaugrand, et Raymond Lavallée, rentier, 1470, Leclair, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Publier une revue, un journal ou un autre écrit concernant les sports et plus particulièrement chez les policiers du Québec, sous le nom de « Publicité-Police Sports et Loisirs inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5100, Beaugrand, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o

5137-68

**Quality Tours Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, 2445, Valade, Saint-Laurent, Maximilien Polak, 7897, chemin Wavell, Côte Saint-Luc, et Harvey M. Cooperstone, 1448, Beverley Crescent, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter une société d'excursions et de voyages, sous le nom de « Quality Tours Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions classe « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions classe « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950

6017-68

**Les Publications Charleroi inc.  
Charleroi Publications Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of November, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Carle, public accountant, 698 Ste-Marie, André Comeau, and Roger Isabelle, the latter two publicists, of 22 St-Flavien, all three of Québec, for the following purposes:

To carry on business as printers and advertising agents, under the name of "Les Publications Charleroi inc. — Charleroi Publications Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,600 common shares of \$25 each.

The head office of the company is at 764 St-Joseph St. East, suite 316-317, Québec, judicial district of Québec.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950

5330-68

**Publicité-Police Sports et Loisirs inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Dugas, operator, Georgette Barbeau, housewife, wife legally common as to property of said Roger Dugas, both of 5100 Beaugrand, and Raymond Lavallée, annuitant, 1470 Leclair, all three of Montreal, for the following purposes:

To publish a magazine, a newspaper or any other writings dealing with sports, particularly for the police of Québec, under the name of "Publicité-Police Sports et Loisirs inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 1,000 referred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 5100 Beaugrand, Montreal, judicial district of Montreal.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950

5137-68

**Quality Tours Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Samuel H. Shriar, 2445 Valade, Saint-Laurent, Maximilien Polak, 7897 Wavell Road, Côte Saint-Luc, and Harvey M. Cooperstone, 1448 Beverley Crescent, Laval, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of tour and travel operators, under the name of "Quality Tours Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 class "A" shares of a par value of \$1 each and 30,000 class "B" shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950-o

6017-68

**Québec Fragrances Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Frank Bureyk, 1355 est, Dorchester, Johannes Thiemann, 3415, Girouard, Jacob Rabie, 4837, Lacombe, tous trois de Montréal, et Daniel Rabie, 156, Netherwood Crescent, Hampstead, tous quatre administrateurs, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de parfums, odeurs, arômes, cologne, senteurs et articles de parfumerie, sous le nom de « Québec Fragrances Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 300, chemin Canal Bank, Saint-Pierre, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
**LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

27950 5941-68

**Restaurant Le Voodoo, inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Gilles Bouchard, gérant, 3355, boulevard Monseigneur Gauthier, Giffard, Nelson Michaud, comptable, 135, Terrasse Orléans, Villeneuve, et André Bouchard, entrepreneur en excavation, 994, Ste-Anne, Beauport, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants, sous le nom de « Restaurant Le Voodoo, inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3645, boulevard Ste-Anne, Giffard, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
**LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

27950-o 5896-68

**Restaurant Linda inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Guy Taillefer, 10152, Christophe-Colomb, Montréal, James Khazzam, 44, Sunnyside, Westmount, tous deux avocats, et Gaston Lépine, professeur, 324, Trenton, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Linda inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
**LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

27950-o 5542-68

**Daniel Roberge inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

**Québec Fragrances Corp.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Frank Bureyk, 1355 Dorchester East, Johannes Thiemann, 3415 Girouard, Jacob Rabie, 4837 Lacombe, all three of Montreal, and Daniel Rabie, 156 Netherwood Crescent, Hampstead, all four executives, for the following purposes:

To manufacture and deal in perfume fragrance, odors, aromas, cologne, scents and perfumery, under the name of "Québec Fragrances Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of \$1 each and 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at 300 Canal Bank Road, Saint-Pierre, judicial district of Montreal.

**LS-PHILIPPE BOUCHARD,**  
*Deputy Minister of Financial Institutions,*  
*Companies and Cooperatives.*

27950-o 5941-68

**Restaurant Le Voodoo, inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Bouchard, manager, 3355 Monseigneur-Gauthier Boulevard, Giffard, Nelson Michaud, accountant, 135 Orléans Terrace, Villeneuve, and André Bouchard, excavation contractor, 994 Sainte-Anne, Beauport, for the following purposes:

To operate restaurants, under the name of "Restaurant Le Voodoo, inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 3645 Sainte-Anne Boulevard, Giffard, judicial district of Québec.

**LS-PHILIPPE BOUCHARD,**  
*Deputy Minister of Financial Institutions,*  
*Companies and Cooperatives.*

27950 5896-68

**Restaurant Linda inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Taillefer, 10152 Christophe-Colomb, Montreal, James Khazzam, 44 Sunnyside, Westmount, both advocates, and Gaston Lépine, teacher, 324 Trenton, Mount Royal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Linda inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

**LS-PHILIPPE BOUCHARD,**  
*Deputy Minister of Financial Institutions,*  
*Companies and Cooperatives.*

27950 5542-68

**Daniel Roberge inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1968, have been issued

patentes, en date du 19<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: Daniel Roberge, courtier en immeubles, 279, Morris, Jean-P. Lefebvre, vendeur, 1154, Larocque, et Marc Roberge, secrétaire, 159, 7<sup>e</sup> avenue sud, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtier en valeurs immobilières, sous le nom de « Daniel Roberge inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-0

5163-68

### Roulottes Grand Prix Itée Grand Prix Trailers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: Jacques Tétreault, comptable agréé, 45, St-Maurice, Lorrain Rémillard, commerçant, 146, Montée St-Luc, tous deux de Saint-Jean, et Raymond Hébert, ingénieur, route rurale numéro 2, case postale 1, La Prairie, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de roulottes, maisons mobiles, maisons et motels préfabriqués, remorques, automobiles, camions, tracteurs, ainsi que leurs accessoires, sous le nom de « Roulottes Grand Prix Itée — Grand Prix Trailers Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est route rurale numéro 2, La Prairie, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-0

5608-68

### Jean-Luc Ruel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: Yvon Genest, avocat, 825, Buck, Jean-Luc Ruel, entrepreneur-peintre, et Georgette Ruel, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Luc Ruel, ces deux derniers de 2480, Gadbois, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en peinture, sous le nom de « Jean-Luc Ruel inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 350 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-0

6041-68

### Salon Commodore (Dorval) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11<sup>e</sup> jour de décembre 1968,

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Daniel Roberge, real estate broker, 279 Morris, Jean-P. Lefebvre, salesman, 1154 Larocque, and Marc Roberge, secretary, 159, 7th Avenue South, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as real estate brokers, under the name of "Daniel Roberge inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$10 each and into 3,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950

5163-68

### Roulottes Grand Prix Itée Grand Prix Trailers Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Tétreault, chartered accountant, 45 St-Maurice, Lorrain Rémillard, trader, 146 Montée St-Luc, both of Saint-Jean, and Raymond Hébert, engineer, Rural Route number 2, Post Office Box 1, La Prairie, for the following purposes:

To manufacture and deal in trailers, mobile homes, houses and prefabricated motels, tow trucks, automobiles, trucks, tractors, as well as their accessories, under the name of "Roulottes Grand Prix Itée — Grand Prix Trailers Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Rural Route number 2, La Prairie, judicial district of Montréal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950

5608-78

### Jean-Luc Ruel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Genest, advocate, 825 Buck, Jean-Luc Ruel, painting contractor, and Georgette Ruel, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jean-Luc Ruel, the latter two of 2480 Gadbois, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as painting contractors, under the name of "Jean-Luc Ruel inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 350 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950

6041-68

### Salon Commodore (Dorval) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province,

constituant en corporation: Earl H. Drymer, 4465, Montrose, Westmount, Claude-Armand Sheppard, 5030, Glencairn, tous deux avocats, et Claudine Proutat, secrétaire, fille majeure, 200, rue Corot, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un salon de coiffure sous toutes ses formes, sous le nom de « Salon Commodore (Dorval) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 348, chemin Dorval, Dorval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 5898-68

**Service Toilette Richelieu inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Claude Benoit, 1758, Jacques-Lemaistre, Michel Lespérance, 5855, Place Decelles, et Alain Lortie, 4185, Isabella, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme buandiers, teinturiers, dégraisseurs et nettoyeurs, sous le nom de « Service Toilette Richelieu inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$5 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et en 3,700 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 5915-68

**S. Setlakwe Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Salomon Setlakwe, Gabriel Setlakwe et Antoine Setlakwe, tous trois commerçants, de 729, Johnson, Thetford Mines, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « S. Setlakwe Itée », avec un capital total de \$75,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 729, rue Johnson, Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 6093-68

**Shoetique Ltd.  
Shoetique Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat et conseil en Loi de la reine, 5654 Macdonald, Hampstead, Jason Ruby, avocat, 47,

incorporating: Earl H. Drymer, 4465 Montrose, Westmount, Claude-Armand Sheppard, 5030 Glencairn, both advocates, and Claudine Proutat, secretary, spinster of the full age of majority, 200 Corot St., the latter two of Montreal, for the following purposes:

To operate a hairdressing salon in all its forms, under the name of "Salon Commodore (Dorval) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 348 Dorval Road, Dorval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 5898-68

**Service Toilette Richelieu inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Benoit, 1758 Jacques-Lemaistre, Michel Lespérance, 5855 Place Decelles, and Alain Lortie, 4185 Isabella, all three advocates of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as launderers, dyers, dry-cleaners and cleaners, under the name of "Service Toilette Richelieu inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$5 each, 2,000 preferred class "A" shares of \$1 each and into 3,700 preferred class "B" shares of \$10 each.

The head office of the company is at Sorel, judicial district of Richelieu.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 5915-68

**S. Setlakwe Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Salomon Setlakwe, Gabriel Setlakwe and Antoine Setlakwe, all three traders, of 729 Johnson, Thetford Mines, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "S. Setlakwe Itée", with a total capital stock of \$75,000, divided into 500 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 729 Johnson St., Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 6093-68

**Shoetique Ltd.  
Shoetique Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Orenstein, advocate and Queen's Counsel, 5654 Macdonald, Hampstead, Jason Ruby, advocate, 47 Place du Bois, Dollard-

Place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, et Glacia Miller, secrétaire, célibataire, 3201, Forest Hill, Montréal, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de chaussures de tous genres, sacs à main, sacs de voyages, vêtements et accessoires, sous le nom de « Shoetique Ltd.—Shoetique Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950

5976-68

#### Lucien Simard, Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: Lucien Simard, vendeur, Thérèse Villeneuve, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Lucien Simard, tous deux de 255, Nolin, et Louis-Georges Villeneuve, garagiste, 143, Sauvé, tous trois d'Alma, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous articles de quincaillerie et de mercerie, sous le nom de « Lucien Simard, Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 255, rue Nolin, Alma, district judiciaire de Roberval.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o

5780-68

#### Sincas inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: André Gauthier, avocat, 1990, rue des Ormes, Saint-Bruno-de-Montarville, Ginette Tardif, 3980, Pierre Chevrier, et Lise Marsolais, 2577, rue Arcand, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir à titre de conseillers et d'experts dans toutes les matières pouvant requérir un traitement par méthodes de l'informatique, de la théorie des systèmes pour ordinateur, sous le nom de « Sincas inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$4 chacune et en 3,600 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5450, Côte des Neiges, suite 416, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o

5930-68

#### La Société des Échanges Culturels Internationaux inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles Doucet, administrateur, Serge Lefebvre,

des-Ormeaux, and Glacia Miller, secretary, spinster, 3201 Forest Hill, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in shoes and all types of footwear, handbags, valises, clothing and accessories, under the name of "Shoetique Ltd.—Shoetique Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Sorel, judicial district of Richelieu.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950-o

5976-68

#### Lucien Simard, Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lucien Simard, salesman, Thérèse Villeneuve, housewife, wife contractually separate as to property of the said Lucien Simard, both of 255 Nolin, and Louis-Georges Villeneuve, garage-keeper, 143 Sauvé, all three of Alma, for the following purposes:

To carry on business dealing in hardware and smallwares, under the name of "Lucien Simard, Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 255 Nolin St., Alma, judicial district of Roberval.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950

5780-68

#### Sincas inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Gauthier, advocate, 1990, des Ormes Street, Saint-Bruno-de-Montarville, Ginette Tardif, 3980 Pierre Chevrier, and Lise Marsolais, 2577 Arcand Street, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To act as consultants and experts in all matters pertaining to data-processing, under the name of "Sincas inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$4 each and 3,600 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 5450 Côte des Neiges, suite 416, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950

5930-68

#### La Société des Échanges Culturels Internationaux inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Gilles Doucet, executive, Serge Lefebvre, advo-

avocat, Jocelyne Bouthillier, ménagère, épouse séparée de biens dudit Serge Lefebvre, tous trois de 277, St-Pierre, Gilles Hamel, vendeur, 246, Victoria, tous quatre de Saint-Constant, et Claude Valois, animateur social, 6100, Wilderton, Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir l'esprit international chez les étudiants et le public en général, sous le nom de « La Société des Échanges Culturels Internationaux inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$300,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Constant, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 4919-68

**Société d'Habitation Richelieu inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Guy Fiset, vendeur, 245, Champlain, Beloeil, Michel Viger, courtier, 75, Léopold, Longueuil, et Jacques Marchand, agent manufacturier, 407, Crescent, Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de gestion d'affaires, sous le nom de « Société d'Habitation Richelieu inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 5749-68

**Sud Drywall Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Normand Beaudry, poseur de matériaux, 871, Viger, Brossard, Jean-Paul Parent, avocat, 262, avenue de l'Épée, Outremont, et Sylvio Friolet, poseur de matériaux, 1377, Lemoyne, Chambly, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Sud Drywall Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$400 chacune.

Le siège social de la compagnie est 871, rue Viger, Brossard, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 6120-68

**Tenbec Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Pierre-L. Lapointe, 155, Marcotte, Alexander S. Konigsberg, 2378, Frenette, tous deux de Saint-Laurent, Mark

cate, Jocelyne Bouthillier, housewife, wife separate as to property of said Serge Lefebvre, all three of 277 St-Pierre, Gilles Hamel, salesman, 246 Victoria, all four of St-Constant, and Claude Valois, social worker, 6100 Wilderton, Montreal, for the following purposes:

To promote international thinking among students and the public in general, under the name of "La Société des Échanges Culturels Internationaux inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and own is of \$300,000.

The head office of the corporation is at Saint-Constant, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 4919-68

**Société d'Habitation Richelieu inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Fiset, salesman, 245 Champlain, Beloeil, Michel Viger, broker, 75 Léopold, Longueuil, and Jacques Marchand, manufacturing agent, 407 Crescent, Saint-Lambert, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and business management company, under the name of "Société d'Habitation Richelieu inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 5749-68

**Sud Drywall Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Normand Beaudry, material layer, 871 Viger, Brossard, Jean-Paul Parent, advocate, 262 de l'Épée Avenue, Outremont, and Sylvio Friolet, material layer, 1377 Lemoyne, Chambly, for the following purposes:

To carry on business as general building constructors and contractors and to deal in all kinds of material, under the name of "Sud Drywall Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$400 each.

The head office of the company is at 871 Viger Street, Brossard, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 6120-68

**Tenbec Corp.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre-L. Lapointe, 155 Marcotte, Alexander S. Konigsberg, 2378 Frenette, both of Saint-Laurent, Mark Rosenstein, 5003 Lacombe,

Rosenstein, 5003, Lacombe, et Jacques-Lemaitre Auger, 8462, Drolet, ces deux derniers de Montréal, tous les quatre avocats, pour les objets suivants:

Diriger une entreprise d'immeuble et de construction, sous le nom de « Tenbec Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2750, rue Kent, app. 203, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

27950 6003-68

#### Yves Therien construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: Gilles Joly, 7517, Vitel, Saint-Léonard, Jacques Vachon, 21, Vaillancourt, tous deux avocats, et Pauline Brodeur, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 2, Labonté, ces deux derniers de Sainte-Thérèse, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Yves Therien construction inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

27950-o 5440-68

#### Total Transportation (Leasing) Limited Transport Total (location) limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: Raymond Eric Parsons, 11, chemin De Casson, Michael Dennis, 681, avenue Grosvenor, et David Terence Dingle, 561, avenue Lansdowne, tous trois avocats, de Westmount, pour les objets suivants:

Diriger une entreprise de transport, sous le nom de « Total Transportation (Leasing) Limited — Transport Total (location) limitée », avec un capital total divisé en 2,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

27950 5988-68

#### Euclide Tremblay & fils Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: Euclide Tremblay, 761, Walberg, Germain Tremblay, 1319, rue de la Fabrique, et Georges Tremblay, 1402, rue de la Fabrique, tous trois entrepreneurs, de Dolbeau, pour les objets suivants:

and Jacques-Lemaitre Auger, 8462 Drolet, the latter two of Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Tenbec Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 2750 Kent Street, Apt. 203, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950-o 6003-68

#### Yves Therien construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Joly, 7517 Vitel, Saint-Léonard, Jacques Vachon, 21 Vaillancourt, both advocates, and Pauline Brodeur, secretary, spinster of the age of majority, using her rights, 2 Labonté, the latter two of Sainte-Thérèse, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Yves Therien construction inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Sainte-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950 5440-68

#### Total Transportation (Leasing) Limited Transport Total (location) limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Eric Parsons, 11 De Casson Road, Michael Dennis, 681 Grosvenor Avenue, and David Terence Dingle, 561 Lansdowne Avenue, all three advocates, of Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of a transportation company, under the name of "Total Transportation (Leasing) Limited — Transport Total (location) limitée", with a capital stock divided into 2,000 common shares without par value and 10,000 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950-o 5988-68

#### Euclide Tremblay & fils Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Euclide Tremblay, 761 Walberg, Germain Tremblay, 1319 de la Fabrique St., and Georges Tremblay, 1402 de la Fabrique St., all three contractors, of Dolbeau, for the following purposes:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Euclide Tremblay & fils ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 761, boulevard Walberg, Dolbeau, district judiciaire de Roberval.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 5991-68

**Universal Hood-Lock Inc.  
Serrure de Capot Universelle inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Normand Duval, 2185, Nicolas-Perrot, Guy Saint-Aubin, 3874, Édouard-Montpetit, tous deux avocats, et Guy Tremblay, gérant, 10817, Henri-Julien, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes les parties et accessoires d'automobiles, sous le nom de « Universal Hood-Lock Inc.—Serrure de Capot Universelle inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 6014-68

**Val d'Or Motocurb Service Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Arthur Hillier, homme d'affaires, 12, rue Beaumont, Michael Bone, comptable agréé, 46, rue Beaumont, et Lucien Dallaire, avocat, 922, rue Journeault, tous trois de La Tuque, pour les objets suivants:

Exploiter un « curb service », sous le nom de « Val d'Or Motocurb Service Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Tuque, district judiciaire de Saint-Maurice.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 5876-68

**Ventura Enterprises Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1968, constituant en corporation: David Blumenthal, administrateur, 5160, Gatineau, app. 53, Catherine Walker, secrétaire, célibataire, 3561, Lorne, tous deux de Montréal, et Laizer Sirota, avocat, 2475, Major, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Promouvoir, vendre, faire la réclame, la distribution et la mise sur le marché de tous et chacun des produits manufacturés, de marchandise, de biens personnels et objets de commerce de toutes sortes et de toutes descriptions, sous le

To carry on business as builders and general building contractors, and to deal in all kinds of materials, under the name of "Euclide Tremblay & fils ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 761 Walberg Blvd., Dolbeau, judicial district of Roberval.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 5991-68

**Universal Hood-Lock Inc.  
Serrure de Capot Universelle inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Normand Duval, 2185 Nicolas-Perrot, Guy Saint-Aubin, 3874 Édouard-Montpetit, both advocates, and Guy Tremblay, manager, 10817 Henri-Julien, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in all automobile parts and accessories, under the name of "Universal Hood-Lock Inc.—Serrure de Capot Universelle inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montréal, judicial district of Montréal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 6014-68

**Val d'Or Motocurb Service Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur Hillier, businessman, 12 Beaumont Street, Michael Bone, chartered accountant, 46 Beaumont Street, and Lucien Dallaire, advocate, 922 Journeault Street, all three of La Tuque, for the following purposes:

To operate a curb service, under the name of "Val d'Or Motocurb Service Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at La Tuque, judicial district of Saint-Maurice.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 5876-68

**Ventura Enterprises Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: David Blumenthal, executive, 5160 Gatineau, Apt. 53, Catherine Walker, secretary, spinster, 3561 Lorne, both of Montreal, and Laizer Sirota, advocate, 2475 Major, Saint-Laurent, for the following purposes:

To promote, sell, advertise, distribute or introduce any and all manufactured products, merchandise, personal property and subjects of trade or commerce of every kind and nature, under the name of "Ventura Enterprises Ltd.",

nom de « Ventura Enterprises Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 890, rue Abbott, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950 5997-68

#### Vulcanisation St-Jérôme inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12<sup>e</sup> jour de décembre 1968, constituant en corporation: Raymond Forbes, entrepreneur, Adrienne Paradis, ménagère, épouse séparée de biens dudit Raymond Forbes, et Rita Paradis, commis, fille majeure, tous trois de 452, St-Jérôme, Matane, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et fabriquer et faire le commerce de pneus, sous le nom de « Vulcanisation St-Jérôme inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 793, avenue St-Jérôme, Matane, district judiciaire de Rimouski.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o 5838-68

with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 890 Abbott Street, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950-o 5997-68

#### Vulcanisation St-Jérôme inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Forbes, contractor, Adrienne Paradis, housewife, wife separate as to property of the said Raymond Forbes, and Rita Paradis, clerk, spinster of the full age of majority, all three of 452 Saint-Jérôme, Matane, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to manufacture and deal in tires under the name of "Vulcanisation St-Jérôme inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 793 Saint-Jérôme Avenue, Matane, judicial district of Rimouski.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950 5838-68

### Lettres patentes supplémentaires

#### Begin Motors, Limited Les Moteurs Bégin, limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27<sup>e</sup> jour de décembre 1968, à la compagnie « Begin Motors, Limited — Les Moteurs Bégin, limitée », augmentant son capital de \$49,900 à \$249,900, le capital-actions additionnel étant divisé en 200,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o 1197-30 — 1462/3

#### Blier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27<sup>e</sup> jour de novembre 1968, à la compagnie « Blier Inc. », 1<sup>o</sup> augmentant son capital de \$60,000 à \$120,000, le capital-actions additionnel devant être divisé en 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune; 2<sup>o</sup> modifiant les privilèges et restrictions qui se rattachent à ses actions privilégiées.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950 13125-59 — 1461/16

### Supplementary Letters Patent

#### Begin Motors, Limited Les Moteurs Bégin, limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Begin Motors, Limited — Les Moteurs Bégin, limitée", increasing its capital from \$49,900 to \$249,900, the additional capital-stock being divided into 200,000 preferred shares of \$1 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950 1197-30 — 1462/3

#### Blier Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of November, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Blier Inc.", 1. increasing its capital from \$60,000 to \$120,000, the additional capital stock being divided into 600 preferred shares of the par value of \$100 each; 2. modifying the privileges and restrictions attached to its preferred shares.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950-o 13125-59 — 1461/16

**Boudreault & Gagnon Meubles inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 18e jour de décembre 1968, à la compagnie « René Boudreault Meubles inc. », constituée par lettres patentes en date du 22e jour d'octobre 1964, changeant son nom en celui de « Boudreault & Gagnon Meubles inc. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 4698-64 — 1461/62

**Brunelle & Frères inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour de décembre 1968, à la compagnie « Brunelle & Frères inc. », étendant ses pouvoirs.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 3017-68 — 1460/58

**Gaston Champoux limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de novembre 1968, à la compagnie « Gaston Champoux limitée », 1° réduisant son capital de \$40,000 à \$20,000, le capital-actions annulé étant divisé en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune; 2° modifiant les privilèges et restrictions afférents aux actions privilégiées; 3° augmentant son capital de \$20,000 à \$400,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 38,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 5855-53 — 1461/80

**Clinique Orthopédique de Victoriaville inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de décembre 1968, à la compagnie « Jean-Paul Côté inc. », constituée par lettres patentes en date du 2e jour d'octobre 1968, changeant son nom en celui de « Clinique Orthopédique de Victoriaville inc. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 4374-68 — 1461/65

**The Club de Golf de Berthier inc.  
The Berthier Golf and Country Club Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 3e jour de janvier 1969, à la compagnie « Le Club de Golf de Berthier inc.—The Berthier Golf and Country Club Inc. », 1° modifiant les privilèges et restrictions afférents aux actions privilégiées; 2° subdivisant ses 500 actions ordinaires de \$500 chacune en 1,000 actions ordinaires de \$250

**Boudreault & Gagnon Meubles inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "René Boudreault Meubles inc.", incorporated by letters patent dated the 22nd day of October 1964, changing its name to that of "Boudreault & Gagnon Meubles inc."

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 4698-64 — 1461/62

**Brunelle & Frères inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Brunelle & Frères inc.", extending its powers.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 3017-68 — 1460/58

**Gaston Champoux limitée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of November, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Gaston Champoux limitée", 1. reducing its capital from \$40,000 to \$20,000, the annulled capital-stock being divided into 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each; 2. modifying the privileges and restrictions attached to the preferred shares; 3. increasing its capital from \$20,000 to \$400,000, the additional capital-stock being divided into 38,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 5855-53 — 1461/80

**Clinique Orthopédique de Victoriaville inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Jean-Paul Côté inc.", incorporated by letters patent dated the 2nd day of October, 1968, changing its name to that of "Clinique Orthopédique de Victoriaville inc."

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 4374-68 — 1461/65

**The Club de Golf de Berthier inc.  
The Berthier Golf and Country Club Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Le Club de Golf de Berthier inc.—The Berthier Golf and Country Club Inc.", 1. modifying the privileges and restrictions attached to its preferred shares; 2. subdividing its 500 common shares of \$500 each into 1,000 common shares of \$250 each; 3. subdividing its

chacune; 3° subdivisant ses 150 actions privilégiées de \$500 chacune en 300 actions privilégiées de \$250 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o 11369-59 — 1461/82

**Combined Health Association  
of Greater Montreal  
Association des Oeuvres de Santé  
du Grand Montréal**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de décembre 1968, à la corporation « Souscription pour les Oeuvres de Santé du Grand Montréal — Combined Health Appeal of Greater Montreal », constituée en corporation par lettres patentes du 26e jour de février 1962, 1° changeant son nom en celui de « Combined Health Association of Greater Montreal — Association des Oeuvres de Santé du Grand Montréal »; 2° modifiant ses pouvoirs.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o 10467-1962 — 1460/65

**Cometal inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour de décembre 1968, à la compagnie « Cometal inc. », augmentant son capital de \$20,000 à \$60,000 par la création de 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o 521-63 — 1460/66

**Mary Cullen Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de décembre 1968, à la compagnie « Mary Cullen Inc. », étendant ses pouvoirs.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950 9381-49 — 1462/7

**J. B. D'Aoust inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de décembre 1968, à la compagnie « J. B. D'Aoust inc. », augmentant son capital de \$125,000 à \$225,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o 13181-54 — 1461/88

150 preferred shares of \$500 each into 300 preferred shares of \$250 each.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950 11369-59 — 1461/82

**Combined Health Association  
of Greater Montreal  
Association des Oeuvres de Santé  
du Grand Montréal**

Notice is given that, under the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Souscription pour les Oeuvres de Santé du Grand Montréal — Combined Health Appeal of Greater Montreal", incorporated by letters patent dated the 26th day of February 1962, 1. changing its name to that of "Combined Health Association of Greater Montreal — Association des Oeuvres de Santé du Grand Montréal"; 2. modifying its powers.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950 10467-1962 — 1460/65

**Cometal inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Cometal inc.", increasing its capital stock from \$20,000 to \$60,000, by the creation of 4,000 preferred shares of \$10 each.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950 521-63 — 1460/66

**Mary Cullen Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Mary Cullen Inc.", extending its powers.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950-o 9381-49 — 1462/7

**J. B. D'Aoust inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "J. B. D'Aoust inc.", increasing its capital from \$125,000 to \$225,000, the additional capital stock being divided into 1,000 class "B" preferred shares of a par value of \$100 each.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950 13181-54 — 1461/88

**Domaine d'Iberville Itée  
D'Iberville Estates Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour d'octobre 1968, à la compagnie « Domaine d'Iberville Itée — D'Iberville Estates Ltd. », 1° réduisant son capital de \$120,000 à \$12,500, le capital-actions annulé devant être divisé en 1,500 actions ordinaires non émises d'une valeur au pair de \$5 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune; 2° redésignant 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune en 1,250 actions classe « A » d'une valeur au pair de \$5 chacune et 1,250 actions classe « B » d'une valeur au pair de \$5 chacune; 3° augmentant son capital de \$12,500 à \$1,012,500 le capital-actions additionnel devant être divisé en 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950 15824-61 — 1460/69

**Les Entreprises Jacques Laurin Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de décembre 1968, à la compagnie « Motel de La Source Argentée inc. — Silver Springs Motel Inc. », constituée par lettres patentes en date du 8e jour d'avril 1963, changeant son nom en celui de « Les Entreprises Jacques Laurin Itée ».

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 1580-63 — 1460/78

**Fourem Investments Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de décembre 1968, à la compagnie « Fourem Investments Ltd. », 1° subdivisant ses 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune en 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune; 2° modifiant les privilèges et restrictions attachés à ses actions privilégiées.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950 988-68 — 1461/20

**Fox Brothers Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de décembre 1968, à la compagnie « Fox Brothers Ltd. », modifiant les privilèges et restrictions attachés à ses actions privilégiées.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950 14019-56 — 1461/21

**Domaine d'Iberville Itée  
D'Iberville Estates Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of October, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Domaine d'Iberville Itée — D'Iberville Estates Ltd.", 1. reducing its capital from \$120,000 to \$12,500, the capital stock annulled being divided into 1,500 unissued common shares of the par value of \$5 each and 1,000 preferred shares of the par value of \$100 each; 2. redesignating 2,500 common shares of the par value of \$5 each into 1,250 class "A" shares of the par value of \$5 each and 1,250 class "B" shares of the par value of \$5 each; 3. increasing its capital from \$12,500 to \$1,012,500, the additional capital stock being divided into 10,000 preferred shares of the par value of \$100 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950-o 15824-61 — 1460/69

**Les Entreprises Jacques Laurin Itée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Motel de La Source Argentée inc. — Silver Springs Motel Inc.", incorporated by letters patent dated the 8th day of April, 1963, changing its name to that of "Les Entreprises Jacques Laurin Itée".

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 1580-63 — 1460/78

**Fourem Investments Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Fourem Investments Ltd.", 1. subdividing its 3,000 preferred shares of \$10 each into 30,000 preferred shares of the par value of \$1 each; 2. modifying the privileges and restrictions attached to its preferred shares.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950-o 988-68 — 1461/20

**Fox Brothers Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Fox Brothers Ltd.", modifying the privileges and restrictions attached to its preferred shares.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950-o 14019-56 — 1461/21

**Hôtel Motel Quévillon inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17<sup>e</sup> jour de décembre 1968, à la compagnie « Hôtel Motel Lebel inc. », constituée par lettres patentes en date du 20<sup>e</sup> jour de janvier 1967, changeant son nom en celui de « Hôtel Motel Quévillon inc. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 270-67 — 1461/74

**Les Industries Cor-O-Foam limitée  
Cor-O-Foam Industries Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 31<sup>e</sup> jour de décembre 1968, à la compagnie « J. T. Wilson & Co. Limited », constituée par lettres patentes en date du 7<sup>e</sup> jour d'octobre 1967, changeant son nom en celui de « Les Industries Cor-O-Foam limitée — Cor-O-Foam Industries Limited ».

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950 13241-57 — 1460/82

**L. D. G. inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17<sup>e</sup> jour de décembre 1968, à la compagnie « L. D. G. inc. », 1<sup>o</sup> dénommant actions privilégiées classe « A » les 50,000 actions privilégiées de \$10 chacune; 2<sup>o</sup> augmentant son capital de \$750,000 à \$1,250,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 50,000 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 2607-50 — 1460-86

**Langlois, Crossey, Côté, Leclair inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27<sup>e</sup> jour de décembre 1968, à la compagnie « Gen-Lab, inc. », constituée par lettres patentes en date du 14<sup>e</sup> jour de septembre 1965, changeant son nom en celui de « Langlois, Crossey, Côté, Leclair inc. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 3323-65 — 1461/36

**Lufty Whitewear Mfg. Co.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30<sup>e</sup> jour de décembre 1968, à la compagnie « Lufty Whitewear Mfg. Co. » 1<sup>o</sup> redésignant ses 70,000 actions privilégiées comme des actions privilégiées catégorie « B »; 2<sup>o</sup> modifiant les privilèges et restrictions attachés à ses actions privilégiées catégorie « B »; 3<sup>o</sup> augmentant son capital de

**Hôtel Motel Quévillon inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Hôtel Motel Lebel inc.", incorporated by letters patent dated the 20th day of January, 1967, changing its name to that of "Hôtel Motel Quévillon inc."

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 270-67 — 1461/74

**Les Industries Cor-O-Foam limitée  
Cor-O-Foam Industries Limited**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "J. T. Wilson & Co. Limited", incorporated by letters patent dated the 7th day of October, 1967, changing its name to that of "Les Industries Cor-O-Foam limitée — Cor-O-Foam Industries Limited".

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950-o 13241-57 — 1460/82

**L. D. G. inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "L. D. G. inc.", 1. designating class "A" preferred shares to 50,000 preferred shares of \$10 each; 2. increasing its capital from \$750,000 to \$1,250,000, the additional capital shares being divided into 50,000 preferred class "B" shares of \$10 each.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 2607-50 — 1460-86

**Langlois, Crossey, Côté, Leclair inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Gen-Lab, inc.", incorporated by letters patent dated the 14th day of September 1965, changing its name to that of "Langlois, Crossey, Côté, Leclair inc."

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 3323-65 — 1461/36

**Lufty Whitewear Mfg. Co.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Lufty Whitewear Mfg. Co.", 1. redesignating its 70,000 preferred shares as class "B" preferred shares; 2. modifying the privileges and restrictions attached to its class "B" preferred shares; 3. increasing its capital from \$109,000 to \$609,000, the additional

\$109,000 à \$609,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 500,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950 3257-45 — 1461/79

**Mac Donald Automobiles Itée  
Mac Donald Automobiles Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 11e jour de novembre 1968, à la compagnie « Mac Donald Rambler Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 31e jour de juillet 1968, changeant son nom en celui de « Mac Donald Automobiles Itée — Mac Donald Automobiles Ltd. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 3446-68 — 1461/37

**Mac Donald Rambler (1968) Ltd.  
Mac Donald Rambler (1968) Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 8e jour de novembre 1968, à la compagnie « Moussette Automobiles Ltd. — Moussette Automobiles Itée », constituée par lettres patentes en date du 13e jour d'août 1962, changeant son nom en celui de « Mac Donald Rambler (1968) Ltd. — Mac Donald Rambler (1968) Itée ».

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 13256-68 — 1461/38

**Maranco limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19e jour de décembre 1968, à la compagnie « Maranco limitée », étendant ses pouvoirs.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 4627-66 — 1460/89

**Ménard & Frère incorporé**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de décembre 1968, à la compagnie « Ménard & Frère incorporé », convertissant 400 actions ordinaires non émises de \$100 chacune en 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 13444-55 — 1461/32

**Meryo Construction inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

capital stock being divided into 500,000 class "A" preferred shares of the par value of \$1 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950-o 3257-45 — 1461/79

**Mac Donald Automobiles Itée  
Mac Donald Automobiles Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of November, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Mac Donald Rambler Ltd.", incorporated by letters patent dated the 31st day of July 1, 1968, changing its name to that of "Mac Donald Automobiles Itée — Mac Donald Automobiles Ltd."

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 3446-68 — 1461/37

**Mac Donald Rambler (1968) Ltd.  
Mac Donald Rambler (1968) Itée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of November, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Moussette Automobiles Ltd. — Moussette Automobiles Itée", incorporated by letters patent dated the 13th day of August 1962, changing its name to that of "Mac Donald Rambler (1968) Ltd. — Mac Donald Rambler (1968) Itée".

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 13256-62 — 1461/38

**Maranco limitée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Maranco limitée", extending its powers.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 4627-66 — 1460/89

**Ménard & Frère incorporé**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Ménard & Frère incorporé", converting 400 unissued common shares of \$100 each into 4,000 preferred shares of \$10 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 13444-55 — 1461/32

**Meryo Construction inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of December, 1968,

patentes supplémentaires en date du 17<sup>e</sup> jour de décembre 1968, à la compagnie « Meryo Construction inc. », étendant ses pouvoirs.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o 5441-66 — 1461/101

**Mokta Exploration (Québec) inc.  
(Libre de responsabilité personnelle)  
Mokta Explorations (Québec) Inc.  
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28<sup>e</sup> jour de novembre 1968, à la compagnie « Mokta Explorations (Québec) inc. » (Libre de responsabilité personnelle) — « Mokta Explorations (Québec) Inc. » (No Personal Liability), réduisant son capital de \$750,000 à \$677,000 par l'annulation de 73,000 actions ordinaires émises d'une valeur au pair de \$1 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o 2240-64 — 1460/93

**Murray Hill Transport Inc.  
Transport Murray Hill inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 18<sup>e</sup> jour de décembre 1968, à la compagnie « Murray Hill Limousine Service Limited — Service de Limousine Murray Hill limitée », constituée par lettres patentes en date du 15<sup>e</sup> jour de juin 1932, changeant son nom en celui de « Murray Hill Transport Inc. — Transport Murray Hill inc. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950 880-32 — 1461/41

**Outremont Auto inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23<sup>e</sup> jour de décembre 1968, à la compagnie « Outremont Auto Repairs Inc. », constituée par lettres patentes en date du 9<sup>e</sup> jour de février 1948, 1<sup>o</sup> changeant son nom en celui de « Outremont Auto inc. »; 2<sup>o</sup> augmentant son capital de \$65,000 à \$115,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune sujettes aux mêmes privilèges et restrictions que les actions privilégiées existantes.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o 1919-48 — 1460/96

**Playline Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 11<sup>e</sup> jour de novembre 1968, à la compagnie « Playline Ltd. », 1<sup>o</sup> diminuant son capital de \$75,000 à \$55,000, le capital-actions annulé étant divisé en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune; 2<sup>o</sup> redésignant 4,000 actions privilégiées

have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to «Meryo Construction inc.», extending its powers.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950 5441-66 — 1461/101

**Mokta Exploration (Québec) inc.  
(Libre de responsabilité personnelle)  
Mokta Explorations (Québec) Inc.  
(No Personal Liability)**

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of November, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to «Mokta Explorations (Québec) inc.» (Libre de responsabilité personnelle) — «Mokta Explorations (Québec) Inc.» (No Personal Liability), reducing its capital from \$750,000 to \$677,000 by the annulment of 73,000 issued common shares of a par value of \$1 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950 2240-64 — 1460/93

**Murray Hill Transport Inc.  
Transport Murray Hill inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to «Murray Hill Limousine Service Limited — Service de Limousine Murray Hill limitée», incorporated by letters patent dated the 15th day of June, 1932, changing its name to that of «Murray Hill Transport Inc. — Transport Murray Hill inc.».

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950-o 880-32 — 1461/41

**Outremont Auto inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to «Outremont Auto Repairs Inc.», incorporated by letters patent dated the 9th day of February, 1948, 1. changing its name to that of «Outremont Auto inc.»; 2. increasing its capital stock from \$65,000 to \$115,000, the additional share capital being divided into 500 preferred shares of a par value of \$100 each subject to the same privileges and restrictions as existing preferred shares.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950 1919-48 — 1460/96

**Playline Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of November, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to «Playline Ltd.», 1. reducing its capital from \$75,000 to \$55,000, the capital stock annulled being divided into 2,000 preferred shares of the par value of \$10 each; 2. redesignating 4,000 preferred shares of the par value

d'une valeur au pair de \$10 chacune en 4,000 actions privilégiées catégorie « B », d'une valeur au pair de \$10 chacune; 3° augmentant son capital de \$55,000 à \$56,550, le capital-actions additionnel étant divisé en 155 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950 2082-53 — 1460/99

**Québec-Téléphone**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de novembre 1968, à la compagnie « Québec-Téléphone », réduisant son capital par l'annulation de 16,986 actions privilégiées rachetées d'une valeur au pair de \$20 chacune, série 1950, 10,898 actions privilégiées rachetées d'une valeur au pair de \$20 chacune, série 1951, 3,614 actions privilégiées rachetées d'une valeur au pair de \$20 chacune, série 1955, 3,463 actions privilégiées rachetées d'une valeur au pair de \$20 chacune, série 1956, 95,075 actions privilégiées rachetées d'une valeur au pair de \$20 chacune, série 1958, 146,969 actions privilégiées rachetées d'une valeur au pair de \$20 chacune, série 1961.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 1172-27 — 1461/47

**Rimac Investments Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de décembre 1968, à la compagnie « Rimac Investments Limited », 1° redésignant ses 990 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune en 990 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de \$100 chacune; 2° augmentant son capital de \$100,000 à \$600,000, le capital-actions additionnelle devant être divisé en 5,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950 5428-63 — 1460/101

**Z. Rivard inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de novembre 1968, à la compagnie « Épicerie Martel inc. », constituée par lettres patentes en date du 1er jour de septembre 1966, changeant son nom en celui de « Z. Rivard inc. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 3178-66 — 1461/51

**Select Metal Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 8e jour de juillet 1968, à la compagnie « Select Metal Inc. », 1° subdivisant et redésignant ses 200

of \$10 each into 4,000 class "B" preferred shares of the par value of \$10 each; 3. increasing its capital from \$55,000 to \$56,550, the additional capital stock being divided into 155 class "A" preferred shares of the par value of \$10 each.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950-o 2082-53 — 1460/99

**Québec-Téléphone**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of November, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Québec-Téléphone", reducing its capital by the annulment of 16,986 redeemed preferred shares of a par value of \$20 each, 1950 Series, 10,898 redeemed preferred shares of a par value of \$20 each, 1951 Series, 3,614 redeemed preferred shares of a par value of \$20 each, 1955 Series, 3,463 redeemed preferred shares of a par value of \$20 each, 1956 Series, 95,075 redeemed preferred shares of a par value of \$20 each, 1958 Series, 146,969 redeemed preferred shares of a par value of \$20 each, 1961 Series.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 1172-27 — 1461/47

**Rimac Investments Limited**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Rimac Investments Limited". 1. redesignating its 990 preferred shares of the par value of \$100 each into 990 class "B" preferred shares of the par value of \$100 each; 2. increasing its capital from \$100,000 to \$600,000, the additional capital stock being divided into 5,000 class "A" preferred shares of the par value of \$100 each.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950-o 5428-63 — 1460/101

**Z. Rivard inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of November, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Épicerie Martel inc.", incorporated by letters patent dated the 1st day of September, 1966, changing its name to that of "Z. Rivard inc."

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 3178-66 — 1461/51

**Select Metal Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of July, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Select Metal Inc.", 1. subdividing and redesignating its 200 preferred

actions privilégiées de \$100 chacune en 2,000 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune; 2° subdivisant ses 200 actions ordinaires de \$100 chacune en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune; 3° convertissant 1,500 actions ordinaires non émises d'une valeur au pair de \$10 chacune en 1,500 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de \$10 chacune; 4° augmentant son capital de \$40,000 à \$80,000, par la création de 1,500 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et 2,500 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune; 5° modifiant les dispositions de ses lettres patentes; 6° changeant son siège social de Montréal, au numéro 2255, chemin St-François, Dorval; 7° augmentant le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o 2681-67 — 1461/106

#### Septime inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16<sup>e</sup> jour de décembre 1968, à la compagnie « Septime inc. », 1° convertissant et refondant 15 actions ordinaires émises d'une valeur au pair de \$1 chacune en 3 actions ordinaires émises d'une valeur au pair de \$5 chacune; 2° convertissant et refondant 4,985 actions ordinaires non émises en 997 actions ordinaires non émises d'une valeur au pair de \$5 chacune; 3° convertissant et refondant 20,000 actions ordinaires non émises d'une valeur au pair de \$1 chacune en 200 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de \$100 chacune; 4° convertissant et refondant 15,000 actions ordinaires non émises d'une valeur au pair de \$1 chacune en 150 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o 3962-66 — 1460/102

#### Service de la Récréation de Drummondville inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 31<sup>e</sup> jour de décembre 1968, à la corporation « L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Drummondville inc. (O.T.J. de Drummondville inc.) », constituée en corporation par lettres patentes du 17<sup>e</sup> jour de janvier 1948, changeant son nom en celui de « Service de la Récréation de Drummondville inc. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o 7723-47 — 1461/52

#### Ship Electric Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23<sup>e</sup> jour de décembre 1968, à la compagnie « Ship Electric Inc. », augmentant son capital de \$40,000 à \$140,000, le capital-actions additionnel devant être divisé en 1,000 actions privilégiées d'une

shares of \$100 each into 2,000 class "B" preferred shares of \$10 each; 2. subdividing its 200 common shares of \$100 each into 2,000 common shares of \$10 each; 3. converting 1,500 unissued common shares of the par value of \$10 each into 1,500 class "B" preferred shares of the par value of \$10 each; 4. increasing its capital from \$40,000 to \$80,000, by the creation of 1,500 class "A" preferred shares of \$10 each and 2,500 class "B" preferred shares of \$10 each; 5. modifying the provisions of its letters patent; 6. moving its head office from Montreal to number 2255 Saint-François Road, Dorval; 7. increasing the number of its directors from 3 to 5.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950 2681-67 — 1461/106

#### Septime inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Septime inc.", 1. converting and changing 15 issued common shares of a par value of \$1 each into 3 issued common shares of a par value of \$5 each; 2. converting and changing 4,985 unissued common shares into 997 unissued common shares of a par value of \$5 each; 3. converting and changing 20,000 unissued common shares of a par value of \$1 each into 200 preferred class "A" shares of a par value of \$100 each; 4. converting and changing 15,000 unissued common shares of a par value of \$1 each into 150 preferred class "B" shares of a par value of \$100 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950 3962-66 — 1460/102

#### Service de la Récréation de Drummondville inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Drummondville inc. (O.T.J. de Drummondville inc.)", incorporated by letters patent dated the 17th day of January, 1948, changing its name to that of "Service de la Récréation de Drummondville inc.".

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950 7723-47 — 1461/52

#### Ship Electric Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Ship Electric Inc.", increasing its capital from \$40,000 to \$140,000, the additional capital stock being divided into 1,000 preferred shares of the par value of \$100 each

valeur au pair de \$100 chacune et étant en tous points égales aux actions privilégiées déjà existantes.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950 10671-57 — 1460/103

**Adjutor Simard inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12e jour de décembre 1968, à la compagnie « Adjutor Simard inc. », augmentant son capital de \$20,000 à \$80,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 12,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 1659-32 — 1460/104

**Société Drassel inc.  
Drassel Corporation Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de décembre 1968, à la « Société Drassel inc. — Drassel Corporation Inc. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 1963-67 — 1460/105

**Soudure Universelle de Pipeline Itée  
Universal Pipe Line Welding Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 18e jour de décembre 1968, à la compagnie « Soudure Universelle de Pipeline Itée — Universal Pipe Line Welding Ltd. », 1° convertissant ses 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune toutes souscrites, entièrement payées et en circulation en 4,000 actions ordinaires sans valeur au pair; 2° augmentant son capital par la création de 4,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 10090-60 — 1461/55

**René Thomas & Fils inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour de décembre 1968, à la compagnie « René Thomas & Fils inc. », 1° dénommant actions privilégiées classe « B » les 390 actions privilégiées de \$100 chacune; 2° augmentant son capital de \$49,000 à \$50,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 10421-61 — 1461/6

ranking pari passu in all respects with the existing preferred shares.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950-o 10671-57 — 1460/103

**Adjutor Simard inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Adjutor Simard inc.", increasing its capital stock from \$20,000 to \$80,000, the additional share capital being divided into 12,000 preferred shares of \$5 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 1659-32 — 1460/104

**Société Drassel inc.  
Drassel Corporation Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Société Drassel inc. — Drassel Corporation Inc.", amending the provisions of its letters patent.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 1963-67 — 1460/105

**Soudure Universelle de Pipeline Itée  
Universal Pipe Line Welding Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Soudure Universelle de Pipeline Itée — Universal Pipe Line Welding Ltd.", 1. converting its 200 common shares of a par value of \$100 each all subscribed, entirely paid and circulating as 4,000 common shares without par value; 2. increasing its capital by the creation of 4,000 preferred shares of \$100 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 10090-60 — 1461/55

**René Thomas & Fils inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "René Thomas & Fils inc.", 1° designating as preferred class "B" shares the 390 preferred shares of \$100 each; 2. increasing its capital stock from \$49,000 to \$50,000, the additional share capital being divided into 1,000 preferred class "A" shares of a par value of \$1 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 10421-61 — 1461/6

**Thorndale Investment Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19<sup>e</sup> jour de décembre 1968, à la compagnie « Thorndale Investment Corporation, diminuant son capital de \$104,000 à \$4,000 par l'annulation de 1,800 actions privilégiées non émises et 8,200 actions privilégiées émises de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950 12118-56 — 1461/7

**Jean-Pierre Trempe Assurances inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23<sup>e</sup> jour de décembre 1968, à la compagnie « Les Assurances Boisvert inc. », constituée par lettres patentes en date du 31<sup>e</sup> jour de décembre 1963, changeant son nom en celui de « Jean-Pierre Trempe Assurances inc. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 4714-63 — 1461-9

**Van Woods Jewellers Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17<sup>e</sup> jour de décembre 1968, à la compagnie « Van Woods Jewellers Limited », augmentant son capital de \$40,000 à \$140,000, le capital-actions additionnel devant être divisé en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950 14417-60 — 1461/12

**Visa Bella inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9<sup>e</sup> jour de décembre 1968, à la compagnie « Visa Bella inc. », augmentant son capital de 500,000 actions sans valeur au pair pouvant être émises pour une considération de \$1,000,000 à \$3,000,000, actions sans valeur au pair par la création de 2,500,000 actions sans valeur au pair.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 2670-68 — 1462/84

**Adrien Vohl & Fils limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19<sup>e</sup> jour de décembre 1968, à la compagnie « Adrien Vohl & Fils limitée », modifiant les privilèges et restrictions afférents aux actions privilégiées.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 11146-60 — 1462/31

**Thorndale Investment Corporation**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of December, -1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Thorndale Investment Corporation", reducing its capital from \$104,000 to \$4,000, by the cancellation of 1,800 unissued preferred shares and 8,200 issued preferred shares of \$10 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950-o 12118-56 — 1461/7

**Jean-Pierre Trempe Assurances inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Assurances Boisvert inc.", incorporated by letters patent dated the 31st day of December, 1963, changing its name to that of "Jean-Pierre Trempe Assurances inc."

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 4714-63 — 1461/9

**Van Woods Jewellers Limited**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Van Woods Jewellers Limited", increasing its capital from \$40,000 to \$140,000, the additional capital stock being divided into 1,000 preferred shares of the par value of \$100 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950-o 14417-60 — 1461/12

**Visa Bella inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Visa Bella inc.", increasing its capital stock from 500,000 shares without par value which can be issued for a consideration of \$1,000,000 to \$3,000,000 shares without par value by the creation of 2,500,000 shares without par value.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 2670-68 — 1462/84

**Adrien Vohl & Fils limitée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Adrien Vohl & Fils limitée", modifying the privileges and restrictions attached to its preferred shares.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 11146-60 — 1462/31

**Ministère du Travail et de la  
Main-d'oeuvre**

**Department of Labour and  
Manpower**

**Avis de prélèvement**

**Notice of Levy**

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Maurice Bellemare, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que le Comité paritaire de l'Industrie du Verre, district de Québec, établi en exécution du décret numéro 878 du 2 août 1950 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 230 du 29 janvier 1969, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the Parity Committee of the Glass Industry, Québec district (established in pursuance of Decree number 878 of August 2, 1950, as amended), has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions set forth below. A by-law approved by Order in Council number 230, dated January 29, 1969, authorizes such levy.

*1. Cotisation*

*1. Dues*

La période de cotisation s'étend du 3 février 1969 au 3 février 1970; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The contribution period extends from February 3, 1969, to February 3, 1970. The levy is carried out as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 878 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

(a) Professional employers governed by said Decree number 878 and amendments must pay the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 878 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié le moins rémunéré suivant le métier qu'ils exercent.

(b) Artisans governed by said Decree number 878 and amendments must turn over to the Parity Committee an amount to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the salary which the decree stipulates for the lowest-paid employee in their trade.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 878 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur rémunération.

(c) Employees governed by said Decree number 878 and amendments must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their wages.

*2. Mode de perception*

*2. Collection of Dues*

À chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au Comité paritaire, sur les formules fournies à cette fin par ledit Comité, un rapport détaillé indiquant les heures de travail et le salaire gagné par chacun de ses salariés régis par le décret et les sommes versées au Comité paritaire.

Every month, the professional employer must submit a detailed report to the Parity Committee. This report should be made on forms supplied for this purpose by said Committee and should indicate the hours worked, wages earned by each employee governed by the decree, together with the sums forwarded to the Parity Committee.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au Comité paritaire par l'employeur professionnel et ses salariés, toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province de Québec.

The dues, payable to the Parity Committee by the professional employer and his employees, must accompany this report which has been duly signed by the professional employer. They shall be paid in currency considered as legal tender in Québec.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire gagné ou allocation due à chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire à titre de prélèvement.

At the end of each week, the amounts due the Parity Committee shall be collected by the professional employer. Such amounts are deducted from the salary or allowances earned by each employee.

Les cotisations doivent être payées mensuellement au Comité paritaire entre le 1er et le 10 du mois suivant.

The contributions must be turned over to the Parity Committee between the 1st and 10th of each month.

Le comité paritaire a le droit et le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

The Parity Committee has the right and authority to request an attestation of the monthly reports whenever it shall deem it advisable.

*3. Rapport financier*

*3. Financial Report*

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour and Manpower on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité paritaire de l'Industrie du verre, district de Québec, pour la période comprise entre le 3 février 1969 et le 3 février 1970.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DU VERRE,  
DISTRICT DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 3 février 1969 et le 3 février 1970.

*Recettes:*

Cotisations patronales.....	\$2,400
Cotisations ouvrières.....	2,400
Intérêts sur placements.....	250
	<hr/>
	\$5,050

*Déboursés:*

Salaire du secrétaire.....	\$2,400
Salaires des inspecteurs.....	1,200
Frais: Bureau des examinateurs.....	150
Frais de vérification.....	140
Impression, papeterie, acc. de bureau...	125
Poste, téléphone, télégramme.....	300
Intérêt, échange, agios.....	4
Jetons de présence (membres du Comité)	330
Frais de déplacements (membres du Comité).....	300
Assurance caution.....	15
	<hr/>
	\$4,964

Excédent des recettes sur les déboursés prévu..... \$ 86

*Le sous-ministre du Travail  
et de la Main-d'oeuvre,  
DONAT QUIMPER.*

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,  
Québec, le 15 février 1969. 28006-0

**Avis de prélèvement**

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des coiffeurs pour hommes de Montréal, établi en exécution du décret numéro 1790 du 12 octobre 1966 et amendement, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 231 du 29 janvier 1969, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 143) à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

**1. Cotisation**

La période de cotisation s'étend du 1<sup>er</sup> février 1969 au 1<sup>er</sup> février 1970; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1790 et amendement, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de la liste de paye, salaires, commissions et allocations qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1790 et amendement, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% basée sur une rémunération hebdomadaire moyenne de \$50. Tout employeur ou employeur

An estimate of receipts and disbursements of the Parity Committee of the Glass Industry, Québec district, for the period extending from February 3, 1969 to February 3, 1970, is given below.

THE PARITY COMMITTEE OF THE GLASS  
INDUSTRY, QUÉBEC DISTRICT

Estimate of receipts and disbursements for the period extending from February 3, 1969, to February 3, 1970.

*Receipts:*

Employers' dues.....	\$2,400
Employees' dues.....	2,400
Interest on investments.....	250
	<hr/>
	\$5,050

*Disbursements:*

Secretary's salary.....	\$2,400
Inspectors' salaries.....	1,200
Expenses: Board of Examiners.....	150
Auditor's fees.....	140
Printing, stationery, office equipment...	125
Postage, telephone, telegrams.....	300
Interest, exchange, agio.....	4
Attendance fees (Committee members)...	330
Travelling expenses (Committee members).....	300
Fidelity bond.....	15
	<hr/>
	\$4,964

Forecast surplus..... \$ 86

*DONAT QUIMPER,  
Deputy Minister of Labour  
and Manpower.*

Department of Labour and Manpower,  
Québec, February 15, 1969. 28006-0

**Notice of Levy**

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the Parity Committee of Men's Hairdressers of Montreal (established in pursuance of decree number 1790 of October 12, 1966, as amended), has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions mentioned below. A by-law approved by Order in Council number 231, dated January 29, 1969, authorizes such levy.

**1. Dues**

The contribution period extends from February 1, 1969 to February 1, 1970. The levy is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by Decree number 1790 shall pay the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the salaries, commission and allowances paid to their employees who are subject to the said decree.

(b) Artisans subject to Decree number 1790 must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the average wage which is set at \$50 per week. Any employer or professional employer who himself plies any of

professionnel qui pratique lui-même l'un ou l'autre des métiers visés par le décret numéro 1790 est de plus considéré, aux fins du présent règlement, comme un artisan.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1790 et amendement, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leurs salaires, commissions et allocations reçues.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à leur emploi, leur qualification, le nombre d'heures de travail, les salaires payés et tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le dixième jour du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Les artisans doivent également transmettre mensuellement au Comité paritaire, le ou avant le dixième jour du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle elles sont exigibles, les cotisations qu'ils sont tenus de verser audit Comité.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement au Comité paritaire par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Coiffeurs pour hommes de Montréal, pour la période comprise entre le 1er février 1969 et le 1er février 1970.

COMITÉ PARITAIRE DES COIFFEURS  
POUR HOMMES DE MONTRÉAL

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er février 1969 et le 1er février 1970.

Recettes:

Cotisations patronales.....	\$26,000
Cotisations ouvrières.....	26,000
Cotisations artisanales.....	16,000
Pénalités et amendes.....	800
Dommages: Intérêts liquidés.....	6,000
Honoraires d'examen.....	5,000
Revenus de loyer.....	1,410

the trades concerned in Decree number 1790 is then considered as an artisan, for the purposes of this by-law.

(c) Employees governed by Decree number 1790 must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the salary, commissions and allowances received.

2. Collection of Dues

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which must be given the family name, given name and address of each employee in their service; the employee's competency, the number of hours worked, salary paid and all other details requested by the said Committee.

The professional employer must see that such reports be completed and forwarded to the Parity Committee each month.

At the end of each week, the professional employer must collect, by means of a check-off, the amounts which are due the Parity Committee. He should himself forward these amount to the Parity Committee, together with his own dues.

Before being forwarded to the Parity Committee, the professional employer's report must be signed. This Committee has the authority to request an attestation of said report whenever it shall deem it advisable.

The report, along with the contributions, must be addressed to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the expiry date of the period for which said report is requested. Artisans shall also forward their dues monthly to the Parity Committee on the aforementioned date.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

3. Financial Report

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Parity Committee of Men's Hairdressers of Montreal for the period extending from February 1, 1969 to February 1, 1970 period is given below.

PARITY COMMITTEE  
OF MEN'S HAIRDRESSERS OF MONTREAL

Estimate of receipts and disbursements for the February 1, 1969 to February 1, 1970 period.

Receipts:

Employers' dues.....	\$26,000
Employees' dues.....	26,000
Artisans' dues.....	16,000
Penalties and fines.....	800
Damages: paid-up interest.....	6,800
Examination fees.....	5,000
Rent income.....	1,410

Intérêts de banque.....	\$ 880	Bank interest.....	\$ 880
Impôt fédéral.....	2,500	Federal tax.....	2,500
Impôt provincial.....	1,600	Provincial tax.....	1,600
Assurance-chômage.....	425	Unemployment Insurance.....	425
Assurance-groupe.....	145	Group insurance.....	145
Rentes du Québec.....	490	Québec Pension Plan.....	490
	<hr/>		<hr/>
	\$87,250		\$87,250

*Déboursés:*

Salaire du secrétaire.....	\$ 6,760
Salaires du personnel.....	15,000
Salaires des inspecteurs.....	17,000
Frais d'inspection.....	9,000
Honoraires: Bureau des examinateurs.....	5,700
Frais: Bureau des examinateurs.....	1,000
Loyer et taxes.....	2,500
Éclairage, chauffage, entretien.....	3,500
Frais judiciaires.....	3,500
Frais de vérification.....	800
Impression, papeterie, acc. de bureau.....	4,500
Poste, téléphone, télégramme.....	3,000
Jetons de présence (membres du Comité)	1,680
Frais de déplacements (membres du comité).....	6,900
Frais d'affiliation.....	495
Frais de délégation.....	1,500
Assurance-chômage.....	850
Assurance-groupe.....	300
Assurance-caution.....	25
Assurances générales.....	150
Impôt fédéral.....	2,500
Impôt provincial.....	1,600
Rentes du Québec.....	980
Intérêts sur hypothèque.....	800
	<hr/>
	\$90,040

Excédent des déboursés sur les recettes prévu..... \$ 2,790

*Disbursements:*

Secretary's salary.....	\$ 6,760
Staff's salary.....	15,000
Inspectors' salaries.....	17,000
Inspection expenses.....	9,000
Fees: Board of Examiners.....	5,700
Expenses: Board of Examiners.....	1,000
Rent and taxes.....	2,500
Lights, heat, maintenance.....	3,500
Legal costs.....	3,500
Auditor's fees.....	800
Printing, stationery, office equipment.....	4,500
Postage, telephone, telegrams.....	3,000
Attendance fees (Committee members).....	1,680
Travelling expenses (Committee members).....	6,900
Affiliation fees.....	495
Delegation expenses.....	1,500
Unemployment Insurance.....	850
Group insurance.....	300
Fidelity bond.....	25
General insurance.....	150
Federal tax.....	2,500
Provincial tax.....	1,600
Québec Pension Plan.....	980
Interest on mortgage.....	800
	<hr/>
	\$90,040

Forecast deficit..... \$ 2,790

*Le sous-ministre du Travail  
et de la Main-d'oeuvre,*

DONAT QUIMPER,

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,  
Québec, le 15 février 1969. 28006-o

DONAT QUIMPER,  
*Deputy Minister of Labour  
and Manpower.*

Department of Labour and Manpower,  
Québec, February 15, 1969. 28006-o

**Avis de prélèvement**

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation au détail à Québec, établi en exécution du décret numéro 1658, du 17 mai 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 318 du 5 février 1969, le tout conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, c. 143), à prélever des cotisations des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

**1. Cotisation**

La période de cotisation s'étend du 1er mars 1969 au 31 octobre 1969; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1658 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur liste de paye.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 1658 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur rémunération.

**Notice of Levy**

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R S Q 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the Retail Food Trade Parity Committee of Québec (established in pursuance of Decree number 1658 of May 17, 1944), has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees governed by said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in Council number 318, dated February 5, 1969, authorizes such levy:

**1. Dues**

The contribution period extends from March 1, 1969 to October 31, 1969. The levy is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by said Decree number 1658 and amendments, shall pay the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their payroll.

(b) Employees governed by said Decree number 1658 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their wages.

c) Les artisans régis par ledit décret numéro 1658 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une cotisation de \$0.25 par semaine.

(c) Artisans governed by said Decree number 1658 and amendments shall turn over to the Parity Committee dues of 25¢ per week.

2. Mode de perception

2. Collection of Dues

À chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au Comité paritaire, sur les formules fournies à cette fin par ledit Comité, un rapport détaillé indiquant les heures de travail et le salaire gagné par chacun de ses salariés régis par le décret et les sommes versées au Comité paritaire.

Every month, and on forms supplied for this purpose by the Parity Committee, the professional employer must supply the Parity Committee with a detailed report. This report should include the hours worked, the salary earned by each employee governed by the decree and the amount turned over to the Parity Committee.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au Comité paritaire par ledit employeur professionnel et par ses salariés; toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province de Québec.

This report, duly signed by the professional employer, shall accompany the contributions payable to the Parity Committee by the said employer and his employees. All such amounts must be paid in legal tender.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes dues au Comité paritaire à titre de prélèvement.

At the end of each week, the professional employer must collect the amounts due the Parity Committee, by means of a check-off.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable. Les cotisations sont payables entre le 1er et le 10 du mois suivant celui pour lequel elles sont exigibles.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand. Such contributions are payable between the 1st and 10th of the month following the one for which they are requested.

Le Comité paritaire a le droit et le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

The Parity Committee has the right and authority to request an attestation of the monthly reports whenever it shall deem it advisable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his contributions or give necessary information, he will be given five (5) days' notice so that he may fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Rapport financier

3. Financial Report

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour and Manpower on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of every year.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation au détail à Québec, pour la période comprise entre le 1er mars 1969 et le 31 octobre 1969.

An estimate of receipts and disbursements of Retail Food Trade Parity Committee of Québec for period March 1, 1969 to March 1, 1970 is given below.

COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE L'ALIMENTATION AU DÉTAIL À QUÉBEC

RETAIL FOOD TRADE PARITY COMMITTEE OF QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mars 1969 et le 31 octobre 1969.

Estimates of receipts and disbursements for the period March 1, 1969 and October 31, 1969.

Recettes:

Cotisations patronales	\$36,000
Cotisations ouvrières	36,000
Cotisations artisanales	3,608
Pénalités et amendes	840
Intérêts sur placements	680
Intérêts de banque	375
Impôt fédéral	4,350
Impôt provincial	3,200
Rentes du Québec	675
Assurance-chômage	660
Assurance-groupe	1,250
Intérêts Fonds de prévoyance	3
Intérêt, échange, agios	7
Cotisations syndicales	420
	<hr/>
	\$88,068

Receipts:

Employers' dues	\$36,000
Employees' dues	36,000
Artisans' dues	3,608
Penalties and fines	840
Interest on investments	680
Bank interest	375
Federal tax	4,350
Provincial tax	3,200
Québec Pension Plan	675
Unemployment Insurance	660
Group insurance	1,250
Interest, reserve fund	3
Interest, exchange, agio	7
Union dues	420
	<hr/>
	\$88,068

<i>Déboursés:</i>	
Salaire du secrétaire . . . . .	\$ 6,825
Salaires du personnel . . . . .	12,950
Salaires des inspecteurs . . . . .	32,725
Frais d'inspections . . . . .	3,000
Jetons de présence (membres du Comité)	960
Frais de déplacements (membres du Comité) . . . . .	3,330
Honoraires: Bureau des examinateurs . . . . .	500
Frais: Bureau des examinateurs . . . . .	400
Frais judiciaires . . . . .	4,500
Frais de vérification . . . . .	850
Loyer et taxes . . . . .	2,400
Éclairage, chauffage, entretien . . . . .	980
Impression, papeterie, acc. de bureau . . . . .	1,842
Poste, téléphone, télégramme . . . . .	1,150
Intérêt, échange agios . . . . .	100
Abonnement et publicité . . . . .	536
Assurance-caution . . . . .	10
Assurances générales . . . . .	66
Assurance-groupe . . . . .	2,500
Assurance-chômage . . . . .	1,000
Cotisations syndicales . . . . .	420
Impôt fédéral . . . . .	4,350
Impôt provincial . . . . .	3,200
Rentes du Québec . . . . .	1,350
Commission Accidents Travail . . . . .	120
Frais d'affiliation . . . . .	500
Frais de délégation . . . . .	500
Comité de surveillance-fonds de retraite . . . . .	150
	\$87,214

Excédent des recettes sur les déboursés prévu . . . . . \$ 854

*Le sous-ministre du Travail  
et de la Main-d'oeuvre,  
DONAT QUIMPER.*

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,  
Québec, le 15 février 1969. 28006-0

#### Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des Coiffeurs de Sherbrooke, établi en exécution du décret numéro 255 du 5 mars 1953, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 316 du 5 février 1969, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, c. 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

##### 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mars 1969 au 1er mars 1970; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 255 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 255 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% calculée sur une rémunération hebdomadaire moyenne de \$90. Tout employeur ou employeur professionnel qui pratique lui-même l'un ou l'autre des métiers visés par le décret est de plus considéré comme un artisan aux fins du présent règlement.

<i>Disbursements:</i>	
Secretary's salary . . . . .	\$ 6,825
Staff's salary . . . . .	12,950
Inspectors' salaries . . . . .	32,725
Inspection expenses . . . . .	3,000
Attendance fees (Committee members)	960
Travelling expenses (Committee members) . . . . .	3,330
Fees: Board of Examiners . . . . .	500
Expenses: Board of Examiners . . . . .	400
Legal costs . . . . .	4,500
Auditor's fees . . . . .	850
Rent and taxes . . . . .	2,400
Lights, heat, maintenance . . . . .	980
Printing, stationery, office equipment . . . . .	1,842
Postage, telephone, telegrams . . . . .	1,150
Interest, exchange, agio . . . . .	100
Subscription and advertising . . . . .	536
Fidelity bond . . . . .	10
General insurance . . . . .	66
Group insurance . . . . .	2,500
Unemployment Insurance . . . . .	1,000
Union dues . . . . .	420
Federal tax . . . . .	4,350
Provincial tax . . . . .	3,200
Québec Pension Plan . . . . .	1,350
Workmen's Compensation Commission . . . . .	120
Affiliation fees . . . . .	500
Delegation expenses . . . . .	500
Supervisory committee - pension fund . . . . .	150
	\$87,214

Forecast surplus . . . . . \$ 854

*DONAT QUIMPER,  
Deputy Minister of Labour  
and Manpower.*

Department of Labour and Manpower,  
Québec, February 15, 1969. 28006-0

#### Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R S Q 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the Sherbrooke Hairdressers' Parity Committee (established in pursuance of Decree number 255 of March 5, 1953 and amendments) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in Council number 316, dated February 5, 1969, authorizes such levy.

##### 1. Dues

The contribution period extends from March 1, 1969 to March 1, 1970. The levy is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by said Decree number 255 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree.

(b) Artisans governed by said Decree number 255 and amendments, shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1%, based on the average wage of \$90 per week. Under this by-law, any employer who plies one of the trades covered by this decree is more-over considered as an artisan.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 255 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Coiffeurs de Sherbrooke, pour la période comprise entre le 1er mars 1969 et le 1er mars 1970.

COMITÉ PARITAIRE DES COIFFEURS DE SHERBROOKE

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mars 1969 et le 1er mars 1970

<i>Recettes:</i>	
Cotisations patronales.....	\$ 3,000
Cotisations ouvrières.....	3,000
Cotisations artisanales.....	11,250
Pénalités et amendes.....	400
Honoraires d'examens.....	1,250
Impôt fédéral.....	890
Impôt provincial.....	690
Rentes du Québec.....	81
Assurance-vie-santé.....	138
	<hr/>
	\$20,699

<i>Déboursés:</i>	
Salaire du secrétaire.....	\$ 7,852
Salaires du personnel.....	520
Frais d'inspection.....	1,200
Honoraires: Bureau des examinateurs.....	1,000
Frais: Bureau des examinateurs.....	500
Loyer et taxes.....	1,200
Éclairage, chauffage, entretien.....	300
Frais judiciaires.....	150
Frais de vérifications.....	400
Impression, papeterie, acc. de bureau.....	600
Poste, téléphone, télégramme.....	500
Intérêt, échange, agios.....	150

(c) Employees governed by said Decree number 255 and amendments, shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of their wages.

2. Collection of Dues

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by said Parity Committee should be given. At the end of each week, the professional employer shall collect the sums due the Parity Committee, by means of a check-off.

Every month, the professional employer shall complete, sign, and forward his report to the Parity Committee. This Committee has the authority to request the attestation of said report whenever it shall deem it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

The report, together with the dues, shall be forwarded to the Parity Committee on or before the Wednesday following the expiry date of the period for which it is required.

3. Financial Report

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour and Manpower on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Sherbrooke Hairdressers' Parity Committee for the period March 1, 1969 to March 1, 1970 is given below.

SHERBROOKE HAIRDRESSERS' PARITY COMMITTEE

Estimate of receipts and disbursements for the period March 1, 1969 to March 1, 1970.

<i>Receipts:</i>	
Employers' dues.....	\$ 3,000
Employees' dues.....	3,000
Artisans' dues.....	11,250
Penalties and fines.....	400
Examination fees.....	1,250
Federal tax.....	890
Provincial tax.....	690
Québec Pension Plan.....	81
Life, health insurance.....	138
	<hr/>
	\$20,699

<i>Disbursements:</i>	
Secretary's salary.....	\$ 7,852
Staff's salary.....	520
Inspection expenses.....	1,200
Fees: Board of Examiners.....	1,000
Expenses: Board of Examiners.....	500
Rent and taxes.....	1,200
Lights, heat, maintenance.....	300
Legal costs.....	150
Auditor's fees.....	400
Printing, stationery, office equipment.....	600
Postage, telephone, telegrams.....	500
Interest, exchange, agio.....	150

Abonnement et publicité.....	\$ 200	Subscription and advertising.....	\$ 200
Jetons de présence (membres du Comité)	715	Attendance fees (Committee members)	715
Frais de déplacements (membres du Comité).....	2,500	Travelling expenses (Committee members).....	2,500
Frais de délégation.....	600	Delegation expenses.....	600
Rentes du Québec.....	162	Québec Pension Plan.....	162
Assurance-vie-santé.....	276	Life, health insurance.....	276
Assurance-caution.....	10	Fidelity bond.....	10
Assurances générales.....	85	General insurance.....	85
Impôt fédéral.....	890	Federal tax.....	890
Impôt provincial.....	690	Provincial tax.....	690
Frais d'affiliation.....	125	Affiliation fees.....	125
	<hr/>		<hr/>
	\$20,625		\$20,625
Excédent des recettes sur les déboursés prévu:.....	\$ 74	Forecast surplus.....	\$ 74

*Le sous-ministre du Travail  
et de la Main-d'oeuvre,  
DONAT QUIMPER.*

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,  
Québec, le 15 février 1969. 28006-o

### Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail et de la Main d'oeuvre, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie du Lait de Québec, établi en exécution du décret numéro 481, du 5 mai 1949, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 317 du 5 février 1969, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, c. 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

#### 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1<sup>er</sup> mars 1969 au 1<sup>er</sup> mars 1970; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels de l'Industrie du lait de Québec, assujettis audit décret numéro 481 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/3 de 1% de la liste des salaires qu'ils versent à leurs salariés régis par ledit décret.

b) Tous les artisans assujettis audit décret numéro 481 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/3 de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié le moins rémunéré dans leur occupation.

c) Tous les salariés de l'Industrie du lait de Québec, régis par ledit décret numéro 481 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à 1/3 de 1% de leur rémunération.

#### 2. Mode de perception

L'employeur professionnel et l'artisan doivent faire parvenir leurs cotisations mensuellement au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit percevoir les cotisations de ses salariés à même le salaire qu'il est tenu de leur payer et en faire remise au Comité paritaire en même temps que sa propre cotisation.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

*DONAT QUIMPER,  
Deputy Minister of Labour  
and Manpower.*

Department of Labour and Manpower,  
Québec, February 15, 1969. 28006-o

### Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R S Q 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that *Le Comité paritaire de l'Industrie du Lait de Québec* (established in pursuance of Decree number 481 of May 5, 1949), has been authorized to levy contributions on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in Council number 317, dated February 5, 1969, authorizes such levy.

#### 1. Dues

The contribution period extends from March 1, 1969 to March 1, 1970. The levy is carried out as follows:

(a) All professional employers of the Milk Industry in Québec subject to said Decree number 481 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to 1/3 of 1% of all salaries paid to their employees who are governed by said decree.

(b) All artisans subject to said Decree number 481 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to 1/3 of 1% of the wages set forth in the decree for the lowest-paid journeyman in their occupation.

(c) All employees of the Milk Industry in Québec governed by said Decree number 481 and amendments must turn over to the Parity Committee, dues equivalent to 1/3 of 1% of their wages.

#### 2. Collection of Dues

The professional employer and artisan shall forward their contributions to the Parity Committee monthly.

The professional employer shall collect the employees' dues by means of a check-off and forward them to the Parity Committee with his own contribution.

Should a professional employer or artisan refuse to pay his dues or give necessary information, five (5) days' notice will be given him so that he may fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie du lait de Québec, pour la période comprise entre le 1er mars 1969 et le 1er mars 1970.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DU LAIT DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mars 1969 et le 1er mars 1970.

Recettes:

Cotisations patronales.....	\$ 7,750.00
Cotisations ouvrières.....	7,750.00
Cotisations artisanales.....	1,300.00
Intérêts sur placements.....	437.92
Intérêts de banque.....	12.00
Impôt fédéral.....	606.63
Impôt provincial.....	423.50
Rentes du Québec.....	148.80
Assurance-chômage.....	113.88
	<hr/>
	\$18,452.73

Déboursés:

Salaire du secrétaire.....	\$ 4,576.00
Salaires des inspecteurs.....	5,356.00
Frais d'inspection.....	900.00
Loyer et taxes.....	900.00
Frais de vérification.....	200.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	250.00
Poste, téléphone, télégramme.....	240.00
Abonnement et publicité.....	1,350.00
Jetons de présence (membres du Comité).....	680.00
Frais de déplacements (membres du Comité).....	1,000.00
Frais de délégation.....	60.00
Rentes du Québec.....	297.60
Assurance-chômage.....	227.76
Assurance-caution.....	25.00
Impôt fédéral.....	606.63
Impôt provincial.....	423.50
Commission Accidents du Travail ..	80.00
	<hr/>
	\$17,172.49

Excédent des recettes sur les déboursés prévu..... \$1,370.24

Le sous-ministre du Travail,  
et de la Main-d'oeuvre,  
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,  
Québec, le 15 février 1969. 28006-o

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, chapitre 143), que le Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile du comté de Roberval, établi en exécution du décret

3. Financial Report

In accordance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee must submit a quarterly financial report to the Minister of Labour and Manpower on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Comité paritaire de l'industrie du lait de Québec for the March 1, 1969 to March 1, 1970 period is given below.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DU LAIT DE QUÉBEC

Estimate of receipts and disbursements for the March 1, 1969 to March 1, 1970 period.

Receipts:

Employers' dues.....	\$ 7,750.00
Employees' dues.....	7,750.00
Artisans' dues.....	1,300.00
Interest on investments.....	437.92
Bank interest.....	12.00
Federal tax.....	606.63
Provincial tax.....	423.50
Québec Pension Plan.....	148.80
Unemployment Insurance.....	113.88
	<hr/>
	\$18,542.73

Disbursements:

Secretary's salary.....	\$ 4,576.00
Inspectors' salaries.....	5,356.00
Inspection expenses.....	900.00
Rent and taxes.....	900.00
Auditor's fees.....	200.00
Printing, stationery, office equipment	250.00
Postage, telephone, telegrams.....	240.00
Subscription and advertising.....	1,350.00
Attendance fees (Committee members).....	680.00
Travelling expenses (Committee members).....	1,000.00
Delegation expenses.....	60.00
Québec Pension Plan.....	297.60
Unemployment Insurance.....	227.76
Fidelity bond.....	25.00
Federal tax.....	606.63
Provincial tax.....	423.50
Workmen's Compensation Commission.....	80.00
	<hr/>
	\$17,172.49

Forecast surplus..... \$ 1,370.24

DONAT QUIMPER,  
Deputy Minister of Labour,  
and Manpower.

Department of Labour and Manpower,  
Québec, February 15, 1969. 28006-o

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the Parity Committee of the Automobile Industry of Roberval county (established in pursuance of decree number 194 (B) of March 19, 1959) has

numéro 194 (B) du 19 mars 1959, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 229 du 29 janvier 1969, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret suivant les conditions ci-après décrites:

### 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 11 février 1969 au 11 février 1970; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 194 (B) et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 194 (B) et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du salaire moyen fixé à \$80 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 194 (B) et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur rémunération.

### 2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit remplir son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

### 3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile du Comté de Roberval, pour la période comprise entre le 11 février 1969 et le 11 février 1970.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE  
DE L'AUTOMOBILE DU COMTÉ DE ROBERVAL

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 11 février 1969 et le 11 février 1970.

been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in Council number 229, dated January 29, 1969, authorizes such levy.

### 1. Dues

The contribution period extends from February 11, 1969, to February 11, 1970; the levy is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by said Decree number 194 (B) and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their payroll for their employees subject to the said decree.

(b) Artisans governed by said Decree number 194 (B) and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the average weekly salary, fixed at \$80.

(c) Employees governed by said Decree number 194 (B) and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their wages.

### 2. Collection of Dues

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information required by said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer shall complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues, together with those of his employees, must accompany the said report. The Committee has the authority to require an attestation of the said report whenever it deems it advisable to do so.

The levy imposed to this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or give any information required, he will be given five (5) day's notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

### 3. Financial Report

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee must submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31, June 30, September 30 and December 31 of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Parity Committee of the Automobile Industry of Roberval county for the period extending from February 11, 1969, to February 11, 1970, is given below.

PARITY COMMITTEE OF THE AUTOMOBILE  
INDUSTRY OF ROBERVAL COUNTY

Estimate of receipts and disbursements, for the period extending from February 11, 1969 to February 11, 1970.

*Recettes:*

Cotisations patronales	\$ 7,050.00
Cotisations ouvrières	7,050.00
Cotisations artisanales	2,800.00
Pénalités et amendes	50.00
Honoraires d'examen	275.00
Impôt fédéral	224.00
Impôt provincial	192.00
Rentes du Québec	81.00
Assurance-vie-santé	281.52
	<hr/>
	\$18,003.52

*Receipts:*

Employers' dues	\$ 7,050.00
Employees' dues	7,050.00
Artisans' dues	2,800.00
Penalties and fines	50.00
Examination fees	275.00
Federal tax	224.00
Provincial tax	192.00
Québec Pension Plan	81.00
Life, health insurance	281.52
	<hr/>
	\$18,003.52

*Déboursés:*

Salaire du secrétaire	\$ 7,525.00
Frais d'inspection	2,900.00
Honoraires: Bureau d'examineurs	225.00
Loyer et taxes	892.40
Éclairage, chauffage, entretien	400.00
Frais judiciaires	500.00
Frais de vérification	310.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	850.00
Poste, téléphone, télégramme	775.00
Intérêt, échange, agios	135.00
Abonnement et publicité	150.00
Jetons de présence (membres du comité)	480.00
Frais de déplacements (Membres du comité)	750.00
Frais de délégation	1,200.00
Rentes du Québec	162.00
Assurance-vie-santé	281.52
Assurance caution	5.00
Impôt fédéral	224.00
Impôt provincial	192.00
	<hr/>
	\$17,956.92

*Disbursements:*

Secretary's salary	\$ 7,525.00
Inspection expenses	2,900.00
Fees: Board of Examiners	225.00
Rent and taxes	892.40
Lights, heat, maintenance	400.00
Legal costs	500.00
Auditor's fees	310.00
Printing, stationery, office equipment	850.00
Postage, telephone, telegrams	775.00
Interest, exchange, agio	135.00
Subscription and advertising	150.00
Attendance fees (Committee members)	480.00
Travelling expenses (Committee members)	750.00
Delegation expenses	1,200.00
Québec Pension Plan	162.00
Life, health insurance	281.52
Fidelity bond	5.00
Federal tax	224.00
Provincial tax	192.00
	<hr/>
	\$17,956.92

Excédent des recettes sur les déboursés prévus: \$ 46.60

Forecast surplus: \$ 46.60

*Le sous-ministre du Travail  
et de la Main-d'oeuvre,  
DONAT QUIMPER.*

*DONAT QUIMPER,  
Deputy Minister of Labour  
and Manpower.*

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,  
Québec, le 15 février 1969. 28006-o

Department of Labour and Manpower,  
Québec, February 15, 1969. 28006-o

**Avis de prélèvement**

**Notice of Levy**

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de Montréal et du district, établi en exécution du décret numéro 184 du 8 février 1950 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 232 du 29 janvier 1969, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 143) à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R S Q 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the Parity Committee for the Automobile Industry of Montreal and district (established in pursuance of Decree number 184 of February 8, 1950 and amendments) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions mentioned below. A by-law, approved by Order in Council number 232, dated January 29, 1969, authorizes such levy.

**1. Cotisation**

**1. Dues**

La période de cotisation s'étend du 18 février 1969 au 18 février 1970; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The contribution period extends from February 18, 1969, to February 18, 1970. The levy is carried out as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 184 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/5 de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

(a) Professional employers governed by said Decree number 184 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to 1/5 of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 184 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/5 de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$72 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 184 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/5 de 1% de leur rémunération.

### 2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

### 3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de Montréal et du district, pour la période comprise entre le 18 février 1969 et le 18 février 1970.

#### COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE DE MONTRÉAL ET DU DISTRICT

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 18 février 1969 et le 18 février 1970.

##### Recettes:

Cotisations patronales.....	\$ 96,384.17
Cotisations ouvrières.....	96,384.17
Cotisations artisanales.....	11,391.26
Pénalités et amendes.....	10,750.00
Domages: Intérêts liquidés.....	3,940.19
Honoraires d'examen.....	2,766.00
Intérêts sur placements.....	6,105.00
Impôt fédéral.....	7,218.12
Impôt provincial.....	5,577.39
Rentes du Québec.....	1,492.84
Assurance-chômage.....	1,229.80

(b) Artisans governed by said Decree number 184 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to 1/5 of 1% of the salary set forth in the decree for the lowest-paid journeyman, i.e., \$72 a week.

(c) Employees governed by said Decree number 184 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to 1/5 of 1% of their wages.

### 2. Collection of Dues

To facilitate the collection of such dues the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all information requested by the Parity Committee must be given. Every month, the professional employer shall complete his report, sign it and forward it to the Parity Committee.

At the end of each week, and on the Committee's behalf, the professional employer shall collect this levy by means of a check-off.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues, together with that of his employees, shall accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable to do so.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his contributions or supply necessary information, five (5) days' notice will be given him in order that he may fulfil his obligations towards the Parity Committee.

### 3. Financial Report

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour and Manpower on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of every year.

An estimate of receipts and expenditures of the Parity Committee for the Automobile Industry of Montreal and district for the February 18, 1969 to February 18, 1970 period is given below.

#### THE PARITY COMMITTEE FOR THE AUTOMOBILE INDUSTRY OF MONTREAL AND DISTRICT

Estimate of receipts and disbursements for the February 18, 1969, to February 18, 1970, period.

##### Receipts:

Employers' dues.....	\$ 96,384.17
Employees' dues.....	96,384.17
Artisans' dues.....	11,391.26
Penalties and fines.....	10,750.00
Damages: paid-up interest.....	3,940.19
Examination fees.....	2,766.00
Interest on investments.....	6,105.00
Federal tax.....	7,218.12
Provincial tax.....	5,577.39
Québec Pension Plan.....	1,492.84
Unemployment Insurance.....	1,229.80

Assurance-vie-santé.....	\$ 1,470.00
Fonds de pension.....	2,955.68
Autres recettes.....	3,561.32
	<hr/>
	\$251,225.94

Life, health insurance.....	\$ 1,470.00
Pension fund.....	2,955.68
Other receipts.....	3,561.32
	<hr/>
	\$251,225.94

*Déboursés:*

Salaire du secrétaire.....	\$ 11,000.00
Salaires du personnel.....	39,923.04
Salaires des inspecteurs.....	66,430.00
Frais d'inspection.....	7,179.91
Honoraires: Bureau des examinateurs.....	7,346.00
Frais: Bureau des examinateurs.....	2,880.00
Loyer et taxes.....	29,946.42
Éclairage, chauffage, entretien.....	3,923.93
Frais judiciaires.....	10,000.00
Frais de vérification.....	1,250.00
Impression, papeterie, acc. de bureau.....	5,556.17
Poste, téléphone, télégramme.....	8,881.23
Abonnement et publicité.....	2,800.64
Jetons de présence (membres du Comité).....	2,430.00
Frais de déplacements (membres du Comité).....	6,135.00
Frais de délégation.....	200.00
Rentes du Québec.....	2,985.68
Assurance-chômage.....	2,459.60
Assurance-groupe.....	2,940.00
Assurance-caution.....	45.00
Assurance générales.....	1,017.25
Fonds de pension.....	5,911.36
Commission d'apprentissage.....	15,689.20
Impôt fédéral.....	7,218.12
Impôt provincial.....	5,577.39
Mobilier et agencement de bureau.....	1,500.00
	<hr/>
	\$251,225.94

*Disbursements:*

Secretary's salary.....	\$ 11,000.00
Staff's salary.....	39,923.04
Inspectors' salaries.....	66,430.00
Inspection expenses.....	7,179.91
Fees: Board of Examiners.....	7,346.00
Expenses: Board of Examiners.....	2,880.00
Rent and taxes.....	29,946.42
Lights, heat, maintenance.....	3,923.93
Legal costs.....	10,000.00
Auditor's fees.....	1,250.00
Printing, stationery, office equipment.....	5,556.17
Postage, telephone, telegrams.....	8,881.23
Subscription and advertising.....	2,800.64
Attendance fees (Committee members).....	2,430.00
Travelling expenses (Committee members).....	6,135.00
Delegation expenses.....	200.00
Québec Pension Plan.....	2,985.68
Unemployment Insurance.....	2,459.60
Group insurance.....	2,940.00
Fidelity bond.....	45.00
General insurance.....	1,017.25
Pension fund.....	5,911.36
Apprenticeship Commission.....	15,689.20
Federal tax.....	7,218.12
Provincial tax.....	5,577.39
Office furniture and fixtures.....	1,500.00
	<hr/>
	\$251,225.94

*Le sous-ministre du Travail  
et de la Main-d'oeuvre,  
DONAT QUIMPER.*

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,  
Québec, le 15 février 1969. 28006-o

*DONAT QUIMPER,  
Deputy Minister of Labour  
and Manpower.*

Department of Labour and Manpower,  
Québec, February 15, 1969. 28006-o

**Avis de modification**

*Coiffeurs — Saint-Hyacinthe*

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Maurice Bellemare, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans la région de Saint-Hyacinthe, rendue obligatoire par le décret numéro 1010 du 26 septembre 1956 et modifications, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Remplacer l'article 102 par le suivant:

« 102. Aux fins d'application du présent décret, ce champ d'application est divisé en deux (2) zones de la façon suivante:

*Zone I:* Les cités ou villes de Saint-Hyacinthe, Mont-Saint-Hilaire, Acton Vale, Beloeil et Saint-Bruno de Montarville et les municipalités de Contrecoeur, McMasterville, Saint-Basile le Grand, Saint-Pie, Varenne et Verchères ainsi que le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites.

**Notice of Amendment**

*Hairdressers — Saint-Hyacinthe*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ, c. 143), the Honorable Maurice Bellemare, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting Men's and Ladies' Hairdressers in the Saint-Hyacinthe region (made binding by Decree number 1010 of September 26, 1956, as amended) have petitioned him to submit the following amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision:

1. Section 102 will be superseded by the following:

“102 For the purposes of this decree, such jurisdiction is divided into two (2) zones as follows:

*Zone I:* The cities or towns of Saint-Hyacinthe, Mont Saint-Hilaire, Acton Vale, Beloeil and Saint-Bruno de Montarville; the municipalities of Contrecoeur, McMasterville, Saint-Basile le Grand, Saint-Pie, Varenne and Verchères; the territory within a 5-mile radius of their limits.

**Zone II:** Tout le champ d'application territorial, à l'exception du territoire compris dans la zone I. »

2° Remplacer l'article 103 par le suivant:

« 103 Les dimanches et les jours de fêtes suivants doivent être chômés dans tous les salons professionnels régis par le décret: le premier jour de l'An, le 2 janvier, le jour de la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, Noël et le 26 décembre. »

3° Remplacer les articles 105, 105-A et 106 par les suivants:

« 105 Tout salarié coiffeur pour hommes ou coiffeur pour dames, qui a un (1) an ou plus de service dans le même salon ou pour le même employeur, a droit à deux (2) semaines de vacances payées, chaque année.

Le salarié qui a moins d'un (1) an de service a droit à une (1) journée de vacances payées par mois de service.

105-A Sept (7) jours consécutifs de congé constituant la première semaine de vacances payées doivent être obligatoirement pris entre le 1er juillet et le 31 août de l'année courante. La deuxième semaine de vacances sera accordée, à la discrétion de l'employeur, entre le 1er septembre de l'année courante et le 1er juin de l'année suivante.

106 La rémunération globale payable pour ces vacances est de quatre pour cent (4%) du salaire brut (salaire et pourcentage) gagné par le salarié pendant les derniers douze (12) mois ou depuis son entrée en service, lorsque la durée de l'emploi n'atteint pas douze (12) mois. »

4° À l'article 114, ajouter l'alinéa « iii » suivant au paragraphe « b »:

« iii. Dans le cas de décès, au conjoint, au père, à la mère, aux frères, aux soeurs et aux enfants du défunt. »

5° Remplacer l'article 116 par le suivant:

« 116 Les taux de salaires minimaux sont les suivants:

a) *Employé permanent (qualifié): classe « A »:* \$50 par semaine, plus soixante pour cent (60%) des recettes de son travail, excédant \$60 pendant la semaine.

*Classe « B »:* \$45 par semaine, plus cinquante pour cent (50%) des recettes de son travail, excédant \$55 pendant la semaine.

b) *Employé surnuméraire (qualifié):* \$10 par jour.

De plus, les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées, une commission de cinquante pour cent (50%) sur toute recette dépassant le double du salaire gagné.

S'il est engagé à l'heure, sa rémunération est de \$1.25 l'heure et un minimum de trois (3) heures doit être rémunéré pour chaque appel.

	<i>Par semaine</i>
c) <i>Apprenti:</i>	
1er semestre.....	\$ 30
2e semestre.....	32
2e année.....	36
3e année.....	42

L'apprenti a droit à une commission de vingt pour cent (20%) des recettes de son travail excédant de \$10 le salaire déterminé au présent article. »

6° Remplacer l'article 117 par le suivant:

« 117 *Durée normale:* La semaine de travail des employés permanents qualifiés et des apprentis est de quarante-cinq (45) heures, réparties entre les heures suivantes

**Zone II:** The entire territorial jurisdiction except that territory included in zone I." »

2. Section 103 will be replaced by the following:

"103 In all professional salons governed by the decree, Sundays and the following general holidays shall be non-working days: New Year's Day, January 2nd, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Christmas Day and December 26th."

3. Sections 105, 105-A and 106 will be superseded by the following:

« 105 Every employed men's or ladies' hairdresser who has one (1) year's service or more in the same salon or for the same employer is entitled to two (2) weeks' vacation with pay annually.

An employee who has less than one (1) year's service is entitled to one (1) day's vacation with pay per service month.

105-A The seven (7) consecutive days that make up the first week's vacation with pay shall be taken between July 1st and August 31st of the current year. The second week's vacation shall be granted between September 1st of the current year and June 1st of the following year, at the employer's discretion.

106 Total vacation pay equals four per cent (4%) of gross wages (wages and percentage) earned by the employee during the last twelve (12) months or since service began, should the employee's service time amount to less than twelve (12) months."

4. The following paragraph "iii" is added to subsection "b" of section 114:

"iii) the spouse, father, mother, brothers, sisters and children of a deceased person."

5. Section 116 will be replaced by the following:

"116 Minimum wage rates are as follows:

(a) *Regular employee (qualified): class "A":* \$50 a week, plus sixty per cent (60%) of his work's receipts that exceed \$60 during the week.

*Class "B":* \$45 a week, plus fifty per cent (50%) of his work's receipts that exceed \$55 during the week.

(b) *Supernumerary employee (qualified):* \$10 day.

Moreover, a fifty per cent (50%) commission on all receipts that exceed double the wages earned shall be paid to the employee on Fridays, Saturdays and the eves of general holidays.

When hired on an hourly basis, the employee shall be paid \$1.25 an hour and shall be entitled to at least three (3) hours' wages for each call.

	<i>Per week</i>
(c) <i>Apprentice:</i>	
1st six months.....	\$ 30
2nd six months.....	32
2nd year.....	36
3rd year.....	42

Apprentices are entitled to a twenty per cent (20%) commission on receipts of their work that exceed the wages herein set forth by \$10."

6. Section 117 will be replaced by:

"117 *Standard hours of work:* Hours of work for regular qualified employees and apprentices shall not exceed forty-five (45) a week, scheduled as follows:

**ZONE I**

Lundi: jour chômé.  
 Mardi, mercredi et jeudi: de 8 h du matin à 6 h du soir.  
 Vendredi: de 8 h du matin à 9 h du soir.  
 Samedi: de 8 h du matin à 4 h de l'après-midi.

**ZONE II**

Lundi: jour chômé.  
 Mardi, mercredi et jeudi: de 8 h du matin à 7 h du soir.  
 Vendredi: de 8 h du matin à 9 h du soir.  
 Samedi: de 8 h du matin à 5 h de l'après-midi.  
 Le travail commencé sur un client avant l'expiration des heures de travail peut être terminé; cependant, la durée de ce travail ne doit pas excéder quinze (15) minutes dans la zone I et trente (30) minutes dans la zone II. »

7° Remplacer l'article 122 par le suivant:

« 122 Les taux de salaire minimaux sont les suivants:

- a) *Employé permanent (qualifié):*  
 Classe « A »: \$52 par semaine.  
 Classe « B »: \$49 par semaine.
- b) *Employé surnuméraire (qualifié):* \$10 par jour.

S'il est engagé à l'heure, sa rémunération est de \$1.25 l'heure et un minimum de trois (3) heures doit être rémunéré pour chaque appel.

	<i>Par semaine</i>
c) <i>Apprenti:</i>	
1er semestre.....	\$30
2e semestre.....	32
2e année.....	36
3e année.....	42

8° À l'article 123, radier l'horaire de travail déterminé pour la zone III.

9° Les parties contractantes ont également sollicité une majoration des prix minimaux des services suivants:

A — *Coiffeurs pour hommes — Men's hairdressers*  
 (article 120) — (section 120)

	<i>Prix actuel</i>		<i>Prix demandé</i>	
	<i>Actual price</i>		<i>Price sought</i>	
	<i>Zones</i>		<i>Zones</i>	
	I	II	I	II
Coupe de cheveux ordinaire pour adultes — Regular haircut, adults.....	\$1.35	\$1.25	\$1.50	\$1.40
Coupe de cheveux ordinaire pour enfants de moins de 14 ans — Regular haircut, children under 14.....	0.85	0.80	1.00	0.90
Coupe de cheveux en brosse pour adultes — Brushcut adults.....	1.60	1.45	1.75	1.60
Coupe de cheveux en brosse pour enfants de moins de 14 ans — Brushcut, children under 14.....	1.00	0.95	1.25	1.10
Coupe de cheveux au rasoir y compris shampooing et ondulation (mise en plis) — Razor cut, including shampoo and setting.....	3.50	3.25	3.75	3.50
Barbe — Shave.....	1.00	0.85	1.00	0.90
Shampooing colorant — Colouring shampoo.....	3.00	2.50	3.25	3.00
Massage — Massage.....	1.00	1.00	1.25	1.25
Fixatif — Hair-setting solution.....			0.25	0.25
Aiguïsage de rasoir — Razor honing.....	0.75	0.60	1.00	1.00
Ondulation (mise en plis) — Setting.....	0.75	0.60	0.75	0.75
Teinture — Dyeing.....	4.00	3.00	4.25	3.25
Décoloration — Colour stripping.....	2.00	1.50	2.25	1.75

*Note:* Les prix minimaux ci-haut déterminés s'appliquent également lorsque le travail est exécuté sur une perruque ou un postiche.

**ZONE I**

Monday: non-working day.  
 Tuesday, Wednesday and Thursday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.  
 Friday: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.  
 Saturday: 8:00 a.m. to 4:00 p.m.

**ZONE II**

Monday: non-working day.  
 Tuesday, Wednesday and Thursday: 8:00 a.m. to 7:00 p.m.  
 Friday: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.  
 Saturday: 8:00 a.m. to 5:00 p.m.  
 Work that was begun for a customer prior to the end of working hours may be completed. However, such work must not go beyond fifteen (15) minutes in zone I and thirty (30) minutes in zone II."

7. Section 122 will be superseded by the following:

"122 Minimum wage rates are as follows:

- (a) *Regular employee (Qualified):*  
 Class "A": \$52 a week.  
 Class "B": \$49 a week.
- (b) *Supernumerary employee (Qualified):* \$10 a day.

When hired on an hourly basis, the employee shall be paid \$1.25 an hour and shall be entitled to at least three (3) hours' wages for each call.

	<i>Per week</i>
(c) <i>Apprentice:</i>	
1st six months.....	\$30
2nd six months.....	32
2nd year.....	36
3rd year.....	42

8. The work schedule for zone III will be deleted from section 123.

9. The contracting parties are also seeking an increase in the minimum price of the following services:

*Note:* The above minimum prices also apply to work done on wigs or hairpieces.

**B — Coiffeurs pour dames — Ladies' hairdressers**  
(article 125) — (section 125)

	Prix actuel		Prix demandé	
	Actual price		Price sought	
	Zones	Zones	Zones	Zones
	I	II	I	II
Coupe de cheveux pour adultes — Haircut, adults.....	\$1.25	\$1.25	\$1.50	\$1.50
Coupe de cheveux pour enfants de moins de 14 ans — Haircut, children under 14.....	1.00	1.00	1.25	1.25
Mise en plis — Setting.....	1.50	1.50	1.75	1.75
Manucure — Manicure.....	1.00	1.00	1.50	1.50
Retouche de la décoloration — Dye touch-up.....	5.00	3.50	5.00	5.00
Shampooing ordinaire — Regular shampoo.....	0.50	0.50	0.75	0.75
Shampooing à l'huile — Oil shampoo.....	0.75	0.75	1.00	1.00
Épilation des sourcils — Eyebrow depilation.....	0.50	0.50	1.00	1.00
Painage — Combing.....	0.75	0.35	1.00	1.00
Fixatif — Hair-setting lotion.....			0.50	0.50
Rince (colorant) — Colour rinse.....	1.50	1.50	2.00	2.00

*Note:* Les prix minimaux ci-haut déterminés s'appliquent également lorsque le travail est exécuté sur une perruque ou un postiche.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main d'œuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

*Le sous-ministre du Travail  
et de la Main-d'œuvre,*

DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail et de la Main-d'œuvre,  
Québec, le 15 février 1969. 28006-0

*Note:* The above minimum prices also apply to work done on wigs or hairpieces.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

DONAT QUIMPER,  
*Deputy Minister of Labour  
and Manpower.*

Department of Labour and Manpower,  
Québec, February 15, 1969. 28006-0

## Caisses d'épargne et de crédit

### La Caisse d'Épargne et d'entraide Économique de Sept-Iles

*(Loi des caisses d'épargne et de crédit)*

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit: « La Caisse d'Épargne et d'entraide Économique de Sept-Iles ».

Le territoire dans lequel la caisse recrutera ses membres, sera: le comté de Duplessis.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé en la ville de Sept-Iles, Québec, dans le district électoral de Duplessis.

Québec, le 30 janvier 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
27978-0 **LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

### R. C. A. F. Moisie Credit Union

*(Loi des caisses d'épargne et de crédit)*

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 4 juillet 1968 par « R. C. A. F. Moisie Credit Union », changeant son nom en celui de « C. F. S. Moisie Credit Union ».

Québec, le 27 janvier 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
27979-0 **LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

## Savings and Credit Unions

### La Caisse d'Épargne et d'entraide Économique de Sept-Iles

*(Savings and Credit Unions Act)*

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the savings and credit union "La Caisse d'Épargne et d'entraide Économique de Sept-Iles".

The territory from which the union will recruit its members will be the county of Duplessis.

The head office of this savings and credit union is situated in the town of Sept-Iles, Québec, in the electoral district of Duplessis.

Québec, January 30, 1969.

**LS-PHILIPPE BOUCHARD,**  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27978

### R. C. A. F. Moisie Credit Union

*(Savings and Credit Unions Act)*

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law adopted on July 4, 1968, by "R. C. A. F. Moisie Credit Union", changing its name into that of "C. F. S. Moisie Credit Union".

Québec, January 27, 1969.

**LS-PHILIPPE BOUCHARD,**  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27979

**Caisse d'Économie des Employés  
de la Société Kruger**

*(Loi des caisses d'épargne et de crédit)*

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit: « Caisse d'Économie des Employés de la Société Kruger ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres, sera: « Les employés de la société Kruger Limitée ».

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé en la ville de Bromptonville, Québec, dans le district électoral de Richmond. Québec, le 30 janvier 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
27976-o **LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

**Caisse d'Économie des Employés  
de la Société Kruger**

*(Savings and Credit Unions Act)*

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the savings and credit union « Caisse d'Économie des Employés de la Société Kruger ».

The group from which the union will recruit its members will be: "Les employés de la société Kruger Limitée".

The head office of this savings and credit union is situated in the town of Bromptonville, Québec, in the electoral district of Richmond.

Québec, January 30, 1969.  
**LS-PHILIPPE BOUCHARD,**  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27976

**Caisse d'Épargne et d'Entraide  
Économique de Montmagny**

*(Loi des caisses d'épargne et de crédit)*

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit: « Caisse d'Épargne et d'Entraide Économique de Montmagny ».

Le territoire dans lequel la caisse recrutera ses membres, sera: « Le comté de Montmagny ».

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé en la ville de Montmagny, Québec, dans le district électoral de Montmagny.

Québec, le 30 janvier 1969.  
*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
27977-o **LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

**Caisse d'Épargne et d'Entraide  
Économique de Montmagny**

*(Savings and Credit Unions Act)*

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the savings and credit union « Caisse d'Épargne et d'Entraide Économique de Montmagny ».

The territory in which the union will recruit its members will be: "The county of Montmagny".

The head office of this savings and credit union is situated in the town of Montmagny, Québec, in the electoral district of Montmagny.

Québec, January 30, 1969.  
**LS-PHILIPPE BOUCHARD,**  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27977

**Changement de nom — Loi du**

**Change of name — Act**

**Samuel Herbert Greisman**

**Samuel Herbert Greisman**

Avis est donné que Samuel Herbert Greisman, restaurateur de la cité de Westmount, et y résidant au no 2, carré Westmount, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour l'adoption d'un décret lui permettant de changer son nom de Samuel Herbert Greisman en celui de Peter Barry. Ledit changement de nom devra aussi concerner son fils mineur dont le nom sera changé de Richard Lyon Greisman en celui de Richard Lyon Barry.

Notice is hereby given that Samuel Herbert Greisman, restaurateur, of the city of Westmount, therein residing at No. 2 Westmount Square, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for permission to change his name from that of Samuel Herbert Greisman to Peter Barry. The said changed name shall also benefit his minor son, whose name shall be changed from Richard Lyon Greisman to Richard Lyon Barry.

Montréal, 20 janvier 1969.  
*Le notaire du requérant,*  
27852-6-2 **MTRÉ DEMETRIUS MANOLAKOS.**

Montreal, January 20, 1969.  
**MTRÉ DEMETRIUS MANOLAKOS,**  
27852-6-2-o *Notary for the applicant.*

**Joseph Édouard Lagrois**

**Joseph Édouard Lagrois**

Avis est par les présentes donné que Joseph Édouard Lagrois tailleur en fourrure, domicilié et résidant au 6624 de la 12e, Avenue Rosemont, dans la cité et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, pour un décret changeant son nom de Joseph Édouard Lagrois à Joseph Édouard Legros.

Notice is hereby given that Joseph Édouard Lagrois fur-cutter, domiciled and residing at 6624, 12th, Avenue Rosemont, in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to have his name changed from Joseph Édouard Lagrois to Joseph Édouard Legros.

Montréal, ce 3 février 1969.  
*Les procureurs du requérant,*  
**Mes MONETTE, FILION, CLERK,  
MICHAUD, BARAKETT &  
LEVESQUE, Avocats.**  
27929-6-2-o

Montreal, February 3, 1969.  
**Mtres MONETTE, FILION, CLERK,  
MICHAUD, BARAKETT &  
LEVESQUE, Advocates,**  
27929-6-2 *Attorneys for the Petitioner.*

**Jerzy Wojciech Grzebiliszewski**

Avis est donné que Dr Jerzy Wojciech Grzebiliszewski, résidant à 4915, avenue Walkley, app. 12, en les ville et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir le changement de son nom en celui de George Grzebiliszewski-Combs.

Montréal, le 21 janvier 1969.  
27930-6-2-o

**Ronald Horowitz**

Avis est par les présentes donné que Ronald Horowitz, professeur d'École Secondaire, de la ville de Côte St-Luc du district de Montréal, et y résidant au 7910, chemin de la Côte St-Luc, app. 207, fera une requête au secrétaire de la province de Québec pour obtenir un décret du lieutenant-gouverneur en conseil changeant son nom de Ronald Horowitz en celui de Ronald Harrow.

Montréal, le 18 janvier, 1969.

27933-6-2-o *Le procureur du requérant,*  
GÉRALD J. RIP.

**Laszlo (Ladislaus) (Vasile) Gluck**

Avis est par les présentes donné que Laszlo (Ladislaus) (Vasile) Gluck, ingénieur en textile, domicilié au 3910, De la Peltrie, dans les cité et district de Montréal, Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un décret changeant son nom en celui de Leslie Gluck.

27954-7-2-o *Les procureurs du requérant,*  
CHAIKELSON & CHAIKELSON.

**Alter Moskowicz**

Avis est par les présentes donné que Alter Moskowicz (époux de Selina Moskowicz née Rosen) résidant au 5025 chemin de la Côte St-Catherine, à Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, en vue d'obtenir le changement de son nom en celui de Alter Moss.

Québec, le 6 février 1969.

27974-7-2-o ALTER MOSKOWICZ.

**Jerzy Wojciech Grzebiliszewski**

Take notice that Dr. Jerzy Wojciech Grzebiliszewski, residing at 4915, Walkley Avenue, Apt. 12, in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the change of his name to that of George Grzebiliszewski-Combs.

Montreal, January 21, 1969.  
27930-6-2

**Ronald Horowitz**

Notice is hereby given that Ronald Horowitz, High School teacher, of the city of Côte St-Luc of the district of Montreal, and residing therein at 7910 Côte St-Luc Road, Apt. 207, will present a petition to the Secretary of the Province of Québec for a decree of the Lieutenant-Governor in Council changing his name from Ronald Horowitz to Ronald Harrow.

Montreal, January 18, 1969.

27933-6-2-o GÉRALD J. RIP,  
*Attorney for the Petitioner.*

**Laszlo (Ladislaus) (Vasile) Gluck**

Notice is hereby given that Laszlo (Ladislaus) (Vasile) Gluck, textile engineer, domiciled at 3910 De la Peltrie, in the city and district of Montreal, Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an Order changing his name to Leslie Gluck.

27954-7-2-o CHAIKELSON & CHAIKELSON,  
*Attorneys for the Applicant.*

**Alter Moskowicz**

Notice is hereby given that Alter Moskowicz (husband of Selina Moskowicz, née Rosen), residing at 5025 Côte St. Catherine Road in Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Québec, for adoption of an order changing his name to that of Alter Moss.

Québec, February 6, 1969.

27974-7-2-o ALTER MOSKOWICZ.

**Nomination****Président d'élection**

Il a plu à son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, par commission sous le grand sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

District électoral Electoral district	Nom, prénoms Name, christian names	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile
Brome .....	Lee, Malcolm (1) .....	Voyageur — Commercial Traveller.	Eastman.
Jean-Talon .....	Bilodeau, Dominique (2) .....	Rentier — Retired .....	Québec.
Jonquière .....	Vandal, J.-R.-Ben (3) .....	Contremaitre — Foreman .....	Kénogami.

(1) En remplacement de monsieur Redmond Brouillette, démissionnaire — In place of Mr. Redmond Brouillette, resigner.

(2) En remplacement de monsieur Ernest Moisan, démissionnaire — In place of Mr. Ernest Moisan, resigner.

(3) En remplacement de monsieur Marcellin Nadeau, démissionnaire — In place of Mr. Marcellin Nadeau, resigner.

Québec, le 10 février 1969.

28007-o *Le président général des élections,*  
FRANÇOIS DROUIN, C.R.

**Appointment****Returning-Officer**

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officer, the person whose name follows:

Québec, February 10, 1969.

28007-o FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,  
*Chief Returning-Officer.*

**Compagnies dissoutes**

**Companies Dissolved**

**C. E. Charbonneau & Cie inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « C. E. Charbonneau & Cie inc. », constituée en corporation le 31 octobre 1949, à compter du 14 février 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 8185-49

**International Agency Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « International Agency Limited », constituée en corporation le 9 mars 1922, à compter du 14 février 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 376-1922

**Macwebb Industrial Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Macwebb Industrial Corporation », constituée en corporation le 6 juillet 1959, à compter du 30 janvier 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 14002-59

**Mapimi Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Mapimi Ltd. », constituée en corporation le 18 octobre 1963, à compter du 14 février 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 4189-63

**Mt. Royal Academy of Language Ltd.  
Académie Mt-Royal de Langues Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Mt. Royal Academy of Language Ltd. — Académie Mt-Royal de Langues Itée », constituée en corporation le 7 décembre 1964, à compter du 14 février 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*  
27950-o 5549-64

**Natural Gas Leasing Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter

**C. E. Charbonneau & Cie inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "C. E. Charbonneau & Cie inc.", incorporated on October 31, 1949, on and from February 14, 1969.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 8185-49

**International Agency Limited**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "International Agency Limited", incorporated on March 9, 1922, on and from February 14, 1969.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 376-1922

**Macwebb Industrial Corporation**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Macwebb Industrial Corporation", incorporated on July 6, 1959, on and from January 30, 1969.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 14002-59

**Mapimi Ltd.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Mapimi Ltd.", incorporated on October 18, 1963, on and from February 14, 1969.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 4189-63

**Mt. Royal Academy of Language Ltd.  
Académie Mt-Royal de Langues Itée**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Mt. Royal Academy of Language Ltd. — Académie Mt-Royal de Langues Itée", incorporated on December 7, 1964, on and from February 14, 1969.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27950 5549-64

**Natural Gas Leasing Limited**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased

l'abandon de charte de « Natural Gas Leasing Limited », constituée en corporation le 23 mai 1962, à compter du 14 février 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o 11978-62

**Québec Pipeline Construction Ltd.  
Construction de Pipelines Québec Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Québec Pipeline Construction Ltd. — Construction de Pipelines Québec Itée », constituée en corporation le 6 février 1959, à compter du 14 février 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o 10616-59

**Traina-Starr-Shedlack Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Traina - Starr - Shedlack Ltd. », constituée en corporation le 24 mars 1966, à compter du 14 février 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o 1271-66

**Woslin Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Woslin Limited », constituée en corporation le 31 mars 1943, à compter du 14 février 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

27950-o 2535-43

to accept the surrender of the charter of "Natural Gas Leasing Limited", incorporated on May 23, 1962, on and from February 14, 1969.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950 11978-62

**Québec Pipeline Construction Ltd.  
Construction de Pipelines Québec Itée**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Québec Pipeline Construction Ltd. — Construction de Pipelines Québec Itée", incorporated on February 6, 1959, on and from February 14, 1969.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950 10616-59

**Traina-Starr-Shedlack Ltd.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Traina - Starr - Shedlack Ltd.", incorporated on March 24, 1966, on and from February 14, 1969.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950 1271-66

**Woslin Limited**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Woslin Limited", incorporated on March 31, 1943, on and from February 14, 1969.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

27950 2535-43

**Chartes —  
demandes d'abandon de**

**Équipement Industriel Cartier inc.**

Avis est donné que « Équipement Industriel Cartier inc. », corporation ayant son siège social en la cité de Québec, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

*Le président,  
MARCEL DENIS.*

27956-o

**Chateau Bonavista Ltd.**

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Chateau Bonavista Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour faire accepter l'abandon de sa charte et son annulation à compter de la date qu'il fixera.

*Le président,  
KENNY WOLOFSKY.*

27957

**Charters —  
Application for Surrender of**

**Cartier Industrial Equipment Inc.**

Notice is hereby given that "Cartier Industrial Equipment Inc.", corporation having its head office in the city of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

*MARCEL DENIS,  
President.*

27956-o

**Chateau Bonavista Ltd.**

Notice is hereby given that "Chateau Bonavista Ltd.", a corporation constituted under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for the acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

*KENNY WOLOFSKY,  
President.*

27957-o

**H. Feldman Realty & Investment Corporation**

« H. Feldman Realty & Investment Corporation », donne avis par la présente qu'en vertu de la Loi des compagnies, elle fera application au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives et coopératives, pour permission d'abandonner sa lettre patente.

Daté à Montréal, ce 31e jour de janvier 1969.

27958-o *Le procureur du requérant,*  
JOHN J. WASSERMAN, C.R.

**Hochelaga Helcats Inc.**

Prenez avis que la compagnie « Hochelaga Helcats Inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 16 janvier 1969.

27959-o *Le président,*  
JACQUES SYNNOTT.  
*Le trésorier,*  
ANDRÉ BOURDEAU.

**Huot & Blouin inc.**

Prenez avis que la compagnie « Huot & Blouin inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions des articles 26 et 27 de la première partie de la Loi des compagnies.

Signé à Québec, ce 31e jour de janvier 1969.

27960-o CYRILLE DELAGE, NOTAIRE.

**Les Importateurs de fruits & légumes de St-Hyacinthe Itée**

Prenez avis que la compagnie « Les Importateurs de fruits & légumes de St-Hyacinthe Itée », ayant son siège social en la ville de La Providence, district de St-Hyacinthe, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province, la permission d'abandonner sa charte.

St-Hyacinthe, ce 23 janvier 1969.

27961-o *Les procureurs de la demanderesse,*  
FORTIER & FORTIER.

**Laird Sales Agencies Ltd.**

Prenez avis que la compagnie « Laird Sales Agencies Ltd. », constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Montréal, Québec, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir l'autorisation d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Donné à Montréal, ce 30e jour de janvier 1969.

27962 *Les procureurs de la compagnie,*  
KAUFMAN, HOFFMAN, RESPITZ,  
& SEDEROFF.

**Papineau Construction Ltd.**

Prenez avis que la compagnie « Papineau Construction Ltd. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Gatineau, le 30 janvier 1969.

27963-o (Seal) *Le procureur de la compagnie,*  
ME PIERRE BEAUDRY, NOTAIRE.

**H. Feldman Realty & Investment Corporation**

“H. Feldman Realty & Investment Corporation”, hereby gives notice under the Companies Act that it will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 31st day of January, 1969.

27958-o JOHN J. WASSERMAN, Q.C.,  
*Attorney for the Applicant.*

**Hochelaga Helcats Inc.**

Notice is hereby given that “Hochelaga Helcats Inc.”, will apply the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province for leave to surrender its charter.

Montreal, January 16, 1969.

27959 JACQUES SYNNOTT,  
*President.*  
ANDRÉ BOURDEAU,  
*Treasurer.*

**Huot & Blouin inc.**

Take notice that “Huot & Blouin inc.”, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter pursuant to the provisions of sections 26 and 27 of Part I of the Companies Act.

Signed at Québec, this 31st day of January, 1969.

27960 CYRILLE DELAGE, NOTARY.

**Les Importateurs de fruits & légumes de St-Hyacinthe Itée**

Notice is hereby given that “Les Importateurs de fruits & légumes de St-Hyacinthe Itée”, having its head office in the town of La Providence, district of St-Hyacinthe, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province for leave to surrender its charter.

St-Hyacinthe, January 23, 1969.

27961 FORTIER & FORTIER,  
*Attorneys for the Petitioner.*

**Laird Sales Agencies Ltd.**

Take notice that “Laird Sales Agencies Ltd.”, a company incorporated under the Companies Act and having its head office at Montreal, Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, of the Province of Québec for leave to surrender its charter, under the Provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 30th day of January, 1969.

27962-o KAUFMAN, HOFFMAN, RESPITZ  
& SEDEROFF,  
*Attorneys for the Company.*

**Papineau Construction Ltd.**

Take notice that “Papineau Construction Ltd.”, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec for leave to surrender its charter.

Gatineau, January 30, 1969.

27963 (Seal) ME PIERRE BEAUDRY, NOTARY,  
*Attorney for the Company.*

**Popular Fur Corp.**

Avis est donné que « Popular Fur Corp. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 28<sup>e</sup> jour de janvier 1969.

27964

*Les procureurs,*  
KRAVITZ & KRAVITZ.

**Sanpan Inc.**

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Sanpan Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Montréal-Nord, dans le district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir l'autorisation d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Donné à Montréal-Nord, ce 15<sup>e</sup> jour de janvier, 1969.

(Sceau)  
27965-o

*Le secrétaire,*  
B. FISHER.

**Shoe Components Ltd.**

Avis est donné par la présente que « Shoe Components Ltd. », compagnie constituée en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies et ayant sa principale place d'affaires dans les ville et district de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies.

27966-o

*Le secrétaire,*  
JACQUES LOSLIER.

**Tab Service Depot Inc.**

Avis est donné que « Tab Service Depot Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, Québec, de 7<sup>e</sup> jour de janvier 1969.

28013

*Le secrétaire,*  
MAYER LAWEE.

**Pinnacle Investments Corp.**

Avis est par les présentes donné que « Pinnacle Investments Corp. », ayant son bureau chef dans les cité et district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à partir de la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 6<sup>e</sup> jour de février 1969.

27981-o

*Les procureurs de la requérante,*  
STEIN & STEIN.

**Popular Fur Corp.**

Notice is hereby given that "Popular Fur Corp.", a corporation under the Companies Act, and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 28th day of January, 1969.

27964-o

KRAVITZ & KRAVITZ,  
*Attorneys.*

**Sanpan Inc.**

Notice is hereby given that "Sanpan Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal North, in the district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal North, this 15th day of January, 1969.

(Seal)  
27965-o

B. FISHER,  
*Secretary.*

**Shoe Components Ltd.**

Notice is hereby given that "Shoe Components Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

27966-o

JACQUES LOSLIER,  
*Secretary.*

**Tab Service Depot Inc.**

Notice is hereby given that "Tab Service Depot Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, Québec, this 7th day of January, 1969.

28013-o

MAYER LAWEE,  
*Secretary.*

**Pinnacle Investments Corp.**

Notice is hereby given that "Pinnacle Investments Corp.", having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 6th day of February, 1969.

27981-o

STEIN & STEIN,  
*Attorneys for the Petitioner.*

**Midtown Building Corporation**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies, « Midtown Building Corporation », s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, que son annulation soit dirigée et qu'une date soit fixée à compter de laquelle la compagnie sera dissoute.

Montréal, ce 31e jour de janvier 1969.

27980-o *Les avocats de la requérante,*  
HIBBARD, TERROUX & PYTEL.

**Pomerleau-Shannon Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies, « Pomerleau-Shannon Ltd. », s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, que son annulation soit dirigée et qu'une date soit fixée à compter de laquelle la compagnie sera dissoute.

Montréal, ce 31e jour de janvier 1969.

27982-o *Les avocats de la requérante,*  
HIBBARD, TERROUX & PYTEL.

**Jack Brock Realities Limited**

Avis est donné que « Jack Brock Realities Limited », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, ce 6e jour de janvier 1969.

28011 *Le secrétaire,*  
MILDRED BROCK.

**Samuel Brock Realities Limited**

Avis est donné que « Samuel Brock Realities Limited », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, ce 6e jour de janvier 1969.

28012 *Le secrétaire,*  
JACK BROCK.

**S. V. P. Enterprises Inc.**

Avis est par les présentes donné que « S. V. P. Enterprises Inc. », ayant son bureau chef dans la cité et district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la Province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à partir de la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 6e jour de février 1969.

28016-o *Les procureurs de la requérante,*  
STEIN & STEIN.

**Midtown Building Corporation**

Notice is hereby given that by virtue of the Companies Act, "Midtown Building Corporation", will ask the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to obtain permission to surrender its charter, to have its cancellation directed and to have a date fixed upon and from which the company shall be dissolved.

Montreal, this 31st day of January, 1969.

27980-o HIBBARD, TERROUX & PYTEL,  
*Attorneys for the Petitioner.*

**Pomerleau-Shannon Ltd.**

Notice is hereby given that by virtue of the Companies Act, "Pomerleau-Shannon Ltd.", will ask the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to obtain permission to surrender its charter, to have its cancellation directed and to have a date fixed upon and from which the company shall be dissolved.

Montreal, this 31st day of January, 1969.

27982-o HIBBARD, TERROUX & PYTEL,  
*Attorneys for the Petitioner.*

**Jack Brock Realities Limited**

Notice is hereby given that "Jack Brock Realities Limited", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Québec Companies Act.

Montreal, this 6th day of January 1969.

28011 MILDRED BROCK,  
*Secretary.*

**Samuel Brock Realities Limited**

Notice is hereby given that "Samuel Brock Realities Limited", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Québec Companies Act.

Montreal, this 6th day of January 1969.

28012-o JACK BROCK,  
*Secretary.*

**S. V. P. Enterprises Inc.**

Notice is hereby given that "S. V. P. Enterprises Inc.", having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 6th day of February 1969.

28016-o STEIN & STEIN,  
*Attorneys for Petitioner.*

## Divers Compagnies

### Marcel Bérard limitée

Avis est donné que la compagnie « Marcel Bérard limitée », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

*Le secrétaire,*  
BRUNO MORAND.  
10189-59

27968-o

### Bisson & Bisson inc.

Avis est donné que la compagnie « Bisson & Bisson inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

*Le secrétaire,*  
JEAN-GUY RACICOT.  
10226-57

27983-o

### La Corporation de l'Hôpital Champlain de Verdun

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 20 janvier 1969, approuvé les règlements généraux de « La Corporation de l'Hôpital Champlain de Verdun », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.  
2614-68

27984-o

### Dupré Automobile (1965) inc.

Avis est donné que la compagnie « Dupré Automobile (1965) inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

*Le secrétaire,*  
MARGUERITE DUPRÉ.  
10138-54

27985-o

### La Sarre Lumber Inc.

Avis est donné que la compagnie « La Sarre Lumber Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

*Le secrétaire,*  
JEAN GUY.  
1428-34

27986-o

### L'Ermitage des Bois-Francis inc.

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 27 janvier 1969, approuvé le règlement numéro 1 de la corporation « L'Ermitage des Bois-Francis inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.  
3522-68

27987-o

### Hôpital St-Vincent de Paul de Sherbrooke

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 11 février 1969, approuvé le règlement spécial « A » 1969, de la corporation « Hôpital St-Vincent de Paul de Sherbrooke », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.  
3872-65

28018-o

## Miscellaneous Companies

### Marcel Bérard limitée

Notice is hereby given that "Marcel Bérard limitée", has changed the number of its directors, from 3 to 4.

BRUNO MORAND,  
*Secretary.*  
10189-59

27968

### Bisson & Bisson inc.

Notice is hereby given that "Bisson & Bisson inc.", has changed the number of its directors, from 3 to 5.

JEAN-GUY RACICOT,  
*President.*  
10226-57

27983

### La Corporation de l'Hôpital Champlain de Verdun

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on January 20, 1969, approved the general by-laws of "La Corporation de l'Hôpital Champlain de Verdun", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
2614-68

27984

### Dupré Automobile (1965) inc.

Notice is hereby given that "Dupré Automobile (1965) inc.", has changed the number of its directors, from 3 to 5.

*Le secrétaire,*  
MARGUERITE DUPRÉ.  
10138-54

27985

### La Sarre Lumber Inc.

Notice is hereby given that "La Sarre Lumber Inc.", has changed the number of its directors, from 3 to 5.

JEAN GUY,  
*Secretary.*  
1428-34

27986

### L'Ermitage des Bois-Francis inc.

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on January 27, 1969, approved the by-law number 1 of the corporation "L'Ermitage des Bois-Francis inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
3522-68

27987

### Hôpital St-Vincent de Paul de Sherbrooke

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved, on February 11, 1969, special by-law "A" 1969, of the corporation "Hôpital St-Vincent de Paul de Sherbrooke", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
3872-65

28018

**Reldan Mfg. Corporation**

Avis est donné que « Reldan Mfg. Corporation », a changé le nombre de ses administrateurs, de 3 à 5.

*Le président,*  
D. L. NADLER.  
7030-46

27988

**Reldan Mfg. Corporation**

Notice is given that "Reldan Mfg. Corporation", has changed the number of its directors from 3 to 5.

D. L. NADLER,  
*President.*  
7030-46

27988-o

**Whale River Outfitters Limited**

Avis est donné que « Whale River Outfitters Limited », a changé le nombre de ses administrateurs, de 3 à 4.

*Le secrétaire-trésorier,*  
E. ANTHONY PRICE.  
1973-67

28017

**Whale River Outfitters Limited**

Notice is given that "Whale River Outfitters Limited", has changed the number of its directors from 3 to 4.

E. ANTHONY PRICE,  
*Secretary Treasurer.*  
1973-67

28017-o

**Sièges sociaux**

**Head Offices**

**Les Entreprises Concorde inc.**

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises Concorde inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 septembre 1964 et ayant son siège social en la ville de Laval a établi son bureau d'affaires au No 2805, du Blvd. de la Concorde, dans ladite ville.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Ville de Laval, ce 7 janvier 1969.

*La secrétaire,*  
LUCILLE LAVALLÉE.  
4349-64

27969-o

**Les Entreprises Concorde inc.**

Notice is hereby given that "Les Entreprises Concorde inc.", incorporated by letters patent dated on September 30, 1964, and having its head office in the town of Laval, has established its business office at No. 2805 de la Concorde Blvd. in the said town.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at the Town of Laval, January 7, 1969.

LUCILLE LAVALLÉE,  
*Secretary.*  
4349-64

27969

**Fonds de recherches en cardiologie infantile du Québec inc.  
Québec Research Fund in Pediatric Cardiology Inc.**

Avis est donné que la corporation « Fonds de recherches en cardiologie infantile du Québec inc. — Québec Research Fund in Pediatric Cardiology Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 juin 1967 et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au 2501, Tour de la Bourse, Place Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal, province de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 28e jour de juin 1967.

(Seau) *Le président,*  
LOUIS DAVIGNON.  
1633-67

27970-o

**Québec Research Fund in Pediatric Cardiology Inc.  
Fonds de recherches en cardiologie infantile du Québec inc.**

Notice is hereby given that "Québec Research Fund in Pediatric Cardiology Inc. — Fonds de recherches en cardiologie infantile du Québec inc.", incorporated by letters patent bearing date June 28, 1967, and having its head office at Montreal, has established its office at 2501 Stock Exchange Tower, Victoria Square, Montreal, judicial district of Montreal, Province of Québec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the corporation as being its head office.

Given at Montreal, this 28th day of June, 1967.

(Seal) LOUIS DAVIGNON,  
*President.*  
1633-67

27970-o

**Automotive Distributors Inc.**

Avis est donné que « Automotive Distributors Inc. », a transporté son siège social de Montréal à 3705, chemin Côte Vertu, St-Laurent.

*Le secrétaire,*  
ROLAND LEDUC.  
4803-68

27991

**Automotive Distributors Inc.**

Notice is given that "Automotive Distributors Inc.", has transferred its head office from Montreal to 3705 Côte Vertu Road, St. Laurent.

ROLAND LEDUC,  
*Secretary.*  
4803-68

27991-o

**Lettres patentes supplémentaires**

**Supplementary Letters Patent**

**Uap Inc.**

Veillez apporter la correction suivante à l'avis publié dans la Gazette officielle de Québec numéro 5 en date du 1er février 1969 à la page 781. À la septième ligne de l'avis en titre, dans la version française, nous aurions du lire 800,000 actions au lieu de 800.

27950-o

**Uap Inc.**

The following correction should be made in the notice published in the Québec Official Gazette, number 5, dated February 1, 1969, on page 781. In the seventh line of the notice, in the French version, one should have read 800,000 shares instead of 800.

27950

**Associations coopératives****Corporation immobilière Place Desjardins,  
Association coopérative***(Loi des associations coopératives)*

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Corporation immobilière Place Desjardins, Association coopérative ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Montréal, Québec, dans le district électoral de Saint-Jacques.

Québec, le 7 février 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
28015-o **LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

**Cercle d'Auteurs, Association Coopérative***(Loi des associations coopératives)*

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement spécial No 1, adopté le 30 septembre 1968, de l'association coopérative « Centre de psychologie et de pédagogie, association coopérative », changeant son nom en celui de « Cercle d'Auteurs, Association Coopérative ».

Québec, le 30 janvier 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
27919-o **LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

**Cooperative Associations****Corporation immobilière Place Desjardins,  
Association coopérative***(Cooperative Associations Act)*

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the cooperative association "Corporation immobilière Place Desjardins, Association coopérative".

The head office of this cooperative association is situated in Montreal, Québec, in the electoral district of Saint-Jacques.

Québec, February 7, 1969.

**LS-BOUCHARD BOUCHARD,**  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
28015

**Cercle d'Auteurs, Association Coopérative***(Cooperative Associations Act)*

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved special by-law No. 1, adopted on September 30, 1968, of the cooperative association "Centre de psychologie et de pédagogie, Association Coopérative", changing its name into that of "Cercle d'Auteurs, Association Coopérative".

Québec, January 30, 1969.

**LS-PHILIPPE BOUCHARD,**  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
27919

**Ministère des institutions  
financières, compagnies et  
coopératives****La Compagnie d'Assurance Mutuelle  
contre le Feu de la Paroisse  
de Saint-David d'Estcourt,  
comté de Témiscouata***Avis d'annulation de permis et d'enregistrement*

Attendu que « La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de Saint-David d'Estcourt, comté de Témiscouata », a cessé de faire affaires dans la province de Québec depuis le 31 décembre 1968;

Attendu que le président et le secrétaire-trésorier de ladite compagnie ont produit au Service des assurances, le 25 janvier 1969, une déclaration assermentée à l'effet que la compagnie a annulé toutes ses polices, payé toutes ses dettes et distribué son surplus;

En conséquence, avis est par les présentes donné que les permis et certificat d'enregistrement de « La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de Saint-David d'Estcourt, comté de Témiscouata », sont annulés à compter du 1<sup>er</sup> février 1969.

Donné au bureau du Service des assurances, ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 1<sup>er</sup> février 1969.

*Pour le ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives de la province,*  
*Le surintendant des assurances,*  
27952-7-2-o **ROGER-A. CAMARAIRE.**

**Department of Financial  
Institutions, Companies and  
Cooperatives****La Compagnie d'Assurance Mutuelle  
contre le Feu de la Paroisse  
de Saint-David d'Estcourt,  
county of Témiscouata***Notice of Cancellation of License and Registration*

Whereas "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de Saint-David d'Estcourt, county of Témiscouata", has ceased to do business in the Province of Québec as from the 31st of December 1968;

Whereas the president and the secretary-treasurer of the said company have filed, on the 25th of January 1969, with the Insurance Branch, a sworn declaration to the effect that the company had cancelled all its policies, discharged all its debts and distributed its surplus;

Therefore, notice is hereby given that the license and registration of "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de Saint-David d'Estcourt, county of Témiscouata" are cancelled as from the 1st of February 1969.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 1st of February 1969.

*For the Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives of the Province,*  
**ROGER-A. CAMARAIRE,**  
*Superintendent of Insurance.*  
27952-7-2-o

**Ministère de l'Éducation**

**Department of Education**

**La Tuque (Prot.)**

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, pour les protestants seulement, sous le nom de La Tuque, dans le comté de Laviolette, le territoire ci-dessous décrit qui comprend celui actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de la Ville de La Tuque, dans le comté de Laviolette.

1. Les cantons Lamy, Dandurand, Letondal, Lavigne, Hamel, Dessane, Lavallée, Chouinard, Weymontachingue, Albani, Ingall, Rhéaume, Cadieux, Cloutier, Payment, Adams, Langelier, Dumoulin, Tourouvre, Bourgeois, Mailhot, Turcotte, Vallières, Charest, Laurier, Pothier, Carignan, Polette, Lapeyrière et Boucher;

2. Les rangs VII à IX inclusivement du canton Hackett;

3. Toute cette partie de la seigneurie de Batiscan comprenant les rangs Ouest. II Est et tous les lots du rang Est limité au sud-est à la rivière Caribou.

Québec, le 5 février 1969.

*Le ministre de l'Éducation,*

**JEAN-GUY CARDINAL.**

27992-7-2-o

**La Tuque (Prot.)**

A request is made to erect into a distinct school municipality, for Protestants only, under the name of La Tuque, in the county of Laviolette, the territory hereunder described which includes the one presently under the jurisdiction of school trustees for the municipality of the Town of La Tuque, in the county of Laviolette.

1. The townships of Lamy, Dandurand, Letondal, Lavigne, Hamel, Dessane, Lavallée, Chouinard, Weymontachingue, Albani, Ingall, Rhéaume, Cadieux, Cloutier, Payment, Adams, Langelier, Dumoulin, Tourouvre, Bourgeois, Mailhot, Turcotte, Vallières, Charest, Laurier, Pothier, Carignan, Polette, Lapeyrière and Boucher;

2. Ranges VII to IX inclusively of the township of Hackett;

3. All this part of the Seigniorial of Batiscan including the west ranges, II east and all the lots of the east range limited on the south-east of Caribou River.

Québec, February 5, 1969.

*JEAN-GUY CARDINAL,*

*Minister of Education.*

27992-7-2

**Régie des Marchés Agricoles du Québec**

**Québec Agricultural Marketing Board**

**Ordonnance No L-18**

**Order No. L-18**

relative au prix du lait nature dans la région centrale.

Vu l'article 13 de la Loi des produits laitiers;

La Régie des marchés agricoles du Québec ordonne ce qui suit:

1° Dans la présente ordonnance

a) l'expression « lait nature » signifie le lait cru, le lait pasteurisé, le lait pasteurisé et homogénéisé, le lait partiellement écrémé vendu ou livré pour consommation;

b) le mot « Régie » signifie la Régie des marchés agricoles du Québec.

2° La présente ordonnance s'applique à quiconque vend ou livre du lait nature directement ou indirectement dans la province, sauf les régions désignées dans les ordonnances

No L-15 (région de l'Abitibi)

No L-16 (région de Chibougamau)

No L-17 (région de la Côte-Nord)

3° Sauf les cas prévus aux articles 4 et 5, le prix du lait nature offert, vendu ou livré au consommateur, doit être de

\$0.28 à \$0.33 dans un contenant d'une pinte,

\$0.55 à \$0.65 dans un contenant d'un demi-gallon,

\$0.80 à \$0.95 dans un contenant de trois pintes,

\$1.04 à \$1.24 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

4° Le prix du lait nature offert, vendu ou livré à un établissement public, hôtel, cantine militaire, hôpital, ainsi que le prix du lait nature offert ou vendu au comptoir directement au consommateur, doit être de

\$0.27 à \$0.32 dans un contenant d'une pinte,

\$0.53 à \$0.63 dans un contenant d'un demi-gallon,

\$0.77 à \$0.92 dans un contenant de trois pintes,

\$1.00 à \$1.20 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

concerning natural milk price in the central region.

Considering Section 13 of the Dairy Products Act;

The Québec Agricultural Marketing Board orders as follows:

1. In the present order

a) the words "natural milk" mean raw milk, pasteurized milk, pasteurized and homogenized milk, partly skimmed milk sold or delivered for consumption;

b) the word "Board" means the Québec Agricultural Marketing Board.

2. The present order applies to whoever sells or delivers natural milk directly or indirectly within the Province, except the regions covered by orders

No. L-15 (Abitibi Region)

No. L-16 (Chibougamau Region)

No. L-17 (North Shore Region)

3. Except in cases covered by Sections 4 and 5, the price of natural milk offered, sold or delivered to consumer, must be from

\$0.28 to \$0.33 in a container of one quart,

\$0.55 to \$0.65 in a container of one half gallon,

\$0.80 to \$0.95 in a container of three quarts,

\$1.04 to \$1.24 per gallon in a container of one or more gallons.

4. The price of natural milk offered, sold or delivered to a public institution, hotel, military canteen, hospital, and also the price of natural milk sold or offered at the counter directly to the consumer, must be from

\$0.27 to \$0.32 in a container of one quart,

\$0.53 to \$0.63 in a container of one half gallon,

\$0.77 to \$0.92 in a container of three quarts,

\$1.00 to \$1.20 per gallon in a container of one or more gallons.

5° Le prix du lait nature offert, vendu ou livré à une épicerie ou à un restaurant, doit être de

\$0.26 à \$0.31 dans un contenant d'une pinte,  
\$0.51 à \$0.61 dans un contenant d'un demi-gallon,  
\$0.75 à \$0.90 dans un contenant de trois pintes,  
\$0.96 à \$1.16 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

6° Le prix du lait nature, au gallon, doit être majoré de \$0.03 lorsqu'il est livré dans un contenant utilisé dans une fontaine de lait si ce contenant peut être retourné ensuite au marchand de lait, et de \$0.06 si le contenant ne peut pas être retourné au marchand de lait.

7° Le lait partiellement écrémé offert, vendu ou livré pour consommation doit contenir 1%, 1½% ou 2% de gras de lait et, nonobstant les articles 3, 4 et 5,

a) le lait contenant 2% de gras peut être vendu à un rabais de

\$0.02 dans un contenant d'une pinte,  
\$0.04 dans un contenant d'un demi-gallon,  
\$0.06 dans un contenant de trois pintes,  
\$0.08 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons;

b) le lait contenant 1½% de gras peut être vendu à un rabais de

\$0.03 dans un contenant d'une pinte,  
\$0.06 dans un contenant d'un demi-gallon,  
\$0.09 dans un contenant de trois pintes,  
\$0.12 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons;

c) le lait contenant 1% de gras peut être vendu à un rabais de

\$0.04 dans un contenant d'une pinte,  
\$0.08 dans un contenant d'un demi-gallon,  
\$0.12 dans un contenant de trois pintes,  
\$0.16 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

8° La présente ordonnance abroge l'ordonnance No L-14 et entrera en vigueur le 1er mars 1969.

Montréal, ce cinquième jour de février 1969.  
Copie certifiée conforme.

27998-o

Par le secrétaire intérimaire,  
ROCH MORIN.

5. The price of natural milk offered, sold or delivered to a grocery store or to a restaurant, must be from

\$0.26 to \$0.31 in a container of one quart,  
\$0.51 to \$0.61 in a container of one half gallon,  
\$0.75 to \$0.90 in a container of three quarts,  
\$0.96 to \$1.16 per gallon in a container of one or more gallons.

6. The price of natural milk, per gallon, must be increased by \$0.03 when delivered in a container to be used in a milk dispenser of the container is returnable to the milk dealer, and by \$0.06 if the container is not returnable to the milk dealer.

7. Partly skimmed milk offered, sold or delivered for consumption, must contain 1%, 1½% or 2% butterfat and, notwithstanding Sections 3, 4 and 5,

a) milk with 2% butterfat may be sold at a discount of

\$0.02 in a container of one quart,  
\$0.04 in a container of one half gallon,  
\$0.06 in a container of three quarts,  
\$0.08 per gallon in a container of one or more gallons.

b) milk with 1½% butterfat may be sold at a discount of

\$0.03 in a container of one quart,  
\$0.06 in a container of one half gallon,  
\$0.09 in a container of three quarts,  
\$0.12 per gallon in a container of one or more gallons.

c) milk with 1% butterfat may be sold at a discount of

\$0.04 in a container of one quart,  
\$0.08 in a container of one half gallon,  
\$0.12 in a container of three quarts,  
\$0.16 per gallon in a container of one or more gallons.

8. The present order repeals order No. L-14 and shall come into force on the first day of March, 1969.

Montreal, this fifth day of February, 1969.  
Certified True Copy.

27998-o

By: ROCH MORIN,  
Acting Secretary.

## Vente d'effets non-réclamés

### Canadian Pacific Railway Company

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le dernier jour de novembre 1967, et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par Fraser Brother (Canada) Limited, 4950 de la Savane, Montréal, à DIX heures de l'avant-midi, LUNDI, le TRENTE ET UNIÈME (31ième) jour de MARS 1969, conformément à la loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 24 janvier 1969.  
Canadian Pacific Railway Company,

Par le gérant du Service  
des Postes et Bagages,  
W. G. WRIGHT.  
27786-5-6-o

## Sale of Unclaimed Baggage

### Canadian Pacific Railway Company

Notice is hereby given that all baggage received prior to the thirtieth day of November 1967, and still remaining unclaimed in the offices of Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Fraser Brothers (Canada) Limited, auctioneers, at 4950 de la Savane, Montreal, at TEN o'clock in the forenoon, on MONDAY, the THIRTY-FIRST (31st) day of MARCH 1969, under the authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, January 24, 1969.  
Canadian Pacific Railway Company.

Per: W. G. WRIGHT,  
Manager, Mail  
and Baggage Traffic.  
27786-5-6-o

**Demandes à la Législature**

**Applications to Legislature**

**La Commission des écoles catholiques de Montréal**

**The Montreal Catholic School Commission**

Avis public est par les présentes donné que La Commission des écoles catholiques de Montréal s'adressera à l'Assemblée nationale du Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi pour les fins suivantes:

Notice is hereby given that The Montreal Catholic School Commission will apply to the National Assembly of Québec, at its next session, to request the passing of a law for the following purposes:

1° refondre le régime de taxation scolaire dans le territoire de La Commission des écoles catholiques de Montréal et du Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal;

1. to consolidate the school taxation system in the territory of The Montreal Catholic School Commission and of The Protestant School Board of Greater Montreal;

2° apporter des modifications à ce régime de taxation, particulièrement en vue d'étendre la taxe des neutres à tout le territoire de l'île de Montréal;

2. to make amendments to this taxation system, particularly in view of extending the neutral tax to the whole territory of the Island of Montreal;

3° modifier le système d'uniformisation des évaluations pour certaines fins scolaires;

3. to modify the equalization of valuation system for certain school purposes:

4° étendre l'imposition de la taxe des neutres à certaines catégories d'immeubles;

4. to extend the neutral tax assessment to certain categories of immovable properties;

5° et pour d'autres fins.

5. and for other purposes.

Montréal, le 17 janvier 1969.

Montreal, January 17, 1969.

*Les procureurs de la requérante,*

POIRIER, MARCOUX AND DURAND,

27702-4-4-o POIRIER, MARCOUX ET DURAND.

27702-4-4-o Attorneys for the petitioner.

**Cité de Charlesbourg**

**City of Charlesbourg**

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné, greffier de la cité de Charlesbourg, à l'effet que la cité de Charlesbourg s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, aux fins d'obtenir des lettres patentes abrogeant les dispositions législatives de l'article 16 du bill 145 sanctionné le 4 février 1960, et spécifique à la cité de Charlesbourg, plus précisément pour les fins suivantes:

Public notice is hereby given by the undersigned, City Clerk of the city of Charlesbourg, that the city of Charlesbourg will apply to the Lieutenant-Governor in Council to obtain letters patent repealing the legislative provisions of section 16 of bill 145, assented to on February 4, 1960, and specific to the city of Charlesbourg, more precisely for the following purposes:

1. La cité de Charlesbourg croit avantageux de revenir aux dispositions générales de la Loi des cités et villes, plus précisément celles prévues à l'article 26 de ladite Loi;

1. The city of Charlesbourg believes that it is advantageous to return to the general provisions of the Cities and Towns Act, more precisely to those mentioned in section 26 of the said Act;

2. Les dispositions spéciales prévues à l'article 16 du bill 145 spécifique à la cité de Charlesbourg et sanctionné le 4 février 1960, ne sont plus utiles à la cité de Charlesbourg; la cité de Charlesbourg demande donc l'émission de lettres patentes abrogeant les dispositions de l'article 16 du bill 145;

2. The special provisions mentioned in section 16 of bill 145 specific to the city of Charlesbourg and assented to on February 4, 1960, are no longer useful to the city of Charlesbourg; the city of Charlesbourg requests, therefore, that letters patent be issued repealing the provisions of section 16 of bill 145;

Charlesbourg, ce 14 janvier 1969.

Charlesbourg, January 14, 1969.

*Le greffier de la Cité,*

ROSAIRE GODBOUT,

27701-4-4-o

ROSAIRE GODBOUT.

27701-4-4

City Clerk.

**«L'Hôtel-Dieu Saint-Vallier» de Chicoutimi**

**“L'Hôtel-Dieu Saint-Vallier” of Chicoutimi**

Avis est donné que «L'Hôtel-Dieu Saint-Vallier» de Chicoutimi, corps politique et incorporé, ayant son siège social en la cité de Chicoutimi, district de Chicoutimi, s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi modifiant la Loi le constituant en corporation, soit la Loi 48 Victoria, chapitre 43, modifiée par la Loi 1-2 Elizabeth II chapitre 143, pour les fins suivantes:

Notice is hereby given that “L'Hôtel-Dieu Saint-Vallier” of Chicoutimi, a body corporation and politic, duly incorporated according to law, with its head office in the city and district of Chicoutimi, will apply to the National Assembly of Québec at its next session for the adoption of an Act amending its Act of Incorporation, being the Act 48 Victoria Chapter 43, as amended by the Act 1-2 Elizabeth II Chapter 143, for the following purposes:

1. Abroger certaines dispositions périmées de la loi le constituant en corporation;

1. To repeal certain obsolete provisions of its Act of incorporation;

2. Augmenter ses pouvoirs corporatifs;

2. To increase its corporate powers;

3. Changer la Loi le constituant en corporation de façon à ce qu'elle soit en conformité avec la Loi des hôpitaux;

3. To bring its Act of incorporation into conformity with the Hospitals Act;

4. Et à d'autres fins.

4. And for other purposes.

Chicoutimi, ce 20 janvier 1969.

Chicoutimi, January 20, 1969.

*Les procureurs du pétitionnaire,*

FRADETTE, BERGERON, CAIN,

27704-5-4-o LAMARRE, BOUCHARD & WELLS.

LAMARRE, BOUCHARD & WELLS,

27704-5-4-o Attorneys for the Petitioner.

**Spiritual Healing Church**

Avis est, par les présentes, donné que « Spiritual Healing Church », des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, au cours de la prochaine session, pour la passation d'une loi l'autorisant à obtenir et tenir les registres de l'état civil.

Québec, le 15 janvier 1969.

*Les procureurs de la requérante,*  
RIVARD, RIVARD,  
27703-4-4-0 HICKSON & SIROIS.

**Association des Arts Graphiques du Québec inc.**

Avis est par les présentes donné que l'« Association des Arts Graphiques du Québec inc. », corporation légalement constituée, ayant son siège social en les cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de la prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi créant La Corporation Professionnelle des Arts Graphiques du Québec, aux fins de régler l'usage de certains titres afférant à l'exercice des arts graphiques.

Québec, ce 20 janvier 1969.

*Les procureurs de la requérante,*  
27730-5-4-0 BILODEAU, BOILY & POULIN.

**Cité de Grand'Mère**

Avis est par la présente donné que la « Cité de Grand'Mère », s'adressera par requête au lieutenant-gouverneur en conseil de cette province, aux fins d'obtenir des lettres patentes amendant sa charte en remplaçant l'article 5732 des Statuts refondus 1909, remplacé par l'article 48 de la Loi 1 Georges V, chapitre 54, en remplaçant l'article 49 de la Loi 1 Georges V, chapitre 54, en remplaçant l'article 5735 des statuts refondus 1909, remplacé par l'article 50 de la Loi 1 Georges V, chapitre 54 et en remplaçant enfin l'article 51 de la Loi 1 Georges V, chapitre 54 par les articles correspondant de la Loi des cités et villes, statuts refondus du Québec 1964, chapitre 193.

Grand'Mère, ce 22 janvier 1969.

*Les procureurs de la requérante,*  
27750-5-4-0 CHAMPAGNE & LANGLOIS.

**Les Frères des Écoles Chrétiennes de Montréal**

Avis public est par les présentes donné que « Les Frères des Écoles Chrétiennes de Montréal » s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, aux fins suivantes:

Constituer en corporation « Les Frères des Écoles Chrétiennes de Montréal », établir le siège social, définir les personnes qui deviendront membres de la corporation, transmettre à cette corporation les droits, pouvoirs et privilèges de la corporation constituée sous la Loi 39, Victoria, chapitre 80, modifiée par la Loi 1, George VI, chapitre 137, pourvoir à sa régie interne et à sa dissolution, le cas échéant, et pour d'autres fins.

Montréal, le 23<sup>e</sup> jour de janvier 1969.

*Les procureurs de la requérante,*  
27763-5-4-0 LACROIX, VIAU, BÉLANGER, PAGÉ,  
HÉBERT & MAILLOUX.

**Spiritual Healing Church**

Notice is hereby given that "Spiritual Healing Church", of the city and the district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its forthcoming session, for the passing of an act enabling it to obtain and keep registers of civil status.

Québec, January 15, 1969.

RIVARD, RIVARD,  
27703-4-4-0 HICKSON & SIROIS,  
*Attorneys for the petitioner.*

**The Québec Graphic Arts Association Inc.**

Notice is hereby given that "The Québec Graphic Arts Association Inc.", a body politic legally incorporated, having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Québec Legislature at its next session to request the adoption of an act creating The Québec Graphic Arts Professional Corporation, in order to regulate the use of certain titles relating to the practice of the graphic arts.

Québec, this January 20, 1969.

27730-5-4-0 BILODEAU, BOILY & POULIN,  
*Attorneys for the Petitioner.*

**City of Grand'Mère**

Notice is hereby given that the "City of Grand'Mère", will apply, by petition to the Lieutenant-Governor in Council of this Province, in order to obtain letters patent amending its charter by replacing article 5732 of R.S.Q. 1909, replaced by article 48 of Act 1 George V, chapter 54, by replacing article 49 of Act 1 George V, chapter 54, by replacing article 5735 of R.S.Q. 1909, replaced by article 50 of Act 1 George V, chapter 54 and by replacing finally article 51 of Act 1 George V, chapter 54 by corresponding of the Cities and Towns Act, R.S.Q. 1964, chapter 193.

Grand'Mère, January 22, 1969.

27750-5-4-0 CHAMPAGNE & LANGLOIS,  
*Attorneys for the Petitioner.*

**Les Frères des Écoles Chrétiennes de Montréal**

Notice is hereby given that "Les Frères des Écoles Chrétiennes de Montréal" will apply to the Legislature of the Province of Québec, during the next Session, for the adoption of an act for the following purposes:

To incorporate "Les Frères des Écoles Chrétiennes de Montréal", to establish the head office, to define the persons who shall become members of the corporation, the powers, rights and obligations of the corporation, to assign to this new corporation the powers, rights and obligations of the corporation constituted under Act 39, Victoria; chapter 80 modified by Act 1, George VI, chapter 137, to provide for its internal administration and its dissolution, if necessary, and for other purposes.

Montreal, the 23<sup>rd</sup> day of January, 1969.

27763-5-4-0 LACROIX, VIAU, BÉLANGER, PAGÉ,  
HÉBERT & MAILLOUX,  
*Attorneys for the Petitioner.*

**La Corporation des secrétaires municipaux et scolaires du Québec inc.**

Avis est donné par la corporation des secrétaires municipaux et scolaires du Québec Inc. qu'elle s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi constituant en corporation les secrétaires-trésoriers, administrateurs et autres officiers chargés de l'administration des corporations municipales et des commissions scolaires dans le Québec.

*Le secrétaire-trésorier  
de la corporation,*  
HENRI AUGER.

27799-5-4-0

**Les Frères des Écoles Chrétiennes de Longueuil**

Avis public est par les présentes donné que « Les Frères des Écoles Chrétiennes de Longueuil » s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, aux fins suivantes:

Constituer en corporation « Les Frères des Écoles Chrétiennes de Longueuil », établir le siège social, définir les personnes qui deviendront membres de la corporation, transmettre à cette corporation les droits, pouvoirs et privilèges des corporations suivantes, toutes constituées par lettres patentes émises en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies à la date respectivement mentionnée ci-après pour chacune, savoir: « Les Frères des Écoles Chrétiennes de Longueuil » le 18 décembre 1968, « Juvénat Saint-Michel » le 19 mai 1961 et « Collège du Sacré-Coeur de Longueuil » le 24 août 1961, pourvoir à sa régie interne et à sa dissolution, le cas échéant, et pour d'autres fins.

Montréal, ce 27 janvier 1969.

*Les procureurs,*  
LACROIX, VIAU, BÉLANGER,  
PAGÉ, HÉBERT & MAILLOUX.

27854-6-4-0

**La Corporation Professionnelle des Représentants de Commerce Agréés du Québec  
The Professional Corporation of Chartered Commercial Sales Representatives of Québec**

Avis est donné que Delphis Duhamel, de St-Hyacinthe, Gonzague Galarneau, de Québec, Mignonne Côté, de Montréal, André Nadon, de St-Jérôme, Alexandre Vézina, de Sherbrooke, Denis Y. Lafortune, de Longueuil, Maurice D. Pagé, de Montréal, J. Bernard Bonneville, de Montréal, Hertel Beaulieu, de Sherbrooke, Yvon Jacob, de Québec, Maurice Dufour, de Victoriaville, Claude Champoux, du Cap-de-la-Madeleine, Marcel Gendreau, de Granby, Rémi Gélinas, de Rouyn-Noranda, Jacques Messier, de St-Jean et Pierre Renaud, de Joliette s'adresseront à l'Assemblée nationale du Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'un projet de loi les constituant en corporation sous le nom de « La Corporation Professionnelle des Représentants de Commerce Agréés du Québec », en français, et de « The Professional Corporation of Chartered Commercial Sales Representatives of Québec », en anglais.

*Les procureurs des pétitionnaires,*  
PRÉVOST, FLYNN, RIVARD, JACQUES,  
27923-6-4-0 CIMON, LESSARD & LEMAY.

**The Corporation of Municipal and School Secretaries of Québec Inc.**

Notice is given that the Corporation of Municipal and School Secretaries of Québec Inc. will apply to the National Assembly of Québec at its forthcoming session for the passing of an act incorporating the secretary treasurers, administrators and others officers of municipal corporations and school commissions in the Province of Québec.

HENRI AUGER,  
*Secretary Treasurer  
of the corporation.*

27799-5-4-0

**Les Frères des Écoles Chrétiennes de Longueuil**

Notice is hereby given that "Les Frères des Écoles Chrétiennes de Longueuil" will apply to the Legislature of the province of Québec, during the next session, for the adoption of an act for the following purposes:

To incorporate "Les Frères des Écoles Chrétiennes de Longueuil", to establish the head office, to define the persons who shall become members of the corporation, the powers, rights and obligations of the corporation, to assign to this new corporation the powers, rights and obligations of the following corporation, all constituted in virtue of Part III of the Companies Act by letters patent issued on the date hereinafter mentioned for each corporation respectively, to wit: "Les Frères des Écoles Chrétiennes de Longueuil" on December 18, 1858, "Juvénat Saint-Michel" on May 19, 1961 and "Collège du Sacré-Coeur de Longueuil" on August 24, 1961, to provide for its internal administration and its dissolution, if necessary, and for other purposes.

Montreal, January 27th, 1969.

LACROIX, VIAU, BÉLANGER,  
PAGÉ, HÉBERT & MAILLOUX,  
*Attorneys.*

27854-6-4-0

**La Corporation Professionnelle des Représentants de Commerce Agréés du Québec  
The Professional Corporation of Chartered Commercial Sales Representatives of Québec**

Notice is hereby given that Delphis Duhamel, from St. Hyacinthe, Gonzague Galarneau, from Québec, Mignonne Côté, from Montreal, André Nadon, from St. Jérôme, Alexandre Vézina, from Sherbrooke, Denis Y. Lafortune, from Longueuil, Maurice D. Pagé, from Montreal, J. Bernard Bonneville, from Montreal, Hertel Beaulieu, from Sherbrooke, Yvon Jacob, from Québec, Maurice Dufour, from Victoriaville, Claude Champoux, from Cap-de-la-Madeleine, Marcel Gendreau, from Granby, Rémi Gélinas, from Rouyn-Noranda, Jacques Messier, from St. Jean and Pierre Renaud, from Joliette will apply to the National Assembly of Québec at its present session to request the passing of a bill incorporating "La Corporation Professionnelle des Représentants de Commerce Agréés du Québec", in French, and "The Professional Corporation of Chartered Commercial Sales Representatives of Québec", in English.

PRÉVOST, FLYNN, RIVARD, JACQUES,  
CIMON, LESSARD & LEMAY,  
27923-6-4-0 *Attorneys for the petitioners.*

**Décès et succession de Léonard Julien**

Dame Armandine Boudreau-Julien, de la ville de Baie Comeau, district de Hauterive, s'adressera à la Législature de Québec, au cours de la prochaine session, pour l'adoption d'une loi concernant le décès et la succession de Léonard Julien.

Québec, le 23 janvier 1969.

*Les procureurs de la requérante,*

RIVARD, RIVARD, HICKSON

27764-5-4-o

& SIROIS.

**L'Association des Architectes de la province de Québec**

Avis est donné que « L'Association des Architectes de la province de Québec » s'adressera à l'Assemblée nationale du Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi modifiant la Loi des architectes (Statuts refondus 1964, chapitre 261), aux fins suivantes:

1<sup>o</sup> abroger ou mettre à jour certaines dispositions désuètes de cette loi;

2<sup>o</sup> en améliorer l'efficacité, en harmonie avec la législation régissant actuellement les corporations professionnelles, plus particulièrement en ce qui a trait au tarif d'honoraires des architectes, à l'exercice illégal de la profession d'architecte, à l'exercice de la juridiction disciplinaire du conseil et à l'utilisation pour certains travaux d'architecture de plans et devis ne portant pas la signature d'un architecte:

et à diverses autres fins.

Montréal, le 27 janvier, 1969.

*Le procureur de la requérante,*

MARC BRIÈRE.

27853-6-4-o

**Corporation des Horlogers-Bijoutiers de la Province de Québec**

Avis est par les présentes donné, que la « Corporation des Horlogers-Bijoutiers de la Province de Québec » s'adressera à l'Assemblée Nationale de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi modifiant sa loi constitutive 15-16, George VI, chapitre 115, aux fins de modifier son nom corporatif, de créer des catégories de membres et d'émettre des certificats en conséquence, de réserver l'usage exclusif des titres et initiales de maître bijoutier et de maître horloger.

*Les procureurs de la requérante,*

DÉSILETS, GRONDIN, LEBEL,

27891-6-4-o

MORIN & BILODEAU.

**Les Apôtres de l'Amour Infini**

Avis public est, par les présentes, donné que Père Jean de la Trinité, o.d.m., civilement Jean Gaston Tremblay, Père Jean-Marie du Sacré-Coeur, o.d.m., civilement Maxime Brunet, Père Gabriel de l'Annonciation, o.d.m., civilement René Surprenant, Père Gilles Pelchat, Père Léonard Blais, Père Jérôme Lavallée, Père Sylvio Salvas, Père Claude Thouvenin, tous résidant dans la province de Québec, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi les constituant en corporation ecclésiastique sous le nom « Les Apôtres de l'Amour Infini », avec tous les pouvoirs généraux et spéciaux nécessaires pour permettre à ses membres de poursuivre leurs fins dans les domaines de la religion, de la charité et de l'éducation.

Montréal, le 31 janvier 1969.

*Les procureurs des pétitionnaires,*

DUGUAY & SALOIS.

27927-6-4-o

**Léonard Julien's Death and Estate**

Notice is hereby given that Dame Armandine Boudreau-Julien, of the town of Baie Comeau, in the judicial district of Hauterive, will apply to the Legislature of the Province of Québec for the passing of an Act respecting the death and estate of Léonard Julien.

Québec City, January 23, 1969.

RIVARD, RIVARD, HICKSON

& SIROIS,

27764-5-4-o

*Attorneys for the petitioner.*

**Province of Québec Association of Architects**

Notice is hereby given that the "Province of Québec Association of Architects" will apply to the National Assembly of Québec at its next session to request the passing of a law amending the Architects Act (Revised Statutes, 1964, chapter 261), for the following purposes:

1. to repeal or to bring up-to-date various obsolete provisions of this Act;

2. to improve the effectiveness thereof, in keeping with the actual legislation governing professional corporations, more particularly in connection with the tariff of fees of architects, the illegal practice of the profession of architect, the practice of the disciplinary jurisdiction of the counsel and the utilization, for certain works of architecture, of plans and specifications which are not signed by an architect;

and for various other purposes.

Montreal, January 27th, 1969.

MARC BRIÈRE,

27853-6-4-o

*Attorney for the petitioner.*

**The Corporation of the Watchmakers Jewellers of the Province of Québec**

Notice is given that "The Corporation of the Watchmakers Jewellers of the Province of Québec" will apply to the National Assembly of the province of Québec, at the next session, to obtain a law modifying its constitutive law 15-16 George VI, chapter 115, in order to modify its corporate name, create categories of members and emit some certificates accordingly, and reserve the exclusive use of titles and initials of master jeweller and master watchmaker.

DÉSILETS, GRONDIN, LEBEL,

MORIN & BILODEAU,

27891-6-4-o

*Attorneys for the petitioner.*

**The Apostles of the Infinite Love**

Public notice is hereby given that Father Jean de la Trinité, o.d.m., born Jean Gaston Tremblay, Father Jean-Marie du Sacré-Coeur, o.d.m., born Maxime Brunet, Father Gabriel de l'Annonciation, born René Surprenant, Father Gilles Pelchat, Father Léonard Blais, Father Jérôme Lavallée, Father Sylvio Salvas, Father Claude Thouvenin, will apply to the Legislature of the province of Québec, at its present session, for the adoption of an act constituting them in ecclesiastical corporation under the name "The Apostles of the Infinite Love", with the general and special powers necessary to enable its members to pursue their purposes in the fields of religion, charity and education.

Montreal, January 31, 1969.

DUGUAY & SALOIS,

27927-6-4-o

*Attorneys for petitioners.*

**La Corporation des huissiers du district de Montréal**

Avis public est, par les présentes, donné que « La Corporation des huissiers du district de Montréal » s'adressera à l'Assemblée nationale du Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi pour les fins suivantes:

Reviser et amender la loi revisant la Loi constituant la Corporation des huissiers du district de Montréal, sanctionnée le 26 mars 1902.

Montréal, ce 31 janvier 1969.

*Le secrétaire de la Corporation,*  
27922-6-4-0 MARCEL MARC.

**Cité de Sillery**

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la « Cité de Sillery » s'adressera à la législature, lors de la présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi II George VI, chapitre 90, et ses amendements, aux fins suivantes:

Porter à onze pour cent (11%) du coût de la construction d'une extension des services d'aqueduc et d'égout la taxe imposée en vertu de l'article 441-A, ajouté à l'article 441 de la Loi des cités et villes pour la cité de Sillery.

Sillery, le 29 janvier 1969.

*Le procureur de la requérante,*  
27928-6-4-0 JEAN MARQUIS, C.R.

**Ville de Saint-Laurent**

Avis public est par les présentes donné que la « ville de Saint-Laurent » s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi pour les fins suivantes:

- 1° Modifier l'année d'imposition des taxes scolaires;
- 2° Revenir aux dispositions de la Loi des Cités et Villes quant aux modifications à faire au rôle d'évaluation après son homologation;
- 3° Permettre que les inscriptions au rôle d'évaluation soient faites par l'estimateur;
- 4° Et pour d'autres fins.

*Le procureur de la requérante,*  
28034-7-2-0 PIERRE VIAU, avocat.

**L'Association des Puisatiers de la Province de Québec**

Avis est par les présentes donné que l'« Association des Puisatiers de la Province de Québec Inc. », corporation légalement constituée, ayant son siège social à Drummondville, s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec, au cours de la prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi créant l'« Association des Puisatiers du Québec — Québec Well Drillers Association », aux fins de réglementer leur association et l'usage de certains titres afférant à l'exercice de leur métier.

Montmagny, ce 5 février 1969.

*Les procureurs de la requérante,*  
27955-7-2-0 PAUL DOLAN ET YVON MERCIER.

**Ville de Québec**

Nous donnons avis public que la ville de Québec s'adresse à la Législature, à sa présente session, pour demander d'amender la loi qui la régit concernant la préparation et la revision des listes électorales, la tenue des élections; pour déterminer comment doivent être désignés les chefs des différents services municipaux et autoriser le Maire à leur nommer un remplaçant temporaire

**Corporation of the bailiffs of the district of Montreal**

Public notice is hereby given that the "Corporation of the bailiffs of the district of Montreal" will apply to the National Assembly of Québec, at its next session, to request the passing of a law for the following purposes:

To revise and amend the law reviewing the Act incorporating the Corporation of the bailiffs of the district of Montreal, assented to on March 26, 1902.

Montreal, January 31, 1969.

*Secretary of the Corporation.*  
27922-6-4 MARCEL MARC.

**City of Sillery**

Public notice is hereby given that the corporation of the City of Sillery will apply to the Legislature, at its present session, for the adoption of an act amending its charter, Act II George VI, chapter 90 and amendments, for the following purposes:

To increase to eleven per cent (11%) of the building cost of an extension of aqueduct and sewers services the tax levied pursuant to section 441-A, added to section 441 of the Cities and Towns Act for the City of Sillery."

Sillery, January 29, 1969.

*Attorney for the applicant.*  
27928-6-4 JACQUES MARQUIS, Q.C.

**Town of Saint-Laurent**

Public notice is hereby given that the "Town of Saint-Laurent" will apply to the National Assembly of Québec, at its next session, to request the passing of a law for the following purposes:

1. To change the school tax assessment year;
2. To return to the provisions of the Cities and Towns Act to amend the valuation roll after it is homologated;
3. To allow the inscriptions on the valuation roll to be made by an estimator;
4. And for other purposes.

*Attorney for the applicant.*  
28034-7-2 PIERRE VIAU, advocate.

**L'Association des Puisatiers de la Province de Québec**

Notice is hereby given that "The Québec Well Drillers' Association Inc.", a body politic legally incorporated, having its head office in Drummondville, will apply to the National Assembly of Québec at its next session to request the adoption of an act creating "L'Association des Puisatiers du Québec — Québec Well Drillers Association", in order to regulate their association and the use of certain titles relating to the practice of their works.

Montmagny, on February 5, 1969.

*Attorneys for the Petitioner.*  
27955-7-2-0 PAUL DOLAN AND YVON MERCIER.

**City of Québec**

Public notice is hereby given that the City of Québec applies to the Legislature, in its actual session, to ask permission to amend the law concerning the preparation and revision of the electoral lists, and holding of the elections; to determine how shall be designated the directors of the various municipal services and authorize the Mayor to appoint a temporary substitute

orsqu'ils sont absents; pour fixer la manière dont doivent être rédigés et signés les procès-verbaux du Comité Exécutif et du Conseil; pour permettre au Comité Exécutif d'autoriser des transferts de fonds pour des crédits déjà votés par le Conseil; pour accorder à la Ville, tout comme aux contribuables, le droit d'en appeler des décisions rendues par le bureau de revision; pour exempter des taxes scolaires les immeubles dont la Ville est propriétaire et qui ont été loués; pour déterminer comment doivent être signés les bons du trésor, chèques et obligations ou « débentures » émis par la Ville; pour modifier la loi concernant la construction et l'entretien des trottoirs permanents; pour fixer le mode de destitution des juges municipaux et le rendre conforme à la loi des tribunaux judiciaires; pour fixer à 70 ans l'âge de retraite des juges municipaux; pour décréter que la loi des convictions sommaires s'applique devant la Cour municipale, sauf lorsqu'il y a incompatibilité avec quelques dispositions de sa charte, et sauf aussi les cas régis par des dispositions spéciales; pour modifier la loi spéciale déjà adoptée au sujet des ruelles appartenant à la compagnie Montcalm Land Co. Ltd. dans le district électoral numéro 1; pour autoriser la Ville à exiger un horaire n'excédant pas \$25 pour l'incorporation de tout club ou association constituée en vertu de la Loi des clubs de récréation ou de la Loi des sociétés nationales de bienfaisance; pour autoriser la Ville à consolider, s'il y a lieu, des déficits budgétaires de l'exercice financier 1969-70; pour rendre non imposable l'usine de filtration et ses dépendances dans la municipalité où elles sont situées; pour attribuer à la Ville la propriété de certains immeubles décrits comme étant des ruelles, encore enregistés au nom de Nor-Mount Realty Co. Limited; pour autoriser la Ville à adopter comme son règlement de construction le Code National du Bâtiment, et à adopter pour son territoire les modifications qu'elle jugera à propos; pour demander la ratification du contrat intervenu avec Les Soeurs de la Charité de Québec, devant Me Paul Larue, N.P., sous le numéro 3162 de ses minutes; pour autoriser la Ville à enchérir et à acquérir les immeubles situés dans les limites de son territoire, à toute vente faite par le shérif, lorsque des taxes municipales ou scolaires sont dues pour lesdits immeubles; pour demander que le Comité Exécutif soit autorisé à édicter des ordonnances en rapport avec tout règlement à certaines conditions; pour demander l'autorisation d'imposer une taxe spéciale sur tout autobus utilisé dans la ville de Québec pour le transport, moyennant paiement, des voyageurs ou des touristes; pour demander la révocation de la loi 63 Victoria, chapitre 4; pour autoriser la Ville à modifier toute disposition concernant son règlement numéro 777, nonobstant la loi 14-15 George VI, chapitre 70, article 10; pour demander la ratification du contrat intervenu entre la Ville de Québec et Socar Compost Canada Ltée devant Me Paul Larue, N.P., sous le numéro 3508 de ses minutes; pour permettre au Gouvernement français d'ériger sur le chemin St-Louis un édifice destiné à être occupé par les bureaux du Consulat Français à Québec; pour permettre à la Ville et régler, moyennant paiement d'une licence, l'exploitation de cafés-terrasses sur la propriété publique de la Ville et à fixer toutes autres conditions de cette exploitation; pour éliminer tout doute quant au titre consenti à Place St-Cyrille Limitée aux immeubles compris dans le rectangle formé par le boulevard St-Cyrille, les rues St-Augustin, St-Joachim et St-Eustache; pour autoriser la Ville à

when they shall be absent; to determine how shall be drafted and signed the minutes of the Executive Committee and the Council; to allow the Executive Committee permission to authorize the assignment of funds for credits already voted by the council; to allow the city and each taxpayer the right to appeal from decisions rendered by the revision bureau; to exempt from school taxes properties belonging to the City and that were rented; to determine how shall be signed treasury-bonds, cheques and bonds or "debentures" issued by the City; to modify the law concerning the construction and maintenance of permanent sidewalks; to determine the rule to dismiss municipal judges in accordance with the Courts of Justice Act; to fix at 70 years of age the pension of municipal judges; to enact that the summary convictions Act be applied before the Municipal Court, except when there is incompatibility with certain dispositions of its charter and except also in cases governed by special provisions; to modify a special law already adopted concerning lanes belonging to Montcalm Land Co. Ltd. in the electoral district number 1; to authorize the City to require a fee not exceeding \$25 for the incorporation of every club or association in virtue of the recreation club Act or the national benevolent society Act; to authorize the City to consolidate, if any, budgetary deficits of the fiscal year 1969-70; to enact as non taxable the filtration plant and its appurtenances in the municipality where there are located; to attribute to the City the property of certain real estates described as being lanes, yet registered in the name of Nor-Mount Realty Co. Limited; to authorize the City to adopt as its construction by-law, the National Building Code, and to adopt for its territory any modification deemed necessary; to ask the confirmation of the contract intervenued with Les Soeurs de la Charité de Québec before Me Paul Larue, P.N., under number 3162 of his minutes; to authorize the City to bid and to acquire immovables located in the limits of its territory, at any sale made by the sheriff, when municipal or school taxes are due on the said immovables; to ask that the Executive Committee be authorized to enact regulations in connection with any by-law at certain conditions; to ask permission to impose a special tax on every buses in the City of Québec to transport travelers or tourists for payment; to ask the rescinding of the Act 63 Victoria, chapter 4; to authorize the City to modify any provision concerning by-law number 777, notwithstanding the Act 14-15 George VI, chapter 70, section 10; to ask the confirmation of the contract passed between the City of Québec and Socar Compost Canada Ltd. before Me Paul Larue, P.N., under number 3508 of his minutes; to allow permission to the French Government to erect on St. Louis road a building intended to be occupied by the offices of the French Consulate in Québec; to allow the City to regulate, after payment of a license, the exploitation of cafeterias on the public property of the City and to fix all other conditions of such exploitation; to rule out any doubt concerning the title given to Place St. Cyrille Limited to immovable located in the rectangular formed by St. Cyrille Boulevard, St. Augustin, St. Joachim and St. Eustache Streets; to authorize the City to establish, set up, and maintain sporting centers and playground, and for these purposes sign any agreements with schoolboard commissions to set up, maintain and improve jointly sporting centers and playgrounds; to enact that the

établir, aménager et maintenir des centres de loisirs et des terrains de jeux et à ces fins conclure des ententes avec les corporations scolaires pour aménager, maintenir et améliorer en commun des centres de loisirs et des terrains de jeux; pour décréter que la canalisation de la rivière St-Charles et l'aménagement des berges de ladite rivière, jusqu'aux limites ouest de la ville de Québec, constituent une entreprise municipale et autoriser la Ville à acquérir à cette fin les immeubles qu'elle jugera utiles à la réalisation de l'entreprise; pour demander l'annexion à la Ville de Québec de certains lots situés dans la ville de Giffard et où des bâtiments doivent être érigés, partie dans la ville de Québec et partie dans la ville de Giffard; et tous autres pouvoirs qui pourraient être dans l'intérêt de la Ville de Québec.  
Québec, le 4 février 1969.

*Le procureur de la Ville de Québec,*  
27973-7-4-0 BENOIT PELLETIER, C.R.

**Succession Alphonse Valiquette**

Avis est, par les présentes, donné que Dames Andrée Valiquette-Humphrey, Simone Valiquette et messieurs Jules Valiquette et Maurice Valiquette s'adresseront à l'Assemblée Nationale du Québec, à sa prochaine session, pour faire adopter une loi décrétant que le surplus des revenus annuels, après que les obligations du testament auront été remplies, soit partagé entre les requérants ou leurs héritiers et que les exécuteurs testamentaires et fiduciaires soient autorisés à ce faire.

Montréal, le 6 février 1969.

*Les procureurs des requérants,*  
MONETTE, FILION, CLERK, MICHAUD,  
27972-7-4-0 BARAKETT ET LEVESQUE.

canalization of the St. Charles River and the planning of the banks of the said river up to the western limits of the City of Québec, is of municipal concern and authorize the City to acquire for that purpose the immovables deemed necessary to the carrying out of such work; to ask the annexation to the City of Québec of certain lots located in the City of Giffard and where buildings shall be erected, partly in the City of Québec and partly in the City of Giffard; and all other authority that could be in the interest of the City of Québec.

Québec, February 4, 1969.

BENOIT PELLETIER, Q.C.,  
27973-7-4-0 Attorney of Québec City.

**Estate Alphonse Valiquette**

Notice is hereby given that Dames Andrée Valiquette-Humphrey, Simone Valiquette and Messrs. Jules Valiquette and Maurice Valiquette will request the National Assembly of Québec, at its next session, to adopt an Act enacting that the surplus of the annual revenues, after the fulfilment of all the obligations mentioned in the will, be divided between the petitioners and their heirs and that the testamentary executors and fiduciaries be authorized so to do.

Montreal, February 6, 1969.

MONETTE, FILION, CLERK, MICHAUD,  
27972-7-4-0 BARAKETT AND LEVESQUE,  
Attorneys for the Petitioners.

**Bill — Assemblée législative**

**Avis de l'Assemblée nationale**

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés chez le secrétaire du comité des bills privés avant le 4 février 1969 et présentés avant le 18 mars 1969, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 7 mars 1969 et reçues avant le 12 mars 1969, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 1er avril 1969.

Québec, le 15 janvier 1969.

*Le secrétaire associé de  
l'Assemblée nationale,*  
27691-4-5-0 RENÉ BLONDIN.

**Bill — Legislative Assembly**

**Notice of the National Assembly**

Concerning private bills which shall be introduced during the coming session.

According to standing orders, private bills shall be deposited with the Secretary of the Private Bills Committee before February 4, 1969, and introduced before March 18, 1969, petitions for private bills shall be presented before March 7, 1969, and received before March 12, 1969, and reports from select committees charged with the examination of private bills must be received before April 1, 1969.

Québec, January 15, 1969.

RENÉ BLONDIN,  
27691-4-5-0 Secretary Associate of the  
National Assembly.

**Arrêtés en Conseil**

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 212

Québec, le 29 janvier 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les indemnités payables aux témoins assignés devant les cours de juridictions civile, pénale et criminelles.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 321 du nouveau Code de procédure civile, (13-14 Elizabeth II, chapitre 80), tel qu'amendé par l'article 3

**Orders in Council**

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 212

Québec, January 29, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING indemnities payable to witnesses summoned to appear before courts of civil, penal and criminal jurisdictions.

WHEREAS pursuant to section 321 of the new Code of Civil Procedure, (13-14 Elizabeth II, chapter 80), as amended by section 3 of chapter

du chapitre 84 de la Loi de 1968, le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir un tarif concernant l'indemnité payable aux témoins en matière civile;

ATTENDU qu'en vertu de la Loi du paiement des témoins de la Couronne, (Statuts refondus 1964, chapitre 33, article 2), le Lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements pour déterminer l'indemnité payable aux témoins en matière pénale et criminelle;

ATTENDU qu'il y a lieu, en conséquence, d'établir un règlement concernant l'indemnité payable aux témoins tant en matière civile qu'en matière pénale et en matière criminelle.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre de la Justice:

QUE les dispositions actuelles et les arrêtés en conseil déjà adoptés au sujet des indemnités payables aux témoins tant en matière civile qu'en matière pénale et criminelle soient abrogés par le règlement annexé aux présentes;

QUE le règlement ci-annexé concernant les indemnités payables aux témoins tant en matière civile qu'en matière pénale et criminelle soit adopté et mis en vigueur dans chacun des districts judiciaires de la province;

QUE le présent arrêté en conseil et le règlement ci-annexé entrent en vigueur, à compter du 1<sup>er</sup> mars 1969, et soient publiés dans la *Gazette officielle du Québec*.

Copie conforme.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
JACQUES PRÉMONT.

Règlement déterminant les indemnités payables aux témoins assignés devant les cours de juridictions civile, pénale et criminelle, en vertu de l'article 321 (amendé) du Code de Procédure Civile, chapitre 80, 13-14 Elizabeth II, et de la Loi du paiement des témoins de la Couronne, chapitre 33, Statuts refondus du Québec, 1964.

#### *Définition*

1<sup>o</sup> Le mot « témoin » signifie toute personne assignée à comparaître devant une cour de juridictions civile, pénale ou criminelle, pour y rendre témoignage conformément à la loi.

#### *Indemnités et allocations*

##### *2<sup>o</sup> Indemnité pour perte de temps:*

a) L'Indemnité payable à un témoin est établie à \$10 par journée d'absence nécessaire de son domicile. Cette indemnité est toutefois réduite à \$5 lorsque la durée de l'absence nécessaire du domicile ne dépasse pas cinq (5) heures.

b) Un témoin reconnu et déclaré expert par le tribunal a droit à une indemnité de \$20 par journée d'absence nécessaire de son domicile. Cette indemnité est toutefois réduite à \$10 lorsque la durée de l'absence du domicile ne dépasse pas cinq (5) heures.

Sur demande expresse d'un témoin expert, et pour des raisons exceptionnelles, le Procureur Général dans le cas d'un témoin de la Couronne, et le tribunal dans les autres cas, pourront augmenter l'indemnité dudit témoin. Une telle augmentation ne sera pas taxable contre la partie adverse.

c) Cette indemnité ne sera pas versée aux témoins qui, en vertu de lois, arrêtés ministériels, contrats, ententes ou conventions collectives, ne subissent pas de perte de gain, comme conséquence de leur assignation comme témoins.

84 of the Act of 1968, the Lieutenant-Governor in Council may establish a tariff concerning the indemnity payable to witnesses in civil matters;

WHEREAS pursuant to the Crown Witnesses Payment Act, (Revised Statutes, 1964, chapter 33, section 2), the Lieutenant-Governor in Council may adopt regulations determining the indemnity payable to witnesses in penal and criminal matters;

WHEREAS it is expedient, therefore, to establish a regulation concerning the indemnity payable to witnesses in civil, penal and criminal matters.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Justice:

THAT present provisions and Orders in Council already adopted concerning indemnities payable to witnesses in civil, penal and criminal matters be repealed by the regulation annexed hereto;

THAT the regulation annexed hereto concerning indemnities payable to witnesses in civil, penal and criminal matters be adopted and enforced in each of the Province's judicial districts.

THAT this Order in Council and the regulation annexed hereto enter into force, from and after March 1, 1969, and that they be published in the *Québec Official Gazette*.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,  
*Clk of the Executive Council.*

Regulation determining indemnities payable to witnesses summoned to appear before courts of civil, penal and criminal jurisdictions, pursuant to section 321 (amended) of the Code of Civil Procedure, chapter 80, 13-14 Elizabeth II, and to the Crown Witnesses Payment Act, chapter 33, Revised Statutes of Québec, 1964.

#### *Définition*

1. The word "witness" means any person summoned to appear before a court of civil, penal or criminal jurisdictions, to testify therein pursuant to law.

#### *Indemnities and allowances*

##### *2. Indemnity for loss of time:*

(a) The indemnity payable to a witness is set at \$10 per necessary day of absence from his home. However, such indemnity is reduced to \$5 when the duration of the necessary leave of absence from his home does not exceed five (5) hours.

(b) A witness recognized and declared an expert by the court is entitled to an indemnity of \$20 per necessary day of absence from his home. However, such indemnity is reduced to \$10 when the duration of absence from his home does not exceed five (5) hours.

On express request of an expert witness, and for exceptional reasons, the Attorney General in the case of a Crown witness, and the Court in other cases, may increase the indemnity of the said witness. Such increase will not be taxable against the opposing party.

(c) Such indemnity will not be paid to witnesses who, pursuant to acts, orders in council, contracts, understandings or collective agreements, do not suffer a loss of wages as a result of their being summoned to appear as witnesses.

Cette indemnité ne sera pas versée aux témoins pour une journée d'absence nécessaire de leur domicile tombant un jour non juridique, sauf si cette absence entraîne une perte de gain.

Cette indemnité ne sera pas versée aux personnes ci-après désignées lorsqu'elles sont appelées, par l'exercice de leur fonction, à rendre témoignage dans une cause:

- 1) Membres de la Sûreté du Québec;
- 2) Membres de la Gendarmerie Royale du Canada;
- 3) Membres d'un corps de police municipal;
- 4) Constables spéciaux à l'emploi des compagnies de chemins de fer ou autres compagnies;
- 5) Tout autre constable spécial ou agent de la paix recevant un salaire comme tel.

3° Allocation pour les repas:

Sujet aux montants maxima et aux conditions qui suivent, le témoin a droit, sans pièce justificative, aux frais réels de repas encourus par suite de sa présence en cour:

Déjeuner .....	\$1.25
Dîner: lorsque la période d'absence nécessaire du domicile se prolonge au-delà de 13 heures .....	2.75
Souper: lorsque la période d'absence nécessaire du domicile se prolonge au-delà de 19 heures .....	3.00

4° Allocation pour le coucher:

a) Dans un établissement hôtelier, le témoin a droit, sur production de pièces justificatives, à ses frais de coucher jusqu'à concurrence de \$12 par soir, excluant taxe.

b) En l'absence de pièces justificatives, ou lorsque les frais de coucher n'ont pas été encourus dans un établissement hôtelier, le montant de l'allocation est limité aux frais réels encourus jusqu'à concurrence de \$4.

5° Allocation pour les frais de transport:

Le témoin a droit au remboursement de ses frais réels de transport (par train, autobus, avion, automobile, etc.) selon le mode le plus économique, compte tenu de l'ensemble des frais et indemnités prévus au présent tarif.

L'allocation de déplacement par automobile est fixée à \$0.10 par mille nécessairement parcouru.

6° Le témoin qui doit comparaître plusieurs jours dans une cause et dont le domicile est éloigné du palais de justice, est libre de voyager ou non. Cependant, les indemnités et allocations à verser dans un tel cas, doivent toujours être calculées comme si le témoin avait pris l'option la moins coûteuse.

7° Le présent règlement s'applique également aux personnes assignées à comparaître comme témoins dans une cause entendue en Cour de Bien-Être Social.

8° Les personnes suivantes appelées comme témoins ne doivent pas être taxées:

- a) les officiers de justice et les officiers publics, sous le contrôle du gouvernement du Québec, ayant leur bureau dans le palais de justice ou au chef-lieu.
- b) les députés de ces officiers, ainsi que les employés sous leur contrôle.
- c) les membres du personnel de la prison située au chef-lieu.
- d) toute personne détenue en prison ou sous garde.
- e) toute personne, même celle assignée comme témoin, obligée de comparaître à la même date comme accusée.

Such indemnity will not be paid to witnesses for a necessary day of absence from their home should such day fall on a non-judicial day, unless said absence entails a loss in wages.

Such indemnity will not be paid to those persons hereinafter designated when they are summoned, in the exercising of their duties, to testify in a case:

- (1) Members of the Québec Provincial Police Force;
- (2) Members of the Royal Canadian Mounted Police;
- (3) Members of a municipal police force;
- (4) Special constables in the employ of railway companies or other companies;
- (5) Any other special constable or officer of the peace being paid as such.

3. Allowance for meals:

Subject to the following maximum amounts and conditions, the witness is entitled to, without supporting documents, the true cost of meals incurred by his presence in court:

Breakfast .....	\$1.25
Lunch: if the period of necessary absence from his home extends beyond 13 hours .....	2.75
Supper: if the period of necessary absence from his home extends beyond 19 hours .....	3.00

4. Allowance for lodging:

(a) In a hotel, the witness is entitled to, upon producing supporting documents, his lodging expenses up to \$12 per night, excluding tax.

(b) In the absence of supporting documents, or when lodging expenses were not incurred in a hotel, the amount of the allowance is limited to the true expenses incurred up to \$4.

5. Allowance for transportation:

The witness is entitled to be reimbursed the real costs of his transportation (by train, autobus, plane, automobile, etc.), by the most economic means, taking into account the whole of the costs and indemnities provided for in this tariff.

The allowance for automobile travel is fixed at \$0.10 per mile travelled out of necessity.

6. A witness who must appear several days in a case, and whose home is at a distance from the court house, is free to travel or not. However, indemnities and allowances to be paid in such a case must always be calculated as if the witness had taken the less costly option.

7. This regulation also applies to persons summoned to appear as witnesses in a case heard in the Social Welfare Court.

8. The following persons called as witnesses shall not be taxed:

- (a) court officers and public officers under the control of the Québec Government, and having their office in the court house or county seat.
- (b) the deputies of said officers, as well as employees under their control.
- (c) the members of the prison staff situated at the county seat.
- (d) any person held in prison or under detention.
- (e) any person, even one summoned as witness, who is obliged to appear as an accused on the same day.

9° Les indemnités et allocations aux témoins de la Couronne sont payées par le ministère de la Justice, en vertu des dispositions de la loi du paiement des témoins de la Couronne. Pour les fins de l'application de cette loi, les mots « témoins de la Couronne » signifient tout témoin assigné par la poursuite:

a) lors d'une pré-enquête ou d'une enquête préliminaire, lorsque celles-ci sont conduites sur l'instance de la Couronne aux droits du Canada ou aux droits de la province de Québec;

b) lors de l'audition d'une cause prise sous l'autorité de la partie XXIV du nouveau Code criminel lorsque la poursuite est prise par la Couronne aux droits de la province de Québec et que la province est appelée à payer les témoins de la Couronne;

c) lors de l'audition d'une cause prise sous l'autorité de la Loi des poursuites sommaires de Québec (S.R.Q. 1964, ch. 35) lorsque la poursuite est conduite à la charge de la Couronne aux droits de la province de Québec;

d) au cours d'un procès devant un magistrat sans jury;

e) au cours d'un procès devant un juge sans jury;

f) au cours d'un procès devant la Cour du Banc de la Reine, juridiction criminelle;

g) au cours d'un procès devant la Cour de Bien-Être Social institué en vertu de la Loi des jeunes délinquants et de toute enquête tenue en vertu de l'article 15 de la Loi de Protection de la Jeunesse.

10° Le membre de la Sûreté du Québec qui comparait comme témoin de la Couronne, doit être taxé conformément aux dispositions du présent règlement, mais le montant de sa taxe ne doit pas lui être payé par le shérif.

Dans le cas de perception de cette taxe par le greffier, celui-ci se conformera aux directives du Procureur Général concernant le mode de disposer de la totalité du montant perçu.

11° La partie condamnée à payer les frais ne sera pas tenue de payer d'autres frais de témoins que ceux taxés en vertu du présent règlement.

12° Dans les cas de poursuite sommaire, tel que prévu à l'article 744 du Code Criminel du Canada, le témoin devra être taxé suivant les barèmes présentés au présent règlement, mais l'accusé ne sera pas obligé de payer des montants supérieurs à ceux fixés par ledit article 744.

13° Les officiers de justice, ayant autorité pour taxer les témoins, devront se conformer aux directives que le ministre de la Justice jugera à propos de leur donner, en vue d'uniformiser l'application du présent règlement.  
28008-o

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 211

Québec, 29 janvier 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le tarif prévu par la Loi des coroners.

ATTENDU QUE la Loi des coroners, (16 Elizabeth II, 1967, chapitre 19, article 7), autorise le Lieutenant-gouverneur en conseil à établir un tarif pour l'application de cette loi.

9. Indemnities and allowances to Crown witnesses are paid by the Department of Justice, pursuant to the provisions of the Crown Witnesses Payment Act. For the purposes of the application of this Act, the words "Crown witnesses" mean any witness summoned by the prosecution:

(a) for a pre-inquiry or a preliminary inquiry when they are held at the instance of the Crown within the rights of Canada or of the Province of Québec;

(b) for the hearing of a case taken under Part XXIV of the new Criminal Code when the prosecution is in the hands of the Crown within the rights of the Province of Québec, and that the Province is called upon to pay the Crown witnesses;

(c) for the hearing of a case taken under the Summary Convictions Act of Québec (R.S.Q. 1964, chapter 35) when the prosecution is dependent on the Crown within the rights of the Province of Québec;

(d) during a trial before a magistrate without jury;

(e) during a trial before a judge without jury;

(f) during a trial before the Court of Queen's Bench, Crown side;

(g) during a trial before the Social Welfare Court instituted under the Young Delinquents Act and any inquiry held under section 15 of the Youth Protection Act.

10. A member of the Québec Provincial Police Force who appears as a Crown witness shall be taxed pursuant to the provisions of this regulation, but the amount of his taxation shall not be paid by the sheriff.

In the case of the collecting of this taxation by the Clerk, the latter shall comply with the directives of the Attorney General concerning the means of disposing of the whole of the amount received.

11. The party ordered to pay the expenses shall not be obliged to pay the expenses of witnesses other than those taxed under this regulation.

12. In the case of summary proceedings, as contemplated in section 744 of the Criminal Code of Canada, the witness shall be taxed in accordance with the schedule presented in this regulation, but the accused shall not be obliged to pay amounts higher than those fixed by said section 744.

13. Officers of justice, having the authority to tax witnesses, shall conform to the directives which the Minister of Justice will deem expedient to give them, in order to render the application of this regulation uniform.  
28008-o

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 211

Québec, January 29, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the tariff contemplated by the Coroners Act.

WHEREAS the Coroners Act, (16 Elizabeth II, 1967, chapter 19, section 7), authorizes the Lieutenant-Governor in Council to establish a tariff for the application of this Act.

ATTENDU QUE par l'arrêté en conseil numéro 1978, du 21 juillet 1967, un tarif avait déjà été établi à cette fin.

ATTENDU QU'il y a lieu d'abroger ce tarif ainsi que l'arrêté en conseil plus haut cité.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre de la justice;

QU'à compter du 1er mars 1969 les honoraires, indemnités, déboursés et autres frais pour la tenue d'une enquête ou d'une recherche soient fixés par le tarif ci-joint.

QUE l'arrêté en conseil numéro 1978, du 21 juillet 1967, ainsi que le tarif mentionné dans cet arrêté en conseil soient abrogés à compter du 1er mars 1969.

QUE le présent arrêté en conseil soit publié dans la Gazette officielle du Québec.

Copie conforme.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
JACQUES PRÉMONT.

TARIF PRÉVU PAR LA LOI DES CORONERS

À compter du 1er mars 1969, les honoraires, indemnités, déboursés et autres frais qui peuvent être accordés pour la tenue d'une enquête ou d'une recherche sont fixés par le tarif suivant:

1. Honoraires et frais

a) À la personne qui donne l'avis du décès au coroner, les dépenses réelles. Le coroner peut exiger que le montant de ces dépenses soit établi sous serment.

b) Aux coroners pour enquête complète et rapport: \$25.00.

c) Aux coroners pour recherches afin de savoir s'il y a lieu de tenir une enquête régulière quand cette enquête n'est pas tenue: \$15.00.

d) Aux coroners, si le travail requis pour les fins des paragraphes « b » et « c » ci-dessus a duré plus d'une heure, pour chaque heure additionnelle: \$15.00.

e) À un médecin pour un examen externe et rapport écrit: \$10.00.

f) À un médecin pour un examen interne (autopsie) et rapport écrit: \$50.00.

g) À l'assistant lors d'une autopsie: \$15.00.

h) À un médecin ou à toute autre personne compétente, pour analyse chimique comprenant toutes les analyses faites sur le même cadavre ou sur des parties quelconques de ce cadavre: \$25.00.

i) Pour le transport du cadavre:

i) à Montréal: \$18.00

ii) à Québec: \$18.00

iii) ailleurs: \$ 7.50

iv) une compensation de \$0.30 du mille parcouru en dehors des limites de la municipalité où la morgue est localisée est également allouée.

j) Toutes dépenses raisonnables pour le loyer d'un local pour y tenir l'enquête ou l'autopsie, la garde du cadavre et autres dépenses imprévues mais nécessaires, peuvent être accordées par le coroner, ces dépenses ne devant pas excéder les montants ci-après mentionnés dans les cas suivants:

i) pour le prix du loyer d'une salle d'enquête, par jour: \$10.00

ii) pour le prix du loyer d'une salle d'autopsie, par jour: \$10.00

iii) pour la garde du cadavre, par jour: \$5.00

iv) aucune compensation pour le loyer ne peut être payée quand l'enquête est tenue dans la demeure du défunt ou dans un immeuble qui lui appartenait.

WHEREAS by Order in Council number 1978, of July 21, 1967, a tariff had already been established for this purpose.

WHEREAS it is expedient to abrogate this tariff as well as the Order in Council hereabove cited.

THEREFORE, IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Justice:

THAT from and after March 1, 1969 the fees, indemnities, disbursements and other costs for the holding of an inquest or investigation be fixed by the tariff joined thereto.

THAT Order in Council number 1978, of July 21, 1967, as well as the tariff mentioned in this Order in Council be abrogated from and after March 1, 1969.

THAT the present Order in Council be published in the Québec Official Gazette.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,  
Clerk of the Executive Council.

TARIFF CONTEMPLATED BY THE CORONERS ACT

From and after March 1, 1969, the fees, indemnities, disbursements and other costs which may be granted for the holding of an inquest or investigation are fixed by the following tariff:

1. Fees and costs

(a) To the person who informs the coroner of a death, real expenses. The coroner may require that the amount of these expenses be established under oath.

(b) To coroners for a complete inquest and return: \$25.00.

(c) To coroners for investigations to learn if it is expedient that a regular inquest be held, when said inquest is not held: \$15.00.

(d) To coroners, if the work required for the purposes of above-mentioned paragraphs "b" and "c" lasted more than one hour, each additional hour: \$15.00.

(e) To a physician for an external examination and written return: \$10.00.

(f) To a physician for an internal examination (autopsy) and written return: \$50.00.

(g) To the assistant at an autopsy: \$15.00.

(h) To a physician or any competent person, for chemical analysis including all analyses made on the same body or on specific parts thereof: \$25.00.

(i) For the transportation of a body:

(i) in Montreal: \$18.00

(ii) in Québec: \$18.00

(iii) elsewhere: \$ 7.50

(iv) an allowance of \$0.30 per mile travelled outside the limits of the municipality wherein the morgue is situated is also allowed.

(j) All reasonable expenses for the rental of premises on which to hold an inquest or autopsy, the care of the body and other unforeseen but necessary expenses, may be granted by the coroner. These expenses shall not exceed the amounts hereinafter mentioned, in the following cases:

(i) for the rental of an inquest hall, per day: \$10.00

(ii) for the rental of an autopsy hall, per day: \$10.00

(iii) for the care of the body, per day: \$5.00

(iv) no rental allowance shall be paid when the inquest is held in the deceased's home or in an immovable belonging to him.

- k) À la personne qui assigne les témoins:
- i) pour chaque personne assignée ou à qui un subpoena est servi: \$0.50
  - ii) pour tout procès-verbal d'absence, portes closes, rébellion à l'assignation ou à la signification: \$0.50.
- l) À un secrétaire, par demi-journée de séance: \$5.00.
- m) À un constable, par demi-journée de séance: \$5.00.
- n) À un interprète, par demi-journée de séance: \$10.00.
- o) Aux sténographes:
- i) les sténographes à salaire sont rémunérés suivant le règlement de la Commission de la fonction publique, concernant les sténographes judiciaires;
  - ii) les sténographes à honoraires sont rémunérés sur la base suivante:
 

*pour la prise de notes:* suivant le tarif pour la prise de notes en dehors des heures de travail prévu au règlement de la Commission de la Fonction publique;

*pour la transcription des notes:* suivant le tarif prévu par le règlement de la Commission de la Fonction publique concernant les sténographes judiciaires.
- p) Aux coroners, pour toute copie certifiée de documents autres que les dépositions des témoins: \$1.00.

## 2. Indemnité aux témoins pour perte de temps

a) L'indemnité payable à un témoin est établie à \$10.00 par journée d'absence nécessaire de son domicile. Cette indemnité est toutefois réduite à \$5.00 lorsque la durée de l'absence nécessaire du domicile ne dépasse pas cinq (5) heures.

b) Un témoin expert, c'est-à-dire celui qui, en raison de ses connaissances professionnelles ou scientifiques, est appelé pour donner son opinion sur le résultat probable ou les conséquences de certains faits déjà établis, a droit à une indemnité de \$20.00 par journée d'absence nécessaire de son domicile. Cette indemnité est toutefois réduite à \$10.00 lorsque la durée de l'absence du domicile ne dépasse pas cinq (5) heures.

c) Cette indemnité ne sera pas versée aux témoins qui, en vertu de lois, arrêtés ministériels, contrats, ententes ou conventions collectives, ne subissent pas de perte de gain, par suite de leur présence à une enquête.

d) Cette indemnité ne sera pas versée aux témoins pour une journée d'absence nécessaire de leur domicile tombant un jour non juridique, sauf si cette absence entraîne une perte de gain.

e) Cette indemnité ne sera pas versée aux personnes ci-après désignées lorsqu'elles sont appelées, par l'exercice de leur fonction, à rendre témoignage dans une enquête:

membres de la Sûreté du Québec;  
membres de la Gendarmerie Royale du Canada;

membres d'un corps de police municipal;  
constables spéciaux à l'emploi des compagnies de chemins de fer ou autres compagnies;  
tout autre constable spécial ou agent de la paix recevant un salaire comme tel.

## 3. Allocation pour les repas

Subject aux montants maxima et aux conditions qui suivent, tout témoin, de même que toute autre personne participant à une recherche ou à une enquête, a droit, sans pièces justificatives, aux frais réels de repas encourus par suite de sa présence devant le coroner:

- (k) To the person who summons the witnesses:
- (i) for each person summoned or on whom a subpoena is served: \$0.50
  - (ii) for all minutes of absence, closed doors, rebellion to the summons or service: \$0.50.
- (l) To a secretary, per half day of sitting: \$5.00.

(m) To a constable, per half day of sitting: \$5.00.

(n) To an interpreter per half day of sitting: \$10.00.

(o) To stenographers:

(i) salaried stenographers are paid according to the Civil Service Commission regulation on legal stenographers;

(ii) stenographers working for a fee are paid on the following basis:

*for the taking of notes,* according to the tariff for the taking of notes outside of working hours, provided for in the Civil Service Commission regulation;

*for the transcribing of notes,* according to the tariff provided for in the Civil Service Commission regulation on legal stenographers.

(p) To coroners, for all certified copies of documents other than testimonies of witnesses: \$1.00.

## 2. Indemnity to witnesses for loss of time

(a) The indemnity payable to a witness is established at \$10.00 per day of necessary absence from his home. This indemnity is however reduced to \$5.00 when the duration of the necessary absence from his home does not exceed five (5) hours.

(b) An expert witness, that is, one who, by reason of his professional or scientific knowledge is summoned to give his opinion on the probable result or consequences of certain established facts, has the right to an indemnity of \$20.00 per day of necessary absence from his home. This indemnity is however reduced to \$10.00 when the duration of the absence from his home does not exceed five (5) hours.

(c) This indemnity will not be granted to witnesses who, pursuant to laws, orders in council, contracts, agreements or collective agreements, do not undergo a loss of gain, following their presence at an inquest.

(d) This indemnity will not be granted to witnesses for a day of necessary absence from their home, falling on a non judicial day, save if this absence entails a loss of gain.

(e) This indemnity will not be granted to those hereafter designated when they are called, upon the exercise of their function, to testify at an inquest:

members of the Québec Police;  
members of the Royal Canadian Mounted Police;

members of a corps of municipal police;  
special constables in the employment of railway companies or others;  
any other special constable or peace officer receiving a salary as such.

## 3. Allowment for meals

Subject to the maximum amounts and conditions which follow, any witness, as well as any other person participating in an investigation or inquest, has the right, without justifiable documents, to the real cost of meals incurred following his presence before the coroner:

Déjeuner: \$1.25.

Dinner: lorsque la période d'absence nécessaire du domicile se prolonge au-delà de treize (13) heures: \$2.75.

Supper: lorsque la période d'absence nécessaire du domicile se prolonge au-delà de dix-neuf (19) heures: \$3.00.

4. Allocation pour le coucher

a) Dans un établissement hôtelier, tout témoin, de même que toute autre personne participant à une recherche ou à une enquête, a droit, sur production de pièces justificatives, à ses frais de coucher jusqu'à concurrence de \$12.00 par soir, excluant taxe.

b) En l'absence de pièces justificatives, ou lorsque les frais de coucher n'ont pas été encourus dans un établissement hôtelier, le montant de l'allocation est limité aux frais réels encourus jusqu'à concurrence de \$4.00.

5. Allocation pour frais de transport

a) Un témoin, ou toute autre personne participant à une recherche ou à une enquête, a droit au remboursement de ses frais réels de transport (par train, autobus, avion, automobile, etc.) selon le mode le plus économique, compte tenu de l'ensemble des frais et indemnités prévus au présent tarif.

b) Pour tout témoin, l'allocation de déplacement par automobile est fixée à \$0.10 par mille nécessairement parcouru;

c) Pour toute autre personne participant à une recherche ou à une enquête, l'allocation de déplacement par automobile est fixée à \$0.15 par mille nécessairement parcouru.

6. Divers

a) Un témoin qui doit comparaître ou toute autre personne qui doit participer plusieurs jours dans une enquête et dont le domicile est éloigné de l'endroit de l'enquête, est libre de voyager ou non. Cependant, les indemnités et allocations à verser dans un tel cas doivent toujours être calculées comme si la personne avait pris l'option la moins coûteuse.

b) Les personnes suivantes appelées comme témoins ne doivent pas être taxées:

- i) toute personne détenue en prison ou sous garde légale.
- ii) toute personne, même celle assignée comme témoin, si le coroner considère dans son verdict que cette personne est criminellement responsable du décès.

c) Toute personne faisant partie de la fonction publique au sens de l'article 2 de la Loi de la fonction publique, (13-14 Elizabeth II, chapitre 14) ou recevant un salaire du gouvernement ou de ses commissions ou régies lorsque, dans l'exercice de ses fonctions, elle est appelée à témoigner ou à participer à une recherche ou à une enquête, n'a pas droit aux allocations prévues aux paragraphes 3, 4 et 5. Toutefois, elle sera remboursée par le ministère, la commission ou la régie qui l'emploie de ses frais de transport, d'hôtellerie et de repas, suivant le tarif qui la régit.

d) Si le procureur général est convaincu qu'une enquête inutile a été tenue ou qu'une recherche inutile a été faite, il peut ordonner qu'aucun honoraire ne soit payé au coroner pour cette enquête ou pour cette recherche.

e) Nul honoraire ne peut être réclamé par le coroner avant qu'il n'ait rempli les formalités mentionnées aux articles 13 et 32 de la Loi des coroners.

Breakfast: \$1.25.

Dinner: when the period of necessary absence from the home is longer than thirteen (13) hours: \$2.75.

Supper: when the period of necessary absence from the home is longer than nineteen (19) hours: \$3.00.

4. Allotment for lodging

(a) In a hotel, every witness, as well as any other person participating in an investigation or inquest, has the right, upon the production of justifiable documents, to his lodging costs, up to \$12.00 per night, excluding the tax.

(b) In the absence of justifiable documents, or when the lodging costs were not incurred in a hotel, the amount of the allotment is limited at the real cost incurred up to \$4.00.

5. Allotment for transportation costs

(a) A witness, or any person participating in an investigation or inquest, has the right to the reimbursement of his real transportation costs (by train, bus, plane, automobile, etc.) according to the most economical mode, taking into account the whole of the costs and indemnities provided for in the present tariff.

(b) For all witnesses, the allotment for travelling by automobile is fixed at \$0.10 per necessary mile travelled.

(c) For any other person participating in an investigation or an inquest, the allotment for travelling by automobile is fixed at \$0.15 per necessary mile travelled.

6. Miscellaneous

(a) A witness who must appear or any other person who must participate several days in an investigation and whose home is far from the holding of the inquest, is free to travel or not. However, the indemnities and allotments granted in such a case must always be calculated as if the person had taken the less costly option.

(b) The following persons called as witnesses must not be taxed:

- (i) any person held in prison or under legal care.
- (ii) any person, even one assigned as a witness, if the coroner considers in his verdict that this person is criminally responsible for the death.

(c) Any person who is part of the Civil Service in the sense of section 2 of the Civil Service Act, (13-14 Elizabeth II, chapter 14), or receiving a salary from the Government or from its Commissions or Boards when, in the exercise of his functions, is called upon to testify or to participate in an investigation or inquest, has no right to the allotments provided for in paragraphs 3, 4 and 5. However, the person will be reimbursed by the Department, the Commission or the Board who employs him, for the transportation, hotel and meal costs, according to the tariff which governs it.

(d) If the Attorney General is convinced that a useless inquest was held or that a useless investigation was made, he may order that no fee be paid to a coroner for this inquest or this investigation.

(e) No fee may be claimed by the coroner before he has fulfilled the formalities mentioned in sections 13 and 32 of the Coroners Act.

f) Le procureur général ou un représentant désigné par lui peut, dans des circonstances extraordinaires et pour des raisons exceptionnelles, autoriser par écrit des honoraires, indemnités ou déboursés:

1) plus élevés que ceux prévus par le présent tarif:

2) non prévus par le présent tarif.

QUE l'arrêté en conseil numéro 1978, du 21 juillet 1967, est abrogé.  
28008-o

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 298

Québec, 5 février 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la Loi des caisses d'épargne et de crédit.

ATTENDU QU'aux termes de l'article 106a) de la Loi des caisses d'épargne et de crédit (Statuts refondus, 1964, chapitre 293) modifiée par le chapitre 76 des lois de 1968, toute fédération dont l'actif total excède \$2,500,000 a le pouvoir d'acquérir et détenir, avec l'autorisation du ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, des actions ordinaires entièrement acquittées d'une corporation, aux conditions déterminées par règlements.

ATTENDU QU'aux termes de l'article 106b) de ladite loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements aux fins de l'article 106a) pour déterminer:

a) le sens de l'expression « actif total »;

b) les corporations ou les catégories de corporations dont une fédération peut acquérir et détenir des actions;

c) la quote-part de l'actif total d'une fédération qui peut ainsi être employée à l'achat d'actions de corporations;

d) les rapports que doit fournir au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, toute fédération qui détient des actions d'une corporation, la forme de ces rapports, les renseignements qu'ils doivent contenir et l'époque à laquelle ils doivent être produits;

e) l'étendue de la vérification que doivent faire les vérificateurs ou inspecteurs de toute fédération qui détient des actions d'une corporation, pour les fins des rapports que cette fédération doit faire au ministre.

ATTENDU QU'il y a lieu d'adopter incessamment les règlements prévus à l'article 106b) précité.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, que les règlements dont le texte est annexé au présent arrêté en conseil soient adoptés.

Copie conforme.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
JACQUES PRÉMONT.

Règlements concernant l'acquisition d'actions ordinaires par les fédérations dont l'actif total excède \$2,500,000 (articles 106a) et 106b) de la Loi des caisses d'épargne et de crédit).

(f) The Attorney General or a representative designated by him may, in extraordinary circumstances and for exceptional reasons, authorize fees, indemnities or disbursements in writing.

(1) higher than those provided for in the present tariff:

(2) unprovided for in the present tariff.

THAT Order in Council number 1978, dated July 21, 1967, is abrogated.  
28008

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 298

Québec, February 5, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Savings and Credit Unions Act.

WHEREAS, according to section 106a) of the Savings and Credit Unions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 293) amended by chapter 76 of the 1968 Acts, any federation whose total assets exceed \$2,500,000 shall have the right to acquire and hold, with the authorization of the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, fully paid common shares of a corporation, subject to the conditions set forth in the regulations.

WHEREAS, according to section 106b) of the said Act, the Lieutenant-Governor in Council may enact regulations with respect to said article 106a) to define:

(a) the meaning of the expression "total assets";

(b) corporations or classes of corporations in which a federation may acquire and hold shares;

(c) the portion of the total assets of a federation which may be so used to purchase shares in corporations;

(d) the returns to be made to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives by any federation holding shares in a corporation, the form of such returns and the information they must contain and the time when they must be filed;

(e) the extent of the audit to be made by the auditors or inspectors of any federation holding shares in a corporation, for the purposes of the returns that such federation must make to the Minister.

WHEREAS, it is expedient that these regulations be adopted pursuant to said article 106b).

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, that the regulations, text of which is attached to this Order in Council, be adopted.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,  
*Clerk of the Executive Council.*

Regulations with respect to the purchase of common shares by federations whose total assets exceed \$2,500,000 (sections 106a) and section 106b) of the Savings and Credit Unions Act).

SECTION 1

*Définition*

1° Dans les présents règlements, l'expression suivante signifie:

**ACTIF TOTAL** d'une fédération: la somme des actifs établis au bilan, conformément aux principes comptables généralement reconnus.

SECTION 2

*Catégories de corporations*

2° Les corporations ou les catégories de corporations dont une fédération peut acquérir et détenir des actions ordinaires sont: toute corporation ou compagnie, toute banque à charte, banque d'épargne, compagnie de fidéicommiss, compagnie de prêts hypothécaires (loan company), compagnie de prêts, compagnie d'assurance et compagnie de fonds mutuels, constituées dans la province de Québec ou ailleurs au Canada et faisant affaires au Québec.

SECTION 3

*Placements autorisés*

3° Les placements autorisés en actions ordinaires de corporations aux termes des présents règlements sont soumis aux restrictions suivantes:

a) Le coût total des placements effectués par une fédération ne doit pas excéder:

(i) Trente pour cent (30%) de son actif total; ou

(ii) Trois pour cent (3%) de la somme de l'actif total de chaque caisse affiliée à cette fédération.

b) Les corporations dont une fédération peut acquérir et détenir des actions ordinaires doivent avoir, pendant chacune des cinq années précédant l'acquisition:

1) gagné et versé sur leurs actions privilégiées émises et non rachetées un dividende au moins égal au taux spécifié; et

2) gagné sur leurs actions ordinaires un bénéfice net d'au moins quatre pour cent (4%) de leur valeur aux livres.

c) Les placements d'une fédération en actions ordinaires d'une même corporation ne peuvent excéder:

(i) Trente pour cent (30%) des actions ordinaires de cette corporation; et

(ii) Dix pour cent (10%) de l'actif total de cette fédération.

d) Cependant, les restrictions imposées au paragraphe b) et au paragraphe c) ci-dessus ne s'appliquent pas aux banques à charte, banques d'épargne, compagnies de fidéicommiss, compagnies de prêts hypothécaires (loan companies), compagnies de prêts, compagnies d'assurance et compagnies de fonds mutuels.

SECTION 4

*Forme des rapports et étendue de la vérification*

4° Dans les trente jours suivant la fin de chaque trimestre de son année sociale, toute fédération qui détient des actions d'une corporation doit fournir au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, un rapport complet et circonstancié comprenant un relevé détaillé des acquisitions et des aliénations d'actions, le nombre d'actions qu'elle détient

SECTION 1

*Interpretation*

1. In these regulations, the following expression shall have the meaning:

**TOTAL ASSETS** of a federation: The sum total of the assets as set forth in the balance-sheet, in accordance with the accounting principles generally accepted.

SECTION 2

*Classes of corporations*

2. The Corporations or classes of Corporations in which a Federation may acquire and hold common shares are: any corporation or company, any chartered bank, savings bank, trust company, mortgage company, loan company, insurance company and mutual fund company, incorporated in the Province of Québec or elsewhere in Canada and doing business in Québec.

SECTION 3

*Authorizing investments*

3. The purchase of common shares in corporations are authorized under the present regulations subject to the following restrictions:

(a) The total cost of the investments of a Federation must not exceed:

(i) Thirty per cent (30%) of its total assets; or

(ii) Three per cent (3%) of the sum of the total assets of each Union affiliated with this Federation.

(b) The corporations of which a Federation may acquire and hold common shares must have, during each of the five years prior to the acquisition:

1) earned and paid on their preferred shares issued and not redeemed, a dividend at least equal to the specified rate; and

2) earned, on their common shares, a net profit of at least four per cent (4%) of their book value.

(c) The investments of a Federation in the common shares of any one corporation must not exceed:

(i) Thirty per cent (30%) of the common shares of the same corporation; and

(ii) Ten per cent (10%) of the total assets of such Federation.

(d) However, the restrictions set forth in paragraph b) and paragraph c) hereinabove mentioned do not apply to chartered banks, savings banks, trust companies, mortgage companies, loan companies, insurance companies and mutual fund companies.

SECTION 4

*Form of the returns and extent of the audit*

4. Within thirty days following each quarter of the fiscal year, a Federation which holds common shares of any corporation must submit to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives a full and complete return, giving in detail the acquisition and alienation of shares, the number of shares it holds in each corporation and the total number of

dans chaque corporation et le nombre total des actions émises par chacune de ces corporations, leur description complète et la considération totale et par unité pour chaque acquisition et aliénation.

5° Ce rapport trimestriel doit être accompagné d'un certificat du vérificateur ou de l'inspecteur de la fédération attestant:

- a) que la fédération a observé toutes les exigences de la loi et des présents règlements;
- b) que les certificats d'actions sont enregistrés au nom de la fédération.

Québec, le 3 février 1969.

28009-0

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 234

Québec, le 29 janvier 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'application de l'article 13 (j) et la Loi de l'impôt sur les corporations.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 39 de la Loi de l'impôt sur les corporations (S.R.Q. 1964, chapitre 67), le lieutenant-gouverneur en conseil, suivant la recommandation du ministre, est autorisé à changer ou modifier les impôts de la manière et dans la proportion qu'il le jugera à propos;

ATTENDU QUE la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C. 1952, chapitre 148) et la Loi de l'impôt sur les corporations de l'Ontario contiennent des dispositions semblables à celles contenues à l'alinéa (j) de l'article 13 de la Loi de l'impôt sur les corporations;

ATTENDU QUE des dispositions particulières concernant l'application des dispositions visées à l'alinéa (j) de l'article 13 de la Loi de l'impôt sur les corporations sont contenues au paragraphe (6) de l'article 12 de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C. 1952, chapitre 148) et au paragraphe (4) de l'article 23 de la Loi de l'impôt sur les corporations de l'Ontario;

ATTENDU qu'il y a lieu de rendre ces dispositions applicables à la Loi de l'impôt sur les corporations.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre du Revenu:

QUE soit adopté le règlement ci-joint intitulé: « Règlement concernant l'application de l'article 13 (j) et la Loi de l'impôt sur les corporations ».

Copie conforme.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
JACQUES PRÉMONT.

Règlement concernant l'application de l'article 13 (j) et la Loi de l'impôt sur les corporations.

1° Dans le présent règlement,

a) « compagnie » désigne, en plus de son sens ordinaire, toute compagnie légalement constituée, quels que soient la nature et l'endroit de sa constitution;

b) « compagnie filiale » désigne une compagnie dont plus de cinquante pour cent du capital-actions émis (admis en toute circonstance aux pleins droits de vote) appartient à la compagnie dont elle est filiale.

2° L'alinéa (j) de l'article 13 de la Loi de l'impôt sur les corporations (S.R.Q. 1964, chapitre 67) ne s'applique pas à l'égard d'une somme déboursée ou dépensée par une compagnie, à une

shares issued by each of these corporations and the total consideration and per unit for each acquisition and alienation.

5. A certificate of the auditor or the inspector of the Federation must accompany the quarterly return, certifying:

(a) that the Federation has complied with the legal requirements and the present regulations;

(b) that the share certificates are registered in the name of the Federation.

Québec, February 3, 1969.

28009

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 234

Québec, January, 29, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the application of section 13 (j) and the Corporation Tax Act.

WHEREAS under section 39 of the Corporation Tax Act (R.S.Q. 1964, chapter 67) the Lieutenant-Governor in Council is authorized, on the recommendation of the Minister, to change or modify the tax in the manner and in the proportion he may deem proper;

WHEREAS the Income Tax Act (R.S.C. 1952, chapter 148) and the Ontario Corporation Tax Act contain provisions similar to those contained in paragraph (j) of section 13 of the Corporation Tax Act;

WHEREAS special provisions concerning the application of the provisions contemplated in paragraph (j) of section 13 of the Corporation Tax Act are contained in subsection (6) of section 12 of the Income Tax Act (R.S.C. 1952, chapter 148) and in subsection (4) of section 23 of the Ontario Corporation Tax Act;

WHEREAS it is proper to render these provisions applicable to the Corporation Tax Act.

THEREFORE IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Revenue:

THAT the appended regulation entitled "Regulation concerning the application of section 13 (j) and the Corporation Tax Act" be adopted.

Certified true copy.

JACQUES PRÉMONT,  
*Clerk of the Executive Council.*

Regulation concerning the application of section 13 (j) and the Corporation Tax Act.

1. In this regulation:

(a) "corporation" in addition to its ordinary meaning, means every legally constituted corporation, whatever the nature and the place of its constitution;

(b) "subsidiary corporation" means a corporation of which more than 50% of the issued share capital (having full voting rights under all circumstances) belongs to the corporation to which it is subsidiary.

2. Paragraph (j) of section 13 of the Corporation Tax Act (R.S.Q. 1964, chapter 67) does not apply in respect of an outlay or expense made or incurred by a corporation at a time when more

époque où plus de 50 p. 100 de ses biens consistaient en biens loués à une compagnie filiale qui lui est subsidiaire ou en actions de capital social, obligations, débetures, hypothèques, mortgages, effets ou billets d'une compagnie filiale qui lui est subsidiaire, en vue de gagner ou de produire un revenu sous forme de dividendes provenant d'une telle compagnie ou relativement à des biens sous forme d'actions dudit capital social.

3° Le présent règlement s'applique à l'année financière de toute compagnie commençant après le 31 décembre 1967.

28010-o

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 233

Québec, le 29 janvier 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le calcul de l'impôt relatif à certains bénéfices reçus par des employés et la loi de l'impôt provincial sur le revenu.

ATTENDU QUE l'article 114 de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (S.R.Q. 1964, chapitre 69) prévoit une réduction d'impôt dans le cas de certains bénéfices reçus par des employés, concernant le droit de souscrire à des actions.

ATTENDU QUE le taux établissant la réduction d'impôt prévue par cet article n'a pas suivi l'accroissement des taux de l'impôt provincial sur le revenu;

ATTENDU QUE les contribuables du Québec subissent de ce fait un préjudice et se trouvent ainsi désavantagés par rapport aux contribuables des autres provinces;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 168 de ladite loi permet au lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre du Revenu, de faire des règlements pour réduire l'impôt prévu par la présente loi, de la manière et dans la proportion qu'il jugera à propos;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre du Revenu:

QUE soit adopté le règlement ci-joint intitulé: « Règlement concernant le calcul de l'impôt relatif à certains bénéfices reçus par des employés et la Loi de l'impôt provincial sur le revenu ».

Copie conforme.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
JACQUES PRÉMONT.

Règlement concernant le calcul de l'impôt relatif à certains bénéfices reçus par des employés et la Loi de l'impôt provincial sur le revenu.

1° Le mode de calcul de l'impôt établi par les paragraphes 2 et 3 de l'article 114 de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (S.R.Q. 1964, chapitre 69) est remplacé par le suivant:

a) lorsque, d'après les sous-paragraphes a, b, c ou d du paragraphe 1 de l'article 114, un bénéfice est censé avoir été reçu par un employé en raison de son emploi dans une année d'imposition, l'employé doit, s'il opte en ce sens, payer comme impôt pour l'année, au lieu du montant qui serait autrement payable, un montant égal au total

than 50% of its property consisted of property leased to a subsidiary corporation controlled by it or shares in the capital stock of, bonds, debentures, mortgages or hypothecs of or bills or notes of a subsidiary corporation controlled by it, for the purpose of gaining or producing income in the form of dividends from any such corporation or in connection with property in the form of shares in the capital stock thereof.

3. This regulation shall apply to the financial year of every corporation commencing on the 31st of December 1967.

28010-o

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 233

Québec, January 29, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the computation of income tax related to certain benefits received by employees and the Provincial Income Tax Act.

WHEREAS section 114 of the Provincial Income Tax Act (R.S.Q. 1964, chapter 69) provides for a tax deduction in the case of certain benefits received by employees concerning the right to acquire shares;

WHEREAS the rate determining the tax deduction provided for by this section did not follow the increase in the Provincial income tax rates;

WHEREAS the taxpayers of Québec thereby suffer a prejudice and are at a disadvantage in comparison to taxpayers of other provinces;

WHEREAS under section 168 of the Provincial Income Tax Act the Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Minister of Revenue, may make regulations to reduce the tax provided for by the said Act, in such manner and to such extent as he may deem fit.

THEREFORE IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Revenue:

THAT the appended regulation entitled: "Regulation concerning the computation of income tax related to certain benefits received by employees and the Provincial Income Tax Act" be adopted.

Certified true copy.

JACQUES PRÉMONT,  
*Clerk of the Executive Council.*

Regulation concerning the computation of income tax related to certain benefits received by employees and the Provincial Income Tax Act.

1. The method of computation of the tax as determined by subsections 2 and 3 of section 114 of the Provincial Income Tax Act (R.S.Q. 1964, chapter 69) is replaced by the following:

(a) where a benefit is deemed by paragraphs a, b, c or d of subsection 1 of section 114 to have been received by an employee by virtue of his employment in a taxation year, the employee shall, if he so elects, pay as tax for the year, in lieu of the amount that would otherwise be payable, an amount equal to the aggregate of

- i) de l'impôt qui serait payable par l'employé pour l'année si aucun bénéfice n'était ainsi censé avoir été reçu par lui dans l'année; et
- ii) du montant, s'il en est, par lequel la proportion du bénéfice ainsi réputé avoir été reçu, que l'ensemble des impôts payables par l'employé pour les trois années précédant immédiatement l'année d'imposition (avant toute déduction prévue par l'article 47 ou 48 et sans compter les impôts attribuables à des bénéfices ainsi réputés avoir été reçus en vertu du paragraphe 1 de l'article 114 au cours de ces trois années) représente par rapport à l'ensemble des revenus de l'employé pour ces trois années (en excluant les bénéfices censés avoir été reçus en vertu du paragraphe 1 de l'article 114 au cours des trois mêmes années), dépasse le moindre de neuf pour cent du montant du bénéfice ainsi réputé avoir été reçu ou \$90.
- b) lorsqu'un employé qui a choisi, sous le régime du paragraphe a) ci-dessus, de payer comme impôt pour une année un montant déterminé selon ledit paragraphe n'a pas résidé dans la province pendant la totalité des trois années y mentionnées, l'impôt payable d'après le paragraphe a) est un montant égal à l'ensemble
- i) de l'impôt qui serait payable par l'employé pour l'année si aucun bénéfice n'était censé, d'après les sous-paragraphes a, b, c ou d du paragraphe 1 de l'article 114, avoir été reçu par lui dans l'année; et
- ii) du montant, s'il en est, par lequel la proportion du bénéfice ainsi réputé avoir été reçu, que l'ensemble des impôts qui auraient été payables par l'employé pour les trois années mentionnées au paragraphe a) (avant toute déduction prévue par l'article 47 ou 48 et sans compter les impôts attribuables à des bénéfices ainsi réputés avoir été reçus en vertu du paragraphe 1 de l'article 114 au cours de ces trois années), s'il avait résidé dans la province pendant la totalité de ces années et si ses revenus pour ces années étaient provenus de sources situées dans la province, par rapport à l'ensemble de tous ses revenus pour ces trois années (en excluant les bénéfices censés avoir été reçus en vertu du paragraphe 1 de l'article 114 au cours des trois mêmes années), dépasse le moindre de neuf pour cent du montant du bénéfice ainsi réputé avoir été reçu ou \$90. En pareil cas, l'option n'est pas valide à moins que l'employé n'ait produit, avec celle-ci, une déclaration de son revenu pour chacune des trois années selon la même formule et renfermant les mêmes renseignements que la déclaration qu'il aurait été tenu de produire s'il avait été résident dans la province durant les dites années.
- (i) the tax that would be payable by the employee for the year if no benefit were so deemed to have been received by him in the year; and
- (ii) the amount, if any, by which the proportion of the benefit so deemed to have been received that the aggregate of the taxes payable by the employee for the three years immediately preceding the taxation year (before any deduction permitted by section 47 or 48 and without taking into account the taxes resulting from deemed to have been received under subsection 1 of section 114 during these three years) is of the aggregate of the employee's income for these three years (excluding the benefits deemed to have been received under subsection 1 of section 114 during those three years) exceeds the lesser of nine per cent of the amount of the benefit so deemed to have been received or \$90.
- (b) where an employee who has elected under subsection (a) above to pay as tax for a year an amount determined under that subsection was not resident in the province throughout the whole of the three years referred to therein, the tax payable under subsection (a) is an amount equal to the aggregate of
- (i) the tax that would be payable by the employee for the year if no benefit were deemed by paragraphs a, b, c or d of subsection 1 of section 114 to have been received by him in the year; and
- (ii) the amount, if any, by which the proportion of the benefit so deemed to have been received that the aggregate of the taxes that would have been payable by the employee for the three years referred to in subsection (a) (before any deduction permitted by section 47 or 48 and without taking into account the taxes resulting from benefits deemed to have been received under subsection 1 of section 114 during these three years), if he had been resident in the province throughout those years and his income for those three years (excluding the benefits deemed to have been received under subsection 1 of section 114 during those three years): exceeds the lesser of nine per cent of the amount of the benefit so deemed to have been received, or \$90. In such a case, the election is not valid unless the employee has filed with it a return of his income for each of the three years in the same form and containing the same information as the return that he would have been required to file if he had been resident in the province in those years.

2° Le présent règlement s'applique à l'année d'imposition 1968. Toutefois la limite de \$90 concernant le montant maximum qui peut être déduit dans le mode de calcul prévu par ce règlement n'a pas d'application dans le cas d'un bénéfice reçu conformément à une entente antérieure au 30 mars 1966.

28010-o

2. This regulation shall apply to the taxation year 1968. The \$90 limit, however, concerning the maximum amount deductible by the method of computation provided for by this regulation does not apply in the case of a benefit received under an agreement entered into before March 30, 1966.

28010-o

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 319

Québec, le 5 février 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le coût des permis spéciaux autorisant la circulation, sur les chemins publics de la Province, de véhicules et de chargements excédant les limites de pesanteur et de dimensions.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 49, paragraphe d du Code de la route (S.R.Q., 1964, ch. 231), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, « réglementer l'emploi et la circulation de convois automobiles dans les chemins publics »;

ATTENDU QUE la réglementation annexée à l'arrêté en conseil 1045 du 27 mai 1964 prévoit l'émission de permis spéciaux, dans le but d'autoriser la circulation, sur les chemins publics, de véhicules automobiles et de chargements excédant les maxima de dimensions et de pesanteur fixés par la loi;

ATTENDU qu'en vertu de l'arrêté en conseil 3129 du 3 octobre 1968, un taux de base uniforme de \$2 a été fixé pour l'émission d'un permis spécial, que ce soit un permis ordinaire pour le transport d'un seul chargement ou que ce soit un permis général autorisant le transport de nombreux chargements sur les chemins publics;

ATTENDU QUE le permis spécial nécessaire pour autoriser, sur les chemins publics, la circulation de véhicules automobiles ou le transport de chargements dont les dimensions ou la pesanteur excèdent celles fixées par la loi nécessite, pour la Province, des dépenses très considérables en raison des études nécessaires avant l'émission dudit permis, des frais encourus pour l'escorte fournie par la Province, accompagnant souvent ces véhicules ou chargements, sans compter les frais de secrétariat occasionnés au ministère des transports et communications;

ATTENDU QUE le taux de \$2, apparaissant à l'arrêté en conseil 3129 du 3 octobre 1968, loin de couvrir les dépenses découlant de l'émission de tels permis, ne paie même pas les frais de secrétariat du Ministère et que, par conséquent, il est opportun de le modifier;

ATTENDU QUE dans les provinces voisines, les taux d'émission de permis spéciaux sont de beaucoup plus élevés que ceux apparaissant à l'arrêté en conseil 3129 du 3 octobre 1968;

ATTENDU qu'actuellement, les frais encourus à la suite de l'émission de ces permis sont partagés par le public en général, mais que ces permis ne profitent directement qu'à un très petit nombre de personnes;

ATTENDU QUE néanmoins, dans le cas des cultivateurs, propriétaires de machines agricoles, telles la moissonneuse-batteuse, la presse à foin, l'andaineuse et autres instruments aratoires, il serait inopportun d'exiger que ces cultivateurs se procurent un permis spécial chaque fois qu'une de leurs machines agricoles circule sur les chemins publics de la Province;

ATTENDU qu'il serait également inopportun d'exiger un tel permis spécial dans le cas de véhicules automobiles appartenant à un gouvernement;

ATTENDU qu'il y a lieu d'ajuster le coût de ces permis plus en rapport avec les dépenses qu'ils nécessitent, le nombre de fois qu'ils peuvent servir et la catégorie de personnes qui les utilisent;

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 319

Québec, February 5, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the cost of special permits authorizing traffic, on public highways in the Province, of vehicles and loads exceeding the limits of dimensions and weight.

WHEREAS pursuant to section 49, paragraph d of the Highway Code (R.S.Q. 1964, chapter 231), the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, "regulate the use and operation of motor trains on public highways";

WHEREAS the regulation annexed to Order in Council 1045 of May 27, 1964, provides for the issuance of special permits, in order to authorize the circulation, on highways, of motor vehicles and loads exceeding the dimensions and weight maximums fixed by law;

WHEREAS pursuant to Order in Council 3129 of October 3, 1968, a uniform basic rate of \$2 was fixed for the issuance of a special permit, whether it be an ordinary permit for the transportation of a single load or a general permit authorizing the transportation of numerous loads on highways;

WHEREAS the special permit necessary to authorize, on highways, operation of motor vehicles or the transportation of loads whose dimensions or weight exceed those fixed by law, necessitates for the Province, considerable expenses on account of the studies necessary before the issuance of the said permit, costs incurred for the escort provided by the Province, often accompanying these vehicles or loads, not to mention the secretariat costs payable by the Department of Transportation and Communications;

WHEREAS the rate of \$2, appearing in Order in Council 3129 of October 3, 1968, far from covering the expenses resulting from the issuance of such permits, does not even pay the secretarial costs of the Department and that, consequently, it is expedient to amend it;

WHEREAS in the adjoining provinces, the issuance rates of special permits are much higher than those appearing in Order in Council 3129 of October 3, 1968;

WHEREAS presently, the costs incurred following the issuance of these permits are shared by the public in general, but these permits benefit directly only to a very small number of persons;

WHEREAS nevertheless, in the case of farmers, owners of agricultural machinery, such as combines, balers, swatters and other farming implements, it would be untimely to require that these farmers obtain a special permit each time one of their agricultural machines travels on the highways of the Province;

WHEREAS it would also be untimely to require such a special permit in the case of motor vehicles owned by a government;

WHEREAS it is expedient to adjust the cost of these permits, in connection with the expenses they entail, the number of times they are used and the kind of persons using them;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre des transports et communications:

QUE le taux de \$2, déjà fixé par l'arrêté en conseil 3129 du 3 octobre 1968, s'applique seulement dans le cas de l'émission d'un permis spécial autorisant, sur les chemins publics, la circulation de véhicules ou le transport de gros objets dont les dimensions ou la pesanteur excèdent les maxima fixés par la loi. Ces véhicules et objets doivent être la propriété d'un particulier et le transport doit être fait sans considération pécuniaire;

QU'un nouveau taux de \$10 s'applique dans le cas de l'émission d'un permis spécial autorisant, sur les chemins publics, la circulation de véhicules ou le transport de gros objets dont le poids ou les dimensions excèdent les maxima fixés par la loi et appartenant à toute autre personne qu'un particulier. Cette même charge de \$10 s'applique également dans tous les cas de transport moyennant considération pécuniaire;

QUE la validité d'un permis spécial émis au taux de \$2 ou de \$10 se limite à la circulation d'un seul véhicule ou ensemble de véhicules ou au transport d'un seul chargement, l'un ou l'autre effectué en dedans d'une période maximum de trente jours consécutifs, dimanches et jours fériés compris;

QUE dans le cas de permis spéciaux émis pour une période de plus de 30 jours consécutifs, les nouveaux taux suivants s'appliquent:

Plus de 30 jours, mais n'excédant pas 90 jours consécutifs, \$25;

Plus de 90 jours, mais n'excédant pas 180 jours consécutifs, \$50;

Plus de 180 jours, mais n'excédant pas 270 jours consécutifs, \$75;

Plus de 270 jours, mais n'excédant pas 365 jours consécutifs, \$100;

QUE cependant, il ne soit fait aucune charge lorsqu'il y a lieu d'émettre un permis spécial autorisant la circulation, sur les chemins publics, d'une moissonneuse-batteuse, andaineuse, rateau, presse à foin ou tout autre machine agricole ou aratoire, automatrice ou tractée, appartenant à un cultivateur vivant des produits de sa ferme et utilisé sur cette ferme;

QU'aucune charge ne soit faite également lorsqu'il s'agit de l'émission de tels permis spéciaux en faveur d'un gouvernement;

QUE lesdits permis spéciaux soient payables immédiatement lors de leur émission, et que leur coût ne soit pas remboursable si ces permis ne sont pas utilisés dans le temps prescrit;

QUE l'entrée en vigueur desdits taux soit fixée à la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Copie conforme.

28031-o Le greffier du Conseil exécutif,  
JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 315

Québec, le 5 février 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la chemise pour hommes et garçons dans la province de Québec.

THEREFORE, IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Transportation and Communications:

THAT the rate of \$2 already fixed by Order in Council 3129 of October 3, 1968, applies only in the issuance of a special permit authorizing, on highways, the operation of vehicles or the transportation of large objects whose dimensions or weight exceed the maximum fixed by law. These vehicles and objects must be the property of an individual and the transportation must be made without any charge;

THAT a new rate of \$10 is applicable in the case of the issuance of a special permit authorizing, on highways, the operation of vehicles or the transportation of large objects whose weight or dimensions exceed the maximum fixed by law and owned by anyone but an individual. This fee of \$10 also applies in all cases of transportation for financial gain.

THAT the validity of a special permit issued at the rate of \$2 or \$10 be limited to the operation of a single vehicle or combination of vehicles or the transportation of a single load, one or the other carried out within a maximum period of thirty consecutive days, Sundays and holidays included;

THAT, in the case of special permits issued for a period of more than 30 consecutive days, the following new rates apply:

More than 30 days, but not exceeding 90 consecutive days, \$25;

More than 90 days, but not exceeding 180 consecutive days, \$50;

More than 180 days, but not exceeding 270 consecutive days, \$75;

More than 270 days, but not exceeding 365 consecutive days, \$100;

THAT, however, no fee be required when it is expedient to issue a special permit authorizing the circulation, on highways, of a combine, a swatter, a rake or baler or any other agricultural or farming implement, self-propelled or towed, owned by a farmer living from the products of his farm and used on this farm;

THAT no charge be made when such special permits are issued in favor of a government;

THAT the said special permits be payable immediately upon issuance, and that their cost be non-refundable if these permits are not used in the prescribed period;

THAT the coming into force of the said rates be fixed on the date of their publication in the *Québec Official Gazette*.

True copy.

28031-o JACQUES PRÉMONT,  
Clerk of the Executive Council.

Order in Council  
Executive Council Chamber

Number 315

Québec, February 5, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Men's and Boys' Shirt Industry in Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la chemise pour hommes et garçons dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 1204 du 17 juin 1964 et modifications, ont présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 21 décembre 1968;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE ledit décret, numéro 1204, soit modifié comme suit:

1° Le premier paragraphe de l'article 3.02 est remplacé par le suivant:

« 3.02 L'employeur doit accorder deux (2) périodes de repos de quinze (15) minutes consécutives par jour à tous les salariés, l'une dans l'avant-midi et l'autre dans l'après-midi, et ceux-ci doivent les prendre. Ces périodes de repos incluent le moment où le salarié laisse son travail et y revient, sans perte de salaire dans le cas des salariés payés à l'heure. »

2° L'article 5.04 est remplacé par le suivant:

« 5.04 Le mot « examinateur » désigne ceux qui font l'inspection d'une partie ou de l'ensemble de tout vêtement visé par le présent décret pour y découvrir les défauts de façon ou qui s'occupent de la coupe de fils ou de tout autre travail nécessaire pour compléter le vêtement. »

3° Les mots « 1<sup>er</sup> trimestre... \$2.73 \$2.55 », apparaissant au premier paragraphe de l'article 7.03 sont radiés.

4° L'article 7.04 est remplacé par le suivant:

« 7.04 *Moyenne horaire générale*: La moyenne horaire générale pour l'ensemble des salariés qui font partie des catégories 2, 3, et 4 de l'article 7.02, qui ont un (1) an et plus d'expérience dans l'industrie doit être de:

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Men's and Boys' Shirt Industry in Québec (made binding by Decree number 1204 of June 17, 1964, as amended) have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit certain amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision;

WHEREAS the petition was published in the *Québec Official Gazette* of December 21, 1968;

WHEREAS no objection was brought forth against the approval of the proposed amendments;

THEREFORE, IT IS ORDERED upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT said Decree number 1204 be amended as follows:

1. The first paragraph of subsection 3.02 is replaced by the following:

“3.02 A rest period of fifteen (15) consecutive minutes in both morning and afternoon shall be granted by the employer and taken by all employees. In the case of hourly-paid employees, such rest periods include the time they leave and return to their place of work without loss in wages.”

2. Subsection 5.04 is superseded by the following:

“5.04 The word “examiner” means anyone who inspects for possible faulty workmanship any garment part or completed garment covered by this decree or clips threads or performs other work necessary for the completion of the garment.”

3. The words “1<sup>st</sup> quarter... \$2.73 \$2.55”, are stricken from the first paragraph of subsection 7.03.

4. Subsection 7.04 is replaced by the following:

“7.04 *General hourly average*: The general hourly average for employees in grades 2, 3 and 4 of subsection 7.02, after one (1) year's experience or more in the industry shall be:

	1 juillet July 1, 1968	1 janvier January 1, 1969	1 janvier January 1, 1970	1 juillet July 1, 1970
Zone I.....	\$1.65	\$1.80	\$1.98	\$2.01
Zone II.....	1.45	1.60	1.78	1.81

La moyenne horaire générale pour les salariés qui ont un (1) an et plus d'expérience est calculée par usine mensuellement, en divisant la somme de leur rémunération totale pour les heures effectuées, y compris le montant additionnel mais sans compter les prestations de sécurité sociale, par la somme des heures normales et supplémentaires qu'ils ont effectuées. Ces dernières, pour fin de calcul, sont converties en heures normales.

Quand la moyenne horaire générale des salariés des catégories 2, 3 et 4 n'atteint pas la moyenne horaire générale du présent décret, chaque salarié ci-dessus mentionné doit être indemnisé de la différence pour chaque heure qu'il a effectuée durant ce mois.

La date d'échéance d'une réclamation formulée aux termes du présent article est le quinzième (15<sup>ème</sup>) jour du mois suivant. »

The general hourly average for employees with one (1) year's experience or more is computed monthly by plant and is obtained by dividing their total hourly earnings (including the additional amounts but excluding social security benefits) by the total of their regular and overtime hours worked, the latter being converted into regular hours.

When the general hourly average for employees in grades 2, 3 and 4 does not reach the general hourly average provided for in the present decree, each of the aforementioned employees shall be compensated for each hour worked during that month.

The fifteenth (15th) day of the following month is the due date of any claim that may be made in pursuance of this subsection.”

5° Le dernier paragraphe de l'article 7.05 est remplacé par le suivant:

« Tous les salariés ont droit aux montants additionnels mentionnés aux paragraphes précédents lorsqu'ils ont effectivement accompli du travail pendant une période de six (6) mois continus chez le même employeur. »

6° Le mot « consecutive » est ajouté après le mot « two (2) » apparaissant dans la version anglaise de l'article 10.02.

Le greffier du Conseil exécutif,  
28006-o JACQUES PRÉMONT.

5. The last paragraph of subsection 7.05 is replaced by:

"All employees are entitled to the additional amounts mentioned in the preceding subsections when they have worked six (6) continuous months in the service of the same employer."

6. In the English version of subsection 10.02, the word "consecutive" is added after "two (2)".

JACQUES PRÉMONT,  
28006-o Clerk of the Executive Council.

## Soumissions

### Ville de Beauport Comté de Montmorency

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Georges E. Boutet, greffier, Hôtel de ville, 577, avenue Royale, case postale 90, Beauport, Québec, 5, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 3 mars 1969, pour l'achat de \$387,500 d'obligations de la ville de Beauport, comté de Montmorency, datées du 1er mars 1969 et remboursables par séries du 1er mars 1970 au 1er mars 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7% ni supérieur à 8% payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements nos: 177 — \$33,500 — renouvellement; 478 — \$55,000 — aqueduc, égouts; 480 — \$40,000 — voirie; 481 — \$232,000 — aqueduc, égouts; 482 — \$25,000 — aqueduc, égouts, voirie; 487 — \$2,000 — divers travaux.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1969.

Tableau d'amortissement — \$387,500 — 20 ans

Année	Capital
1er mars 1970	\$17,500
1er mars 1971	19,000
1er mars 1972	20,000
1er mars 1973	21,000
1er mars 1974	12,000
1er mars 1975	12,000
1er mars 1976	13,000
1er mars 1977	14,000
1er mars 1978	14,000
1er mars 1979	15,000
1er mars 1980	17,000
1er mars 1981	19,000
1er mars 1982	19,000
1er mars 1983	20,000
1er mars 1984	21,000
1er mars 1985	24,000
1er mars 1986	26,000
1er mars 1987	27,000
1er mars 1988	28,000
1er mars 1989	29,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte

## Tenders

### Town of Beauport County of Montmorency

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Georges E. Boutet, clerk, Town Hall, 577 Royale Avenue, Post Office Box 90, Beauport, Québec 5, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., Monday, March 3, 1969, for the purchase of an issue of \$387,500 of bonds for the town of Beauport, county of Montmorency, dated March 1, 1969 and redeemable serially from March 1, 1970 to March 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, such as shown on the table of redemption in the present notice.

By-law Nos: 177 — \$33,500 — renewal; 478 — \$55,000 — aqueduct, sewers; 480 — \$40,000 roads; 481 — \$232,000 — aqueduct, sewers; 482 — \$25,000 — aqueduct, sewers, roads; 487 — \$2,000 — various works.

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 1, 1969.

Table of redemption — \$387,500 — 20 years

Year	Capital
March 1, 1970	\$17,500
March 1, 1971	19,000
March 1, 1972	20,000
March 1, 1973	21,000
March 1, 1974	12,000
March 1, 1975	12,000
March 1, 1976	13,000
March 1, 1977	14,000
March 1, 1978	14,000
March 1, 1979	15,000
March 1, 1980	17,000
March 1, 1981	19,000
March 1, 1982	19,000
March 1, 1983	20,000
March 1, 1984	21,000
March 1, 1985	24,000
March 1, 1986	26,000
March 1, 1987	27,000
March 1, 1988	28,000
March 1, 1989	29,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders shall be received and considered for 10-year serial bonds, with the balance being partly 10-year short-term bonds and partly 20-year fixed-term bonds, pro-

échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à \$29,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant sur le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beauport.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à \$29,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$29,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er mars de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 3 mars 1969, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 577, avenue Royale, case postale 90, Beauport, Québec 5, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Beauport, (Comté de Montmorency), ce 5 février 1969.

*Le greffier,*  
GEORGES E. BOUTET.

Hôtel de ville, 577, avenue Royale,  
Case postale 90, Beauport, Québec 5, P.Q.  
Téléphone: 661-6921, code 418. 27994-0

**Ville de Repentigny**  
Comté de L'Assomption

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné H. Léon Leblanc, greffier, Hôtel de ville, 435, rue Notre-Dame, Repentigny, comté de L'Assomption, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 3 mars 1969, pour l'achat de \$915,000 d'obligations de la ville de Repentigny, comté de L'Assomption, datées du 1er mars 1969 et remboursables par séries du 1er mars 1970 au 1er mars 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8% payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

vided however, that this latter amount be for an amount not less than \$29,000, and if higher than this latter amount, this part should include one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting at the last years of maturities. However, the tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Beauport.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds, for an amount equal to \$29,000. However, if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount higher than \$29,000, the bonds so issued shall be redeemable by anticipation, at par, on March 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds on the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, March 3, 1969, at 8:00 o'clock, p.m., at the Town Hall, 577 Royale Avenue, Post Office Box 90, Beauport, Québec 5, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Beauport, (County of Montmorency), February 5, 1969.

GEORGES E. BOUTET,  
*Clerk.*

Town Hall, 577 Royale Avenue,  
Post Office Box 90, Beauport, Québec 5, P.Q.  
Telephone: 661-6921, code 418. 27994

**Town of Repentigny**  
County of L'Assomption

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned H. Léon Leblanc, Town Clerk, Town Hall, 435 Notre-Dame Street, Repentigny, county of L'Assomption, P.Q. until 8:00 o'clock p.m., Monday, March 3, 1969, for the purchase of an issue of \$915,000 of bonds for the town of Repentigny, county of L'Assomption, dated March 1, 1969 and redeemable serially from March 1, 1970 to March 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount at each different rate must cover one or more entire annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

Règlements Nos: 79 — \$123,500 — renouvellement; 88 — \$452,000 — renouvellement; 92 — \$58,000 — renouvellement; 293 — \$166,500 — aqueduc, égout, voirie; 322 — \$115,000 — construction d'une bibliothèque municipale.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1969.

Tableau d'amortissement — \$915,000 — 20 ans

Année	Capital
1er mars 1970.....	\$ 22,000
1er mars 1971.....	23,000
1er mars 1972.....	25,000
1er mars 1973.....	25,000
1er mars 1974.....	27,000
1er mars 1975.....	29,000
1er mars 1976.....	31,000
1er mars 1977.....	32,000
1er mars 1978.....	34,000
1er mars 1979.....	36,000
1er mars 1980.....	38,000
1er mars 1981.....	41,000
1er mars 1982.....	43,000
1er mars 1983.....	46,000
1er mars 1984.....	49,000
1er mars 1985.....	51,000
1er mars 1986.....	54,000
1er mars 1987.....	57,000
1er mars 1988.....	61,000
1er mars 1989.....	191,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à \$17,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er mars 1989 au montant de \$191,000 comprend un solde de \$127,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	Capital
1er mars 1990.....	\$ 9,000
1er mars 1991.....	10,000
1er mars 1992.....	10,000
1er mars 1993.....	11,000
1er mars 1994.....	12,000
1er mars 1995.....	13,000
1er mars 1996.....	14,000
1er mars 1997.....	15,000
1er mars 1998.....	16,000
1er mars 1999.....	17,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Repentigny.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

By-laws Nos: 79 — \$123,500 — renewal; 88 — \$452,000 — renewal; 92 — \$58,000 — renewal; 293 — \$166,500 — aqueduct, sewers, roads; 322 — \$115,000 — construction of a municipal library.

For adjudication only, interest will be calculated as from March 1, 1969.

Table of redemption — \$915,000 — 20 years

Year	Capital
March 1, 1970.....	\$ 22,000
March 1, 1971.....	23,000
March 1, 1972.....	25,000
March 1, 1973.....	25,000
March 1, 1974.....	27,000
March 1, 1975.....	29,000
March 1, 1976.....	31,000
March 1, 1977.....	32,000
March 1, 1978.....	34,000
March 1, 1979.....	36,000
March 1, 1980.....	38,000
March 1, 1981.....	41,000
March 1, 1982.....	43,000
March 1, 1983.....	46,000
March 1, 1984.....	49,000
March 1, 1985.....	51,000
March 1, 1986.....	54,000
March 1, 1987.....	57,000
March 1, 1988.....	61,000
March 1, 1989.....	191,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds with the balance being partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part be for an amount not less than \$17,000, and if higher than this latter amount, this part must comprise one or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturities of the issue appearing in this notice, and starting by the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of March 1, 1989, in the amount of \$191,000 includes a balance of \$127,000 renewable for an additional 10-year period, and maturing as follows:

Year	Capital
March 1, 1990.....	\$ 9,000
March 1, 1991.....	10,000
March 1, 1992.....	10,000
March 1, 1993.....	11,000
March 1, 1994.....	12,000
March 1, 1995.....	13,000
March 1, 1996.....	14,000
March 1, 1997.....	15,000
March 1, 1998.....	16,000
March 1, 1999.....	17,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Repentigny.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de \$191,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$191,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er mars de chaque année pour les montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 3 mars 1969, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 435, rue Notre-Dame, Repentigny, comté de L'Assomption, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Repentigny, (Comté de L'Assomption), ce 24 janvier 1969.

*Le greffier,*  
H. LÉON LEBLANC.

Hôtel de ville, 435, rue Notre-Dame,  
Repentigny, Comté de L'Assomption, P.Q.  
Téléphone: 581-4010, code 514. 27996-0

**Sainte-Adèle**  
Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gaston Deschamps, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, boulevard Sainte-Adèle, case postale 58, Sainte-Adèle-en-Bas, comté de Terrebonne, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 4 mars 1969, pour l'achat de \$205,500 d'obligations de la municipalité de Sainte-Adèle, comté de Terrebonne, datées du 1er mars 1969 et remboursables par séries du 1er mars 1970 au 1er mars 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements Nos: 124-1967 — \$9,500 — aqueduc, égouts; 135-1968 — \$60,000 — aqueduc, égouts; 136-1968 — \$81,000 — aqueduc, égouts; 137-1968 — \$55,000 — voirie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1969.

Tableau d'amortissement — \$205,500 — 20 ans

Année	Capital
1er mars 1970.....	\$ 6,000
1er mars 1971.....	6,500
1er mars 1972.....	6,500
1er mars 1973.....	7,000
1er mars 1974.....	8,000
1er mars 1975.....	8,000
1er mars 1976.....	8,500
1er mars 1977.....	9,500
1er mars 1978.....	10,000
1er mars 1979.....	10,500
1er mars 1980.....	12,000

The said bonds shall not be redeemable by anticipation when issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to \$191,000 or less. However, if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds, for an amount higher than \$191,000, the bonds so issued shall be redeemable by anticipation, at par, on March 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of redemption of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds at the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, March 3, 1969, at 8:00 o'clock p.m., Town Hall, 435 Notre-Dame Street, Repentigny, county of L'Assomption, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Repentigny, (County of L'Assomption), January 24, 1969.

H. LÉON LEBLANC,  
Town Clerk.

Town Hall, 435 Notre-Dame Street,  
Repentigny, County of L'Assomption, P.Q.  
Telephone: 581-4010, code 514. 27996

**Sainte-Adèle**  
County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gaston Deschamps, Secretary Treasurer, Town Hall, Sainte-Adèle Boulevard, P.O. Box 58, Sainte-Adèle-en-Bas, county of Terrebonne, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, March 4, 1969, for the purchase of an issue of \$205,500 of bonds for the municipality of Sainte-Adèle, county of Terrebonne, dated March 1, 1969 and redeemable serially from March 1, 1970 to March 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate should cover one or several entire annual amortizations, as shown in the table of redemption of this notice.

By-laws Nos: 124-1967 — \$9,500 — aqueduct, sewers; 135-1968 — \$60,000 — aqueduct, sewers; 136-1968 — \$81,000 — aqueduct, sewers; 137-1968 — \$55,000 — roads.

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 1, 1969.

Table of redemption — \$205,500 — 20 years

Year	Capital
March 1, 1970.....	\$ 6,000
March 1, 1971.....	6,500
March 1, 1972.....	6,500
March 1, 1973.....	7,000
March 1, 1974.....	8,000
March 1, 1975.....	8,000
March 1, 1976.....	8,500
March 1, 1977.....	9,500
March 1, 1978.....	10,000
March 1, 1979.....	10,500
March 1, 1980.....	12,000

1er mars 1981.....	\$12,500
1er mars 1982.....	14,000
1er mars 1983.....	14,500
1er mars 1984.....	16,000
1er mars 1985.....	9,500
1er mars 1986.....	10,500
1er mars 1987.....	11,000
1er mars 1988.....	12,000
1er mars 1989.....	13,000

March 1, 1981.....	\$12,500
March 1, 1982.....	14,000
March 1, 1983.....	14,500
March 1, 1984.....	16,000
March 1, 1985.....	9,500
March 1, 1986.....	10,500
March 1, 1987.....	11,000
March 1, 1988.....	12,000
March 1, 1989.....	13,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à \$13,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêt courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sainte-Adèle-en-Bas.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à \$13,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$13,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er mars de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le mars 1969, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, boulevard Sainte-Adèle, case postale 58, Sainte-Adèle-en-Bas, comté de Terrebonne, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus ni aucune des soumissions.

Sainte-Adèle, (Comté de Terrebonne), ce 3 février 1969.

*Le secrétaire-trésorier,*  
GASTON DESCHAMPS.

Hôtel de Ville, Boulevard Sainte-Adèle,  
Case postale 58, Sainte-Adèle-en-Bas,  
Comté de Terrebonne, P.Q.  
Téléphone: 229-3092, code 514. 27995-0

**Cité de Shawinigan**  
Comté de Saint-Maurice

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le

Moreover, tenders may be sent and they shall be considered for 10-year or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders shall be received and considered as 10-year serial bonds with the balance being partly 10-year short-term and partly 20-year fixed-term bonds, provided however, that the latter part be for an amount not less than \$13,000, and if higher than this latter amount, this part must include only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the maturity tables appearing in this notice, starting by the last years of maturities. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Sainte-Adèle-en-Bas.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to \$13,000. However if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount higher than \$13,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation at par, on March 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds at the date of their delivery included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, March 4, 1969, at 8:00 o'clock p.m., Town Hall, Sainte-Adèle Boulevard, P.O. Box 58, Sainte-Adèle-en-Bas, county of Terrebonne, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Sainte-Adèle, (County of Terrebonne), February 3, 1969.

GASTON DESCHAMPS,  
*Secretary Treasurer.*

Town Hall, Sainte-Adèle Boulevard,  
P.O. Box 58, Sainte-Adèle-en-Bas,  
County of Terrebonne, P.Q.  
Telephone: 229-3092, code 514. 27995

**City of Shawinigan**  
County of Saint-Maurice

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Yvon Boisvert,

soussigné Yvon Boisvert, greffier, Hôtel de Ville, rue des Cèdres, Shawinigan, comté de St-Maurice, P.Q., jusqu'à 5 heures de l'après-midi, mardi, le 4 mars 1969, pour l'achat de \$470,000 d'obligations de la cité de Shawinigan, comté de St-Maurice, datées du 1er mars 1969 et remboursables par séries du 1er mars 1970 au 1er mars 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements Nos: 934 — \$107,000 — renouvellement; 941 — \$126,000 — renouvellement; 942 — \$72,000 — renouvellement; 1082 tel que modifié — \$21,000 — aqueduc, voirie, etc.; 1089 tel que modifié — \$144,000 — voirie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1969.

City Clerk, City Hall, des Cèdres Street, Shawinigan, county of St-Maurice, P.Q., until 5:00 o'clock p.m., Tuesday, March 4, 1969, for the purchase of an issue of \$470,000 of bonds for the City of Shawinigan, county of St-Maurice, dated March 1, 1969, and redeemable serially from March 1, 1970 to March 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more entire annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

By-laws Nos.: 934 — \$107,000 — renewal; 941 — \$126,000 — renewal; 942 — \$72,000 — renewal; 1082 as amended — \$21,000 — aqueduct, roads, etc.; 1089 as amended — \$144,000 — roads.

For adjudication only, interest will be calculated as from March 1, 1969.

Tableau d'amortissement — \$470,000 — 20 ans

Année	Capital
1er mars 1970	\$24,000
1er mars 1971	26,000
1er mars 1972	26,000
1er mars 1973	27,000
1er mars 1974	28,000
1er mars 1975	30,000
1er mars 1976	32,000
1er mars 1977	32,000
1er mars 1978	36,000
1er mars 1979	38,000
1er mars 1980	41,000
1er mars 1981	42,000
1er mars 1982	9,000
1er mars 1983	9,000
1er mars 1984	10,000
1er mars 1985	11,000
1er mars 1986	11,000
1er mars 1987	12,000
1er mars 1988	13,000
1er mars 1989	13,000

Table of redemption — \$470,000 — 20 years

Year	Capital
March 1, 1970	\$24,000
March 1, 1971	26,000
March 1, 1972	26,000
March 1, 1973	27,000
March 1, 1974	28,000
March 1, 1975	30,000
March 1, 1976	32,000
March 1, 1977	32,000
March 1, 1978	36,000
March 1, 1979	38,000
March 1, 1980	41,000
March 1, 1981	42,000
March 1, 1982	9,000
March 1, 1983	9,000
March 1, 1984	10,000
March 1, 1985	11,000
March 1, 1986	11,000
March 1, 1987	12,000
March 1, 1988	13,000
March 1, 1989	13,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à \$13,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Shawinigan.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Moreover, tenders may be sent and will be considered for ten-year short-term or fifteen-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for ten-year serial bonds, with the balance being partly for ten-year short-term and partly for twenty-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part be for an amount not less than \$13,000, and, if higher than this latter amount, this part shall comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturities of the issue appearing in this notice, and starting by the last years of maturities. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Shawinigan.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à \$13,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$13,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1<sup>er</sup> mars de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 4 mars 1969, à 5 heures de l'après-midi, Hôtel de Ville, rue des Cèdres, Shawinigan, comté de St-Maurice, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Shawinigan, (Comté de Saint-Maurice), ce 5 février 1969.

Le greffier,  
YVON BOISVERT.

Hôtel de Ville, rue des Cèdres,  
Shawinigan, (St-Maurice), P.Q.  
Téléphone: 537-1003, code 819. 27997-o

**Ville de Mont-Saint-Hilaire**  
Comté de Rouville

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Yves Lacroix, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville 100, Boul. Centre Civique, Mont-St-Hilaire, comté de Rouville, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, mercredi, le 5 mars 1969, pour l'achat de \$510,000 d'obligations de la ville de Mont-St-Hilaire, comté de Rouville, datées du 1<sup>er</sup> mars 1969 et remboursables par séries du 1<sup>er</sup> mars 1970 au 1<sup>er</sup> mars 1989, inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1<sup>er</sup> mars et 1<sup>er</sup> septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements Nos: 150 — \$76,200 — renouvellement; 222 — \$19,800 — aqueduc et égouts; 233 — \$64,000 — voirie; 239 — \$26,000 — aqueduc et égouts; 247 — \$72,000 — aqueduc et égouts; 248 — \$125,000 — aqueduc et égouts; 251 — \$30,000 — voirie; 252 — \$30,000 — aqueduc et égouts; 256 — \$30,000 — aqueduc et égouts; 257 — \$24,000 — aqueduc et égouts; 269 — \$13,000 — voirie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1<sup>er</sup> mars 1969.

Tableau d'amortissement — \$510,000 — 20 ans

Année	Capital
1 <sup>er</sup> mars 1970.....	\$24,000
1 <sup>er</sup> mars 1971.....	25,000
1 <sup>er</sup> mars 1972.....	25,000
1 <sup>er</sup> mars 1973.....	26,000
1 <sup>er</sup> mars 1974.....	28,000
1 <sup>er</sup> mars 1975.....	28,000
1 <sup>er</sup> mars 1976.....	29,000

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for twenty-year fixed-term for an amount equal to \$13,000. However, if they are issued partly for twenty-year fixed-term for an amount greater than \$13,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on March 1<sup>st</sup> of each year, for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, March 4, 1969, at 5:00 o'clock in the afternoon, City Hall, des Cèdres Street, Shawinigan, county of St-Maurice, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Shawinigan, (County of Saint-Maurice), February 5, 1969.

YVON BOISVERT,  
City Clerk.

City Hall, des Cèdres Street,  
Shawinigan, (St-Maurice), P.Q.  
Telephone: 537-1003, code 819. 27997

**Town of Mont-Saint-Hilaire**  
County of Rouville

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Yves Lacroix, Secretary Treasurer, Town Hall, 100 Civic Centre Boulevard, Mont-Saint-Hilaire, county of Rouville, P.Q., until 8:30 o'clock p.m., Wednesday, March 5, 1969, for the purchase of an issue of \$510,000 of bonds for the town of Mont-Saint-Hilaire, county of Rouville, dated March 1, 1969, and redeemable serially from March 1, 1970 to March 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on March 1<sup>st</sup> and September 1<sup>st</sup> of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more entire annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

By-laws Nos: 150 — \$76,200 — renewal; 222 — \$19,800 — aqueduct and sewers; 233 — \$64,000 — roads; 239 — \$26,000 — aqueduct and sewers; 247 — \$72,000 — aqueduct and sewers; 248 — \$125,000 — aqueduct and sewers; 251 — \$30,000 — roads; 252 — \$30,000 — aqueduct and sewers; 256 — \$30,000 — aqueduct and sewers; 257 — \$24,000 — aqueduct and sewers; 269 — \$13,000 — roads.

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 1, 1969.

Table of redemption — \$510,000 — 20 years

Year	Capital
March 1, 1970.....	\$24,000
March 1, 1971.....	25,000
March 1, 1972.....	25,000
March 1, 1973.....	26,000
March 1, 1974.....	28,000
March 1, 1975.....	28,000
March 1, 1976.....	29,000

1er mars 1977.....	\$29,000	March 1, 1977.....	\$29,000
1er mars 1978.....	32,000	March 1, 1978.....	32,000
1er mars 1979.....	22,000	March 1, 1979.....	22,000
1er mars 1980.....	23,000	March 1, 1980.....	23,000
1er mars 1981.....	23,000	March 1, 1981.....	23,000
1er mars 1982.....	24,000	March 1, 1982.....	24,000
1er mars 1983.....	24,000	March 1, 1983.....	24,000
1er mars 1984.....	25,000	March 1, 1984.....	25,000
1er mars 1985.....	24,000	March 1, 1985.....	24,000
1er mars 1986.....	24,000	March 1, 1986.....	24,000
1er mars 1987.....	25,000	March 1, 1987.....	25,000
1er mars 1988.....	25,000	March 1, 1988.....	25,000
1er mars 1989.....	25,000	March 1, 1989.....	25,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à \$25,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Mont-St-Hilaire.

Le capital et les intérêts sont payable à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à \$25,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$25,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er mars de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 5 mars 1969, à 8.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 100, Boul. Centre Civique, Mont-St-Hilaire, comté de Rouville, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Mont-St-Hilaire, (Comté de Rouville), ce 6 février 1969.

*Le secrétaire-trésorier,*  
YVES LACROIX.

Hôtel de Ville, 100, Boul. Centre Civique,  
Mont-St-Hilaire, (Rouville), P.Q.  
Téléphone: 467-2854, code 514. 28014-o

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds, with the balance being partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part be for an amount not less than \$25,000 and if higher than this latter amount, this part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Mont-St-Hilaire.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to \$25,000. However, if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount higher than \$25,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on March 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, March 5, 1969, at 8:30 o'clock p.m., Town Hall, 100 Civic Centre Boulevard, Mont-St-Hilaire, county of Rouville, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Mont-St-Hilaire, (County of Rouville), February 6, 1969.

YVES LACROIX,  
Secretary Treasurer.

Town Hall, 100 Civic Centre Boulevard,  
Mont-St-Hilaire, (Rouville), P.Q.  
Telephone: 467-2854, code 514. 28014

**Paroisse de Ste-Julie**  
Comté de Verchères

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Philippe Huard, secrétaire-trésorier, Bureau de la Corporation, 649, rue St-Joseph, Ste-Julie, comté de Verchères, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, mardi, le 4 mars 1969, pour l'achat de \$248,000 d'obligations de la paroisse de Ste-Julie, comté de Verchères, datées du 1er mars 1969 et remboursables par séries du 1er mars 1970 au 1er mars 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Règlements Nos: 194 — \$23,000 — épuration; 195 — \$29,500 — aqueduc et égouts; 196 — \$18,000 — aqueduc et égouts; 197 — \$10,400 — aqueduc et égouts; 201 — \$10,400 — aqueduc, égouts, etc.; 202 — \$101,300 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 203 — \$39,200 — aqueduc, égouts, etc.; 204 — \$16,200 — aqueduc et égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1969.

Tableau d'amortissement — \$248,000 — 20 ans

Année	Capital
1er mars 1970.....	\$ 7,000
1er mars 1971.....	7,000
1er mars 1972.....	7,000
1er mars 1973.....	8,000
1er mars 1974.....	8,000
1er mars 1975.....	9,000
1er mars 1976.....	10,000
1er mars 1977.....	10,000
1er mars 1978.....	10,000
1er mars 1979.....	10,000
1er mars 1980.....	10,000
1er mars 1981.....	11,000
1er mars 1982.....	11,000
1er mars 1983.....	11,000
1er mars 1984.....	11,000
1er mars 1985.....	11,000
1er mars 1986.....	11,000
1er mars 1987.....	11,000
1er mars 1988.....	12,000
1er mars 1989.....	63,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à \$5,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour

**Parish of Ste-Julie**  
County of Verchères

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Philippe Huard, Secretary Treasurer, Corporation Office, 649 St-Joseph Street, Ste-Julie, county of Verchères, P.Q., until 8:30 o'clock p.m., Tuesday, March 4, 1969, for the purchase of an issue of \$248,000 of bonds for the parish of Ste-Julie, county of Verchères, dated March 1, 1969 and redeemable serially from March 1, 1970 to March 1, 1989, inclusively, with interest at a rate not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however; if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more entire annual amortizations as shown on the table of redemption in this notice.

By-laws Nos.: 194 — \$23,000 — purification; 195 — \$29,500 — aqueduct and sewers; 196 — \$18,000 — aqueduct and sewers; 197 — \$10,400 — aqueduct and sewers; 201 — \$10,400 — aqueduct and sewers, etc.; 202 — \$101,300 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 203 — \$39,200 — aqueduct, sewers, etc.; 204 — \$16,200 — aqueduct and sewers.

For adjudication only, interest will be calculated as from March 1, 1969.

Table of redemption — \$248,000 — 20 years

Year	Capital
March 1, 1970.....	\$ 7,000
March 1, 1971.....	7,000
March 1, 1972.....	7,000
March 1, 1973.....	8,000
March 1, 1974.....	8,000
March 1, 1975.....	9,000
March 1, 1976.....	10,000
March 1, 1977.....	10,000
March 1, 1978.....	10,000
March 1, 1979.....	10,000
March 1, 1980.....	10,000
March 1, 1981.....	11,000
March 1, 1982.....	11,000
March 1, 1983.....	11,000
March 1, 1984.....	11,000
March 1, 1985.....	11,000
March 1, 1986.....	11,000
March 1, 1987.....	11,000
March 1, 1988.....	12,000
March 1, 1989.....	63,000

Moreover tenders may be sent and shall be considered for 10-year or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds with the balance being partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter amount be for an amount not less than \$5,000, and, if higher than this latter amount, this part must comprise one or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturities appearing in this notice and starting by the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall

un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er mars 1989 au montant de \$63,000 comprend un solde de \$50,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	Capital
1er mars 1990	\$ 5,000
1er mars 1991	5,000
1er mars 1992	5,000
1er mars 1993	5,000
1er mars 1994	5,000
1er mars 1995	5,000
1er mars 1996	5,000
1er mars 1997	5,000
1er mars 1998	5,000
1er mars 1999	5,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Boucherville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Les dites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de \$63,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$63,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er mars de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 4 mars 1969, à 8.30 heures du soir, Bureau de la Corporation, 649, rue St-Joseph, Ste-Julie, comté de Verchères, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sainte-Julie, (Comté de Verchères), ce 10 février 1969.

*Le secrétaire-trésorier,*  
PHILIPPE HUARD.

Bureau de la Corporation, 649, rue St-Joseph,  
Sainte-Julie, (Verchères), P.Q.  
Téléphone: 649-1112, code 514. 28019-0

be made according to law.

The maturity of March 1, 1989 in the amount of \$63,000 includes a balance of \$50,000 renewable for an additional period of 10 years, and maturing as follows:

Year	Capital
March 1, 1990	\$ 5,000
March 1, 1991	5,000
March 1, 1992	5,000
March 1, 1993	5,000
March 1, 1994	5,000
March 1, 1995	5,000
March 1, 1996	5,000
March 1, 1997	5,000
March 1, 1998	5,000
March 1, 1999	5,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque, payable at par at Boucherville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to \$63,000 or less. However, if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount higher than \$63,000, the bonds so issued shall be redeemable by anticipation, at par, on March 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Tuesday, March 4, 1969, at 8:30 o'clock p.m., Corporation Office, 649 St-Joseph Street, Ste-Julie, county of Verchères, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Sainte-Julie, (County of Verchères), February 10, 1969.

PHILIPPE HUARD,  
*Secretary Treasurer.*

Corporation Office, 649 St-Joseph Street,  
Sainte-Julie, (Verchères), P.Q.  
Telephone: 649-1112, code 514. 28019

## Ministère des Affaires municipales

### Cité de Hull

Avis est donné que, par l'arrêté en conseil No 262 du 29 janvier 1969 et conformément à l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q. 1964, chapitre 193), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement No 982 du conseil municipal de la cité de Hull et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné

## Department of Municipal Affairs

### City of Hull

Notice is hereby given that by Order in Council No. 262 of January 29, 1969, and in conformity with section 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1964, chapter 193), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve by-law No. 982 of the municipal council of the City of Hull and to decree that, from and after the date of the publication of the present notice, the

audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité de Lucerne, comté de Gatineau, et annexé à la cité de Hull.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de Lucerne, dans le comté municipal de Gatineau, comprenant en référence au cadastre officiel du canton de Hull, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, rues, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir: partant du coin nord-ouest du lot 11 rang V; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne nord des lots 11, 10-A et 9 rang V jusqu'au côté ouest du boulevard de la cité des Jeunes (chemin de la mine de fer); puis suivant les limites actuelles de la cité de Hull, les côtés ouest et sud-ouest dudit boulevard, celui-ci se prolongeant par son dernier tronçon à travers le chemin de la Montagne et dans la ligne est du lot 7-C du rang IV; la ligne sud dudit lot 7-C, celle-ci se prolongeant à travers le lac des Fées; partie de la ligne est du lot 8-B rang IV et la ligne est du lot 8-C rang IV; la ligne est des lots 8-A et 8-B rang III et son prolongement jusqu'au côté sud-est du chemin d'Aylmer; puis laissant les limites actuelles de la cité de Hull, le côté sud-est du chemin d'Aylmer en allant vers le sud-ouest jusqu'au prolongement de la ligne ouest du lot 10-A rang II; ledit prolongement et la ligne ouest dudit lot 10-A rang II; la ligne ouest du lot 10 rang III et des lots de subdivision 10-53, 10-52, 10-91, 10-51, 10-50, 10-90, 10-49, 10-48, 10-47, 10-84 et 10-18 du rang III, cette ligne se prolongeant à travers un chemin séparant les rangs III et IV et dans la ligne ouest des lots 10-C, 10-B et 10-D du rang IV; la ligne nord des lots 10-D et 9-B-5 du rang IV; la ligne ouest du lot 9-B-1 du rang IV jusqu'au côté sud-ouest du chemin de la Montagne; les côtés sud-ouest et sud du chemin de la Montagne et le côté sud du chemin Pink jusqu'au prolongement de la ligne ouest du lot 11 du rang V; enfin ledit prolongement et ladite ligne ouest du lot 11 du rang V jusqu'au point de départ.

*Le sous-ministre des affaires municipales,*  
27993-o **RICHARD BEAULIEU.**

#### Municipalité du village de Les Cèdres

##### Règlement No 105

Prolongeant à trois ans le terme du mandat des membres du Conseil de la Corporation.

CONSIDÉRANT que les articles 249-A, 249-B et 249-C du Code municipal permettent à ce conseil de décréter, par règlement approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, que la durée des fonctions du maire et des conseillers sera à l'avenir de trois ans;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de se prévaloir de ce pouvoir;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par M. le conseiller Dominique Plante et résolu à l'unanimité qu'un règlement portant le numéro cent cinq (105) soit et est adopté, et qu'il est statué et décrété par ce règlement comme suit:

1<sup>o</sup> Les membres du conseil élus lors de la prochaine élection générale suivant l'adoption du présent règlement le seront pour les termes suivants:

territory mentioned in the said by-law and described hereunder is detached from the municipality of Lucerne, county of Gatineau, and annexed to the City of Hull.

The territory is the following:

A territory actually being part of the municipality of Lucerne, in the municipal county of Gatineau, including in reference to the official cadastre of the township of Hull, the lots or parts of lots and their subdivisions present and future as well as the roads, streets, water courses or parts of these, the whole enclosed in the limits hereafter described, to wit: leaving from the northwest corner of lot 11 range V, thence; successively, the following lines and demarcations: the north line of lots 11, 10-A and 9 range V up to the west side of the boulevard of Cité des Jeunes (the iron mine road); then following the actual limits of the City of Hull, the west and southwest sides of the said boulevard, the latter prolongating itself by its last section across the road of La Montagne and on the east line of lot 7-C of range IV; the south line of said lot 7-C, the latter prolongating itself across des Fées Lake; part of the east line of lot 8-B range IV and the east line of lot 8-C range IV; the east line of lots 8-A and 8-B range III and its prolongation up to the southeast side of Aylmer Road; then leaving the actual limits of the City of Hull, the southeast side of Aylmer Road going to the southwest up to the prolongation of the west line of lot 10-A range II; the said prolongation and the west line of said lot 10-A range II; the west line of lot 10 range III and the lots of subdivision 10-53, 10-52, 10-91, 10-51, 10-50, 10-90, 10-49, 10-48, 10-47, 10-84 and 10-18 of range III, this line prolonging itself across a road separating ranges III and IV and on the west line of lots 10-C, 10-B and 10-D of range IV; the north line of lots 10-D and 9-B-5 of range IV; the west line of lot 9-B-1 of range IV up to the southwest side of the road of la Montagne; the southwest and south sides of the road of La Montagne and the south side of Pink Road up to the prolongation of the west line of lot 11 of range V; finally the said prolongation and the said west line of lot 11 of range V up to the point of departure.

**RICHARD BEAULIEU,**  
27993 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

#### Municipality of the Village of Les Cèdres

##### By-law No. 105

Extending to three years the term of office of the members of the Council of the Corporation.

WHEREAS sections 249-A, 249-B and 249-C of the Municipal Code permit the said Council to enact, by by-law approved by the Lieutenant-Governor in Council, that the term of office of the mayor and councillors be, henceforth, three years;

WHEREAS it is expedient to take advantage of this power;

THEREFORE, it is proposed by Councillor Dominique Plante, and unanimously resolved that a by-law bearing number one hundred and five (105) be and is adopted, and that the following is enacted and decreed by this said by-law:

1. The members of the Council elected at the next general election following the adoption of this by-law shall be in office for the following terms:

- a) Le maire pour trois ans;
  - b) Deux conseillers pour un an;
  - c) Deux autres conseillers pour deux ans;
  - d) Les deux derniers, pour trois ans.
- 2° Le terme de chacun des membres du conseil, y compris le maire, élus à toute élection subséquente sera de trois ans.
- 3° Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.
- Adopté le six janvier 1969.  
Publié le 11 janvier 1969.

*Le maire,*  
**FERNAND BÉRIault,**  
*Le secrétaire-trésorier,*  
**C. IRENÉE PILON.**

Ce règlement est publié conformément à l'article 173, paragraphe 8 de la Loi des cités et villes.

*Le sous-ministre des affaires municipales,*  
28033-o **RICHARD BEAULIEU.**

**Ville de Senneterre**

Avis est donné que, par l'arrêté en conseil No 261 du 29 janvier 1969 et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q. 1964, chapitre 193), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement No 170 du conseil municipal de la ville de Senneterre, et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la paroisse de Senneterre et annexé à la ville de Senneterre.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire faisant partie de la municipalité de la paroisse de Senneterre dans le comté d'Abitibi, comprenant en référence au cadastre officiel du canton de Senneterre, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, routes, emprises de chemin de fer, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les trois périmètres dont les limites sont ci-après décrites, à savoir:

**PREMIER PÉRIMÈTRE:**

Partant du coin sud-est du lot 62 rang I du canton de Senneterre; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne est du lot 62 dans les rangs I, II, III, IV, V et VI; la ligne séparative des rangs VI et VII et le côté nord d'un chemin séparant lesdits rangs VI et VII jusqu'à la ligne est du lot 36 rang VII; ladite ligne est du lot 36 rang VII; la ligne séparative des rangs VII et VIII et son prolongement dans le lac Parent jusqu'au prolongement de la ligne ouest du lot 35 rang VII; ledit prolongement et partie de ladite ligne ouest du lot 35 jusqu'à la ligne nord du lot 29 rang VII; ladite ligne nord du lot 29 et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Bell; la ligne médiane de ladite rivière en allant vers le sud-ouest jusqu'au prolongement de la ligne sud du lot 30 rang VII; ledit prolongement et partie de ladite ligne sud du lot 30 rang VII jusqu'à la ligne ouest du lot 32 rang VI; la ligne ouest du lot 32 dans les rangs VI, V, IV, III, II et I; enfin partie de la ligne séparative des cantons de Senneterre et de Tiblemont en allant vers l'est jusqu'au point de départ.

**DEUXIÈME PÉRIMÈTRE:**

Partant du coin sud-ouest du lot 26 rang VII; de là, successivement les lignes et démarcations suivantes: la ligne ouest des lots 26, 27 et 28 et

- (a) The Mayor for three years;
  - (b) Two Councillors for one year;
  - (c) Two other Councillors for two years;
  - (d) The last two for three years.
2. The term of office of each member of the Council, including the Mayor, elected at all subsequent elections will be three years.
3. This by-law shall become effective according to law.
- Adopted on January sixth, 1969.  
Published on January 11, 1969.

**FERNAND BÉRIault,**  
*Mayor.*  
**C. IRENÉE PILON,**  
*Secretary Treasurer.*

This by-law is published pursuant to section 173, paragraph 8, of the Cities and Towns Act.

*Richard Beaulieu,*  
28033 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

**Town of Senneterre**

Notice is hereby given that by Order in Council No. 261 of January 29, 1969, and in conformity with the provisions of section 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1964, chapter 193) the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve by-law No. 170 of the municipal council of the town of Senneterre, and to decree that, from and after the date of the publication of the present notice, the territory mentioned in the said by-law and described hereunder is detached from the parish of Senneterre and annexed to the town of Senneterre.

This territory is the following:

A territory being part of the municipality of the parish of Senneterre in the county of Abitibi, including in reference to the official cadastre of the township of Senneterre, the lots or parts of lots and their subdivisions, present and future, as well as the roads, routes, railroad right of ways, rivers, water courses or parts of these, the whole enclosed in the three perimeters whose limits are hereafter described, to wit:

**FIRST PERIMETER:**

Starting from the southeast corner of lot 62 range I of the township of Senneterre; thence, successively, the following lines and demarcations: the east line of lot 62 on ranges I, II, III, IV, V and VI; the separative line of ranges VI and VII and the north side of a road separating the said ranges VI and VII up to the east line of lot 36 range VII; the said east line of lot 36 range VII; the separative line of ranges VII and VIII and its prolongation on Parent Lake up to the prolongation of the west line of lot 35 range VII the said prolongation and part of the said west line of lot 35 up to the north line of lot 29 range VII; the said north line of lot 29 and its prolongation up to the median line of Bell River; the median line of the said river going south-west up to the prolongation of the south line of lot 30 range VII; the said prolongation and part of the said south line of lot 30 range VII up to the west line of the lot 32 range VI; the west line of lot 32 on ranges VI, V, IV, III, II and I; finally part of the separative line of the townships of Senneterre and Tiblemont going east up to the point of departure.

**SECOND PERIMETER:**

Starting from the south-west corner of lot 26 range VII; thence, successively the following lines and demarcations: the west line of lots 26, 27 and

son prolongement jusqu'au côté nord d'un chemin séparant les rangs VII et VIII; le côté nord dudit chemin en allant vers l'est jusqu'à la ligne séparative des lots 26 et 27 rang VIII; le prolongement de ladite ligne séparative des lots 26 et 27 à travers le chemin séparant les rangs VII et VIII et à travers les lots 28, 27, 26 et 25 jusqu'à la ligne médiane de la rivière aux Peupliers; la ligne médiane de ladite rivière en allant vers l'ouest jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 25 et 26 rang VII; enfin ledit prolongement et partie de ladite ligne séparative des lots 25 et 26 en allant vers l'ouest jusqu'au point de départ.

#### TROISIÈME PÉRIMÈTRE:

Partant du point d'intersection de la ligne séparative des lots 26 et 27 rang VIII avec le côté sud-ouest de l'emprise du chemin de fer de la compagnie des chemins de fer Nationaux du Canada (lot 63); de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes; le côté sud-ouest de ladite emprise en allant vers le nord-ouest jusqu'à sa rencontre avec le prolongement du côté nord d'un chemin séparant les rangs VIII et IX; ledit prolongement et le côté nord dudit chemin en allant vers l'est jusqu'au côté est d'un autre chemin séparant le lot 29-B rang VIII des lots 31, 32 et 33 rang VIII; le côté est de ce dernier chemin en allant vers le sud jusqu'à sa rencontre avec la ligne sud du lot 31 rang VIII; le prolongement de la ligne sud du lot 31 rang VIII à travers le chemin séparant le lot 29-B rang VIII des lots 31, 32 et 33 rang VIII ainsi qu'à travers les lots 29-B, 29-A, 28 et 27 dans le rang VIII jusqu'à la ligne séparative des lots 26 et 27 rang VIII; enfin partie de ladite ligne séparative des lots 26 et 27 en allant vers le sud jusqu'au point de départ.

*Le sous-ministre des affaires municipales,*  
27993-0 RICHARD BEAULIEU.

28 and its prolongation up to the north side of a road separating ranges VII and VIII: the north side of said road going east up to the separative line of lots 26 and 27 range VIII: the prolongation of the said separative line of lots 26 and 27 across the road separating ranges VII and VIII and crossing lots 28, 27, 26 and 25 up to the median line of aux Peupliers River; the median line of the said river going west up to the prolongation of the separative line of lots 25 and 26 range VII, finally the said prolongation and part of the said separative line of lots 25 and 26 going west up to the point of departure.

#### THIRD PERIMETER:

Starting from the intersection point of the separative line of lots 26 and 27 range VIII with the southwest side of the railroad right of way of the Canadian National Railway Company (lot 63); thence, successively, the following lines and demarcations: the southwest side of the said right of way going northwest up to its meeting with the prolongation of the north side of a road separating ranges VIII and IX; the said prolongation and the north side of the said road going east up to the east side of another road separating 29-B range VIII from lots 31, 32 and 33 range VIII, the east side of this latter road going south up to its meeting with the south line of lot 31 range VIII; the prolongation of the south line of 31 range VIII across the road separating lot 29-B range VIII from lots 31, 32 and 33 range VIII as well as across lots 29-B, 29-A, 28 and 27 on range VIII up to the separative line of lots 26 and 27 range VIII; finally part of the said separative line of lots 26 and 27 going south up to the point of departure.

RICHARD BEAULIEU,  
27993 Deputy Minister of Municipal Affairs.

### Avis divers

#### Village de La Providence

Aux contribuables de la susdite municipalité, avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que la Corporation du Village de La Providence, comté de St-Hyacinthe, à l'expiration des délais légaux suivant la publication du présent avis, elle s'adressera au Lieutenant-gouverneur en conseil pour demander l'érection de son territoire en municipalité de ville et pour obtenir des lettres patentes à cette fin, sous l'empire des articles 12 et suivants de la loi des cités et villes (ch. 193 S.R.Q. 1964):

La municipalité de ville projetée portera le nom « Ville La Providence »:

Les limites de la municipalité de ville projetée seront les mêmes que celles de la municipalité du Village de La Providence:

Le recensement ordonné par le conseil de la Municipalité de La Providence établit à 4,685 âmes la population de ladite municipalité.

Donné à La Providence, ce 28<sup>ième</sup> jour de janvier mil neuf cent soixante-neuf.

*Le secrétaire-trésorier,*  
28032-7-2 ROBERT COLLETTE.

### Miscellaneous Notices

#### Village of La Providence

Public notice is hereby given to the tax-payers of the aforementioned municipality by the undersigned, Secretary Treasurer of the said municipality, that the Corporation of the Village of La Providence, county of Saint-Hyacinthe, upon expiry of the legal time limits following the publication of this notice, it will apply to the Lieutenant-Governor in Council to request the erection of its territory into a Town municipality, and to obtain letters patent for such purpose under sections 12 and those following of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1964, chapter 193);

The proposed Town municipality will bear the name of "Town of La Providence."

The limits of the proposed Town municipality will be the same as those of the municipality of the Village of La Providence".

The census ordered by the Municipal Council of La Providence established the population of the said municipality at 4,685.

Given at La Providence this 28th day of January, one thousand nine hundred and sixty-nine.

ROBERT COLLETTE,  
28032-7-2 Secretary Treasurer.

**Règles de pratique  
de la Cour supérieure du  
district de Montréal**

Il est résolu de modifier les règles de pratique de la Cour supérieure du district de Montréal en ajoutant, après la règle 35, celles qui suivent:

**CHAPITRE IV**

Des interrogatoires préalables et hors de cour

36. Durant les jours d'un terme civil, aucun interrogatoire préalable ou hors de cour ne sera tenu avant une heure de l'après-midi, au Palais de justice ou ailleurs.

37. Le sténographe qui prend une telle déposition doit indiquer l'endroit où il l'a prise, ainsi que la date et l'heure du commencement et de la fin de l'interrogatoire.

38. Le sténographe qui, à titre d'officier de la Cour supérieure, enfreint les règles 36 ou 37 se rend passible d'outrage au tribunal.

Je certifie que ces amendements aux règles de pratique de la Cour supérieure du district de Montréal ont été adoptées à l'unanimité par la majorité des Juges de la Cour supérieure nommés pour le district de Montréal, à une assemblée convoquée à cette fin par le soussigné, mercredi, le 22 janvier 1969.

*Le juge en chef adjoint,*  
GEORGE S. CHALLIES.

28008-o

**Succession Roland Cardin**

Avis public est par les présentes donné que Dame Solange Aubé-Cardin en sa qualité de tutrice a accepté sous bénéfice d'inventaire la succession de son époux Roland Cardin, pour et au nom de ses enfants mineurs, France Cardin, Jean Cardin et Daniel Cardin, le tout suivant acte passé devant Me Gilles Pinard, notaire, le 18 janvier 1969, enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Shefford, sous le numéro 189375.

Sherbrooke, le 29<sup>e</sup> jour de janvier 1969.  
27951-o GILLES PINARD, NOTAIRE.

**Cité de Longueuil**

*Mise en application d'un programme de rénovation*

Conformément aux articles 33 et 34 de la Loi de la Société d'Habitation du Québec (15-16 Elizabeth II, chapitre 55), avis public est, par les présentes donné, que le conseil municipal de la cité de Longueuil, a adopté lors d'une assemblée spéciale tenue au lieu ordinaire des séances du conseil, le 3 février 1969, un programme de rénovation concernant le territoire délimité: la rue St-Charles entre St-Alexandre et de Normandie; le boulevard de Normandie, entre St-Charles et l'emprise sud de la Voie C.N.; l'emprise sud de la Voie C.N., entre de Normandie et l'arrière des lots du côté est du Chemin Chambly; l'arrière des lots du côté est du Chemin Chambly, entre la Voie C.N. et le boulevard de Gentilly; le boulevard de Gentilly, entre l'arrière des lots du côté est du Chemin Chambly et l'emprise ouest du Chemin Chambly; l'emprise ouest du Chemin Chambly, entre de Gentilly et le lot adjacent à l'emprise sud de la Voie C.N.; le lot adjacent à l'emprise sud de la Voie C.N. entre St-Jean et le Chemin Chambly; l'avenue St-Jean entre le lot adjacent à l'emprise sud de la Voie C.N. et Guillaume; la rue Guillaume entre St-Jean et St-Thomas; l'avenue St-Thomas, entre Guillaume et le lot adjacent à l'emprise

**Rules of Practice  
of the Superior Court for  
the District of Montreal**

It is resolved to amend the Rules of Practice of the Superior Court for the district of Montreal by adding after Rule 35 the following:

**CHAPTER IV**

Examinations on discovery and out of Court

36. On civil term days no examination on discovery or out of court will be held before 1:00 p.m., whether in the Court House or elsewhere.

37. The stenographer who takes the deposition at such an examination must include in the transcript the place where the deposition has been taken and the date and hour when it commenced and finished.

38. The stenographer who, as an officer of the Court, infringes Rules 36 or 37, is guilty of contempt of court.

I do hereby certify that these amendments to the Rules of Practice of the Superior Court for the district of Montreal were unanimously adopted by the majority of the Judges of the Superior Court appointed for the district of Montreal, at a meeting called for this purpose by the undersigned on Wednesday, January 22, 1969.

GEORGE S. CHALLIES,  
*Associate Chief Justice.*

28008

**Estate of Roland Cardin**

Public notice is hereby given that Mrs. Solange Aubé-Cardin in her quality of tutor accepted under benefit of inventory the estate of her husband Roland Cardin, for her minor children, France Cardin, Jean Cardin and Daniel Cardin, the whole by deed passed before Mre Gilles Pinard, notary, on January 18, 1969, registered at the registry office division of Shefford, under number 189375.

Sherbrooke, the 29<sup>th</sup> day of January, 1969.  
27951-o GILLES PINARD, NOTARY.

**City of Longueuil**

*The Application of a Program for the Renewal*

According to the articles 33 and 34 of the Québec Housing Corporation (15-16 Elizabeth II, chapter 55), public notice is hereby given that the Municipal Council of the city of Longueuil, has adopted at a special meeting held at the usual place of the sittings, on February 3, 1969, a program for the Renewal concerning the territory bounded by: St. Charles St., between St. Alexandre St. and de Normandie Blvd.; de Normandie Blvd., between St. Charles St. and the C.N. Railway south emprise; the C.N. Railway South emprise between de Normandie Blvd. and rear of lots on the east side of Chambly Road; the rear of lots on the east side of Chambly Road between the C.N. Railway and de Gentilly Blvd; de Gentilly Blvd between rear of lots on the east side of Chambly Road and the Chambly Road west emprise; the Chambly Road west emprise between de Gentilly Blvd. and the south adjacent lot emprise of the C.N. Railway; the south adjacent lot emprise of the C.N. Railway between St. Jean St., and Chambly Road; St. Jean St., between the south adjacent lot emprise of the C.N. Railway and Guillaume St. between St. Jean St., and St. Thomas St.; St. Thomas St. between Guillaume St. and the

nord de la Voie C.N.; le lot adjacent à l'emprise nord de la Voie C.N. entre St-Thomas et le Chemin Chambly; le Chemin Chambly entre le lot adjacent à l'emprise nord de la Voie C.N. et la rue Guillaume; la rue Guillaume entre Chemin Chambly et Grant; l'avenue Grant entre Guillaume et Ste-Elizabeth; la rue Ste-Elizabeth, entre Grant et St-Alexandre; l'avenue St-Alexandre, entre Ste-Elizabeth et St-Charles.

Les principaux travaux à exécuter consistent:

1° L'acquisition et le déblaiement de cent trente-cinq (135) bâtiments;

2° L'élargissement du Chemin Chambly entre le boulevard Gentilly et St-Charles en un boulevard de quatre-vingts (80) pieds d'emprise;

3° Une grille de rue modifiée comprenant:

a) L'élargissement d'une section des rues St-Charles, St-Laurent et St-Jean;

b) La fermeture des avenues St-André, St-Adolphe, Vincent, Lévis et d'une section de l'avenue Grant;

4° Le renouvellement des services publics désuets pour toute la zone;

5° L'installation souterraine des services électriques et téléphoniques pour les artères suivantes: Chemin Chambly, rue St-Charles, rue St-Laurent(est);

6° La revente des terrains déblayés pour l'implantation des projets suivants:

a) École Régionale polyvalente de 3,000 élèves par la Commission Scolaire Régionale de Chambly;

b) Centre Communautaire pour personnes âgées pour la population locale par une corporation sans but lucratif;

c) Terrains de stationnement sur la rue St-Charles par la Cité;

d) Aménagement d'un parc face au Foyer St-Antoine par la Cité;

e) Maison d'étudiants contenant neuf cent vingt-quatre (924) unités de logement par le Mouvement Coopératif;

f) Bâtiments résidentiels contenant six cent soixante (660) logements par l'entreprise privée;

g) Bâtiments commerciaux contenant cent huit mille pieds carrés (108,000 p.c.) de superficie de plancher par l'entreprise privée;

h) Restauration de bâtiments résidentiels par les propriétaires;

i) Réaménagement du Parc Paul Pratt adjacent aux maisons d'étudiants et à l'École Polyvalente;

Les nouvelles réglementations et modifications aux règlements existants adopté en vertu de ce programme sont les suivantes:

1° Amendements au règlement No 977 concernant les entrées électriques qui devront être de type souterrain lorsqu'il est prévu au programme de Rénovation Urbaine que les services téléphoniques et électriques seront enfouis dans le sol; cesdites entrées seront localisées suivant les plans d'aménagement des services électriques prévus pour la zone;

2° Introduction d'un Code du Logement établissant des normes relatives à l'occupation et à l'entretien des immeubles résidentiels, situés dans la zone de Rénovation Urbaine, mais qui ne seront pas acquis selon le plan de réaménagement adopté;

Les intéressés pourront consulter les documents constituant ce programme au bureau du

north adjacent lot emprise of the C.N. Railway; the north adjacent lot emprise of the C.N. Railway between St. Thomas St. and Chambly Road; Chambly Road between the north adjacent lot emprise of the C.N. Railway and Guillaume St.; Guillaume St. between Chambly Road and Grant Ave; Grant Ave between Guillaume St. and St. Elizabeth St.; St. Elizabeth St. between Grant Ave and St. Alexandre St.; St. Alexandre St. between St. Elizabeth St. and St. Charles St.

The principal works to execute are:

1. The acquisition and clearing of one hundred and thirty-five (135) buildings;

2. The widening of Chambly Road between de Gentilly Blvd. and St. Charles St. becoming a blvd. of an emprise of eighty feet (80');

3. A modified street gate including:

(a) The widening of a section of St. Charles, St. Laurent and St. Jean Streets;

(b) The closing of St. André, St. Adolphe, Vincent, Lévis Avenues and a part of Grant Avenue;

4. The renewal of public services for the whole zone;

5. The underground installation of electrical and telephonic services for the following Streets: Chambly Road, St. Charles and St. Laurent (east) Streets;

6. The resale of cleared lots for the implantation of the following projects:

(a) Polyvalent Regional School of 3,000 students by the Regional School Board of Chambly;

(b) Community Center for old age persons for local population by a corporation without lucrative purpose;

(c) Parking lots on St. Charles St. by the City;

(d) The arrangement of a park in front of St. Antoine Home by the City;

(e) Student's home containing nine hundred and twenty-four (924) unities of lodging by a Cooperative Movement;

(f) Residential buildings containing six hundred and sixty (660) dwellings by the private enterprise;

(g) Commercial buildings containing one hundred and eight thousand square feet (108,000 sq. f.) in floor area by the private enterprise;

(h) Restoration of residential buildings by the owners;

(i) Re-arrangement of Paul Pratt Park adjacent to students' houses and to the Polyvalent School;

The new regulations and modifications to the by-laws now in force by virtue of this program are:

1. Amendments to by-law No. 977 concerning the electrical services which shall be of underground type when it has been provided by urban renewal program that telephonic and electrical services shall be underground; those services shall be located according to the arrangement plan of electrical services provided for the zone;

2. Introduction of a "Dwelling Code" establishing the rules concerning the occupancy and the maintenance of residential buildings, situated in the urban renewal zone which are not purchased according to the arrangement plan adopted;

Those interested may consult the documents establishing this program at the City Clerk office.

Greffier, 100 ouest, St-Charles, à Longueuil, aux heures normales d'ouverture des bureaux, soit 9 heures a.m. et 5 heures p.m.

De plus, les intéressés pourront se procurer au même endroit une ou des copies du programme de Rénovation au prix unitaire de \$25 (vingt-cinq dollars).

Enfin, les intéressés peuvent s'objecter par écrit au programme de Rénovation auprès de la Société d'Habitation du Québec, 1995 ouest, boulevard Charest, Ste-Foy, Québec 10, et ce jusqu'au trentième jour (30e) de la dernière publication du présent avis conformément à la loi, soit le 28 mars 1969.

Donné à Longueuil, ce 7e jour de février 1969.

27990-0 *Le greffier,*  
RÉAL BÉLANGER.

**Village de Como Est  
Village d'Hudson  
Village d'Hudson Heights**

La corporation municipal du village de Como Est, la corporation municipal du village d'Hudson et la corporation municipal du village d'Hudson Heights, dûment autorisées par leur conseil respectif, adressent au lieutenant-gouverneur en conseil une requête pour obtenir des lettres patentes fusionnant leur territoire respectif en une nouvelle ville nommée « Ville d'Hudson » en français et « Town of Hudson » en anglais.

La nouvelle ville d'Hudson sera régie par la Loi des cités et villes et sera administrée par un conseil composé d'un maire et de six (6) conseillers.

Les conditions de la fusion seront les suivantes:

- a) Le territoire de la nouvelle municipalité ne formera qu'un seul quartier.
- b) Les fonctionnaires et les employés des trois (3) municipalités continueront à être à l'emploi de la nouvelle Ville d'Hudson jusqu'à décision contraire du conseil de la nouvelle ville d'Hudson.

Jusqu'à la première élection générale (qui aura lieu le 1er lundi de novembre 1969, si les lettres patentes sont en vigueur le 1er août 1969 ou sera tenue le 1er novembre 1970, si les lettres patentes sont en vigueur après le 1er août 1969) le conseil provisoire qui administrera la nouvelle ville d'Hudson sera formée des personnes suivantes: le Maire de la municipalité de Como Est au moment de la fusion et de neuf (9) conseillers, soit trois (3) membres des conseils de chacune des municipalités actuellement nommées par résolution du conseil avant que les lettres patentes ne deviennent en vigueur. Les élections générales subséquentes auront lieu le 1er lundi de novembre, à tous les quatre (4) ans.

La Cour municipale de la ville de Dorion qui a présentement juridiction sur le territoire d'Hudson et de Como Est, aura juridiction sur le territoire de la nouvelle ville d'Hudson.

Il peut être pris connaissance du règlement relatif à la fusion ainsi qu'à la requête conjointe au bureau du secrétaire-trésorier de chacune des municipalités.

Les propriétaires peuvent s'opposer à la fusion durant le mois qui suit celui des publications requises par la Loi et faire connaître les motifs

100 St. Charles St., west, Longueuil, during the normal business hours, from 9:00 o'clock a.m. till 5:00 o'clock p.m.

Furthermore, those interested may obtain at the same place, one or several copies of said renewal program for \$25. piece.

Finally, those interested may present their objection to the renewal program by writing at the Québec Housing Corporation, 1995 Charest Blvd., West, St. Foy, Québec 10, till the 30th day of the last publication of the present notice, as March 28, 1969.

Given in Longueuil, this 7th day of February, 1969.

27990-0 **RÉAL BÉLANGER,**  
*City Clerk.*

**Village of Como East  
Village of Hudson  
Village of Hudson Heights**

The Municipal Corporation of the village of Como East, the municipal corporation of the village of Hudson and the municipal corporation of the village of Hudson Heights duly authorized by their respective Council, address a petition to the Lieutenant-Governor to obtain letters patent amalgamating their respective territory and creating a new town bearing the name of "Ville d'Hudson" in French, and the name of "Town of Hudson" in English.

The new town of Hudson shall be subject to the Cities and Towns Act and the Council shall be empowered to administer the new municipality, which Council shall consist of one Mayor and six (6) Councillors.

The conditions of the amalgamation shall be the following:

- (a) The territory of the new municipality shall consist of only one ward.
- (b) The officers and employees of the three (3) municipalities shall remain in the employment of the new Town of Hudson up to and until a decision to the contrary by the new town of Hudson.

Up to and until the first general election (that shall be held on the first Monday of November 1969, if the letters patent are in force by the first of August 1969, or that shall be held on the first of November 1970, if they are in force after the first of August 1969) the provisional Council shall be empowered to administer the new town of Hudson which Council shall consist of the following persons: The Mayor of the municipality of Como East at the time of amalgamation and nine (9) Councillors who shall be three (3) members of the Council of each of the present municipalities nominated by resolution of the council before the letters patent are in force. The subsequent general election shall be held every four years on the first Monday of November.

The Municipal Court of the town of Dorion which presently has jurisdiction over the territory of Hudson and Como East, shall have jurisdiction over the territory of the new town of Hudson.

Details of the by-law concerning the amalgamation as well as the joint petition are available at the office of the Secretary Treasurer of each of the municipalities.

The property-owners may object to the amalgamation in the month following that during which the notices required by law were published,

de leur opposition en s'adressant par écrit à la Commission municipale de Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

*Le secrétaire-trésorier d'Hudson Height,*  
W. E. SYKES.

*Le secrétaire-trésorier de Como Est,*  
A. C. LANE.

*Le secrétaire-trésorier d'Hudson,*  
C. J. JEPHCOTT.

*Les procureurs des requérantes,*  
Me. PIERRE VIAU.

28020-7-2-o

#### Ville de Montréal

Avis est par les présentes donné que, conformément aux dispositions de l'article 36 de la charte de la Ville de Montréal qui se lit comme suit:

« 36. Le directeur du service des travaux publics doit faire décrire et enregistrer dans un registre exclusivement tenu à cette fin les rues, ruelles, voies et places publiques en totalité ou en partie acquises par la (ville) ou ouvertes au public depuis au moins (cinq) ans. Quant à celles de ces rues, ruelles, voies ou places qui ne sont qu'en partie publiques, l'enregistrement et la description ne sont faits que pour cette partie.

À compter de cet enregistrement, ces rues, ruelles, voies et places sont réputées voies publiques.

Les dispositions du présent article s'appliquent également aux territoires annexés.

Les rues, ruelles, voies et places publiques ouvertes au public depuis au moins (cinq) ans dans les limites de la (ville) ou de tous territoires annexés à celle-ci deviennent propriété de la (ville) dès que sont accomplies les formalités suivantes:

1. Par résolution du comité exécutif, la (ville) approuve (le ou les documents) donnant la description de toutes rues, ruelles, voies ou places publiques, ou de toute partie de celles-ci, pour lesquelles la (ville) entend se prévaloir des dispositions du présent article.

2. (Ces documents) doivent être déposés aux archives du service des travaux publics de la (ville) et une copie certifiée par un arpenteur géomètre doit être déposée au bureau d'enregistrement de Montréal.

3. Le greffier de la (ville) doit publier deux fois dans la *Gazette officielle du Québec*, avec un intervalle d'au moins trois et d'au plus quatre mois entre chaque publication, un avis contenant:

- a) le texte intégral du présent article;
- b) une description sommaire des rues, ruelles, voies et places publiques dont il s'agit;
- c) une déclaration à l'effet que (la description prévue) au paragraphe 1 (a été approuvée et déposée) suivant les paragraphes 1 et 2.

4. L'avis prévu au paragraphe 3 doit, dans le mois suivant chacune de ses publications dans la *Gazette officielle du Québec*, être inséré dans un journal quotidien de langue française et dans un journal quotidien de langue anglaise publiés dans la (ville).

Tout droits auxquels des tiers pourraient prétendre quant à la propriété du fonds desdites rues, ruelles, voies et places publiques apparaissant aux documents ainsi déposés sont éteints et prescrits s'ils ne sont exercés par action devant le tribunal compétent dans l'année suivant la

and make known the grounds for their objections, in writing to the municipal Commission, Parliament Building, Québec.

W. E. SYKES,  
*Secretary Treasurer of Hudson Heights.*

A. C. LANE,  
*Secretary Treasurer of Como Est.*

C. J. JEPHCOTT,  
*Secretary Treasurer of Hudson.*

Me PIERRE VIAU,  
*Attorney for the Petitioners.*

28020-7-2-o

#### City of Montreal

Notice is hereby given that in accordance with the provisions of Article 36 of the Charter of the City of Montreal which reads as follows:

“36. The director of the public works department shall cause the streets, lanes, highways and public squares acquired by the city or open for public use for (five) years or more to be described and recorded in a register to be kept exclusively for such purpose. Such of these streets, lanes, highways or public squares as are public in part only shall be registered and described for such part alone.

Upon such registration, such streets, lanes, highways and squares shall be deemed to be public highways.

The provisions of this article shall apply also to territories annexed.

Streets, lanes, highways and public squares open to the public for (five) years or more within the limits of the city or of any territory annexed thereto, shall become the property of the city when the following formalities have been observed:

1. By resolution of the executive committee, the city shall approve one or more (documents) giving the description of all streets, lanes, highways or public squares, or any part thereof, for which it wishes to avail itself of the provisions of this article.

2. (Such documents) shall be deposited in the archives of the public works department of the city and a copy certified by a land surveyor shall be deposited in the registry office of Montreal.

3. The city clerk shall publish twice in the *Québec Official Gazette*, with an interval of at least three and not more than four months between each publication, a notice containing:

- (a) the full text of this article;
- (b) a summary description of the streets, lanes, highways and public squares concerned;
- (c) a statement to the effect that the (description) provided for in paragraph 1 has been approved and deposited according to paragraphs 1 and 2.

4. The notice provided for in paragraph 3 shall, during the month following each of its publications in the *Québec Official Gazette*, be inserted in a French language daily newspaper and in an English language daily newspaper published in the city.

All rights which might be claimed by third parties respecting the ownership of the site of the said streets, lanes, highways and public squares appearing in the documents so deposited shall be extinguished and prescribed if not exercised by action before the competent court during

dernière publication dans la *Gazette officielle du Québec* de l'avis ci-dessus prévu.

À l'expiration de ces délais, la (ville) doit faire enregistrer sur tout terrain dont il s'agit une déclaration notariée constatant l'accomplissement des formalités ci-dessus prévues et cet acte ainsi enregistré constitue une preuve concluante de l'accomplissement de ces formalités. Le registraire est tenu d'accepter le dépôt des documents et d'enregistrer la déclaration notariée ci-dessus mentionnée.

Le fait ( ) qu'une rue, ruelle, voie ou place publique est décrite et enregistrée au registre prévu au premier alinéa ou est décrite dans les documents et résolutions prévus à l'article 37, fait preuve *prima facie* que cette rue, ruelle, voie ou place publique est ouverte au public depuis plus de (cinq) ans.

La (ville) ne peut se prévaloir des dispositions du présent article à l'égard de terrains sur lesquels elle a prélevé quelques taxes au cours des (trois) années précédentes.

(Le présent article s'applique aussi aux rues, ruelles et voies privées mais seulement dans les cas où elles apparaissent au plan officiel comme telles et que leurs propriétaires ont été, à cause de leur caractère, exemptés de taxes municipales foncières durant au moins trois exercices.

Quant aux rues, ruelles, voies publiques et parcs dont la ville est propriétaire mais dont les titres comportent une restriction dans l'usage futur qu'elle veut en faire, la ville peut se libérer de ces restrictions par la procédure qui suit:

a) par la publication d'un avis à cet effet dans un quotidien de langue française et dans un quotidien de langue anglaise publiés à Montréal;

b) en payant l'indemnité fixée par la cour dans les cas où dans les douze mois de la publication de ces avis le donateur ou ses ayants droit ou successeurs ont exercé leurs recours; si ces recours ne sont pas exercés dans ce délai de douze mois, la ville est libérée. »

La ville de Montréal a approuvé par résolution de son comité exécutif, en date du 16 décembre 1969, la description suivante, montrant certains terrains situés dans le quadrilatère borné par les rues Lyall, Notre-Dame, Jetté, Arcand et le cimetière de l'est, préparé pour poursuivre la procédure établie par l'article 77, chapitre 87 (15-16 Elizabeth II) de la loi modifiant la charte de la Ville;

Les appelés, ou tout ayant droit des appelés à la substitution créée par William Satchell Leney dans son testament du 23 octobre 1831 doivent faire reconnaître leurs droits éventuels ou actuels sur toute partie d'immeuble décrit ci-dessus et qui a été acquise, ou acquise et revendue, par la ville de Montréal, et ce, devant la Cour Supérieure du district de Montréal en mettant en cause cette dernière Ville.

Le soussigné déclare que la description des lots mentionnés ci-dessus, approuvée par le comité exécutif, a été déposée aux archives du service des travaux publics et qu'une copie de la description ci-dessus mentionnée dûment certifiée le 14 janvier 1969 par monsieur André Drolet, arpenteur-géomètre, a été déposée le 22 janvier 1969 sous le numéro 2114299, au bureau d'enregistrement de Montréal.

the year following the last publication in the *Québec Official Gazette* of the notice above provided for.

At the expiry of such delays, the city shall cause to be registered against every piece of land concerned a notarial declaration establishing the fulfilment of the formalities provided for above and the deed so registered shall constitute conclusive proof of the fulfilment of such formalities. The registrar must accept the deposit of the documents and register the above mentioned notarial declaration.

The fact that ( ) a street, lane, highway or public square has been described and recorded in the register contemplated in the first paragraph, or is described in the documents and resolutions contemplated in article 37, shall be *prima facie* proof that such street, lane, highway or public square has been open to the public for over (five) years.

The city cannot avail itself of the provisions of this article with respect to land on which it has collected any taxes during the (three) preceding years.

(This article shall also apply to streets, lanes and private highways but only in cases where they appear on the plan of the official plan as such and their owners were, on account of their nature, exempted from municipal real estate taxes during at least three fiscal years.

As regards the streets, lanes, public highways and parks owned by the city but whose titles contain a restriction on the future use it wishes to make thereof, the city may free itself from such restrictions by the following procedure:

(a) by the publication of a notice to that effect in a French language daily newspaper and in an English language daily newspaper published in Montreal;

(b) by paying the indemnity fixed by the court in cases where within twelve months from the publication of such notices the donor or his assigns or successors have exercised their recourses; if such recourses are not exercised within such delay of twelve months, the city shall be liberated. »

The City of Montreal, under a resolution of its Executive Committee and dated December 16, 1968, has approved the following description showing certain parcels of land located in the quadrilateral bounded by Lyall, Notre-Dame, Jetté and Arcand Streets and the "Cimetière de l'Est", prepared in accordance with the procedure established under Section 77, Chapter 87 (15-16 Elizabeth II) of the Act amending the Charter of the City;

The substitutes, or any representative of the substitutes of the substitution created by William Satchell Leney in his will dated the 23rd of October 1831, must seek the ratification of their actual or eventual rights on any immovable portion above-mentioned whether it was acquired or acquired and resold by the City of Montreal, by proceeding before the Superior Court of the district of Montreal, with said city as "mis-en-cause".

The undersigned declares that the description of the above-mentioned lots, as approved by the Executive Committee, has been filed in the records of the Public Works Department and that copy of the above-mentioned description duly certified on January 14, 1969 by Mr. André Drolet, land-surveyor, was deposited at the Montreal Registry Office on January 22, 1969 under Number 2114299.

Le présent avis est le premier que le soussigné doit publier en vertu du paragraphe 3 de l'article 36 de la charte de la Ville.

*Le greffier de la ville,*  
ROBERT BOUCHARD, C.R.

Hôtel de Ville,  
Montréal, le 15 février 1969. 27953-7-2-o

**Village de Notre-Dame des Anges  
et paroisse de Notre-Dame des Anges  
de Montauban**

Avis public est, par les présentes donné, qu'en date du 13 janvier 1969, les conseils municipaux de la paroisse de Notre-Dame des Anges de Montauban et du Village de Notre-Dame des Anges ont adopté des règlements pouvoyant à la fusion de ces deux municipalités conformément à la Loi de la fusion volontaire des municipalités.

Ces règlements autorisent la présentation d'une requête conjointe au lieutenant-gouverneur en conseil, le priant d'octroyer des lettres patentes fusionnant la municipalité de la paroisse de Notre-Dame des Anges de Montauban et la municipalité du village de Notre-Dame des Anges et créant une nouvelle municipalité désignée sous le nom de municipalité de Notre-Dame des Anges.

Le territoire de la nouvelle municipalité est celui qui est décrit à la description technique de l'arpenteur Raymond Perreault portant la date du 11 novembre 1968.

La nouvelle municipalité est régie par le code municipal.

Jusqu'à la première élection générale, le conseil provisoire sera composé de tous les membres des deux conseils existants avant la fusion. Le quorum sera de huit membres. Le maire de la nouvelle municipalité sera désigné au scrutin secret par les membres du conseil à la première séance qui suivra l'entrée en vigueur des lettres patentes.

La première séance du conseil provisoire sera tenue le deuxième lundi juridique suivant l'entrée en vigueur des lettres patentes. Elle aura lieu à 20:00 heures, à la salle du Centre Paroissial.

La date de la première élection générale sera le premier dimanche de novembre qui suit l'entrée en vigueur des lettres patentes; les élections générales subséquentes auront lieu le premier dimanche de novembre; le terme d'office des membres du conseil sera de trois (3) ans.

Le secrétaire-trésorier de la nouvelle municipalité sera le secrétaire-trésorier de l'ancienne municipalité du village de Notre-Dame des Anges.

Il peut être pris connaissance des règlements décrétant la fusion ainsi que de la requête conjointe au bureau de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame des Anges de Montauban et de la municipalité du village de Notre-Dame des Anges.

Les propriétaires peuvent s'opposer à la fusion durant le mois qui suit celui des publications requises par la loi, et faire connaître les motifs de leur opposition en s'adressant par écrit à la Commission Municipale, Hôtel du Gouvernement, Québec.

Donné à Notre-Dame des Anges, ce 4<sup>e</sup> jour du mois de février 1969.

· Copie conforme.

27975-7-2-o

*Le secrétaire-trésorier,*  
ÉDOUARD MARTEL.

The present notice is the first which the undersigned must publish in accordance with paragraph 3 of Section 36 of the City Charter.

ROBERT BOUCHARD, Q.C.,  
*City Clerk.*

City Hall,  
Montreal, February 15, 1969. 27953-7-2-o

**Village of Notre-Dame des Anges  
and Parish of Notre-Dame des Anges  
de Montauban**

Public notice is hereby given that on January 13, 1969, the municipal councils of the parish of Notre-Dame des Anges de Montauban and of the village of Notre-Dame des Anges have adopted some by-laws providing for the amalgamation of the two municipalities in conformity with the voluntary amalgamation of municipality Act.

These by-laws authorize the presentation of a joint petition to the Lieutenant-Governor in Council, praying for the granting of letters patent for the amalgamation of the municipality of the parish of Notre-Dame des Anges de Montauban and the creation of a new municipality bearing the name of the municipality of Notre-Dame des Anges.

The territory of the new municipality is the one described in the technical description of the surveyor Raymond Perreault bearing the date of November 11, 1968.

The new municipality is governed by the municipal Code.

Until the first general election, the temporary council will be composed of all members of two existing councils before amalgamation. Quorum will be eight (8) members. The mayor of the new municipality will be designed by ballot by the members of the council at the first meeting following the coming into force of the letters patent.

The first meeting of the temporary council will be held the second judicial Monday following the coming into force of the letters patent. It will be held at 20:00 o'clock, into the hall of the Parish Center.

The date of the first general election will be the first Sunday of November following the coming into force of the letters patent; the following general election will be held the first Sunday of November; the term of office of the members of the council will be three years (3).

The Secretary Treasurer of the new municipality will be the Secretary Treasurer of the former municipality of the village of Notre-Dame des Anges.

Details on by-laws governing the amalgamation as well as the joint petition are available at the office of the municipality of the parish of Notre-Dame des Anges de Montauban and of the municipality of the village of Notre-Dame des Anges.

Proprietors may object to the amalgamation during the month following publications as required by law and make known grounds for their opposition in writing to the Municipal Commission, Parliament Building, Québec.

Given at Notre-Dame des Anges, this 4th day of February, 1969.

True copy.

27975-7-2-o

ÉDOUARD MARTEL,  
*Secretary Treasurer.*

**Cité de Saint-Lambert  
Ville de Prévile**

Avis est par les présentes donné que la cité de Saint-Lambert et la ville de Prévile se sont adressées par requêtes conjointes au Lieutenant-gouverneur en conseil le priant de décréter et d'ordonner que des lettres patentes soient octroyées fusionnant la cité de Saint-Lambert et la ville de Prévile et créant une nouvelle municipalité sous le nom de ville de Saint-Lambert à être régie par la loi des cités et villes sous réserve des conditions de la fusion.

Attendu que les conseils de vos requérantes ont adopté tel règlements. (Règlement 818 de la cité de St-Lambert règlement 124 de la ville de Prévile).

La requête expose ce qui suit:

1° Le nom de la nouvelle municipalité sera « ville de Saint-Lambert » en français et « City of St. Lambert » en anglais.

2° Le territoire de la nouvelle municipalité est délimité dans la description en date du 18 octobre 1968, préparée par Fernand Lemay, A.G. et annexée aux présentes pour en faire partie comme si récitée au long.

3° La nouvelle municipalité sera régie par la loi des cités et villes dans la mesure où ses dispositions ne sont pas incompatibles avec les présentes conditions de fusion.

4° Les dispositions législatives suivantes s'appliqueront à la nouvelle municipalité:

(1935) chap. 125, art. 5, 9, 27, 29, 31, 32, 33, 35, 36.

(1950) chap. 98, art. 1, 9.

(1953-54) chap. 80, art. 5, 6, 8, 9.

(1958-59) chap. 67, art. 1, 2, 3, 4.

(1958-59) chap. 105, art. 3.

(1968) chap. 103, art. 2, 3.

5° La première élection générale après la fusion sera tenue le premier dimanche de novembre 1970, suivant les dispositions de la loi des cités et villes. Le conseil sera alors composé d'un maire et de six conseillers dont les sièges seront désignés par numéros.

6-A Jusqu'à l'élection générale de novembre 1970, le conseil qui aura le pouvoir d'administrer la nouvelle municipalité sera composé d'un maire et de sept conseillers.

6-B Le maire de la nouvelle municipalité sera le maire de la cité de Saint-Lambert au moment de la fusion.

6-C Les sept conseillers dont les sièges seront numérotés seront comme suit:

No du siège  
Seat No.

Titulaire  
Incumbent

- |   |  |
|---|--|
| 1 | Le conseiller du siège No 1 de Saint-Lambert.— The councillor for seat No. 1 of St. Lambert. |
| 2 | Le conseiller du siège No 2 de Saint-Lambert.— The councillor for seat No. 2 of St. Lambert. |
| 3 | Le conseiller du siège No 3 de Saint-Lambert.— The councillor for seat No. 3 of St. Lambert. |
| 4 | Le conseiller du siège No 4 de Saint-Lambert.— The councillor for seat No. 4 of St. Lambert. |
| 5 | Le conseiller du siège No 5 de Saint-Lambert.— The councillor for seat No. 5 of St. Lambert. |
| 6 | Le conseiller du siège No 6 de Saint-Lambert.— The councillor for seat No. 6 of St. Lambert. |
| 7 | Un membre du conseil de Prévile.— A member of the Council of Prévile.                        |

6-D Le conseiller occupant le siège No 7 sera le membre du conseil de Prévile (maire ou conseiller) nommé par résolution du conseil de Prévile avant que les lettres patentes ne deviennent en vigueur.

**City of St. Lambert  
Town of Prévile**

Notice is hereby given that the city of St. Lambert and the town of Prévile have applied by joint petition to the Lieutenant-Governor in Council praying for an order that letters patent be granted amalgamating the said city of St. Lambert and the town of Prévile and creating a new municipality under the name of city of St. Lambert to be governed by the Cities and Towns' Act, subject to the conditions of amalgamation.

Whereas the councils petitioning have adopted such by-laws. (By-law 818 of the city of St. Lambert — By-law 124 of the town of Prévile).

The petition states as follows:

1. The name of the new municipality shall be "City of St. Lambert" in English and "ville de Saint-Lambert" in French.

2. The territory of the new municipality is delimited in the description dated October 18, 1968, prepared by Fernand Lemay, Q.L.S., and annexed hereto to form part hereof, as if reproduced at length herein.

3. The new municipality shall be governed by the provisions of the Cities and Towns' Act not inconsistent with the conditions of amalgamation herein stipulated.

4. The following legislative provisions shall be applicable to the new municipality:

(1935) chap. 125, art. 5, 9, 27, 29, 31, 32, 33, 35, 36.

(1950) chap. 98, art. 1, 9.

(1953-54) chap. 80, art. 5, 6, 8, 9.

(1958-59) chap. 67, art. 1, 2, 3, 4.

(1958-59) chap. 105, art. 3.

(1968) chap. 103, art. 2, 3.

5. The first general election after the amalgamation shall be held on the first Sunday of November 1970, in accordance with the provisions of the Cities and Towns' Act. The Council shall then be composed of one mayor and six councillors whose seats shall be designated by numbers.

6-A. Until the general election of November 1970, the Council which will have the power to administer the new municipality shall be composed of one mayor and seven councillors.

6-B The mayor of the new municipality shall be the mayor of the city of St. Lambert at the time of the amalgamation.

6-C. The seven councillors whose seats shall be numbered shall be as follows:

6-D. The councillor for seat No. 7 shall be the member of the Council of Prévile (mayor or councillor) appointed by resolution of the Council of Prévile before the letters patent to be issued become effective.

6-E Si la charge d'un membre du conseil temporaire devient vacante, le conseil remplit la vacance en nommant une personne éligible; cependant, seule une personne éligible de l'ancienne municipalité de Prévile pourra être nommée par le conseil temporaire pour combler une vacance survenant au siège No 7. Lorsque le conseil temporaire remplit une vacance, le maire est tenu de voter au cas de partage égal des voix et, s'il a déjà voté, il peut alors donner en outre un vote prépondérant.

7° La première assemblée du conseil aura lieu le deuxième lundi suivant la date où les lettres patentes prendront effet et elle se tiendra dans l'hôtel de ville de Saint-Lambert.

8. Le greffier de la nouvelle municipalité préparera la liste des électeurs en temps utile pour la première élection générale.

9° Les fonctionnaires de la cité de Saint-Lambert, au moment où les lettres patentes à être émises entreront en vigueur, deviendront les fonctionnaires de la nouvelle municipalité.

10° Les employés permanents des deux municipalités demeureront au service de la nouvelle municipalité. Les années de service antérieures à la fusion de tels employés seront respectées par la nouvelle municipalité. Toutefois, les années de service des employés de Prévile, avant la fusion, ne leur donneront aucun droit aux bénéfices des jours de maladie cumulatifs; cependant, ils auront le droit de verser des contributions à la caisse de retraite de la nouvelle municipalité si par ailleurs ils ont les qualifications requises.

11° Les rôles d'évaluation actuellement en vigueur dans chacune des municipalités se fusionnant, demeureront en vigueur jusqu'au premier janvier 1970 ou jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau rôle d'évaluation dressé après cette date.

12° Les services fournis par la cité de Saint-Lambert seront étendus à tout le territoire de la nouvelle municipalité.

13° Tous les règlements de la cité de Saint-Lambert deviendront les règlements de la nouvelle municipalité, sauf tel qu'autrement prévu dans les présentes.

14° Tous les règlements de la ville de Prévile cesseront de s'appliquer et ils seront abrogés à compter de la date de la fusion sauf et excepté:

a) Les règlements d'emprunt existants.

b) Le règlement de zonage No 13 de Prévile, tel qu'amendé, et le règlement No. 95 de Prévile concernant les piscines qui continueront de s'appliquer au territoire de Prévile seulement jusqu'à ce que ces règlements soient remplacés, amendés ou abrogés conformément à la loi et en particulier conformément aux prévisions de l'article 426 de la loi des cités et villes, sauf que:

- i) Les frais de permis à payer conformément auxdits règlements seront ceux, s'il en est, imposés par les règlements de la cité de Saint-Lambert, ou de la nouvelle municipalité;
- ii) L'article 27.8 du règlement No 13 deviendra nul et ne sera plus applicable;
- iii) L'exécution de ces règlements sera en tous points sujette aux dispositions des règlements pertinents de Saint-Lambert ou de la nouvelle municipalité;
- iv) L'autorité compétente mentionnée par le règlement No 13 de Prévile, tel qu'amendé, sera représentée par le ou les fonctionnaires de Saint-Lambert

6-E. If the office of a member of the temporary Council becomes vacant, the council fills the vacancy by naming an eligible person; however only an eligible person from the town of Prévile may be appointed by the temporary council to fill in a vacancy for seat No. 7. When the temporary council fills a vacancy, the mayor must vote in case of a tie and if he has already voted, he may moreover give a casting vote.

7. The first sitting of the council will take place on the second Monday following the coming into force of the letters patent and shall be held at the City Hall of the city of St. Lambert.

8. The City Clerk of the new municipality shall prepare in due course, the list of electors for the first general election.

9. The officers of the city of St. Lambert at the time of the issuing of the letters patent shall become the officers of the new municipality.

10. The permanent employees of the two municipalities shall be retained at the service of the new municipality. The years of service prior to amalgamation of such employees shall be respected by the new municipality. However, the years of service of the Prévile employees, prior to amalgamation shall not entitle them to any cumulative sick leave days benefit but they shall have the right to contribute to the pension fund of the new municipality, if they are otherwise eligible.

11. The present valuation rolls in force in each of the merging municipalities shall remain in force until January 1, 1970, or until a new valuation roll prepared after this date comes into force.

12. The services provided by the city of St. Lambert shall be extended throughout the territory of the new municipality.

13. All the by-laws of the city of St. Lambert shall become the by-laws of the new municipality except as otherwise provided for herein.

14. All the by-laws of the town of Prévile will cease to apply and become null and void from the time of the amalgamation, save and except:

(a) The existing borrowing by-laws;

(b) The Prévile zoning by-law No. 13 as amended and the Prévile swimming pool by-law No. 95 which shall continue to apply to the territory of Prévile only until such time as said by-laws are replaced, amended or rescinded in accordance with the provisions of the law and in particular, in compliance with the provisions of section 426 of the Cities and Towns's Act except that:

- (i) The fees to be paid for permits pursuant to said by-laws shall be the fees, if any, imposed by the by-laws of St. Lambert or the new municipality;
- (ii) Section 27.8 of by-law No. 13 shall become null and void and no longer applicable;
- (iii) The enforcement of these by-laws, in all respects, shall be subject to the provisions of the relevant by-laws of St. Lambert or the new municipality;
- (iv) "The competent authority", within the meaning of Prévile by-law No. 13 as amended shall be the Officer or Officers of St. Lambert charged with

chargés de l'administration des règlements de zonage et de construction de la ville de Saint-Lambert.

c) Le règlement No 115 de Prévile demeure en vigueur jusqu'au 30 avril 1970; par la suite, le règlement No 505 de Saint-Lambert, imposant la taxe d'eau, s'appliquera aux résidents de Prévile jusqu'à ce qu'il soit amendé ou rescindé.

15° Nonobstant toute disposition contraire dans les présentes, les contribuables de chacune des anciennes municipalités continueront d'être responsables et d'assumer le paiement des cotisations pour améliorations locales pourvu cependant que la nouvelle municipalité acquitte à même les fonds généraux, des sommes suffisantes correspondant aux pourcentages des remboursements annuels dus conformément aux règlements de Prévile tels que détaillés ci-après et n'excédant pas une somme totale de \$32,455 par année:

Règlement (s)	Émission due	Pourcentage
10	1972	57.16
27	1975	12.06
27/39	1976	12.04
41/47	1978	19.22
87	1979	17.08
94	1976	11.81
97, 102, 105, 119, 122	1979	100.00

pourvu toutefois que la nouvelle municipalité n'assume qu'une partie des taxes spéciales mentionnées ci-haut, proportionnellement au nombre de mois restant à courir dans l'année courante à compter de la date de l'entrée en vigueur de la fusion.

Les présentes n'affectent en aucune manière les droits acquis des détenteurs d'obligations émises selon les règlements existants.

16° Tous les règlements de zonage de la nouvelle municipalité seront sujets aux dispositions de l'article 426 de la loi des cités et villes.

17° La juridiction de la Cour municipale de Saint-Lambert sera étendue au territoire de la nouvelle municipalité.

18° Nonobstant toutes les dispositions contraires dans les présentes, le règlement de construction No 100 de Prévile, tel qu'amendé par le règlement No 114, s'appliquera à la nouvelle municipalité jusqu'à ce qu'il soit remplacé, amendé ou abrogé et il aura préséance sur les dispositions de tous les règlements de Saint-Lambert qui seraient incompatibles.

19° Aucun trottoir ne sera construit dans aucune des rues des districts 2, 4, 5 et 7 de Prévile et aucun réseau d'éclairage public ne sera installé dans aucune des rues du district 2 de Prévile à moins d'avoir au préalable, soumis la question aux propriétaires de chacune des rues du district où se feraient les travaux, suivant les dispositions de l'article 380 de la loi des cités et villes et à la condition, de plus, qu'un vote favorable soit alors obtenu.

20° La nouvelle municipalité devra gratuitement, mettre à la disposition de la bibliothèque de Prévile, un groupement bénévole, pour une période d'au moins cinq ans, un espace suffisant dans l'Hôtel de Ville de l'ancienne municipalité de Prévile, tant et aussi longtemps que la nouvelle municipalité sera propriétaire du terrain sur lequel l'Hôtel de Ville est construit et aussi longtemps que ce groupement bénévole fonctionnera.

Les propriétaires des municipalités requérantes qui s'opposent à la fusion peuvent durant le mois qui suit celui au cours duquel l'avis a été publié,

the administration of the zoning and building by-laws of St. Lambert.

(c) The Prévile by-law No. 115 shall remain in force until April 30, 1970; thereafter, the St. Lambert water tax by-law No. 505 shall apply to the residents of Prévile until it is replaced, amended or rescinded.

15. Notwithstanding anything to the contrary herein, the ratepayers of each of the former municipalities shall continue to be responsible for, and assume the payment of assessments for local improvements, provided however, that the new municipality pays out of the general funds, sufficient sums corresponding to the percentages of the annual instalments due in accordance with the Prévile by-laws hereinafter listed and not exceeding a total amount of \$32,455 per year:

By-laws	Bond due	Percentage
10	1972	57.16
27	1975	12.06
27/39	1976	12.04
41/47	1978	19.22
87	1979	17.08
94	1976	11.81
97, 102, 105, 119, 122	1979	100.00

provided that the new municipality shall assume only the portion of the special taxes referred to in this paragraph proportionally to the number of months remaining in the calendar year from the effective date of amalgamation.

Nothing herein shall affect in any way the acquired rights of the bondholders under the existing by-laws.

16. All zoning by-laws of the new municipality shall be subject to the provisions of section 426 of the Cities and Towns' Act.

17. The jurisdiction of the St. Lambert Municipal Court shall extend to all the territory of the new municipality.

18. Notwithstanding anything to the contrary herein, the Prévile building by-law No. 100 as amended by by-law No. 114 shall apply to the new municipality until it is replaced, amended or rescinded and its provisions shall supersede any provisions of any St. Lambert by-law inconsistent therewith.

19. No sidewalk shall be constructed in any street within districts 2, 4, 5 or 7 of Prévile and no public street lighting shall be installed in any street within district 2 of Prévile without first having submitted the matter to the municipal electors of each of the streets of the districts where the works would be done, in accordance with the provisions of section 380 of the Cities and Towns' Act and provided further that a favorable vote is obtained.

20. The new municipality shall, free of charge, make available to the Prévile Library, a voluntary organization, for a period of at least five years, adequate space in the town hall of the former municipality of Prévile, as long as the new municipality owns the land on which the town hall is erected and as long as this voluntary organization will function.

The property-owners of the petitioning municipalities who object to the amalgamation may, in the month following that during which the

faire connaître les motifs de leur opposition en s'adressant par écrit à la Commission Municipale de Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec. Toute personne intéressée pourra prendre connaissance de ladite requête et en obtenir copie aux endroits suivants:

Hôtel de Ville de Saint-Lambert, 55, avenue Argyle, Saint-Lambert.

Hôtel de Ville de Prévile, 50, rue de Bretagne, Prévile.

(signé) le 11 février, 1969.

*Le Greffier de Saint-Lambert,*

CECIL H. MACNAUGHTEN.

*Le secrétaire-trésorier de Prévile,*

28021-7-2-o MADAME RAYMONDE GAUDIN.

notice was published, make known the grounds of their objection, in writing to the Québec Municipal Commission, Parliament Buildings, Québec. All interested persons may study the said petition and obtain a copy at the following places:

City Hall of St. Lambert, 55, Argyle Avenue, St. Lambert.

Town Hall of Prévile, 50, de Bretagne Street, Prévile.

(Signed) February 11, 1969.

CÉCIL H. MACNAUGHTEN,

*City Clerk of St. Lambert.*

MRS. RAYMONDE GAUDIN,

*Secretary Treasurer of Prévile.*

28021-7-2-o

## Proclamations

Canada,  
Province de Québec.  
[L. S.]  
HUGUES LAPOINTE

ELISATBEH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

*Le sous-procureur général,* ANTONIO DUBÉ, } ATTENDU qu'en vertu de l'article 39 de la Loi 17 Elizabeth II, chapitre 16, intitulée « Loi des enquêtes sur les incendies », ladite loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation;

ATTENDU qu'il y a lieu de fixer au 1er mars 1969, la date de l'entrée en vigueur de cette loi.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 164, en date du 22 janvier 1969, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que l'entrée en vigueur de la Loi 17 Elizabeth II, chapitre 16, intitulée « Loi des enquêtes sur les incendies », soit fixée au 1er mars 1969.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce cinquième jour de février en l'année mil neuf cent soixante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-septième année.

Par ordre,

*Le sous-secrétaire de la province,*

27950-o RAYMOND DOUVILLE.

## Proclamations

Canada,  
Province of Québec.  
[L. S.]  
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

ANTONIO DUBÉ, } WHEREAS pursuant to Deputy Attorney General. } section 39 of Act 17 Elizabeth II, chapter 16, entitled the "Fire Investigations Act", the said Act will become effective on the date which the Lieutenant-Governor in Council will be pleased to fix by proclamation;

WHEREAS it is expedient to fix March 1, 1969 as the date on which the said Act will become effective.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 164, dated January 22, 1969, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that March 1, 1969 be fixed as the date on which Act 17 Elizabeth II, chapter 16, entitled the "Fire Investigations Act", shall become effective.

OF ALL OF WHICH, all Our Loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this fifth day of February, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-nine and in the seventeenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,

27950 Assistant Secretary of the Province.

Canada,  
Province of  
Québec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À nos très aimés et fidèles conseillers les membres de l'Assemblée nationale du Québec,  
SALUT.

**Proclamation**

ATTENDU QUE, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le vingt-cinquième jour de février prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, au palais législatif, en la ville de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le quinzième jour de janvier, l'an de grâce mil neuf cent soixante-neuf et de Notre règne le dix-septième.

Par ordre,

*Le secrétaire de la  
chancellerie à Québec,*  
JEAN SÉNÉCAL.

27691-4-5-0

Canada,  
Province of  
Québec.  
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

**Proclamation**

*Le sous-procureur  
général,*  
ANTONIO DUBÉ. } ATTENDU que le conseil municipal de la ville de Baie-d'Urfé a soumis, pour approbation, son règlement numéro 375 à l'effet de soumettre le territoire de cette municipalité à la juridiction de la Cour municipale de la cité de Beaconsfield;

ATTENDU que le conseil municipal de la cité de Beaconsfield, par son règlement numéro 341, a concouru dans la teneur dudit règlement adopté par le conseil municipal de la ville de Baie-d'Urfé;

ATTENDU que, sous l'autorité de l'article 7 de la Loi des Cours municipales (Statuts réfundus, 1964, chapitre 24) le lieutenant-gouverneur en conseil a donné son approbation à ces règlements.

Canada,  
Province of  
Québec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To our Beloved and Faithful Councillors, the members of the National Assembly of Québec,  
GREETING.

**Proclamation**

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to summon the Legislature of the Province of Québec for the dispatch of business, We hereby convene you for the twenty-fifth day of February next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Québec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of our Province of Québec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Québec, on the fifteenth day of January, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and sixty-nine, in the seventeenth year of Our Reign.

By command,

JEAN SÉNÉCAL,  
*Clerk of the Crown  
in Chancery, at Québec.*

27691-4-5-0

Canada,  
Province of  
Québec.  
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

**Proclamation**

ANTONIO DUBÉ, } WHEREAS the municipal Deputy Attorney General. } Council of the town of Baie-d'Urfé submitted for approval its by-law number 375 for the purpose of submitting the territory of the said municipality to the jurisdiction of the municipal Court of the city of Beaconsfield;

WHEREAS the municipal Council of the city of Beaconsfield, by its by-law number 341, agreed to the terms of the said by-law adopted by the municipal Council of the town of Baie-d'Urfé;

WHEREAS, under section 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1964, chapter 24), the Lieutenant-Governor in Council gave his approval to these by-laws.

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 149, en date du 15 janvier 1969, et vu les dispositions des articles 693 à 697 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), et des articles 3 à 7 de la Loi des Cours municipales (Statuts redondus, 1964, chapitre 24), Nous avons décrété et décrétons qu'à compter de trente et un jours après la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, le territoire de la municipalité de la ville de Baie-d'Urfé sera soumis à la juridiction de la Cour municipale de la cité de Beaconsfield.

DE TOUT CÉ QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce sixième jour de février en l'année mil neuf cent soixante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-huitième année.

Par ordre,

27950-o *Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

Canada,  
Province de Québec. HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth. Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

**Proclamation**

*Le sous-procureur général,* ANTONIO DUBÉ. { ATTENDU que le conseil municipal de la paroisse de Saint-Janvier-de-Blainville, comté de Terrebonne, a soumis, pour approbation, son règlement numéro 205 à l'effet de soumettre le territoire de cette municipalité à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Saint-Antoine;

ATTENDU que le conseil municipal de la ville de Saint-Antoine, par son règlement numéro 121, a concouru dans la teneur dudit règlement adopté par le conseil municipal de Saint-Janvier-de-Blainville;

ATTENDU que, sous l'autorité de l'article 7 de la Loi des Cours municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 24) le lieutenant-gouverneur en conseil a donné son approbation à ces règlements.

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 150, en date du 15 janvier 1969, et vu les dispositions des articles 693 à 697 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus,

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 149, dated January 15, 1969, and in view of the provisions of sections 693 to 697 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), and of sections 3 to 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1964, chapter 24), We have decreed and do decree that from and after thirty-one days following the publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, the territory of the municipality of the town of Baie-d'Urfé will be submitted to the jurisdiction of the municipal Court of the city of Beaconsfield.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have cause these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved, the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this sixth day of February, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-nine, and in the eighteenth year of Our Reign.

By command,

27950 *RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

Canada,  
Province of Québec. HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

**Proclamation**

ANTONIO DUBÉ, *Deputy-Attorney General.* { WHEREAS the municipal Council of the Parish of Saint-Janvier-de-Blainville, county of Terrebonne, submitted for approval its by-law number 205 for the purpose of submitting the territory of this municipality to the jurisdiction of the Municipal Court of the Town of Saint-Antoine;

WHEREAS the municipal Council of the Town of St-Antoine, by its by-law number 121, agreed to the terms of the said by-law adopted by the municipal Council of Saint-Janvier-de-Blainville;

WHEREAS, under section 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1964, chapter 24), the Lieutenant-Governor in Council gave his approval to these by-laws.

THEREFORE, upon the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 150, dated January 15, 1969, and in view of the provisions of sections 693 to 697 of the Cities and Towns Act (Revised Sta-

1964, chapitre 193), et des articles 3 à 7 de la Loi des Cours municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 24), Nous avons décrété et décrétons qu'à compter de trente et un jours après la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, le territoire de la municipalité de la paroisse de Saint-Janvier-de-Blainville sera soumis à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Saint-Antoine.

tutes, 1964, chapter 193), and of sections 3 to 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1964, chapter 24), We have decreed and to hereby decree that from and after thirty-one days following the publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, the territory of the municipality of the Parish of Saint-Janvier-de-Blainville will be submitted to the jurisdiction of the Municipal Court of the Town of Saint-Antoine.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce cinquième jour de février en l'année mil neuf cent soixante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-septième année.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this fifth day of February in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-nine and in the seventeenth year of Our Reign.

Par ordre,

By command,

27950-o *Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

27950 *RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

**Ventes pour taxes**

**Sales for Taxes**

**Cité de Beaconsfield**

**City of Beaconsfield**

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Pierre Lebeau, secrétaire-trésorier de la Cité de Beaconsfield, que les immeubles ci-dessous désignés, seront vendus à l'enchère publique à l'Hôtel de Ville, 303, boulevard Beaconsfield, Beaconsfield, Québec, MERCREDI, le DOUZIÈME jour de MARS 1969, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales générales et scolaires, des intérêts et des frais encourus, à moins que ces taxes, frais et intérêts ne soient réglés avant cette date à l'Hôtel de Ville, 303, boulevard Beaconsfield, Beaconsfield, Québec.

Public notice is hereby given by the undersigned, Pierre Lebeau, Secretary Treasurer of the City of Beaconsfield, that the immovable properties hereinafter described, will be sold by Public Auction at the City Hall, 303 Beaconsfield Boulevard, Beaconsfield, Québec, on WEDNESDAY, the TWELFTH day of MARCH, 1969, at TEN o'clock a.m., for the payment of general municipal taxes, school taxes and interest, as given below, and the costs which may be subsequently incurred, unless before that date, the said taxes, interest and costs have been paid at the City Hall, 303 Beaconsfield Boulevard, Beaconsfield, Québec.

Cadastre de la paroisse de Pointe-Claire — Cadastre of the parish of Pointe-Claire

No du rôle Roll no.	Noms des propriétaires Names of owners	No du cadastre Cadastre no.	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
4145	J.-G. Joly & F. Kost	4-270	\$ 13.47	\$ 24.54	\$ 38.01
4153	J.-G. Joly & F. Kost	4-281	12.74	23.23	35.97

La Commission Municipale de Québec a, le 4 février 1969, autorisé une énumération abrégée.

The Québec Municipal Commission has, on February 4, 1969, authorized a summarized description.

Donné à Beaconsfield, Québec, ce quatrième jour de février 1969.

Given at Beaconsfield, Québec, this fourth day of February, 1969.

27971-7-2-o *Le secrétaire-trésorier,*  
PIERRE LEBEAU.

27971-7-2-o *PIERRE LEBEAU,*  
*Secretary Treasurer.*

## Ville de Beloeil

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la Ville de Beloeil, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère à l'Hôtel de ville de la ville de Beloeil, 111 rue Hôtel de ville, le MERCREDI, CINQUIÈME jour de MARS, 1969, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêt plus les frais subséquemment encourus à moins que ces taxes, intérêts et dépenses ne soient payés avant la vente.

La Commission municipale de Québec par décision en date du 14 janvier 1969, à autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des cités et villes, (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 193), article 550.

## Town of Beloeil

Public notice is hereby given by the undersigned, Town Clerk, of the town of Beloeil, that the hereinafter described immovables will be sold by public auction, at the Town Hall, of the town of Beloeil, 111 Hôtel de ville Street, on WEDNESDAY, FIFTH day of MARCH, 1969, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes plus the costs which shall be subsequently be incurred unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission by a decision dated January 14, 1969, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables under the authority of the article 550 of Cities and Towns Act (S.R.Q. 1964, chapter 193).

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre	Subdivision
Auchair, Simon	P. 28	
Chodos, Abe in trust	P. 37	
Comtois, Jean-Paul	41	P 18, 19, 20, 21, 17
Côté, André	128	26, 25
Daigle, J. M.	124	3
Daigle, J. M.	125	3
Demers, Hector	P. 175	
Deslauriers, Henri	P. 114	
Guertin, Adrien et Henri	P. 96	
Guertin, Adrien et Henri	P. 92, 93, 94	
Lacoste, André	28	114, 115
Lague, Gaston	P. 90	
Les Immeubles Bonair ltée	127	30
Les Immeubles Bonair ltée	127	31
Les Immeubles Bonair ltée	127	32
Les Immeubles Bonair ltée	127	33
Les Immeubles Bonair ltée	127	34
Les Immeubles Bonair ltée	127	35
Les Immeubles Bonair ltée	127	36
Les Immeubles Bonair ltée	127	37
Les Immeubles Bonair ltée	127	38
Les Immeubles Bonair ltée	127	39
Les Immeubles Bonair ltée	127	40
Les Immeubles Bonair ltée	127	41
Les Immeubles Bonair ltée	127	42
Les Immeubles Bonair ltée	127	55
Les Immeubles Bonair ltée	127	56
Les Immeubles Bonair ltée	127	58
Les Immeubles Bonair ltée	127	59
Les Immeubles Bonair ltée	127	60
Les Immeubles Bonair ltée	127	61
Mahy, Jean	28	172-2
Messier, Mde-Mrs. Jean-Marie	32	P. 1
Rivard, Marcel	127	29
Roy, Emilien	131	4
Tétreault, Mde-Mrs. Gabriel	28	P. 119, 120
Tétreault, Mde-Mrs. Gabriel	28	121, 122
Tétreault, Mde-Mrs. Gabriel	28	123
Burelle, Camille	128	28, 29
Burelle, Mde-Mrs. Émerie	70	
Choquette, Mde-Mrs. Maurice	P. 28	
Dupuis, Mde-Mrs. Raymond	41	220
Dupuis, Mde-Mrs. Raymond	P. 43	
Giard, Fernand	49	49, P. 48
Groulx, Maurice	28	191
Lacoste, Paul	28	111
Normandin, Mde-Mrs. Pierre	P. 41	
Normandin, Mde-Mrs. Pierre	41	P. 92, 125
Normandin, Mde-Mrs. Pierre	41	242
Paquette, Mde-Mrs. Albert	120	2, 4
Paquette, Mde-Mrs. Albert	122	2A
Parent, Roger	P. 108	
Sibille, Pierre	138	30
Simka Investment Corporation	P. 176	

Donné en la ville de Beloeil, ce 30e jour de janvier 1969.

27890-6-2-o

Le greffier,  
PAUL-R. CHOQUETTE.

Given at the town of Beloeil, this 30th day of January, 1969.

27890-6-2-o

PAUL-R. CHOQUETTE,  
Town Clerk.

**Municipalité du comté du Lac  
St-Jean-Est**

Avis public est par les présentes donné, que conformément aux dispositions du Code municipal de la Province de Québec, et au règlement numéro soixante de ce Conseil de Comté, adopté le 10 septembre 1947, et approuvé par l'honorable ministre des Affaires municipales, les propriétés ci-dessous décrites, seront vendues pour taxes, à l'Hôtel de Ville d'Alma, (Salle du Conseil) MERCREDI le TRENTIÈME jour d'AVRIL 1969, à DIX heures de l'avant-midi.

Cette vente comprendra les bâtiments érigés sur les terrains mis en vente, s'il en existe alors et sauf aussi à distraire les servitudes concédées.

**Municipality of the county of Lake  
St. John East**

Public notice is hereby given that, in conformity with the provisions of the Municipal Code of the Province of Québec, and by-law number sixty of the council of the county, adopted on September 10, 1947, and approved by the Honourable Minister of Municipal Affairs, the property hereunder described, will be sold for taxes, at the Town Hall of Alma, (Council Hall) WEDNESDAY, the THIRTEENTH day of APRIL, 1969, at TEN o'clock in the morning.

This sale includes the buildings erected on the lands to be sold, if they exist and also save to withdraw the conceded servitudes.

Vendu contre: Sold against:	Lot	Rang Range	Canton, cadastre Cadastré, township	Taxes muni. Munic. taxes	Taxes scolaires School taxes	Aqueduc Aqueduct	Fabrique et autres Fabrique and others
Bernard Gagnon (1).....	P. 1, 1/2 ouest-west.	7.....	Caron.....	\$ 16.09			\$ 2.00
Joseph Girard (2).....	P. 1a, 1C.....	3.....	Caron.....	28.84			2.00
Camille Lavoie (3).....	P. 33.....	2.....	Mésy.....	29.12			2.00
Jérôme Plourde (4).....	P. sud-south 4.....	A.....	Taillon.....		\$ 67.73		
Benjamin Marcoux (5).....	P. sud-south 5.....	A.....	Taillon.....		24.29		
Oswald Fleury (6).....	P. 25.....	2.....	Taillon.....		164.81		
Clément Fortin (7).....	29.....	5.....	Taillon.....		153.19		
Bertrand Roy.....	12.....	11.....	Taillon.....	7.50	41.28	\$ 8.53	
Gaston Riendeau (8).....	P. 25A-43.....	7.....	Delisle.....	7.00	57.65	76.00	
René Simard (9).....	P. 24.....	7.....	Delisle.....	56.71	154.38	421.00	44.24
Omer Bouchard (10).....	1.....	7.....	Delisle.....	8.50	123.60		18.50
Hector Lemieux (11).....	25.....	7.....	Delisle.....	26.45	190.72	147.00	46.40
Maurice Simard (12).....	24-18.....	7.....	Delisle.....	11.90	62.67	113.71	16.26

(1) La demie ouest du lot de terre connu et désigné sous le numéro un du septième rang, du cadastre du canton Caron, de la contenance d'environ cinquante acres en superficie, bornée au nord au sixième rang, au sud au huitième rang, joignant à l'est au terrain de Benjamin Larouche ou représentants, et à l'ouest au lot numéro deux du septième rang, avec la réserve pour Joseph Gagnon fils d'Alphonse de couper du bois tant qu'il y en aura sur ledit immeuble.

(2) Un terrain ou emplacement sis et situé dans la Paroisse de Notre-Dame d'Hébertville, faisant partie du lot numéro un-C (Ptie No 1-C), du rang trois (R. 3), pour le cadastre officiel du canton Caron, lequel terrain mesure cent pieds de largeur, soit de l'est à l'ouest, ou dans le sens de la rivière, par environ cent pieds de profondeur, soit à partir de la rivière en allant vers son autre extrémité, plus ou moins, lequel terrain est ainsi borné: à l'ouest, par la rivière au nord, par une partie du lot dont il fait partie appartenant au vendeur, à l'est, par une partie du même lot appartenant à Georges Gilbert et au sud, par une partie du même lot encore appartenant à l'acquéreur. Le tout avec appartenances et dépendances et avec droit de passage à pieds et en voiture dans le chemin existant et donnant accès à ce terrain.

(3) Un chalet situé dans le rang 2, canton Mésy, partie trente-trois, mais dont le terrain appartient à la couronne.

(4) Un chalet appartenant à monsieur Jérôme Plourde, de St-Ludger de Milot, situé sur la partie sud du lot 4, rang A, canton Taillon. Le chalet seul doit être vendu, le terrain appartenant à la Fabrique de Delisle.

(5) Un chalet appartenant à monsieur Benjamin Marcoux, du 95 Sacré-Coeur, à Alma, situé sur la partie sud du lot 5, rang A, canton Taillon. Le chalet seul doit être vendu, le terrain appartenant à la Fabrique de l'Isle Maligne.

(6) Un chalet appartenant à monsieur Oswald Fleury, de l'Isle Maligne, situé sur la partie sud du lot 25, rang 2, canton Taillon. Le chalet seul doit être vendu, le terrain appartenant à la Compagnie Alcan Canada Limitée.

(7) Un terrain situé à St-Henri-de-Taillon, comté Lac St-Jean, étant et comprenant le lot numéro vingt-neuf (lot 29), rang quatre (rang 4), au cadastre officiel du canton Taillon.

A distraire la partie vendue à la Voirie, par acte enregistré sous le No 54785. Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

(1) The west half of the lot of land known and designated under number one of the seventh range, of the cadastre of the township of Caron, of a contenance of approximately fifty acres in area, bounded on the north by the sixth range, on the south by the eighth range, joining on the east by the land of Benjamin Larouche or representatives, and on the west by lot number two of the seventh range, with the reserve for Joseph Gagnon son of Alphonse to cut wood as long as it exists on the said immovable.

(2) A piece of land or emplacement situated and lying in the parish of Notre-Dame d'Hébertville, being part of lot number one-C (pt. No. 1-C), of range three (R. 3), for the official cadastre of the township of Caron, which said piece of land measures one hundred feet in width, being from east to west, or in the sense of the river, by approximately one hundred feet in depth, being from the river to its other extremity, more or less, which said piece of land is thus bounded: on the west by the river, on the north by a part of the lot of which it is a part belonging to the vendor; on the east by a part of the same lot belonging to Georges Gilbert and on the south by a part of the same lot still belonging to the purchaser. The whole with appurtenances and dependencies and with a right of way on foot and in a car on the existing road and giving access to this land.

(3) A chalet situated on range 2, township of Mésy, part thirty-three, but whose land belongs to the Crown.

(4) A chalet belonging to Mr. Jérôme Plourde of St-Ludger de Milot, situated on the south part of lot 5, range A, township of Taillon. The chalet alone must be sold, the land belonging to the Fabrique of Delisle.

(5) A chalet belonging to Mr. Benjamin Marcoux of 95 Sacré-Coeur, at Alma, situated on the south part of lot 5, range A, township of Taillon. The chalet alone must be sold, the land belonging to the Fabrique of Isle Maligne.

(6) A chalet belonging to Mr. Oswald Fleury, of Isle Maligne, situated on the south part of lot 25, range 2, township of Taillon. The chalet alone must be sold, the land belonging to Alcan Canada Limitée.

(7) A piece of land situated at St-Henri-de-Taillon, county of Lake St. John, being and including lot number twenty-nine (lot 29) range 4 (rang 4), on the official cadastre of the township of Taillon.

To withdraw the part sold to the Department of Roads, by a deed registered under No. 54785. The whole with buildings, constructed thereon, circumstances and dependencies.

(8) Un terrain faisant partie du lot numéro vingt-cinq-A-quarante-trois (ptie 25-A-43), du septième rang du canton Taillon, borné comme suit: au nord par M. Charles Gagnon, à l'est par le terrain appartenant à M. Johnny Côté, au sud par une rue projetée et à l'ouest par la rue Côté, le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sauf à distraire les servitudes concédées.

(9) Un terrain emplacement sis et situé en la paroisse de l'Ascension de N.S. comté Lac St-Jean, mesurant cinquante pieds (50') de front, sur cent pieds (100') de profondeur, et borné comme suit: au nord au chemin du moulin à farine, à l'ouest au terrain de Antonio Noël ou représentants et des deux autres côtés, au sud et à l'est par le terrain de M. Joseph Lemay ou représentants: le tout faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-quatre (ptie 24) au cadastre officiel du canton Delisle, du rang (7), avec ensemble toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sauf à distraire les servitudes concédées.

(10) Le lot de terre connu et désigné sous le numéro 1 du rang 7 du canton Delisle.

(11) Un terrain et emplacement sis et situé en la paroisse de l'Ascension de N.S. comté Lac St-Jean, mesurant cent pieds (100') de front sur cinquante (50') de profondeur, côté nord et compris dans les bornes suivantes: à l'ouest, à une rue projetée, au nord à une ruelle appartenant au vendeur; à l'est, au terrain de Dame Ludger Noël et au sud au terrain de Armand Maltais, le tout faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro (25) au cadastre officiel pour le septième rang (7) du canton Delisle avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sauf à distraire les servitudes concédées.

(12) Le lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-quatre-dix-huit (24-18) du rang sept (7) au cadastre officiel du canton Delisle. Sauf à distraire les servitudes concédées.

(8) A piece of land being part of lot number twenty-five-A-forty-three (pt. 25-A-43), on the seventh range of the township of Taillon, bounded as follows: on the north by Mr. Charles Gagnon, on the east by the land belonging to Mr. Johnny Côté, on the south by a planned street and on the west by Côté Street, the whole with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies. Save to withdraw the conceded servitudes.

(9) A piece of land or emplacement being and situated in the parish of Ascension de N.S., county of Lake St. John, measuring fifty feet (50') in front, by one hundred feet (100') in depth, and bounded as follows: on the north by the road of the flour mill, on the west by the land of Antonio Noël or representatives and on the other two sides, on the south and east by the land of Mr. Joseph Lemay or representatives: the whole being part of the lot of land known and designated under number twenty-four (pt. 24) on the official cadastre of the township of Delisle, on range (7), with all the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies. Save to withdraw the conceded servitudes.

(10) The lot of land known and designated under number 1 of range 7 of the township of Delisle.

(11) A piece of land and emplacement lying and being in the parish of Ascension de N.S., county of Lake St. John, measuring one hundred feet (100') in front by fifty (50') feet in depth, north side and included in the following boundaries: on the west by a planned street, on the north by a lane belonging to the vendor; on the east by the land of Mrs. Ludger Noël and on the south by the land of Armand Maltais, the whole being part of the lot of land known and designated under number (25) of the official cadastre for the seventh range (7) of the township of Delisle with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies. Save to withdraw the conceded servitudes.

(12) The lot of land known and designated under number twenty-four eighteen (24-18) of range seven (7) of the official cadastre of the township of Delisle. Save to withdraw the conceded servitudes.

Donné à Saint-Jérôme, ce 31ème jour de janvier 1969.

27921-6-2-0

Le secrétaire-trésorier,  
LAURENT FLOURDE.

#### Municipalité du comté d'Abitibi

Avis public vous est par les présentes donné par le soussigné Jean-Paul Gariépy, secrétaire de la Corporation du comté d'Abitibi, que les immeubles avec bâtisses, circonstances et dépendances ci-après détaillés, seront vendus à l'enchère publique au Palais de Justice d'Amos, au lieu ordinaire des sessions de ce Conseil, le second jeudi du mois d'avril 1969, soit le DIXIÈME jour d'AVRIL, à DIX heures de l'avant-midi, pour non paiement de taxes municipales, scolaires, religieuses et répartition d'église, frais et charges dus sur chacun de ces immeubles, à moins que ces taxes, frais et charges ne soient plus tôt payés et acquittés avec les frais encourus avant la vente; savoir:

Given at Saint-Jérôme, this 31st day of January, 1969.

27921-6-2

LAURENT FLOURDE,  
Secretary Treasurer.

#### Municipality of the county of Abitibi

Public notice is hereby given by the undersigned Jean-Paul Gariépy, Secretary of the Corporation of the county of Abitibi, that the immovables with buildings, circumstances and dependencies hereafter designated, will be sold by public auction at the Court House of Amos, at the usual place of the sessions of this Council, on the second Thursday of the month of April, 1969, being the TENTH day of APRIL, at TEN o'clock in the morning, for non payment of municipal, school and church taxes and church apportionments, costs and charges due on each of these immovables, unless these taxes, costs and charges are beforehand paid and acquitted with the costs incurred before the sale, to wit:

#### Commission scolaire de Destor — School commission of Destor

Propriétaire Proprietor	Canton Township	Lot	Rang Range	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Autres frais Other costs	Total
Louis Chantigny .....	Destor .....	53 .....	3 .....	.....	\$ 85.33	.....	\$ 85.33
Huber Murray .....	Destor .....	43 .....	3 .....	.....	190.84	.....	190.84
Henri Duchesnes .....	Destor .....	30 .....	3 .....	.....	113.20	.....	113.20

#### Commission scolaire de Manneville — School commission of Manneville

Herménégilde Lacasse .....	Villemontel ...	8 .....	9 .....	.....	\$ 49.59	.....	\$ 49.59
----------------------------	-----------------	---------	---------	-------	----------	-------	----------

Municipalité de Saint-Félix de Dalquier — Municipality of Saint-Félix of Dalquier

Propriétaire Proprietor	Canton Township	Lot	Rang Range	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Autres frais Other costs	Total
Succ.-est. Philippe Lepage.....	Dalquier.....	38.....	6.....	\$ 13.26	\$ 53.86		\$ 67.12
Léo Gauthier.....	Dalquier.....	39.....	6.....	13.27	18.58		31.85
René Michaud.....	Dalquier.....	11.....	8.....	11.70	16.90		28.60
René Michaud.....	Dalquier.....	12.....	8.....	3.30	8.75		12.05
Roger Lavigne.....	Dalquier.....	3.....	10.....	13.13			13.13
Succ.-est. Pacifique Breault.....	Dalquier.....	P. 24.....	8.....	9.40	17.32		26.72

Comprenant un emplacement situé sur le lot 24 rang 8 Dalquier, borné comme suit: au sud par le chemin public, au nord par une ligne parallèle au chemin public passant à cent quatre pieds de cette dernière, à l'est par une ligne passant à deux cent cinquante-huit pieds de la ligne entre les lots 24-25 rang 8 et à l'ouest à une ligne passant à trois cent soixante-deux pieds de la ligne entre les lots 24-25 rang 8 Dalquier.

Including an emplacement situated on lot 24 range 8 Dalquier bounded as follows: on the south by the public road, on the north by a line parallel to the public road passing at one hundred and four feet from the latter, on the east by a line passing at two hundred and fifty-eight feet from the line between lots 24-25 range 8 and on the west by a line passing at three hundred and sixty-two feet from the line between lots 24-25 range 8 Dalquier.

Commission scolaire de Rivière Davy — School Commission of Davy River

Aimé Brunet.....	Berry.....	37.....	1.....		\$ 39.40		\$ 39.40
------------------	------------	---------	--------	--	----------	--	----------

Corporation municipale de Sainte-Rose Poularies — Municipal corporation of Sainte-Rose Poularies

Georges Poliquin.....	Poularies.....	18.....	8.....	\$ 27.54	\$246.44	\$ 23.23	\$ 297.21
Yves Dallaire.....	Poularies.....	8-9.....	8.....			25.55	
Yves Dallaire.....	Poularies.....	8.....	8.....	25.41	348.02	19.34	418.32
Thomas Beaudette.....	Poularies.....	39-40½ s.	9.....	21.58	94.27	8.76	162.25
						37.64	

Commission scolaire de Cléricky — School commission of Cléricky

Arthur Marcoux.....	Cléricky.....	20.....	8.....		\$143.64		\$ 143.64
---------------------	---------------	---------	--------	--	----------	--	-----------

Corporation municipale de Clermont — Municipal corporation of Clermont

Paul Clément.....	Clermont.....	17A et- and 21.	5.....	\$ 36.59	\$318.52		\$ 355.11
Succ.-est. Mathias Charbonneau.....	Clermont.....	16.....	2.....	18.76	173.55		192.31
Succ.-est. Gérard Martineau.....	Clermont.....	30.....	2.....	3.60	96.40		100.00

Municipalité scolaire de Saint-Dominique du Rosaire  
School municipality of Saint-Dominique du Rosaire

Théo Beaudry.....	Bearn.....		4.....		\$ 4.28	\$ 0.85	\$ 9.20
					4.07		

Emplacement faisant partie des lots A rang 4 canton de Béarn, mesurant 50 pieds en front sur 100 pieds de profondeur et borné comme suit: à l'ouest en front par le chemin public, au nord par une ligne parallèle à la ligne nord dudit lot et passant à 700 pieds de cette dernière. A l'est par une ligne ouest dudit lot et passant à 100 pieds de cette dernière et au sud par une ligne parallèle à la ligne nord dudit lot en passant à 750 pieds de cette dernière.

An emplacement being part of lots A range 4 township of Béarn, measuring 50 feet in front by 100 feet in depth and bounded as follows: on the west in front by the public road; on the north by a line parallel to the north line of the said lot and passing at 700 feet from the latter. On the east by a west line of the said lot and passing at 100 feet from the latter and on the south by a line parallel to the north line of the said lot passing at 750 feet from the latter.

Raoul Drolet.....	Bearn.....	24.....	9.....		29.55	0.85	30.40
Raoul Drolet.....	Bearn.....	25.....	9.....		32.80	0.85	33.65

Corporation municipale de Belcourt — Municipal corporation of Belcourt

Emery Desputeau.....	Carpentier.....	54.....	1.....	\$ 4.20	\$ 18.69		\$ 22.89
Emery Desputeau.....	Carpentier.....	54.....	2.....	17.71	11.06		28.77
Jean-Marie Demontigny.....	Courville.....	51.....	7.....	24.01	63.73		87.74
Alexandre Labrecque.....	Courville.....	59B 3-4.	9.....	8.65	36.23		44.88
Emilien Marcotte.....	Carpentier.....	53.....	1.....	32.83	111.33		144.16
Gérard Robitaille.....	Courville.....	59B 12.	9.....	76.02	28.42		104.44
Roméo Vaillancourt.....	Courville.....	50.....	9.....	38.62	20.54		59.16
Succ.-est. Raoul Roy.....	Courville.....	60.....	8.....	44.65	87.43		132.08
Succ.-est. Raoul Roy.....	Courville.....	61.....	8.....	134.45	307.70		442.15
Succ.-est. Raoul Roy.....	Courville.....	62.....	8.....	41.45	123.23		164.68

## Corporation municipale de Normetal — Municipal corporation of Normetal

Propriétaire Proprietor	Canton Township	Lot	Rang Range	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Autres frais Other costs	Total
Roland Côté.....	Desmeloises...	45-70.....	9.....				
Roland Côté.....	Desmeloises...	45-71.....	9.....	\$ 61.25			\$ 61.25
Denis Robert.....	Desmeloises...	45-109.....	9.....	36.00			36.00
Mme-Mrs. Charles Johnson.....	Desmeloises...	44-62.....	9.....				
Mme-Mrs. Charles Johnson.....	Desmeloises...	44-63.....	9.....	156.00			156.00
Émile Longpré.....	Desmeloises...	45-18.....	9.....	21.00			21.00
Gabilus Mainville.....	Desmeloises...	48F.....	9.....	23.00			23.00
Lionel Mayer.....	Desmeloises...	45-52.....	9.....	143.75			143.75
Léopold Balthazard.....	Desmeloises...	46-2-46.....	10.....				
Léopold Balthazard.....	Desmeloises...	46-2-47.....	10.....	42.00			42.00

## Municipalité de Dupuy — Municipality of Dupuy

Succ.-est. Jos Doyon.....	La Reine.....	38.....	4.....	\$ 7.05	\$ 27.18	\$ 7.05	\$ 41.28
Roméo Sévigny.....	La Reine.....	28.....	7.....	5.13	16.42	3.75	25.30

## Corporation du village de La Reine — Corporation of the village of La Reine

Yvan Dessureault.....	La Reine.....	3.....	6.....	\$ 19.46	\$ 99.86		\$ 119.32
Aldas Frenette.....	La Reine.....	1.....	13.....	6.10	21.75		27.85
Aldas Frenette.....	La Reine.....	2.....	13.....	6.10	21.75		27.85
Ronald Paradis.....	La Reine.....	3.....	13.....	12.72	21.75		34.47
Ronald Paradis.....	La Reine.....	4.....	13.....	12.72	21.75		34.47

## Municipalité de La Reine — Municipality of La Reine

Adélarde Arsenault.....	La Reine.....	31.....	10.....	\$ 19.99	\$ 49.43		\$ 69.42
Raymond Bordeleau.....	La Reine.....	28.....	10.....	7.00	29.86		36.86
Maurice Fortier.....	La Reine.....	20.....	10.....	16.78	31.76		48.56
Michel Gaudreault.....	La Reine.....	17.....	6.....	17.42	92.72		110.14
Roméo Bureau.....	Desmeloises...	10.....	4.....	19.99	129.76		149.75
Gilles Dessureault.....	Desmeloises...	3B.....	2.....	48.80	335.98		384.78

## Commission scolaire de Senneterre — School commission of Senneterre

Fortunat Beauchamp.....	Pascalis.....	60.....	4.....		\$ 17.30		\$ 17.30
-------------------------	---------------	---------	--------	--	----------	--	----------

## Corporation municipale de Senneterre (paroisse) — Municipal corporation of Senneterre (parish)

Joseph Mercier.....	Senneterre.....	17.....	9.....	\$ 35.81	\$342.99		\$ 378.80
Lucien Lebel.....	Senneterre.....	P-8.....	1.....	8.90	30.24		39.14

## Commission scolaire de Despinassy — School commission of Despinassy

Alyre Comeau.....	Despinassy.....	32.....	5.....		\$ 96.81		\$ 96.81
Denis Comeau.....	Despinassy.....	25-26.....	3.....		99.36		99.36
Rosaire Dubois.....	Despinassy.....	18.....	3.....		107.27		107.27
Joseph Forget.....	Despinassy.....	28-29.....	5.....		212.01		212.01
Henri Gagnon.....	Despinassy.....	A.....	4.....		110.62		110.62
René Gagnon.....	Despinassy.....	33-1.....	4.....		193.04		193.04
Mme-Mrs. Jean Laplant.....	Despinassy.....	14.....	4.....		122.33		122.33
John Michaud.....	Despinassy.....	51.....	4.....		132.93		132.93
Conrad Morissette.....	Despinassy.....	45.....	4.....		78.15		78.15
Léopold St-Pierre.....	Despinassy.....	36.....	4.....		237.70		237.70
Rosaire Tremblay.....	Despinassy.....	31.....	3.....		117.73		117.73

## Commission scolaire de Malartic — School commission of Malartic

J.-L.-A. Béland.....	DesRoberts...	10 et-and 11B.....	10.....		\$ 59.35	\$ 2.10	\$ 63.85
Marc Richard.....	Fournière.....	A.....	4 s.....		67.10	2.40 4.25 1.60	72.95

Municipalité scolaire de Champneuf — School municipality of Champneuf

Propriétaire Proprietor	Canton Township	Lot	Rang Range	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Autres frais Other costs	Total
Louis-Marie Tanguay	Rochebeau-	14	4		\$160.68		\$ 160.68
Paul-Émile Bourgault	Rochebeau-	24	1		338.59		338.59
Alphonse Beaulieu	Barraute	57	8		116.28		116.28

Municipalité scolaire de Landrienne — School municipality of Landrienne

Jules Bertrand	Landrienne	28	7		\$ 18.87		\$ 18.87
----------------	------------	----	---	--	----------	--	----------

Commission scolaire de Villemontel Trecession — School commission of Villemontel Trecession

Jean-Guy Legault	Trecession	20 a. b...	4	\$ 78.30	\$158.49		\$ 236.79
Adélar Truchon	Trecession	18.27-19.2	4		320.00		320.00

Commission scolaire de Sainte-Gertrude — School commission of Sainte-Gertrude

Albert Guérin	Villemontel	6	4		\$ 22.22		\$ 22.22
Armand Blais	Villemontel	32	5		84.73		84.73
Loranzo Lerossignol	Villemontel	47-48	6		71.05		71.05
Noël Lachapelle	Villemontel	4-5 n.	6				
Noël Lachapelle	Villemontel	1-5 s.	7		68.14		68.14
Richard Côté	Villemontel	53	7		188.70		188.70
René Brouillette	Villemontel	33	9		120.32		120.32

Commission scolaire de Preissac — School commission of Preissac

Maurice St-Cyr	Preissac	18	A		\$ 49.58		\$ 49.58
Arthur St-Jean	La Pause	A4	1		34.67		34.67
Simon Choquette	Preissac	46	1		4.23		4.23
Fernand Turcotte	Preissac	48	1		11.47		11.47
Armand Guay	Preissac	56	4		17.55		17.55
Claude Landry	Preissac		3		30.15		30.15
Maison située près ou sur le block minier E.		House situated near or on mining block E.					
Claude Lachance	Preissac		9		106.29		106.26
Maison et terrain situés sur ptie S.-E. du lot A rg. 9.		House and land situated on part S.-E. of lot A rg. 9.					
Succ.-est. Jean Béchard	Villemontel	2/3 e 22	2				
Succ.-est. Jean Béchard	Villemontel	2/3 o 21	2		117.51		117.51
Partie de lot: est 2/3 du lot 22, sud rivière et partie ouest 2/3 du lot 21 sud rivière, rang 2.		Part of the lot: East 2/3 of lot 22, south river and part west 2/3 of lot 21 south river, range 2.					
Rosaire et-and Alexandre Fortier	Preissac		9		274.54		274.54
Terrain lot 21 C 2, demie ouest; lot 21 C et, 22 E 1, distraction faite d'un emplacement de 100' x 200', sis au coin sud-est du lot 22 E 1, rang 9.		Lot 21 C 2, west half; lot 21 C 1, and 22 E 1, with- drawal made from an emplacement of 100' x 200', situated on the southeast corner of lot 22 E 1, range 9.					
Mme-Mrs. Lucien Froment	Preissac	11 et-and 12	A				
Mme-Mrs. Lucien Froment	Preissac	ile no 41			210.87		210.87

Commission scolaire de Sullivan — School commission of Sullivan

J.-B. Bélanger	Vassan		1		\$ 68.46		\$ 68.49
Partie de terrain, sur le lot 45, borné au nord par le lac Demontigny, à l'est par la route.		Part of the land on lot 45, bounded on the north by Demontigny Lake, on the east by the route.					
Adrien Giroux	Dubuisson	53-B-37	10		146.24		146.24
Jérémie Lejeune	Vassan	10-t-41	2		349.23		349.23
Philius Roy	Dubuisson		10		204.56		204.56
Partie de terrain sur le lot 53-B-34 rang 10, situé à l'arrière du terrain de M. Jean Despres, et à côté du terrain de Mme Vincent Bélanger.		Part of the land on lot 53-B-34 range 10, situated in the rear of the land belonging to Mr. Jean Despres, and the land of Mrs. Vincent Bélanger.					
René Roy	Dubuisson	50-C-24	9		59.04		59.04
Arthur Munger	Dubuisson	50-C-42	9		382.63		382.63

## Municipalité d'Amos Ouest — Municipality of Amos West

Propriétaire Proprietor	Canton Township	Lot	Rang Range	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Autres frais Other costs	Total
La ville-the town of Amos.....	Figury.....	P. 7.....	8.....	\$1,164.00	.....	\$183.10	\$ 1,347.10

## Municipalité scolaire de Lacorne — School municipality of Lacorne

M.-Mr. François Bodart.....	Lacorne.....	64.....	8.....	.....	\$ 40.08	\$ 4.25	\$ 44.33
-----------------------------	--------------	---------	--------	-------	----------	---------	----------

Donné à Amos, ce 31e jour de janvier 1969.

Le secrétaire,  
JEAN-P. GARIÉPY.

27989-7-2-0

Given at Amos, this 31st day of January, 1969

JEAN-P. GARIÉPY,  
Secretary.

27989-7-2-0

## Municipalité du comté de Saguenay

Avis est par la présente donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la municipalité du comté de Saguenay, que les propriétés ci-après désignées seront vendues à l'enchère publique à l'Hôtel de ville de Tadoussac, chef lieu de la Corporation du comté de Saguenay, JEUDI, le TREIZIÈME jour de MARS 1969, à DIX heures a.m., pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêt plus les frais encourus subséquemment à moins que ces taxes, intérêts et dépenses ne soient payés avant cette date.

## Municipality of the county of Saguenay

Notice is hereby given by the undersigned Secretary Treasurer of the municipality of the county of Saguenay, that the properties herein-after designated will be sold by public auction at the Town Hall of Tadoussac, county seat of the corporation of Saguenay County, on THURSDAY, the THIRTEENTH day of MARCH, 1969, at TEN o'clock in the forenoon, for the non-payment of municipal and school taxes with interests and the costs incurred, unless these taxes, interest and costs be paid before that date.

## Tadoussac

Propriétaires Owners	Lots et rangs Lots and ranges	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Mme-Mrs. Sylvio Brisson Tadoussac et-and M.-Mr. Joseph Brisson Sacré-Coeur.....	P. 313 terrain et bâtisses-land and buildings Evaluation (\$1,000.00).....	\$ 66.24	\$448.90	\$ 515.14
Mme-Mrs. Léonard Leblanc (Patrick Bour- gouin) 620 Calixa Lavallée Québec.....	P. 544 terrain-land Evaluation (\$100.00).....	7.66	74.14	81.80
M.-Mr. Léonace Hovington Tadoussac et-and G-Edouard Therrien Tadoussac.....	P. 436 Evaluation (\$200.00).....	44.40	65.28	109.68
M.-Mr. René Savard Tadoussac.....	P. terrain-land Evaluation (\$200.00).....	9.99	50.40	60.39

## Les Escoumins

Noms Names	Lots	No cad. Cad. No.	Rang Range	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
St-Gelais J. Charles.....	11-A-10 P.....	1058...	1.....	\$289.00	\$ 903.00	\$ 2.00	\$ 1,194.00
Therrien, Sylvain.....	P. 17-7.....	1107...	1.....	210.04	247.38	2.00	459.42
Lanouette, Raymond.....	P. 23.....	684...	1.....	11.83	196.12	2.00	209.95
Therrien, Rock.....	17-7 P. n.-e.....	1261...	1.....	169.56	272.29	2.00	443.85
Létourneau, G.-Albert.....	A-2-4.....	731...	A.....	191.75	171.64	2.00	365.39
Caron, Adélar.....	15-B-3.....	340...	1.....	160.37	330.22	2.00	492.59
Tremblay, Albert.....	10-1.....	1086...	A.....	154.45	345.86	2.00	502.31
Beaulieu, Benjamin fils-son.....	14-5-18 P.....	20.....	1.....	195.28	—	2.00	197.28
Bergeron, Bertrand.....	11-A-13 P.....	69.....	1.....	50.97	248.96	2.00	301.93
Létourneau, Roger.....	P. 20.....	1084...	1.....	132.00	1,110.40	2.00	1,244.40
Morneau, Maurice.....	16-A-14 P.....	814...	1.....	220.14	182.36	2.00	404.50
Tremblay, Joseph (Théodore).....	17-3-P.....	1157...	1.....	135.52	369.84	2.00	507.36
Tremblay, Théodore.....	17-3-P.....	1229...	1.....	89.16	216.11	2.00	307.27
Bouchard, Mme-Mrs. Vve-wid. Rosaire.....	11-A-16 P.....	202.....	1.....	194.16	393.48	2.00	589.64
Bernier, André (Pilote).....	P. 3.....	10.....	A.....	20.74	149.56	2.00	172.30
Dufour, Aimé.....	10-A-1.....	499.....	1.....	69.37	444.52	2.00	515.89
Tremblay, Jean C.-B.....	13-7 ¼ ac.....	1148...	A.....	136.60	349.04	2.00	487.64
Briasson, Arché.....	36-3.....	92.....	1.....	18.43	313.78	2.00	334.21

Sault-aux-Moutons

Noms Names	Lots	Rang Range	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Totl
Dubé, René	P. lot 48	4	\$291.72	\$487.11	\$ 0.56	\$ 779.39

Canton d'Iberville — Township of Iberville

Hovington, Roland	P. lot 42	4	\$140.64	\$179.81	\$ 0.56	\$ 321.01
Huard, Richard	P. lot 40	4	172.94	108.33	0.56	281.83
Quinn, Aurel	P. lot 49	4	154.77	259.85	0.56	415.18
Langlois, Marcel, 8341, 24e-th Avenue, St-Michel, Montréal	P. lot 49	4	420.35	201.38	0.56	622.29
Chiasson, Henrio, Forestville Sag.	P. lot 43b	4	56.03	37.92	0.56	94.51
St-Gelais, Guildor	P. lot 48	4	184.55	480.53	0.56	665.64

Sainte-Anne-de-Portneuf

Barrette, Napoléon	279-1	B		\$ 28.74	\$ 1.72	\$ 30.46
Desbiens, Mme-Mrs. Gabriel	34	B		279.48	16.77	296.25
vfour, Edouard	216	B	\$ 59.26	45.87	2.75	107.88
Emond, Yvan	196	B	144.00	88.96	5.35	238.31
Foster, Raymond	274	B	230.28	182.19	10.93	423.40
Jean, Henrio	143-45	B.B		177.61	10.65	188.26
Lavoie, Florian	9	B	85.70	76.45	4.59	166.80
Tremblay, Ernest	272	B	128.26	79.23	4.75	212.24
Tremblay, Mme-Mrs. Jean Jacques	68	B	94.50	38.38		132.88
Tremblay, Robert	70-3	B	108.00	198.60		
	70	B	22.50	27.80		356.90
Tremblay, Mme-Mrs. Rose Alba	67	B	333.94	552.01		885.95
Tremblay, Joseph M.	46	B	84.02	61.60	3.70	149.32
Tremblay, René M.	29	B	99.89	147.52	8.86	256.34
Gagnon, Louis, succ.-est.	230-233	B	177.41			177.41

Grandes Bergeronnes, ce 3 février 1969.  
Le secrétaire-trésorier,  
PAUL BOUCHARD.

Grandes Bergeronnes, on February 3, 1969  
PAUL BOUCHARD,  
Secretary Treasurer.

Ventes par Shérifs

Sheriffs' Sales

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUHARNOIS

BEAUHARNOIS

De Bonis et de Terris  
District de Beauharnois

Cour Supérieure, { W. H. GENEST LUM-  
No 10 896. BER LTÉE, corpo-  
ration légalement constituée  
ayant sa principale place d'affaires au No 3032  
boulevard Lasalle, à Verdun, district de Mont-  
réal, demanderesse, contre DAME LAURA  
PROVOST, marchande publique, 5, rue de la  
Gare, à ville de Léry, district de Beauharnois,  
défenderesse.

« Le lot numéro vingt-trois de la subdivision  
du lot de terre connu et désigné aux plan et  
de renvoi officiels de la paroisse de St-Clément,  
sous le numéro trois (3-23) de forme rectangu-  
laire, borné en front vers le sud-ouest par le lot  
3-21, étant une rue, vers le nord-ouest par le lot  
3-22, vers le nord-est par le lot numéro 1, vers  
le sud-est par le lot 3-24, mesurant cent pieds  
de largeur par soixante-douze pieds de profon-  
deur et formant une superficie de sept mille  
deux cents pieds carrés, mesure anglaise et plus

De Bonis et de Terris  
District of Beauharnois

Superior Court, { W. H. GENEST LUM-  
No. 10 896. BER LTÉE, a cor-  
poration legally constituted  
having its principal place of business at No. 3032  
Lasalle Boulevard, in Verdun, district of Mont-  
real, plaintiff, vs DAME LAURA PROVOST,  
public merchant, 5 de la Gare Street, in town of  
Léry, district of Beauharnois, defendant.

“Lot number twenty-three of the subdivision  
of the lot of land known and designated on the  
official plan and book of reference for the parish of  
St-Clément, under number three (3-23) of  
rectangular figure, bounded in front towards the  
southwest by lot 3-21, being a street, towards  
the northwest by lot 3-22, towards the northeast  
by lot number 1, towards the southeast by lot  
3-24, measuring one hundred feet in width by  
seventy-two feet in depth and forming a super-  
ficial area of seven thousand and two hundred

ou moins; avec les maisons dessus construites dont une maison portant le numéro civique 3-5 de la rue Faubert. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Beauharnois, à Beauharnois, MERCREDI, le DOUZIÈME jour de MARS 1969, à DIX heures de l'avant-midi.

« Le lot numéro vingt-quatre de la subdivision du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Clément, sous le numéro trois (3-24) borné en front vers le sud-ouest par le lot 3-21, étant une rue, vers le nord-ouest par le lot No 3-23, vers le nord-est par le lot numéro 1, vers le sud-est par un ancien chemin public, mesurant quatre-vingt-seize pieds dans sa ligne sud-ouest, soixante-douze pieds de profondeur, cent quatre pieds dans sa ligne nord-est et formant une superficie de sept mille deux cents pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins; avec les bâtisses dessus construites dont une maison portant le numéro civique 4 de la rue St-Laurent. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Beauharnois, à Beauharnois, MERCREDI, le DIX-NEUVIÈME jour de MARS 1969, à ONZE heures de l'avant-midi.

*Le shérif,*  
ERNEST LEBLANC.

Salaberry de Valleyfield,  
le 3 février 1969.

27999-0

square feet, English measure and more or less; with the houses thereon erected of which a house bearing civic number 3-5 Faubert Street."

To be sold at the Registry Office of Beauharnois Division, in Beauharnois, WEDNESDAY, the TWELFTH day of MARCH, 1969, at TEN o'clock in the forenoon.

"Lot number twenty-four of the subdivision of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference for the parish of St-Clément, under number three (3-24) bounded in front towards the southwest by lot 3-21, being a street, towards the northwest by lot number 3-23, towards the northeast by lot number 1, towards the southeast by an old public road, measuring ninety-six feet in its southwest line, seventy-two feet in depth, one hundred and four feet in its northeast line and two hundred square feet, English measure, and more or less; with the buildings thereon erected of which a house bearing civic number 4 St-Laurent Street."

To be sold at the Registry Office of Beauharnois Division, in Beauharnois, WEDNESDAY, the NINETEENTH day of MARCH, 1969, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ERNEST LEBLANC,  
*Sheriff.*

Salaberry de Valleyfield,  
February 3, 1969.

27999

## CHICOUTIMI

### *Fieri Facias*

District de Chicoutimi

Cour Supérieure, { ALGONQUIN CAPITAL  
No 39,502. { CORPORATION LIM-  
ITED, corporation légalement  
constituée ayant une place d'affaires à 10 ouest,  
Place Crémazie, à Montréal, district de Montréal,  
demanderesse, vs PAUL-ARTHUR FORTIN,  
domicilié et résidant au 117, rue Ste-Catherine,  
à Port-Alfred, district de Chicoutimi, défendeur.

Un terrain ou emplacement mesurant quarante-cinq pieds de front sur cent pieds de profondeur, formant partie des lots cadastraux numéros quatre-vingt-sept et quatre-vingt-onze (Pties Nos 87 et 91), du village de St-Alexis de Grande-Baie, borné et compris dans les limites suivantes: en front à la rue Ste-Catherine, tel que vulgairement désignée et plus bas décrite en profondeur au terrain appartenant à M. Edmond Savard ou représentants; d'un côté, au nord au terrain de Marcellin Tremblay ou représentants, et de l'autre côté, au sud, au terrain de M. Léon Perron, représentant de M. Edmond Savard, avec ensemble toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du Régistrateur de la division d'enregistrement du district de Chicoutimi, au palais de justice, à Chicoutimi, le DIX-NEUVIÈME jour du mois de MARS 1969, à ONZE heures de l'avant-midi.

*Le shérif,*  
Bureau du Shérif,  
Chicoutimi, le 5 février 1969. RENÉ DELISLE.  
28000-0

## CHICOUTIMI

### *Fieri Facias*

District of Chicoutimi

Superior Court, { ALGONQUIN CAPITAL  
No. 39,502. { CORPORATION LIM-  
ITED, a corporation legally  
incorporated having a business place at 10  
Place Crémazie West, Montreal, district of  
Montreal, plaintiff, vs PAUL-ARTHUR FOR-  
TIN, domiciled and residing at 117 Ste-Catherine  
Street, at Port-Alfred, district of Chicoutimi,  
defendant.

A piece of land or emplacement measuring forty-five feet in front by one hundred feet in depth, forming part of cadastral lot numbers eighty-seven and ninety-one (Pt. Nos. 87 and 91), of the village of St-Alexis de Grande Baie, bounded and included in the following limits: in front by Ste-Catherine Street, such as commonly designated and hereunder described in depth by the land belonging to Mr. Edmond Savard or representatives; on one side, on the north by the land of Marcellin Tremblay or representatives, and on the other side, on the south, by the land of Mr. Léon Perron, representative of Mr. Edmond Savard, together with all buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the Office of the Registrar of the registration division of the district of Chicoutimi, at the Court House, in Chicoutimi, on the NINETEENTH day of the month of MARCH, 1969, at ELEVEN o'clock in the morning.

RENÉ DELISLE,  
Sheriff's Office,  
Chicoutimi, February 5, 1969. *Sheriff.*  
28000

HULL

Canada — Province de Québec  
District de Hull

Cour Supérieure, No 11908. { LA BANQUE PROVIN-  
CIALE DU CANADA,

corps politique et incorporé ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse, vs MAURICE D'AOUST, demeurant à Thurso, district de Hull, défendeur.

« Toute cette propriété connue et désignée comme étant le lot numéro sept « B » (7B) rang huit, au cadastre du Gore de Lochaber, contenant cent un acres en superficie, plus ou moins, avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances. »

Pour être vendue au bureau d'enregistrement de la division de Papineau, à Papineauville, le VINGT ET UNIÈME jour du mois de MARS, 1969, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif-adjoint,  
ce 7 février, 1969. PAUL ST-PIERRE.  
28022-0

HULL

Canada — Province of Québec  
District of Hull

Superior Court, No. 11908. { THE PROVINCIAL  
BANK OF CANADA,

a body politic and incorporated, having its head office and its principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, vs MAURICE D'AOUST, residing in Thurso, defendant.

“All that property known and designated as being lot number seven “B” (7B), range eight, upon the cadastre of Gore de Lochaber, containing one hundred and one acres in superficial area, more or less, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.”

To be sold at the registry office of Papineau, in Papineauville, the TWENTY-FIRST day of the month of MARCH, 1969, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-PIERRE,  
February 7, 1969. Associate Sheriff.  
28022

KAMOURASKA

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province de Québec

Kamouraska — District de Kamouraska

Cour Provinciale, No 1278. { CORPORATION MUNI-  
CIPALE DE LA PA-  
ROISSE NOTRE-DAME

DES NEIGES DE TROIS-PISTOLES, a body politic legally constituted with head office in Notre-Dame des Neiges de Trois-Pistoles, demanderesse, vs LIONEL D'AMOURS, 16 rue Richard, Trois-Pistoles, défendeur.

« Un terrain situé au premier rang de Trois-Pistoles contenant tout le terrain compris dans les limites suivantes; borné au sud à la route nationale numéro 10, au nord à l'emprise de l'ancienne route nationale, à l'est à la terre de Romuald Veilleux et à l'ouest à Ls-Philippe Malenfant, lequel terrain est connu comme faisant partie du lot numéro trois cent soixante-huit (P. 368) du cadastre officiel de la paroisse de Trois-Pistoles. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement division de Témiscouata, 33 rue de la Cour, Rivière-du-Loup, le VINGT-SEPTIÈME (27e) jour de MARS 1969, à DIX (10) heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,  
Rivière-du-Loup, MAURICE MORIN.  
ce 10 février 1969. 28023-0

KAMOURASKA

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province of Québec

Kamouraska — District of Kamouraska

Provincial Court, No. 1278. { CORPORATION MUNI-  
CIPALE DE LA PA-  
ROISSE NOTRE-DAME

DES NEIGES DE TROIS-PISTOLES, a body politic legally constituted with head office in Notre-Dame des Neiges de Trois-Pistoles, plaintiff, vs LIONEL D'AMOURS, 16 Richard Street, Trois-Pistoles, defendant.

“A lot of land situated in the first range of Trois-Pistoles, containing all the land comprised in the following boundaries: Bounded on the south by the National Route number 10, on the north by the right of way of the former National Route, on the east by the farm of Romuald Veilleux and on the west by Ls-Philippe Malenfant, which lot of land is known as forming part of lot number three hundred and sixty-eight (P. 368) of the official cadastre of the parish of Trois-Pistoles.”

To be sold at the Registry Office, Témiscouata Division, 33 de la Cour Street, Rivière-du-Loup, the TWENTY-SEVENTH (27th) day of MARCH, 1969, at TEN o'clock (10) in the forenoon.

Sheriff's Office, MAURICE MORIN,  
Rivière-du-Loup, Sheriff.  
February 10, 1969. 28023

MONTRÉAL

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { ERNEST DAVID,  
No 759 215. demandeur, vs EN-  
RICO SADORI, défendeur.

« Cet emplacement sis à l'angle sud-ouest de la rue Villeray et de l'avenue Henri-Julien en la cité de Montréal, comprenant:

MONTREAL

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { ERNEST DAVID,  
No. 759 215. plaintiff, vs EN-  
RICO SADORI, defen-  
dant.

“The emplacement situated at the southwest corner of Villeray Street and Henri-Julien Avenue in the City of Montreal, comprising:

Un lot de terre connu et désigné comme étant la subdivision quatre cent soixante seize du lot numéro deux mille six cent quarante-trois (2643-473) au cadastre officiel de la paroisse de St-Laurent, le long de ladite avenue Henri Julien, mesurant vingt-cinq pieds de largeur et le long de ladite rue Villeray mesurant quatre-vingt pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise;

Et une bâtisse en pierre et brique à trois étages portant les numéros 220 de ladite rue Villeray et 7680 de ladite avenue Henri-Julien, circonstances et dépendances.»

Pour être vendu au Bureau du Protonotaire, chambre #18, en la Cité de Montréal, le VINGTIÈME jour du mois de MARS 1969, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Montréal, le 7 février 1969. *Le shérif-adjoint,* PAUL ST-MARTIN. 28001-0

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { REUBEN ADOLPHE  
No 756 672. { LYNCH, demandeur,  
vs MISS HELGA C. LICHTER, défenderesse.

« Un emplacement, sans bâtisses, ayant front sur la rue Guy, dans Ville d'Anjou, décrit comme étant les lots numéros deux cent quatre-vingt-treize et deux cent quatre-vingt-quatorze de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent vingt (420-293 et 294) des plan et livre de renvoi officiels, paroisse de La Longue Pointe. Chaque lot mesure environ trente pieds de largeur sur une profondeur d'environ soixante-quinze pieds, mesure anglaise.»

Pour être vendu au bureau du protonotaire, suite # 18, en la ville de Montréal, le VINGTIÈME jour du mois de MARS 1969, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Montréal, 7 février 1969. *L'assistant shérif,* PAUL ST-MARTIN. 28024

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { SCHOUELA BROS. IN-  
No 755 748. { VESTMENT LTD.,  
demanderesse, vs CARTIER HOLDINGS INC. & CITY OF LAVAL, défenderesses.

D'un bloc de terrains étant des lots subdivisés à même le lot originaire numéro deux cent soixante et un aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin, division d'enregistrement de Laval.

Ce bloc est composé des lots numéros cent soixante-dix-sept, cent soixante-dix-huit (rue), six cent cinq, six cent huit, six cent neuf, six cent dix, six cent onze, six cent douze, six cent treize, six cent quatorze, six cent quinze, six cent seize, six cent dix-sept, six cent dix-neuf, six cent vingt, six cent vingt et un, six cent vingt-deux, six cent vingt-trois, six cent vingt-quatre, six cent vingt-cinq, six cent vingt-six, six cent vingt-sept, six cent vingt-huit, six cent trente-trois, six cent trente-quatre, six cent trente-cinq, six cent trente-six, six cent trente-sept, six cent trente-huit, six cent trente-neuf, six cent quarante, six cent quarante et un de la subdivision du lot originaire numéro deux cent soixante et un (261-177, 261-178 (rue), 261-605, 261-608, 261-609, 261-610, 261-611, 261-612, 261-613, 261-614, 261-615, 261-616, 261-617, 261-619, 261-620, 261-621, 261-622, 261-623,

A lot of land known and designated as being subdivision four hundred and seventy-six of lot number two thousand six hundred and forty-three (2643-473) in the official cadastre of the parish of St-Laurent, along said Henri Julien Ave., measuring twenty-five feet in width along said Villeray Street, measuring eighty feet in depth, more or less, English measure;

And a brick and stone building, having three storeys, bearing numbers 220 said Villeray Street and 7680 said Henri-Julien Avenue, circumstances and dependencies.»

To be sold in the Prothonotary's Office, Room #18, in the City of Montreal, on the TWENTIETH day of the month of MARCH, 1969, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Montreal, February 7, 1969. *PAUL ST-MARTIN,* Associate Sheriff. 28001

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { REUBEN ADOLPHE  
No. 756 672. { LYNCH, plaintiff, vs  
MISS HELGA C. LICHTER, defendant.

«An emplacement, without buildings, fronting on Guy Street, in Ville d'Anjou, described as the lots numbers two hundred and ninety-three and two hundred and ninety-four of the official subdivision of the original lot number four hundred and twenty (420-293 and 294) of the official plan and book of reference, parish of La Longue Pointe. Each lot measures a width of about thirty feet by a depth of about seventy-five feet, English measure.»

To be sold at the Prothonotary's Office, Room #18, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of the month of MARCH 1969, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Montreal, February 7, 1969. *PAUL ST-MARTIN,* Assistant Sheriff. 28024-0

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { SCHOUELA BROS. IN-  
No. 755 748. { VESTMENT LTD.,  
plaintiff, vs CARTIER HOLDINGS INC. & CITY OF LAVAL, defendants.

A block of lands being subdivided lots from the original lot number two hundred and sixty-one on the official plan and book of reference for the parish of St-Martin, Laval Registry Division.

This block is composed of lots numbers: one hundred seventy-seven, one hundred seventy-eight (street), six hundred and five, six hundred and eight, six hundred and nine, six hundred and ten, six hundred and eleven, six hundred and twelve, six hundred and thirteen, six hundred and fourteen, six hundred and fifteen, six hundred and sixteen, six hundred and seventeen, six hundred and nineteen, six hundred and twenty, six hundred and twenty-one, six hundred and twenty-two, six hundred and twenty-three, six hundred and twenty-four, six hundred and twenty-five, six hundred and twenty-six, six hundred and twenty-seven, six hundred and twenty-eight, six hundred and thirty-three, six hundred and thirty-four, six hundred and thirty-five, six hundred and thirty-six, six hundred and thirty-seven, six hundred and thirty-eight, six hundred and thirty-nine, six hundred and forty,

261-624, 261-625, 261-626, 261-627, 261-628,  
261-633, 261-634, 261-635, 261-636, 261-637,  
261-638, 261-639, 261-640, 261-641).

Partie du lot numéro cent soixante-dix-neuf (rue) de la subdivision du lot numéro deux cent soixante et un (Ptie 261-179 rue).

Ladite partie étant bornée comme suit:

Au nord-est par la rue portant le numéro 261-178;

au sud-ouest par partie de la même rue portant le numéro 261-179 présentement décrite;

au nord-ouest par les lots Nos 261-643, 261-644, 261-645, 261-646, 261-647, 261-648, 261-649, 261-650, 261-651, 261-652, 261-653, 261-654 et 261-655 et par partie du lot numéro 261-656;

au sud-est par les lots Nos 261-605, 261-633, 261-634, 261-635, 261-636, 261-637, 261-638, 261-639, 261-640, 261-641, et par partie du lot numéro 261-632.

Mesurant cent pieds (100.0) de largeur, cinq cent quarante-six pieds et cinquante-quatre centièmes de pied (546.54) dans sa ligne nord-ouest et trente-deux pieds et soixante-seize centièmes de pied (32.76) mesurés le long d'un arc de cercle engendré par un rayon de vingt pieds (20.0), dans une ligne approximative ouest, et cinq cent quarante-sept pieds et quatre-vingt-dix-sept centièmes de pied (547.97) dans sa ligne sud-est et trente pieds et sept centièmes de pied (30.07) mesurés le long d'un arc de cercle engendré par un rayon de vingt pieds (20.0) dans une ligne approximative sud. Contenant une superficie de cinquante-six mille neuf cent deux pieds carrés. Mesures anglaises.

Partie du lot numéro six cent dix-huit (rue) de la subdivision du lot originaire numéro deux cent soixante et un (P. 261-618 (rue)):

Bornée comme suit:

vers le nord-est par la rue portant le numéro 261-178;

vers le sud-ouest par partie de la même rue portant le numéro 261-618;

vers le nord-ouest par les lots Nos 261-619, 261-620, 261-621, 261-622, 261-623, 261-624, 261-625, 261-626, 261-627 et 261-628 et par partie du lot numéro 261-629;

vers le sud-est par les lots Nos 261-608, 261-609, 261-610, 261-611, 261-612, 261-613, 261-614, 261-615, 261-616 et 261-617 et par partie du lot numéro 261-607.

Mesurant soixante-six pieds (66.0) de largeur, cinq cent quarante-quatre pieds et onze centièmes de pied (544.11) dans sa ligne nord-ouest, trente-deux pieds et soixante-seize centièmes de pied (32.76) mesurés le long d'un arc de cercle engendré par un rayon de vingt pieds (20.0) dans une ligne approximative ouest, cent six pieds et vingt-quatre centièmes de pied (106.24) dans sa ligne nord-est, trente pieds et sept centièmes de pied (30.07) mesurés le long d'un arc de cercle engendré par un rayon de vingt pieds (20.0) dans une ligne approximative sud et cinq cent quarante-six pieds et quarante-six centièmes de pied (546.46) dans sa ligne sud-est. Contenant une superficie de trente-sept mille quatre cent quatre-vingt-six pieds carrés. Mesures anglaises. (37,486 pi. car.).

Partie du lot numéro six cent sept de la subdivision du lot originaire numéro deux cent soixante et un (Ptie 261-607).

six hundred and forty-one of the subdivision of the original lot number two hundred and sixty-one (261-177, 261-178 (street), 261-605, 261-608, 261-609, 261-610, 261-611, 261-612, 261-613, 261-614, 261-615, 261-616, 261-617, 261-619, 261-620, 261-621, 261-622, 261-623, 261-624, 261-625, 261-626, 261-627, 261-628, 261-633, 261-634, 261-635, 261-636, 261-637, 261-638, 261-639, 261-640, 261-641).

Part of lot number one hundred and seventy-nine (street) of the subdivision of lot number two hundred and sixty-one (Pt. 261-179 street).

The said part being bounded as follows:

On the northeast by the street bearing number 261-178;

on the southwest by part of the same street bearing number 261-179 presently described;

on the northwest by lots Nos. 261-643, 261-644, 261-645, 261-646, 261-647, 261-648, 261-649, 261-650, 261-651, 261-652, 261-653, 261-654 and 261-655 and by part of lot number 261-656;

on the southeast by lots Nos. 261-605, 261-633, 261-634, 261-635, 261-636, 261-637, 261-638, 261-639, 261-640, 261-641, and by part of lot number 261-632.

Mesuring one hundred feet (100.0) in width, five hundred and forty-six feet and fifty-four hundredths of a foot (546.54) in its northwest line and thirty-two feet and seventy-six hundredths of a foot (32.76) measured along an arc of a circle produced by a radius of twenty feet (20.0), in an approximate west line, and five hundred and forty-seven feet and ninety-seven hundredths of a foot (547.97) in its southeast line and thirty feet and seven hundredths of a foot (30.07) measured along an arc of a circle produced by a radius of 20 feet (20.0) in an approximate south line. Containing a superficial area of fifty-six thousand nine hundred and two square feet. English measures.

Part of lot number six hundred and eighteen (street) of the subdivision of original lot number two hundred and sixty-one (Pt. 261-618 (street)).

Bounded as follows:

Towards the northeast by the street bearing number 261-178;

towards the southwest by part of the same street bearing number 261-618;

towards the northwest, by lots Nos. 261-619, 261-620, 261-621, 261-622, 261-623, 261-624, 261-625, 261-626, 261-627 and 261-628 and by part of lot number 261-629;

towards the southeast, by lots Nos. 261-608, 261-609, 261-610, 261-611, 261-612, 261-613, 261-614, 261-615, 261-616 and 261-617 and by part of lot No. 261-607.

Mesuring sixty-six feet in width (66.0), five hundred and forty-four feet and eleven hundredths of a foot (544.11) in its northwest line, thirty-two feet and seventy-six hundredths of a foot (32.76) measured along an arc of a circle produced by a radius of twenty feet (20.0) in an approximate west line, one hundred and six feet and twenty-four hundredths of a foot (106.24) in its northeast line, thirty feet and seven hundredths of a foot (30.07) measured along an arc of a circle produced by a radius of twenty feet (20.0) in an approximate south line and five hundred and forty-six feet and forty-six hundredths of a foot (546.46) in its southeast line. Containing a superficial area thirty-seven thousand four hundred and eighty-six square feet. English measures. (37,486 s.f.).

Part of lot number six hundred and seven of the subdivision of original lot two hundred and sixty-one (Pt. 261-607).

Bornée au nord-ouest par la rue portant le numéro 261-618;

vers le nord-est par le lot numéro 261-608;

vers le sud-est par le lot numéro 261-642;

vers le sud-ouest par partie du même lot numéro 261-607.

Mesurant quarante-deux pieds et quarante-huit centièmes de pied (42.48) en front dans sa ligne nord-ouest, trente-trois pieds et quarante-six centièmes de pied (33.46) en arrière dans sa ligne sud-est, par une profondeur de cent vingt-quatre pieds et trente-huit centièmes de pied (124.38) dans sa ligne nord-est. Contenant une superficie de quatre mille sept cent vingt-deux pieds carrés. Mesures anglaises.

Partie du lot numéro six cent vingt-neuf de la subdivision du lot originaire numéro deux cent soixante et un (Ptie 261-629).

Borné en front vers le sud-est par la rue portant le numéro 261-618;

en arrière vers le nord-ouest par les lots Nos 261-632 et 261-633;

vers le nord-est par le lot No 261-628;

vers le sud-ouest par partie du lot No 261-629.

Mesurant trente-quatre pieds et soixante-trois centièmes de pied (34.63) en front dans sa ligne sud-est, quarante-deux pieds et soixante-neuf centièmes de pied (42.69) en arrière dans sa ligne nord-ouest, par une profondeur de cent onze pieds (111.0) dans sa ligne nord-est. Contenant une superficie de quatre mille deux cent quatre-vingt-douze pieds carrés. Mesures anglaises. (4,292 pi. car.).

Partie du lot numéro six cent trente-deux de la subdivision du lot originaire numéro deux cent soixante et un (Ptie 261-632).

Borné en front vers le nord-ouest par la rue portant le numéro 261-179;

en arrière vers le sud-est par le lot numéro 261-629;

vers le nord-est par le lot No 261-633;

vers le sud-ouest par partie du même lot numéro 261-632.

Mesurant quarante-trois pieds et cinquante-sept centièmes de pied (43.57) en front dans sa ligne nord-ouest, trente-cinq pieds et cinq dixièmes de pied (35.5) en arrière dans sa ligne sud-est par une profondeur de cent onze pieds (111.0) dans sa ligne nord-est. Contenant une superficie de quatre mille trois cent quatre-vingt-neuf pieds carrés. Mesures anglaises. (4,389 pi. car.).

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Laval, en la Ville de Laval, le VINGTIÈME jour du mois de MARS 1969, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif, *Le shérif-adjoint,*  
Montréal, le 7 février 1969. PAUL ST-MARTIN, 28025-0

## NICOLET

*Fieri Facias de Terris*  
Canada — Province de Québec  
District d'Arthabaska

Cour Provinciale, { ARMAND & DENIS ST.  
No 4422. { PIERRE, arpenteurs  
géomètres de Victoriaville,  
demandeurs, vs PAUL ÉMILE CAMIRAND,  
rang 11, St-Léonard d'Aston, comté de Nicolet,  
défendeur.

1<sup>o</sup> Une terre située en la paroisse de St-Léonard, dans le onzième rang du canton d'Aston, mesurant cinq arpents de large sur vingt-huit

Bounded on the northwest by the street bearing number 261-618;

towards the northeast by lot number 261-608;

towards the southeast by lot number 261-642;

towards the southwest by part of same lot number 261-607.

Measuring forty-two feet and forty-eight hundredths of a foot (42.48) in front in its northwest line, thirty-three feet and forty-six hundredths of a foot (33.46) in rear in its southeast line, by a depth of one hundred and twenty-four feet and thirty-eight hundredths of a foot (124.38) in its northeast line. Containing a superficial area of four thousand seven hundred and twenty-two square feet. English measures.

Part of lot number six hundred and twenty-nine of the subdivision of original lot number two hundred and sixty-one (Pt. 261-629).

Bounded in front towards the southeast by the street bearing number 261-618;

in rear, towards the northwest by lots Nos. 261-632 and 261-633;

towards the northeast by lot No. 261-628;

towards the southwest by part of lot No. 261-629.

Measuring thirty-four feet and sixty-three hundredths of a foot (34.63) in front in its southeast line, forty-two feet and sixty-nine hundredths of a foot (42.69) in rear in its northwest line, by a depth of one hundred and eleven feet (111.0) in its northeast line. Containing a superficial area of four thousand two hundred and ninety-two square feet. English measures. (4,292 s.f.).

Part of lot number six hundred and thirty-two of the subdivision of original lot number two hundred and sixty-one (P. 261-632).

Bounded in front towards the northwest by the street bearing number 261-179;

in rear towards the southeast by lot number 261-629;

towards the northeast by lot No. 261-633;

towards the southwest by part of same lot number 261-632.

Measuring forty-three feet and fifty-seven hundredths of a foot (43.57) in front in its northwest line, thirty-five feet and five tenths of a foot (35.5) in rear in its southeast line by a depth one hundred and eleven feet (111.0) in its northeast line. Containing a superficial area of four thousand three hundred and eighty-nine square feet. English measures. (4,389 s.f.).

To be sold at the registry office of the county of Laval, in the town of Laval, the TWENTIETH day of the month of MARCH, 1969, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, *PAUL ST-MARTIN,*  
Montreal, February 7, 1969. *Associate Sheriff.* 28025

## NICOLET

*Fieri Facias de Terris*  
Canada — Province of Québec  
District of Arthabaska

Provincial Court, { ARMAND & DENIS ST.  
No. 4422. { PIERRE, land sur-  
veyors, of Victoriaville, plain-  
tiffs, vs PAUL ÉMILE CAMIRAND, range 11,  
St-Léonard d'Aston, county of Nicolet, de-  
fendant.

1. A farm situated in the parish of St-Léonard, on the eleventh range of the township of Aston, measuring five arpents in width by twenty-eight

arpents de profondeur, borné en front, au nord-ouest, au chemin public, en profondeur, au sud-est, au douzième rang, du côté nord-est au lot numéro 95 et du côté sud-ouest au terrain d'Octavien Lauzière et étant les cinq premiers arpents de front nord-est du lot numéro quatre-vingt-quatorze (P. 94) au plan et livre de renvoi officiel de la paroisse de St-Léonard, comté de Nicolet, avec bâtisses dessus.

2. Les deux tiers latéraux et longitudinaux sud-ouest du lot numéro quatre-vingt-quinze (2/3 S.O. 95) au plan et livre de renvoi officiel de la paroisse de St-Léonard, comté de Nicolet.

Pour être vendu séparément au bureau d'enregistrement de la division no 2, situé au Palais de Justice de Nicolet, district de Nicolet, MERCREDI, le DIX-NEUVIÈME jour de MARS 1969, à ONZE heures de l'avant-midi.

*Le shérif,*  
**GEORGES DOUCET.**  
 Bureau du Shérif, Nicolet, ce 7 février 1969. 28002-0

**QUÉBEC**

*Fieri Facias de Terris*

Québec, à savoir: { **PIERRE FALARDEAU,**  
 Cour Supérieure, } domicilié à 36, rue  
 No 132-806. } Martel, Ancienne-Lorette,  
 P.Q., vs **ALPHONSE COR-**  
**RIVEAU,** domicilié à 2880, Chemin Ste-Foy,  
 Québec.

« Un emplacement situé à St-Gérard Magella (Ville Bel Air) étant une partie non subdivisée de la subdivision un du lot originaire deux cent soixante-dix partie (270-1 partie) au cadastre officiel pour la paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette, division d'enregistrement de Québec, cet emplacement mesurant soixante-quinze pieds (75') de front sur la route (chemin de la grande ligne) sur une profondeur de cent soixante-quinze pieds (175') le tout mesures anglaises, cet emplacement étant borné au sud-ouest à la route (chemin de la grande ligne), au nord-ouest à une autre partie du même lot, propriété du vendeur, au nord-est à l'emplacement de Dame Adrien Morasse et au sud-est à une autre partie du même lot propriété de Jean-Claude Couillard. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 3, Avenue Chauveau, Québec, le DIX-NEUVIÈME jour de MARS prochain à DIX heures de l'avant-midi.

*Le shérif-adjoint,*  
**RAYMOND HAINS.**  
 Bureau du Shérif, Québec, le 11 février 1969. 28026-0

*Fieri Facias de Terris*  
 Cour Supérieure

Québec, à savoir: { **LES INDUSTRIES PHI-**  
 No 153-531. } **LIAS FLAMAND**  
 } **LTÉE,** corps politique légale-  
 ment constitué et ayant sa principale place d'affaires à St-Agapit, comté de Lotbinière, P.Q., vs **SYLVIO BILODEAU,** 232, Avenue Pruneau, ville de Vanier, P.Q.

« La subdivision quarante-trois (43) du lot originaire deux mille quatre cent vingt et un (2421) du cadastre de St-Sauveur, division d'enregistrement de Québec, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

arpents in depth, bounded in front, on the northwest, by the public road, in depth, on the southeast, by the twelfth range, on the northeast, side by lot number 95 and on the southwest side by the land belonging to Octavien Lauzière and being the first five front arpents on the northeast of lot number ninety-four (P. 94) on the plan and in the official book of reference of the parish of St-Léonard, county of Nicolet, with the buildings thereon.

2. The lateral and longitudinal southwest two-thirds of lot number ninety-five (2/3 S.W. 95) on the plan and in the official book of reference of the parish of St-Léonard, county of Nicolet.

To be sold separately in the registry office of No. 2 division, situated in the Nicolet Court House, district of Nicolet, on WEDNESDAY, the NINETEENTH day of MARCH, 1969, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

*Sheriff's Office,*  
**GEORGES DOUCET,**  
 Bureau du Shérif, Nicolet, February 7, 1969. 28002

**QUÉBEC**

*Fieri Facias de Terris*

Québec, to wit: { **PIERRE FALARDEAU,**  
 Superior Court, } domicilié at 36 Martel  
 No. 132-806. } Street, Ancienne-Lorette,  
 P.Q., vs **ALPHONSE COR-**  
**RIVEAU,** domiciled at 2880 Ste-Foy Road,  
 Québec.

« An emplacement situated in St-Gérard Magella, (Town of Bel Air) being an unsubdivided part of the subdivision one of original lot two hundred and seventy part (270-1 Part) on the official cadastre for the parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette, registry division of Québec, this emplacement measuring seventy-five feet (75') in front on the route (de la Grande ligne road) by a depth of one hundred and seventy-five feet (175') the whole English measures, this emplacement being bounded on the south-west by the route (de la Grande ligne road), on the northwest by another part of the same lot, property of the vendor, on the northeast by the emplacement of Dame Adrien Morasse and on the southeast by another part of the same lot, property of Jean-Claude Couillard. »

To be sold at the registry office of Québec, 3 Chauveau Avenue, Québec, the NINETEENTH day of the month of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

*Sheriff's Office,*  
**RAYMOND HAINS,**  
 Bureau du Shérif, Québec, February 11, 1969. 28026

*Fieri Facias de Terris*  
 Superior Court

Québec, to wit: { **LES INDUSTRIES PHI-**  
 No. 153-531. } **LIAS FLAMAND**  
 } **LTÉE,** a body politic legally  
 incorporated constituted and having its principal place of business in St-Agapit, county of Lotbinière, P.Q., vs **SYLVIO BILODEAU,** 232, Pruneau Avenue, town of Vanier, P.Q.

« The subdivision forty-three (43) of original lot two thousand four hundred and twenty-one (2421) of the cadastre for St-Sauveur, registry division of Québec, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. »

Pour être vendu à la Salle d'Assemblée au Palais de Justice, de Québec, chambre A-24, le DIX-NEUVIÈME jour de MARS prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif,  
Québec, le 11 février 1969.

*Le shérif-adjoint,*  
RAYMOND HAINS.  
28027-0

### SAINT—FRANÇOIS

#### *Fieri Facias de Terris*

Sherbrooke — District de St-François

Cour Supérieure, { COMPAGNIE DE FIDU-  
No 34,218. { CIE PRÊT ET RE-  
{ VENU, compagnie légalement

constituée, ayant sa principale place d'affaires à 850, Place d'Youville, Québec 4, Québec, demanderesse, vs BENOIT ROY, 26, Cookshire, East Angus, et ROBERT ROY, contracteur, 58, rue Westgate, East Angus, défendeurs conjoints, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Sherbrooke, mis-en-cause.

Comme appartenant au défendeur Benoit Roy :

« Ce certain morceau de terrain connu et désigné comme étant les soixante-dix pieds (70') sud par toute la profondeur du lot numéro mille trois cent quarante-huit (1348) aux plan et livre de renvoi officiels pour le quartier sud de la cité de Sherbrooke. Ledit morceau de terrain mesurant soixante-dix pieds (70') sur les côtés est et ouest par la profondeur dudit lot, est borné comme suit : au nord par le résidu dudit lot, au sud par le lot treize cent quarante-neuf (1349), à l'est par la rue Brooks, et à l'ouest par partie des lots treize cent cinquante-six et treize cent cinquante-cinq (Pties 1355-1356). Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Cet immeuble sera mis en vente à charge d'une première hypothèque en faveur de Compagnie de Fiducie Prêt et Revenu.

Pour être vendu au bureau du shérif, Palais de Justice, Sherbrooke, MERCREDI, le DIX-NEUVIÈME jour de MARS 1969, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,  
Palais de Justice,  
Sherbrooke, le 6 février 1969.

*Le shérif,*  
DONAT JACQUES.  
28003-0

#### *Fieri Facias de Terris* District de St-François (Sherbrooke)

Cour Supérieure, { THÉO LANGLOIS LTD.,  
No. 33,166. { corporation légalement

constituée ayant une place d'affaires en la cité de Magog, district de St-François, demandeur, vs ROGER MÉTIVIER, résidant en la cité de Montréal, district de Montréal, défendeur.

« Un certain emplacement formant partie du lot trois « C » du rang quatorze du canton de Magog, autrefois Hatley, maintenant connu et désigné comme étant le lot numéro cinquante (50) sur le plan de subdivision du lot numéro trois « C » (3c) du rang quatorze (14) sur le plan et dans le livre de renvoi officiels pour le canton de Magog, autrefois Hatley; le tout avec bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, à Stanstead Plain, comté de Stanstead, MARDI,

To be sold at the Meeting Hall, at the Court House, of Québec, chamber A-24, the NINETEENTH day of MARCH next at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,  
Québec, February 11, 1969.

RAYMOND HAINS,  
*Associate Sheriff.*  
28027

### SAINT—FRANÇOIS

#### *Fieri Facias de Terris*

Sherbrooke — District of St-François

Superior Court, { COMPAGNIE DE FIDU-  
No. 34,218. { CIE PRÊT ET RE-  
{ VENU, a company legally

incorporated, having its principal place of business at 850 d'Youville Square, Québec 4, Québec, plaintiff, vs BENOIT ROY, 26 Cookshire, East Angus, and ROBERT ROY, contractor, 58 Westgate Street, East Angus, joint defendants, and THE REGISTRAR of the registration division of Sherbrooke, mis-en-cause.

As belonging to the defendant Benoit Roy :

« This certain strip of land known and designated as being seventy feet (70') south by all the depth of lot number one thousand three hundred and forty-eight (1348) on the official plan and book of reference for the south ward of the city of Sherbrooke. The said strip of land measuring seventy feet (70') on the east and west sides by the depth of the said lot, is bounded as follows: On the north by the remainder of the said lot, on the south by lot one thousand three hundred and forty-nine (1349), and on the east by Brooks Street, and on the west by part of lots one thousand three hundred and fifty-six and one thousand three hundred and fifty-five (Pts. 1355-1356). The whole with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies. »

This immovable will be put up for sale in charge of the first mortgage in favor of Compagnie de Fiducie Prêt et Revenu.

To be sold at the Sheriff's Office, at the Court House, Sherbrooke, WEDNESDAY, the NINETEENTH day of MARCH, 1969, at TEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office,  
Court House,  
Sherbrooke, February 6, 1969.

DONAT JACQUES,  
*Sheriff.*  
28003

#### *Fieri Facias de Terris* District of St-Francois (Sherbrooke)

Superior Court, { THÉO LANGLOIS LTD.,  
No. 33,166. { a corporation legally

incorporated, having a place of business in the city of Magog, district of St-François, plaintiff, vs ROGER MÉTIVIER, residing in the city of Montreal, district of Montreal, defendant.

« A certain emplacement forming part of lot three « C » of range fourteen in Magog Township, formerly Hatley, now known and designated as being lot number fifty (50) on the subdivision plan of lot number three « C » (3c) of range fourteen (14) on the official plan and book of reference for the township of Magog, formerly Hatley; the whole with buildings thereon erected. »

To be sold at the Registry Office, in Stanstead Plain, county of Stanstead, TUESDAY, the

le DIX-HUITIÈME jour de MARS 1969, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,  
Sherbrooke, le 5 février 1969.

Le shérif,

DONAT JACQUES.  
28004-o

EIGHTEENTH day of MARCH, 1969, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,  
Sherbrooke, February 5, 1969.

DONAT JACQUES,

Sheriff.  
28004

TERREBONNE

Canada — Province de Québec  
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { LÉOPOLD MONDOU  
No 60 600. { L TÉE, corporation léga-  
lement constituée, ayant son  
siège social et principale place d'affaires à Saint-  
Joseph du Lac, district de Terrebonne, deman-  
deresse, vs JEAN-SAINT-DENIS de Saint-  
Benoit, district de Terrebonne, défendeur, et  
LE REGISTRATEUR de la division d'enregistrement  
du comté de Deux Montagnes, mis-en-cause,  
L'immeuble suivant en la possession du défen-  
deur Jean Saint-Denis.

« Un emplacement situé sur la Montée St-  
Pierre, à Saint-Benoît, connu et désigné comme  
faisant partie du lot numéro cent quarante-cinq,  
(Pte 145) au cadastre de la paroisse de St-Ben-  
noît; partant de la ligne de division de la paroisse  
et du village de Saint-Benoît, allant vers le sud  
sur une direction de mille six cent quinze pieds  
(1615) de ce point le terrain vendu mesure quatre-  
vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-dix  
pieds (85 x 90), plus ou moins, mesure anglaise;  
borné devant par la Montée St-Pierre et de tous  
les autres côtés par le résidu dudit lot appartenant  
au vendeur, avec une maison dessus érigée. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du  
comté des Deux Montagnes situé à Sainte-  
Scholastique MARDI le DIX-HUITIÈME jour  
de MARS 1969 à DEUX heures de l'après-midi  
(18-3-69 à 2 heures p.m.).

Conditions: Comptant.

Le shérif intérimaire,

Bureau du shérif,  
Saint-Jérôme, le 4 février 1969.

GABRIELLE FOURNELLE.  
28005-o

Canada — Province de Québec  
District de Terrebonne  
Cour Provinciale

No 2749. { GÉRARD CHARLE-  
BOIS, menuisier, de  
St-Joseph du Lac, district  
de Terrebonne, demandeur, vs JEAN-PAUL  
DENIS, domicilié au No 125 de la rue Labrie, à  
St-Eustache, district de Terrebonne, défendeur.  
et bref noté { J. HERMAS LACOMBE,  
No 2750 C.P.T. { J. rentier, domicilié au  
No 203 de la 2ième avenue  
à St-Eustache, district de Terrebonne, deman-  
deur, vs JEAN-PAUL DENIS, domicilié au  
No 125 de la rue Labrie, à St-Eustache, district  
de Terrebonne, défendeur.

L'immeuble ci-après désigné et en la possession  
du défendeur Jean-Paul Denis.

« Un emplacement ayant front sur le côté est  
de la rue Labrie, à Saint-Eustache, composé des  
lots numéros dix-sept, dix-huit et dix-neuf de la  
subdivision officielle du lot originaire numéro  
vingt-six (26-17, 18 et 19) des plan et livre de  
renvoi officiels du village de Saint-Eustache,  
avec une maison portant les numéros civiques  
125 et 127 de la rue Labrie, à Saint-Eustache,  
circonstances et dépendances incluses.

TERREBONNE

Canada — Province de Québec  
District de Terrebonne

Superior Court, { LÉOPOLD MONDOU  
No. 60 600. { L TÉE, a corporation  
legally constituted, having  
its head office and principal place of business  
in Saint-Joseph du Lac, district of Terrebonne,  
plaintiff, vs JEAN SAINT-DENIS, of Saint-  
Benoit, district of Terrebonne, defendant, and THE  
REGISTRAR of the registry division for the  
county of Two-Mountains, mis-en-cause.

The following immovable in the possession of  
the defendant Jean Saint-Denis.

«An emplacement situated on Montée St-  
Pierre, in Saint-Benoît, known and designated  
as forming part of lot number one hundred and  
forty-five (Pt. 145) upon the cadastre for the  
parish of Saint-Benoît; starting from the division  
line of the parish and of the village of Saint-  
Benoit, going towards the south in a direction of  
one thousand six hundred and fifteen feet (1615)  
from this point the lot of land sold measures  
eighty-five feet in width by ninety feet (85 x 90),  
more or less, English measure; bounded in front  
by Montée St-Pierre and on all the other sides by  
residue of said lot belonging to the vendor, with  
a house thereon erected.»

To be sold at the Registry Office of the county  
of Two-Mountains situated in Sainte-Scholasti-  
que, TUESDAY, the EIGHTEENTH day of  
MARCH, 1969, at TWO o'clock in the afternoon.  
(18-3-69 at 2 o'clock p.m.)

Conditions: Cash.

GABRIELLE FOURNELLE,

Sheriff's Office,  
Saint-Jérôme, February 4, 1969.

Acting Sheriff.  
28005

Canada — Province de Québec  
District de Terrebonne  
Provincial Court

No. 2749. { GÉRARD CHARLE-  
BOIS, joiner, of St-  
Joseph du Lac, district of  
Terrebonne, plaintiff, vs JEAN-PAUL DENIS,  
domiciled at No. 125 Labrie Street in St-Eusta-  
che, district of Terrebonne, defendant.  
and registered writ { J. HERMAS LACOMBE,  
No. 2750 P.C.T. { J. annuitant, domiciled at  
No. 203, 2nd Avenue in  
St-Eustache, district of Terrebonne, plaintiff, vs  
JEAN-PAUL DENIS, domiciled at No. 125  
Labrie Street in St-Eustache, district of Terre-  
bonne, defendant.

The immovable hereinafter designated and in  
the possession of the defendant, Jean-Paul Denis:

«An emplacement fronting on the east side of  
Labrie Street in Saint-Eustache, composed of  
lots numbers seventeen, eighteen and nineteen of  
the official subdivision of original lot number  
twenty-six (26-17, 18 and 19) on the official  
plan and in the book of reference of the village  
of Saint-Eustache, with a house bearing civic  
numbers 125 and 127 Labrie Street, in Saint-  
Eustache, circumstances and dependencies in-  
cluded.

Sujet à une servitude en faveur de la Corporation du village de Saint-Eustache, aux termes d'un acte de servitude passé devant Me J.-A.-G. Bélisle, notaire, le 25 octobre 1943, et enregistré, à Deux-Montagnes, sous le numéro 57540.

Sujet, également, à une hypothèque en faveur de la Caisse Populaire de St-Eustache, aux termes d'un acte d'obligation passé devant Me Marcel Delorme, notaire, le 24 mars 1968, et enregistré, à Deux-Montagnes, sous le No 128433. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté des Deux-Montagnes, situé à Ste-Scholastique, MARDI, le VINGT-CINQUIÈME jour de MARS 1969 à DEUX heures p.m.

*Le shérif intérimaire,*

Bureau du shérif, GABRIELLE FOURNELLE.  
Saint-Jérôme, le 10 février 1969. 28028-0

Canada — Province de Québec  
District de Terrebonne

Cour Provinciale, { LA CORPORATION  
No 6142. { D'OKA, corporation

municipale légalement constituée, ayant son siège social à Oka, comté de Deux-Montagnes, district de Terrebonne, demanderesse, *vs* L'IMMOBILIÈRE D'OKA INC., corporation légalement constituée, ayant son siège social dans la paroisse de l'Annonciation d'Oka, et une place d'affaires au No 215 de la rue St-Jacques à Montréal, district de Montréal, demanderesse.

Les immeubles suivants en la possession de la défenderesse, « L'Immobilier d'Oka inc. » :

1. Un emplacement ayant front partie sur la rue St-Paul et partie sur le chemin de l'Annonciation, dans la paroisse de l'Annonciation (Oka), généralement connu sous le nom de « Petite Commune » et désigné comme formant partie du lot originaire cent quatre-vingt-quinze (Ptie No 195) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de l'Annonciation (Oka): borné du côté nord par les lots Nos 195-142 et 196, du côté est partie par le lot No 195-113A, partie par le chemin public et partie par le lot No 195-195 acquis par Gérard Cinq-Mars et Gabriel Fauteux de l'Institut Agricole Belge au Canada, par acte passé devant Me Lionel Leroux, notaire, le cinq octobre mil neuf cent quarante-six, sous le numéro 9905 de son répertoire, enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Deux-Montagnes sous le No 62445 et enfin partie par le lot No 195-191, au sud partie par le chemin de la Mission de la Baie, qui sert de continuation à la rue Notre-Dame, partie par la rue St-Paul, partie par les lots Nos 195-40 à 52 inclusivement, partie par le prolongement de la rue St-Jacques, qui communique à la rue de l'Annonciation, partie par le lot No 195-20 et partie par une lisière de terre formant partie du lot No 195, mesurant environ 152 pieds de largeur par 600 pieds de profondeur, située entre les lots Nos 195-20, 21 et 22 et le lot No 195-40, à l'ouest par le Chemin de l'Annonciation;

À distraire cependant:

a) La partie occupée par l'indien Canard Blanc, ou représentants;

b) La partie vendue à Roland Bouchard *et al*, par acte devant Me Lionel Leroux, notaire, le onze janvier mil neuf cent quarante-sept, sous le No 10,121 de son répertoire, enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Deux-Montagnes sous No 63155, laquelle partie est maintenant désignée sous le numéro 195-194.

Subject to a servitude in favour of the Corporation of the village of Saint-Eustache, in the terms of a deed of servitude passed by Me. J.-A.-G. Bélisle, notary, on October 25, 1943, and registered in Two-Mountains under No. 57540.

Also subject to a mortgage in favour of the Caisse Populaire de St-Eustache, in the terms of a deed of obligation passed by Me. Marcel Delorme, notary, on March 24, 1968, and registered in Two-Mountains under No. 128433."

To be sold in the Registry Office of the county of Two-Mountains, situated in Ste-Scholastique, on TUESDAY, the TWENTY-FIFTH day of MARCH, 1969, at TWO o'clock in the afternoon.

GABRIELLE FOURNELLE,

Sheriff's Office, Acting Sheriff.  
Saint-Jérôme, February 10, 1969. 28028

Canada — Province of Québec  
District of Terrebonne

Provincial Court, { THE CORPORATION OF  
No. 6142. { OKA, municipal corpo-

ration legally incorporated, having its head office in Oka, county of Two-Mountains, district of Terrebonne, plaintiff, *vs* L'IMMOBILIÈRE D'OKA INC., body legally incorporated, having its head office in the parish of L'Annonciation d'Oka, and a place of business at No. 215 St. James St. in Montreal, district of Montreal, defendant.

The following immovables in the possession of the defendant, "L'Immobilier d'Oka inc.":

1. An emplacement fronting partly in St-Paul St. and partly on L'Annonciation Road, in the parish of L'Annonciation (Oka), generally known under the name of "Petite Commune"; and designated as forming part of original lot one hundred and ninety-five (Pt. No. 195) on the official plan and in the book of reference of the parish of L'Annonciation (Oka), bounded on the north side by lots Nos 195-142 and 196, on the east side partly by lot No. 195-113A, partly by the public road, and partly by lot No. 195-195 acquired by Gérard Cinq-Mars and Gabriel Fauteux from "L'Institut Agricole Belge au Canada" through the deed passed by Me. Lionel Leroux, notary, on the fifth day of October, one thousand nine hundred and forty-six, under number 9905 of his minutes, registered in the registry office of the county of Two-Mountains under No. 62445, and finally partly by lot No. 195-191, on the south partly by Mission de la Baie Road, which is used as a continuation of Notre-Dame St., partly by St-Paul St., partly by lots Nos. 195-40 to 52 inclusively, partly by the extension of St-Jacques St. which joins Annonciation St., partly by lot No. 195-20 and partly by a strip of land forming part of lot No. 195, measuring approximately 152 feet in width by 600 feet in depth, situated between lots Nos 195-20, 21 and 22 and lot No. 195-40, on the west by L'Annonciation Road;

To be withdrawn, however, are:

(a) The part occupied by the Indian, Canard Blanc, or representatives;

(b) The part sold to Roland Bouchard *et al* through the deed passed by Me. Lionel Leroux, notary, on the eleventh day of January, one thousand nine hundred and forty-seven, under No. 10,121 of his minutes, registered in the registry office of the county of Two-Mountains under No. 63155, which part is now designated under number 195-194.

Sujet à une servitude de droit de passage établie au profit de Roland Bouchard *et al*, aux termes de l'acte précité du onze janvier mil neuf cent quarante-sept.

2. Le lot numéro cent quatre-vingt-quinze de la subdivision d'une partie du lot originaire cent quatre-vingt-quinze (Ptie 195-195), à distraire, cependant, de ce lot, la partie sud-est, mesurant deux cent onze pieds et cinq dixièmes de largeur par huit cents pieds de profondeur, qui appartient à Paul-Aimé Goulet et/ou Armande Dansereau.

3. Les lots numéros 92, 159, 160, 163, 164, 169, 179, 180, 181, 182, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 196, 197 et 198 de la subdivision du lot originaire numéro 147 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de l'Annonciation (Oka).

4. Les lots numéros 18, 19, 20, 21, 22, 23, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 32 et 34 de la resubdivision du lot 96 de la subdivision du lot originaire 147 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de l'Annonciation (Oka).

5. Les lots numéros 16 et 59 de la resubdivision du lot numéro 96 de la subdivision du lot originaire numéro 147 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de l'Annonciation (Oka).

6. Le lot numéro 113A de la subdivision d'une partie du lot originaire 195 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de l'Annonciation (Oka).

7. Le lot numéro 141 de la subdivision du lot originaire 195, ainsi que le lot No 6 de la resubdivision du lot No 20 de la subdivision du lot originaire No 195, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de l'Annonciation (Oka).

8. Le lot numéro 21 de la resubdivision du lot 130 de la subdivision du lot originaire 195 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de l'Annonciation (Oka).

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Deux-Montagnes, situé à Sainte-Scholastique, MARDI, le VINGT-CINQUIÈME jour de MARS 1969, à TROIS heures de l'après-midi.

*Le shérif intérimaire,*  
Bureau du shérif, GABRIELLE FOURNELLE.  
Saint-Jérôme, le 10 février 1969. 28029-o

Canada — Province de Québec  
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { LES PLACEMENTS THE-  
No. 60,526. { MIS LTÉE, corporation  
légalement constituée ayant  
son bureau d'affaires à St-Eustache, district de  
Terrebonne, demanderesse, vs MARCEL LALI-  
BERTÉ, domicilié à Ste-Marthe sur le Lac,  
district de Terrebonne, défendeur.

L'immeuble ci-après désigné et en la possession de Marcel Laliberté:

« Un lot connu comme étant le lot numéro dix-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent cinquante-huit (158-18) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Eustache, avec une maison dessus construite et portant le numéro civique 28, 44ème avenue, Ste-Marthe sur le Lac ».

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du Comté des Deux-Montagnes situé à Ste-Scholastique, MARDI le VINGT-CINQUIÈME jour de MARS 1969 à UNE heure de l'après-midi.

*Le shérif intérimaire,*  
Bureau du Shérif, GABRIELLE FOURNELLE.  
Saint-Jérôme, le 10 février 1969. 28030-o

Subject to a servitude of right of way established in favour of Roland Bouchard *et al* according to the terms of the aforementioned deed on the eleventh day of January, one thousand nine hundred and forty-seven.

2. Lot number one hundred and ninety-five of the subdivision of a part of original lot number one hundred and ninety-five (Pt. 195-195); to be withdrawn, however, from this said lot is the south-east part, measuring two hundred and eleven and five-tenths feet in width by eight hundred feet in depth, which belongs to Paul-Aimé Goulet and/or Armand Dansereau.

3. Lots numbers 92, 159, 160, 163, 164, 169, 179, 180, 181, 182, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 196, 197 and 198 of the subdivision of original lot number 147 on the official plan and in the book of reference of the parish of L'Annonciation (Oka).

4. Lots numbers 18, 19, 20, 21, 22, 23, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 32 and 34 of the resubdivision of lot 96 of the subdivision of original lot 147 on the official plan and in the book of reference of the parish of L'Annonciation (Oka).

5. Lots numbers 16 and 59 of the resubdivision of lot number 96 of the subdivision of original lot number 147 on the official plan and in the book of reference of the parish of L'Annonciation (Oka).

6. Lot number 113A of the subdivision of a part of original lot 195 on the official plan and in the book of reference of the parish of L'Annonciation (Oka).

7. Lot number 141 of the subdivision of original lot 195, as well as lot No. 6 of the resubdivision of lot No. 20 of the subdivision of original lot No. 195 on the official plan and in the book of reference of the parish of L'Annonciation (Oka).

8. Lot number 21 of the resubdivision of lot 130 of the subdivision of original lot 195 on the official plan and in the book of reference of the parish of L'Annonciation (Oka).

To be sold in the registry office of the county of Two-Mountains, situated in Sainte-Scholastique, on TUESDAY, the TWENTY-FIFTH day of MARCH, 1969, at THREE o'clock in the afternoon.

*GABRIELLE FOURNELLE,*  
Sheriff's Office, *Acting Sheriff.*  
Saint-Jérôme, February 10, 1969. 28029

Canada — Province de Québec  
District de Terrebonne

Superior Court, { LES PLACEMENTS THE-  
No. 60,526. { MIS LTÉE, body legally  
incorporated, having its head  
office in St-Eustache, district of Terrebonne,  
plaintiff, vs MARCEL LALIBERTÉ, domiciled  
at Ste-Marthe sur le Lac, district of Terrebonne,  
defendant.

The immovable hereinafter designated and in the possession of Marcel Laliberté:

“A lot known as being lot number eighteen of the official subdivision of original lot number one hundred and fifty-eight (158-18) on the official plan and in the book of reference of the Parish of St-Eustache, with a house constructed thereon, bearing civic number 28, 44th Ave., Ste-Marthe sur le Lac”.

To be sold in the Registry Office of the County of Two-Mountains, situated at Ste-Scholastique, on TUESDAY the TWENTY-FIFTH day of MARCH, 1969, at ONE o'clock in the afternoon

*GABRIELLE FOURNELLE,*  
Sheriff's Office, *Acting Sheriff.*  
Saint-Jérôme, February 10, 1969. 28030

## INDEX No 7

## ARRÊTÉS en Conseil

## ORDERS in Council

211 — Coroners, tarif prévu par la Loi.....	1098
211 — Coroners, tariff contemplated by the Coroners Act.....	1098
212 — Indemnités payables aux témoins assignés devant les cours de juridiction civile, pénale et criminelles.....	1095
212 — Indemnities payable to witnesses summoned to appear before courts of civil, penal and criminal jurisdictions.....	1095
233 — Impôt provincial sur le revenu, calcul de l'impôt relatif à certains bénéfices reçus par des employés.....	1105
233 — Provincial Income Tax Act, computation of income tax related to certain benefit received by employees.....	1105
234 — Impôt sur les corporations, application de l'article 13 (j) de la Loi de l'impôt sur les corporations.....	1104
234 — Corporation Tax Act, application of Section 13 (j) and the Corporation Tax Act.....	1104
298 — Caisses d'épargne et de crédit, Loi.....	1102
298 — Savings and Credit Unions Act.....	1102
315 — Chemise pour hommes et garçons, Province.....	1108
315 — Shirt (Men's and Boys'), Province.....	1108
319 — Permis spéciaux autorisant la circulation, sur les chemins publics de la Province, de véhicules et de chargements excédant les limites de pesanteur et de dimensions, coût.....	1107
319 — Permits authorizing traffic, on public highways in the Province, of vehicles and loads exceeding the limits of dimensions and weight, cost of special permits.....	1107

## ASSOCIATIONS coopératives

## COOPERATIVE Associations

Cercle d'Auteurs, Association Coopérative ( <i>Nom-Name ch.</i> ) ( <i>Erratum</i> ).....	1086
Corporation immobilière Place Desjardins, Association Coopérative ( <i>Formation</i> ).....	1086

## AVIS divers

## MISCELLANEOUS Notices

Como Est-East, village ( <i>Requête-Petition</i> ).....	1125
Hudson, village ( <i>Requête-Petition</i> ).....	1125
Hudson Heights, village ( <i>Requête-Petition</i> ).....	1125
Estate Roland Cardin ( <i>Benefit of Inventory</i> ).....	1123
La Providence, village ( <i>Requête-Petition</i> ).....	1122
Longueuil, cité-city ( <i>Rénovation: programme de — Renovation Program</i> ).....	1123
Montréal, ville-city ( <i>Rues-Ruelles-Streets-Lanes</i> ).....	1126
Notre-Dame des Anges, village ( <i>Requête-Petition</i> ).....	1128
Notre-Dame des Anges de Montauban, par. ( <i>Requête-Petition</i> ).....	1128
Préville, ville-town ( <i>Requête-Petition</i> ).....	1129
St-Lambert, cité-city ( <i>Requête-Petition</i> ).....	1129
Succession Roland Cardin ( <i>Bénéfice d'inventaire</i> ).....	1123
Règles de pratique de la Cour Supérieure de Montréal ( <i>Addenda</i> ).....	1123
Rules of Practice of the Superior Court for the District of Montreal ( <i>Addenda</i> ).....	1123

## CHANGEMENT DE NOM — Loi du

## CHANGE OF NAME — Act

Gluck, Laszlo (Ladislaus) (Vasile) ( <i>Dem.-Appl.</i> ).....	1078
Grzebiliszewski, Jerzy Wojciech ( <i>Dem. - Appl.</i> ).....	1078
Greisman, Samuel Herbert ( <i>Dem. - Appl.</i> ).....	1077
Horowitz, Ronald ( <i>Dem. - Appl.</i> ).....	1078
Lagros, Joseph Édouard ( <i>Dem. - Appl.</i> ).....	1077
Moskowicz, Alter ( <i>Dem.-Appl.</i> ).....	1078

## Bill

## Bill

## COMPAGNIES

## COMPANIES

Introduction.....	1095	Chartes — demandes d'abandon de	Charters — Application for Surrender of
Presentation.....	1095		
<b>CAISSES</b> d'épargne et de crédit	<b>SAVINGS</b> and credit unions	Brock (Jack) Realities Limited.....	1083
Caisse d'Économie des Employés de la Société Kruger ( <i>Formation</i> ).....	1077	Brock (Samuel) Realities Limited.....	1083
Caisse d'Épargne et d'Entraide Économique de Montmagny ( <i>Formation</i> ).....	1077	Cartier Industriel Equipment Inc.....	1080
Caisse d'Épargne et d'Entraide Économique de Sept-Iles (La) ( <i>Formation</i> ).....	1076	Chateau Bonavista Ltd.....	1080
R.C.A.F. Moisis Credit Union ( <i>Nom-Name ch.</i> ).....	1076	Équipement Industriel Cartier.....	1080
		Feldman (H.) Realty & Investment Corporation.....	1081
		Hochelaga Helcats Inc.....	1081
		Huot & Blouin inc.....	1081

**Chartes — demandes d'abandon de** (suite)  
**Charters — Application for Surrender of** (continued)

Importations de Fruits et Légumes de St-Hyacinthe ltée (Les).....	1081
Laird Sales Agencies Ltd.....	1081
Midtown Building Corporation.....	1083
Papineau Construction Ltd.....	1081
Pinnacle Investment Corporation.....	1082
Poplar Fur Corp.....	1082
Pomerleau-Shannon Ltd.....	1083
S.V.P. Entreprises Inc.....	1083
Sanpan Inc.....	1082
Shoe Components Ltd.....	1082
Tab Service Depot Inc.....	1082

<b>Dissoutes</b>	<b>Dissolved</b>
Académie Mt-Royal de Langues ltée... ..	1079
Charbonneau (C. E.) & Cie inc.....	1079
Construction de Pipelines Québec ltée... ..	1080
International Agency Limited.....	1079
Macwebb Industrial Corporation.....	1079
Mapimi Ltd.....	1079
Mt. Royal Academy of Language Ltd.....	1079
Natural Gas Leasing Limited.....	1079
Québec Pipeline Construction Ltd.....	1080
Traina - Starr - Shedlack Ltd.....	1080
Woslin Limited.....	1080

<b>Divers</b>	<b>Miscellaneous</b>
Bérard (Marcel) limitée (Dir.).....	1084
Bisson & Bisson inc. (Dir.).....	1084
Corporation de l'Hôpital Champlain de Verdun (La) (Règl.-By-laws).....	1084
Dupré Automobile (1965) inc. (Dir.).....	1084
Ermitage des Bois-Francs inc. (L') (Règl.-By-law).....	1084
Hôpital St-Vincent de Paul de Sherbrooke (Règl.-By-law).....	1084
La Sarre Lumber inc. (Dir.).....	1084
L'Ermitage des Bois-Francs inc. (Règl.-By-law).....	1084
Reldan Mfg. Corporation (Dir.).....	1085
Whale River Outfitters Limited (Dir.).....	1085

<b>Lettres patentes</b>	<b>Letters Patent</b>
Académie de Ballet Classique de Chicoutimi inc. (L').....	1010
Alpha Data Processing Center Inc.....	1016
Ameublement Montcalm inc.....	1011
Amro inc.....	1011
Appartements Bouchard inc. (Les).....	1011
Architechnique inc.....	1011
Arkitex inc.....	1012
Ascenseurs Leclerc ltée.....	1012
Association des Mines de Métaux du Québec inc. (L').....	1013
Association Familiale et Scolaire du Centre Mackay.....	1033
Association hippique d'Amos inc.....	1013
Autoka inc.....	1013
Au Vieux Cypres inc.....	1014
Bereco inc.....	1014
Billa Sports Inc.....	1014
Bisson (Pierre) inc.....	1015
Bolduc (J.P.) inc.....	1015
Caillouette et Lemieux inc.....	1015
Camar Company Ltd.....	1018
Castillan International Trading Corporation.....	1015
Centre d'Informatique Alpha inc.....	1016
Charco Finance Inc.....	1016
Charlevoix T.V. Inc.....	1016

Charleroi Publications inc.....	1042
Chassé, Sirois & Associés inc.....	1017
Club de Raquetteurs Le Rigolo inc.....	1017
Club Optimiste Louiseville inc.....	1018
Comité Plage St-Jude inc.....	1018
Compagnie Camar ltée.....	1018
Concordia Fashions Ltd.....	1019
Conseil du Ski du Québec.....	1019
Corporation Hystar (La).....	1019
Courrier du Nord ltée (Le).....	1020
Cudex inc.....	1020
D'Aragon Investments Limited.....	1039
Défricheurs du Nouveau-Québec inc. (Les).....	1020
Dion & Kirouac inc.....	1021
Disques Révolution inc. (Les).....	1021
Distributeurs Suntlet inc.....	1021
Domaines Vanier limitée (Les).....	1022
Douville (Claude) transport inc.....	1022
Ducair inc.....	1022
Duval Softwood Inc.....	1023
Édition et Distribution Produits Nouveaux inc.....	1023
Entreprises B.B.L.M. inc. (Les).....	1023
Entreprises permanentes incorporée (Les).....	1038
Entreprises Ben-Clé inc.....	1024
Entreprises Bouchette inc. (Les).....	1024
Entreprises D.L. Thibodeau inc. (Les).....	1024
Entreprises R.D. inc. (Les).....	1025
Fialkov Investment Corp.....	1025
Fonds d'Investissement International ltée (Le).....	1025
Foyer d'hébergement Drummondville... ..	1026
Foyer du Textile de Rimouski inc.....	1026
Gagnon Machinery Inc.....	1032
Gestion Weedon inc.....	1026
Gibert métal inc.....	1027
Grand Prix Trailers Ltd.....	1044
Grenier (Roland) construction limitée... ..	1027
Hystar Corporation.....	1019
Iberia Investments Inc.....	1027
Immeubles Pomerleau inc. (Les).....	1028
Immeubles Rougemont inc.....	1028
Industries Maurica inc. (Les).....	1028
Intecnic inc.....	1029
International Investments Fund Ltd... ..	1025
Investissements Iberia inc. (Les).....	1027
J.M.S.S. Paving Inc.....	1029
Jacques (Saluste) & fils inc.....	1029
Kyle (R.G.) Ltd.....	1030
Lafayette Radio & Electronics, Sale & Service Inc.....	1030
Landry, Rivard & associés inc.....	1030
Lavergne T.V. inc.....	1031
Légaré (Guy) auto inc.....	1031
Ligue de Baseball du Québec inc.....	1031
Livres et Périodiques Progressistes ltée... ..	1041
Louis et André tailleurs inc.....	1032
MacDonald (Geo. W.) & Associates Inc.....	1032
MacDonald Geo. W.) & associés inc... ..	1032
Machinerie Gagnon inc.....	1032
Mackay Center Home and School Association.....	1033
Magasin Richard & Anne inc.....	1033
Marché Y. Desrochers inc.....	1034
Maurica Industries Inc.....	1028
Mecatechnic Inc.....	1034
Metro-Flame Inc.....	1034
Métro Heel Company Ltd.....	1034
Mines d'Uranium de Mont-Laurier inc.....	1035
MoJaNo inc.....	1035
Montcalm Furniture Inc.....	1011
Mont-Laurier Uranium Mines Ltd.....	1035
Munchen Holdings Company Ltd.....	1035
Naz-Dar Québec Limited.....	1036

<b>Lettres patentes</b>	<b>Letters Patent</b>	
<i>(suite)</i>	<i>(continued)</i>	
Naz-Dar Québec limitée .....	1036	Cullen (Mary) Inc. .... 1052
Oscar Development Corporation .....	1036	D'Aoust (J.B.) inc. .... 1052
Pacific Petroleum (Québec) Ltd. ....	1036	D'Iberville Estates Ltd. .... 1053
Paquet (Odilon) & fils ltée. ....	1037	Domaine d'Iberville ltée. .... 1053
Passerby (Don) Inc. ....	1037	Drassel Corporation Inc. .... 1059
Peel Discount Centre Inc. ....	1037	Entreprises Jacques Laurin ltée (Les) .. 1053
Performance Sailcraft Inc. ....	1038	Fourem Investments Ltd. .... 1053
Permanent Entreprises Incorporated. ...	1038	Fox Brothers Ltd. .... 1053
Perrin Brakes & Wheels Alignments Inc. 1039		Hôtel Motel Quévillon inc. .... 1054
Placements d'Aragon limitée .....	1039	Industries Cor-O-Foam limitée (Les) .. 1054
Placements Gablus ltée. ....	1039	L.D.G. inc. .... 1054
Placements J.P. Latour, ltée .....	1040	Langlois, Crossey, Côté, Leclair inc ... 1054
Placements Lacolle ltée (Les) .....	1040	Lufty Whitewear Mfg. Co. .... 1055
Placements Lano inc. (Les) .....	1040	Mac Donald Automobiles Ltd. .... 1054
Plantations De Wolfe ltée (Les) .....	1041	Mac Donald Automobiles ltée. .... 1055
Prêt d'Honneur de la Société Saint-Jean- Baptiste du Diocèse d'Amos (Le) ...	1041	Mac Donald Rambler (1968) Ltd. .... 1055
Progressive Books & Periodicals Ltd. ...	1041	Mac Donald Rambler (1968) ltée. .... 1055
Publications Charleroi inc. (Les) ...	1042	Maranco limitée. .... 1055
Publicité-Police Sports et Loisirs inc. .	1042	Ménard & Frère incorporé .....
Quality Tours Inc. ....	1042	Meryo Construction inc. .... 1055
Québec Fragrances Corp. ....	1043	Mokta Explorations (Québec) inc. .... 1056
Québec Metal Mining Association Inc. .	1013	Mokta Explorations (Québec) Inc. .... 1056
Québec Baseball League Inc. ....	1031	Moteurs Bégin, limitée. .... 1050
Québec Ski Council .....	1019	Murray Hill Transport Inc. .... 1056
Restaurant Le Voodoo, inc. ....	1043	Outremont Auto inc. .... 1056
Restaurant Linda inc. ....	1043	Playline Ltd. .... 1056
Revolution Records Inc. ....	1021	Québec-Téléphone .....
Roberge (Daniel) inc. ....	1043	Rimac Investments Limited .....
Roulottes Grand Prix ltée. ....	1044	Rivard (Z.) inc. .... 1057
Ruel (Jean-Paul) inc. ....	1044	Select Metal Inc. .... 1057
Salon Commodore (Dorval) inc. ....	1044	Septime inc. .... 1058
Serrure de Capot Universelle inc. ....	1049	Service de la Récréation de Drummond- ville inc. .... 1058
Service Toilette Richelieu inc. ....	1045	Ship Electric Inc. .... 1058
Setlakwe (S.) ltée. ....	1045	Simard (Adjutor) inc. .... 1059
Schoetique Ltd. ....	1405	Société Drassel inc. .... 1059
Schoetique ltée. ....	1045	Soudure Universelle de Pipeline ltée. ... 1059
Simard, (Lucien) ltée. ....	1046	Uap Inc. ( <i>Correction</i> ) .....
Sincas inc. ....	1046	Thomas (René) & Fils inc. .... 1059
Société des Échanges Culturels Interna- tionaux inc. (La) .....	1046	Thorndale Investment Corporation ... 1060
Société d'Habitation Richelieu inc. ....	1047	Transport Murray Hill inc. .... 1056
Sud Drywall Inc. ....	1047	Trempe (Jean-Pierre) Assurances inc. ... 1060
Suntex Distributors Inc. ....	1021	Universal Pipe Line Welding Ltd. .... 1059
Tenbec Corp. ....	1047	Van Woods Jewellers Limited .....
Therien (Yves) construction inc. ....	1048	Visa Bella inc. .... 1060
Total Transportation (Leasing) Limited	1048	Vohl (Adrien) & Fils limitée .....
Transport Total (location) limitée. ...	1048	
Tremblay (Euclide) & fils ltée. ....	1048	
Universal Hood-Lock Inc. ....	1049	
Val d'Or Motocurb Service Inc. ....	1049	
Vanier Estates Limited .....	1022	
Ventura Enterprises Ltd. ....	1049	
Vulcanisation St-Jérôme inc. ....	1050	
		<b>Sièges sociaux</b> <span style="float: right;"><b>Head Offices</b></span>
		Automotive Distributors Inc. .... 1085
		Entreprises Concorde inc. (Les) .....
		Fonds de Recherches en Cardiologie Infantile du Québec inc. .... 1085
		<b>DEMANDES</b> <span style="float: right;"><b>APPLICATIONS</b></span>
		<b>à la Législature</b> <span style="float: right;"><b>to Legislature</b></span>
		Apostles of the Infinite Love (The) .... 1092
		Apôtres de l'Amour Infini (Les) .....
		Association des architectes de la pro- vince de Québec (L') .....
		Association des Arts Graphiques du Québec inc. .... 1090
		Association des Puisatiers de la province de Québec (L') .....
		Charlesbourg, cité - city .....
		Commission des écoles catholiques de Montréal (La) .....
		Corporation des huissiers du district de Montréal (La) .....
		Corporation des Horlogers-Bijoutiers de la province de Québec (La) .....
		Corporation of the bailiffs of the district of Montreal .....
		Corporation of the Watchmakers Jewel- lers of the Province of Québec (The) . 1092
<b>Lettres patentes</b>	<b>Supplementary</b>	
<b>supplémentaire</b>	<b>Letters Patent</b>	
Association des Oeuvres de Santé du Grand Montréal. ....	1052	
Begin Motors, Limited .....	1050	
Berthier Golf and Country Club Inc. (The) .....	1051	
Blier Inc. ....	1050	
Boudreault & Gagnon Meubles inc. ...	1051	
Brunelle & Frères inc. ....	1051	
Champoux (Gaston) limitée. ....	1051	
Clinique Orthopédique de Victoriaville inc. ....	1051	
Club de Golf de Berthier inc. (Le) ...	1051	
Combined Health Association of Greater Montreal. ....	1052	
Cometal inc. ....	1052	
Cor-O-Foam Industries Limited .....	1054	

<b>DEMANDES à la Législature</b> (suite)	<b>APPLICATIONS to Legislature</b> (continued)
Corporation professionnelle des représentants de commerce agréés du Québec (La).....	1091
Corporation des Secrétaires Municipaux et Scolaires du Québec inc. (La).....	1091
Corporation of Municipal and School Secretaries of Québec Inc. (The)....	1091
Décès et succession de Léonard Julien..	1092
Estate Alphonse Valiquette.....	1095
Frères des Écoles Chrétiennes de Longueuil (Les).....	1091
Frères des Écoles Chrétiennes de Montréal (Les).....	1090
Grand'Mère, cité - city.....	1090
« Hôtel-Dieu St-Vallier » de Chicoutimi.	1089
Julien (Léonard) Death and Estate....	1092
Montreal Catholic School Commission.	1089
Professional Corporation of Chartered Commercial Sales Representative of Québec (The).....	1091
Province of Québec Association of Architects.....	1092
Québec Graphic Arts Association Inc. (The).....	1090
Québec, ville-city.....	1093
St-Laurent, ville-town.....	1093
Sillery, cité - city.....	1093
Spiritual Healing Church.....	1090
Succession Alphonse Valiquette.....	1095

<b>MINISTÈRES Affaires municipales</b>	<b>DEPARTMENTAL Municipal Affairs</b>
Hull, cité-city (Annex.).....	1119
Les Cèdres, village (Règl.-By-law 105)..	1120
Senneterre, ville-town (Annex.).....	1121

<b>Éducation</b>	<b>Education</b>
<i>Municipalité scolaire de:</i> School Municipality of:	
La Tuque (Prot.) (Dem.-Appl.).....	1087

<b>Institutions financières, compagnies et coopératives</b>	<b>Financial Institutions, Companies and Cooperatives</b>
<i>Assurances:</i> Insurance:	
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la paroisse de Saint-David d'Estcourt (Annul.).....	1086

<b>TRAVAIL et de la Main-d'oeuvre</b>	<b>LABOUR and Manpower</b>
<i>Industrie ou métiers de:</i> Industry or Trades of:	
Alimentation, détail, Québec (Prél.)....	1064
Automobile, Montréal (Prél.-Levy)....	1071
Automobile, Roberval (Prél.-Levy)....	1069
Coiffeurs, Hommes, Montréal (Prél.)....	1062
Coiffeurs, St-Hyacinthe (Mod.).....	1073
Coiffeurs, Sherbrooke (Prél.).....	1066
Food, Retail, Québec (Levy).....	1064
Glass, Québec (Prél.).....	1061
Hairdressers, Men, Montreal (Levy)....	1062
Hairdressers, St. Hyacinthe (Amend.)....	1073
Hairdressers, Sherbrooke (Levy).....	1066
Lait, Québec (Prél.).....	1068
Milk, Québec (Levy).....	1068
Verre, Québec (Prél.).....	1061

<b>NOMINATION</b>	<b>APPOINTMENT</b>
Prédient d'élection.....	1078
Returning Officer.....	1078

<b>PROCLAMATIONS</b>	<b>PROCLAMATIONS</b>
Convocation de la législature.....	1133
Convocation of the Legislature.....	1133
Enquêtes sur les incendies, concernant la mise en vigueur de la Loi.....	1132
Fire Investigations Act, coming into force of the Act.....	1132
Extension de la juridiction de la Cour municipale de la cité de Beaconsfield à la ville de Baie-d'Urfé.....	1133
Extension of the jurisdiction of the Municipal Court of the city of Beaconsfield to the town of Baie-d'Urfé.....	1133
Extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville de Saint-Antoine à la paroisse de Saint-Janvier-de-Blainville, comté de Terrebonne....	1134
Extension of the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Saint-Antoine to the parish of Saint-Janvier-de-Blainville, county of Terrebonne..	1134

<b>RÉGIE des marchés agricoles du Québec</b>	<b>QUÉBEC Agricultural Marketing Board</b>
Ord. L-18, Milk Price, Central Region.	1087
Ord. L-18, Prix du lait, région centrale.	1087

<b>SOUSSIONS</b>	<b>TENDERS</b>
Beauport, ville-town.....	1110
Mont-Saint-Hilaire, ville-town.....	1116
Repentigny, ville-town.....	1111
Ste-Adèle, munic.....	1113
Ste-Julie, par.....	1118
Shawinigan, cité-city.....	1114

<b>VENTES</b>	<b>SALES</b>
<b>Effets non-réclamés</b> Unclaimed Goods	
Canadian Pacific Railway Company...	1088

<b>SHÉRIFS</b>	<b>SHERIFFS</b>
<b>Beauharnois</b> Beauharnois	
Genest (W. H.) Lumber Itée vs Provost..	1143
<b>Chicoutimi</b> Chicoutimi	
Algonquin Capital Corporation Limited vs Fortin.....	1144

<b>Hull</b>	<b>Hull</b>
Banque Provinciale du Canada (La) vs D'Aoust.....	1145
Provincial Bank of Canada (The) vs D'Aoust.....	1145

<b>Kamouraska</b>	<b>Kamouraska</b>
Notre-Dame des Neiges de Trois-Pistoles, par. vs D'Amours.....	1145

<b>Montréal</b>	<b>Montreal</b>
David vs Sadori.....	1145
Lynch vs Lichter.....	1146
Schouela Bros. Investment Ltd. vs Cartier Holdings Inc. et al.....	1146

<b>Nicolet</b>	<b>Nicolet</b>	<b>Terrebonne</b>	<b>Terrebonne</b>
St-Pierre <i>et al</i> vs Camirand .....	1146	Charlebois vs Denis .....	1151
		Oka, corp. vs L'Immobilière d'Oka.....	1152
<b>Québec</b>	<b>Québec</b>	Montou (Léopold) ltée vs Saint-Denis...	1151
Falardeau vs Corriveau.....	1149	Placements Thémis ltée (Les) vs Labi-	
Industries Philius Flamand ltée (Les)		berté.....	1154
vs Bilodeau.....	1149	<b>Taxes</b>	<b>Taxes</b>
<b>Saint-François</b>	<b>Saint-François</b>	Abitibi, comté-county.....	1138
Compagnie de Fiducie Prêt et Revenu		Beaconsfield, cité-city.....	1135
vs Roy <i>et al</i> .....	1150	Beloeil, ville - town.....	1136
Langlois (Théo) Ltd. vs Métivier.....	1150	Lac St-Jean-Est, comté.....	1137
		Lake St. John East, county.....	1137
		Saguenay, comté-county.....	1142